

Numéro 572

Juin 1976



LA VERITE

organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la 4^e Internationale)

France : l'activité de l'OCI.

**Conséquences de la défaite US
au Vietnam.**

Liban : un an de guerre civile.

Althusser surdétermine la révolution

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

« Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 25 F - 2 ans (10 numéros) :
45 F - 2 ans soutien : 100 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER : **Pli non clos** : 1 an : 35 F - **Pli clos** : demander à
l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.
Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.
Imprimerie ABEXPRESS - PARIS.

échec. Il ne se déroula pas de débat entre les deux délégués, et le résultat fut surprenant : le PCF vota pour la candidature de la SFIO. Mais l'opposition socialiste fut alors si forte que le PCF fut obligé de faire un compromis : il accepta que la SFIO soit la tête de liste, mais il obtint que la SFIO devait faire une déclaration publique reconnaissant la légitimité du PCF.

La situation politique et l'activité de l'OCI

par Marc LACAZE

40^e anniversaire du Front populaire

Il y a maintenant quarante ans — deux ans après qu'elle eût imposé le front unique aux dirigeants du PS et du PCF, de la CGT et de la CGTU, au cours de cette fameuse grève générale de 24 heures du 12 février 1934 contre les manifestations fascistes, dont celle du 6 février, un an après la réunification syndicale, immédiatement après la victoire électorale des partis ouvriers — la classe ouvrière française engageait la grève générale de juin 1936. La peur au ventre, le capital accordait en quelques semaines la satisfaction de revendications que des dizaines d'années de lutte n'avaient pas arrachée : importantes augmentations de salaires, les 40 heures, les congés payés, les délégués d'entreprise, les conventions collectives. Le vent de la révolution se levait sur la France.

Le mouvement unitaire des masses, le mouvement révolutionnaire, était enserré dans sa contradiction, sa négation : le Front populaire qui dissolvait l'unité des partis ouvriers au sein d'une alliance alignée sur le Parti radical, principal parti bourgeois de la III^e République, carcan contre-révolutionnaire. Chacun se partageait la tâche. Blum constituait un gouvernement auquel participait le Parti radical. Les dirigeants du PCF n'y participaient pas. Leur rôle en tant qu'« aile gauche ouvrière » du Front populaire était ailleurs.

Blum convoquait à Matignon les représentants du syndicat patronal et de la CGT unifiée, qui signaient un accord délimitant les conquêtes ouvrières, c'est-à-dire les limitant ; dirigeants réformistes et staliens le paraprenaient en commun. Maurice Thorez, alors secrétaire général du PCF, mineur d'honneur et « fils du peuple » de surcroît, convoquait les militants du PCF, et leur déclarait au cours

d'une vaste assemblée générale de la région parisienne : « Il faut savoir terminer une grève. »

Le Front populaire parvenait à enlisier, puis à faire refluer, la révolution qui menaçait de déferler en France. Deux ans et demi plus tard, la défaite de la grève générale du 30 novembre 1938 rétablissait la toute-puissance du patronat, du gouvernement et de l'Etat bourgeois. Edouard Daladier, un des fleurons du Front populaire, devenu président du Conseil, organisait la répression. La boucle était fermée.

Pas tout à fait cependant. La grève générale de juin 1936 reste un des hauts moments de la lutte des classes en France : le premier déferlement du prolétariat français depuis la Commune. Il garde en conséquence sa force révolutionnaire suggestive : juin 1936, pour la première fois en France, le drapeau rouge flottait sur les usines. C'était inévitable, les dirigeants du PCF se devaient de combattre, quarante ans plus tard, le souvenir et la signification de juin 1936.

Il y a quelques semaines, Pierre Durand, dans *L'Humanité*, contenait un brin d'histoire. Il préparait politiquement les militants du PCF au quarantième anniversaire du Front populaire. Après avoir mis l'accent, pour l'essentiel, sur le fait que : « le Front populaire apporta des remèdes, des progrès considérables, jamais vus jusqu'alors, sans qu'il fût question de révolution », il choisissait, nullement par hasard, de parler du mouvement des ouvriers de Brest et Toulon contre les décrets Laval en août 1935 en des termes évocateurs :

« 1935 et le début de 1936 ont été marqués par des grèves et des manifestations importantes. Du 5 au 9 août 1935, des incidents violents ont éclaté à Toulon et à Brest où les ouvriers des arsenaux se sont heurtés à la police et à la troupe. Des provocateurs se sont d'ailleurs joints aux travailleurs, entraînant de jeunes inexpérimentés, à Brest notamment, où

des vitrines de cafés sont brisées rue de Siam. Le journal anarchiste « Le Libertaire » s'en félicitera. « L'Humanité » et « Le Populaire » (socialiste) multiplient les mises en garde. »

Le rédacteur de *L'Humanité*, membre d'un parti qui, selon tous les « spécialistes de la politique », fournit chaque jour la preuve de son « évolution », reprend en 1976, pratiquement mot pour mot, les déclarations calomniatrices faites par les staliniens bon teint, Vaillant-Couturier et J. Duclos en août 1935, dans *L'Humanité* contre les ouvriers de Brest et de Toulon.

Pourquoi ?

En 1935, la presse des partis du Front populaire, dont la presse du PCF, s'acharnaient à couvrir de boue les manifestations dont nous savons qu'à Toulon, par exemple, elles avaient été imposées à des organisations qui n'en voulaient pas, pour la bonne raison que donnait alors Jacques Duclos, au nom des dirigeants du PCF : « Nous attachons un trop grand prix à notre collaboration avec le Parti radical pour ne pas nous dresser contre les provocations », écrivait-il alors.

Du Front populaire à l'Union de la gauche

Comment ne pas être frappé de l'analogie entre la politique des dirigeants du PCF en 1935-1936 et celle qu'ils pratiquent actuellement ? « L'Union de la gauche » n'est qu'une nouvelle mouture du Front populaire. Au contraire de ce que d'aucun ont expliqué, la participation du Parti radical à « l'Union de la gauche », d'un Parti radical réduit à rien, fantôme du passé, qui n'a d'apparence de vie que grâce à l'appui du PS et du PCF, est d'autant plus significative du caractère de « l'Union de la gauche » : subordonner la classe ouvrière, les masses exploitées, la jeunesse, aux intérêts de la bourgeoisie, leur faire res-

pecter la société et l'Etat bourgeois, cela en tout état de cause.

Mais la politique de « l'Union de la gauche », Front populaire nouvelle mouture, a quelque chose de particulier : le Front populaire de 1936 était un carcan passé aux masses qui se dirigeaient vers juin 1936, vers la crise révolutionnaire. Il concordait avec la politique étrangère stalinienne qui, depuis le voyage de Laval à Moscou en 1935, le pacte franco-soviétique, la déclaration de Staline, affirmant qu'il comprenait et approuvait l'effort d'armement français, tendait à mettre sur pied l'alliance franco-anglo-russe contre l'Allemagne. La politique de « Front des Français » était une politique d'*« alliance »* encore plus large qu'avait proposée, dès août 1936, Maurice Thorez : « *Le Front des Français* », de « *Paul Reynaud à Thorez* », contre « *le fascisme* ». La proposition de Thorez avait suivi la victoire électorale du Front populaire.

Etrangère, contradictoire aux intérêts du prolétariat français, elle avait un semblant de justification : concourir au renforcement de l'alliance franco-soviétique contre l'Allemagne où Hitler préparait ouvertement la guerre. En 1976, avant même que « l'Union de la gauche » ne devienne majoritaire au Parlement, sans aucune « justification » ayant une certaine vraisemblance, les dirigeants du PCF en sont à la politique du « *Front des Français* » sous la nouvelle appellation de l'*« Union du peuple de France »*. Cette fois, ce sont les gaullistes, l'UDR, qui font l'objet de toute leur sollicitude. Il est intéressant de citer quelques extraits d'un article de René Andrieu, digne de figurer dans une anthologie de textes contre-révolutionnaires :

« Les communistes, qui ont combattu aux côtés des gaullistes contre Hitler, trouvent parfaitement inadmissible l'assimilation de ce courant politique français au fascisme de Salazar ou de Franco. » (*« L'Humanité »* du 7 mai 1976).

Andrieu est indigné des propos du Chancelier allemand Helmut Schmidt, non seulement contre les communistes, mais contre les gaullistes. D'ailleurs, Gustave Ansart devait le rappeler en insistant vigoureusement, au cours d'un débat de politique étrangère à l'Assemblée nationale :

« C'est un fait qu'il ne reste plus grand-chose de la politique extérieure définie et menée par le général de Gaulle et dont nous avons souligné, en son temps, nombre de ses aspects positifs. »

Quelle tristesse ! Mais, heureusement, « tout ce qui est national est PCF », et Marchais lui-même a annoncé « *d'autres changements dans la politique du PCF* ». C'est ainsi que le bon peuple a appris que, désormais, « l'armement atomique étant un fait, le PCF se ralliait à la politique de défense tous azimuts » de De Gaulle et, faut-il le dire, de l'UDR et de ses lobbies. Admirons la superbe de cette déclaration d'Ansart :

« Affirmant que le PCF lutte pour l'Europe des peuples, il déclare : « Pour nous, la lutte pour une Europe démocratique et pour la souveraineté nationale ne se contredisent pas : elles se complètent harmonieusement. »

Nous sommes résolument contre la politique des blocs et pour une position originale, indépendante de la France dans tous les domaines et ceci conformément à ses traditions démocratiques et révolutionnaires.

Parce que l'aptitude d'un pays à assurer pleinement sa défense nationale est un élément essentiel de son indépendance, la France doit, selon nous, s'en tenir à une stratégie militaire permettant de faire face à toute agression. La sécurité de la France repose sur une défense nationale tous azimuts et sur des facteurs politiques, notamment la consolidation des rapports d'amitié et d'entente avec les uns et les autres et l'instauration d'un système de sécurité collective.

C'est en exprimant dans les faits un attachement intransigeant à l'indépendance nationale, en épousant les grandes idées de notre époque, en nourrissant un grand dessein conforme à la volonté de paix et de coopération des peuples que notre pays retrouvera une vraie politique de grandeur française et jouera un rôle à la mesure des ambitions qui doivent être les siennes.» (*« L'Humanité »*, 7 mai 1976.)

En même temps, à l'occasion d'une protestation violemment contre « *l'abandon de la dignité nationale* », contre le fait que M. Kissinger ne conçoit les rapports avec ses alliés qu'en termes d'intimidation et de domination et s'ingère grossièrement dans la politique intérieure des Etats, la déclaration du bureau politique du PCF en date du 5 mai 1976 n'en annonce pas moins à ses militants, aux lecteurs de *L'Humanité*, au « peuple de France », que l'impérialisme US fait partie de ses « alliés ». Donc, il s'agit tout au plus de différends familiaux. D'ailleurs, apprend-on :

« Le Parti communiste français a toujours considéré que, dans leur principe, de telles rencontres entrent dans le cadre des relations normales entre Etats. Il est attaché au développement de telles relations entre la France et les Etats-Unis. En cette année où se célèbre justement le bicentenaire de l'indépendance américaine, les communistes français n'oublient pas tout ce que les idées de liberté et de progrès — celles de la Révolution française de 1789 — doivent aussi à la grande lutte pour la création des Etats-Unis, pas plus que le sacrifice des combattants américains au cours de la Seconde Guerre mondiale dans la lutte contre le fascisme. Les communistes français éprouvent amitié et sympathie pour le peuple américain. »

Et encore :

« En agissant ainsi, il a conscience de lutter pour l'établissement de véritables rapports d'amitié et de coopération avec les Etats-

Unis, rapports qui ne peuvent être basés que sur le respect mutuel, l'avantage réciproque et l'égalité des droits.

Paris, le 5 mai 1976. »

Rien ne va plus

Efforçons-nous d'éclaircir ce profond mystère. Lentement mais sûrement, la France s'achemine « de la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire ». La lamentable présentation de Giscard d'Estaing à la télévision, aux lendemains des élections cantonales, était significative, et toute la presse bourgeoise l'a souligné : sous le masque de Giscard transparaissait la tête de mort de la V^e République. A sa manière, ce président de la V^e République moribonde, qui se veut alerte et primesautier, posait d'une certaine façon sérieusement un problème : le dilemme n'est pas un simple changement de majorité, mais « *un choix de société* ». En clair, la défaite du gouvernement Giscard-Chirac, de la « majorité » de l'Assemblée nationale devenue la minorité du suffrage universel, ne signifierait pas seulement un changement de majorité ; elle signifierait l'effondrement de la V^e République ; elle signifierait que les masses se sont mises en mouvement, et qu'elles s'attaquent à l'Etat, à la société bourgeoise, à la propriété privée des moyens de production, en d'autres termes : la révolution prolétarienne commencerait.

L'analyse de Giscard d'Estaing rejoint celle de Kissinger : actuellement, la chute des gouvernements et des régimes au pouvoir dans les pays capitalistes européens tels que l'Italie, l'Espagne, la France, la formation de gouvernements auxquels devraient participer les PC, ne peuvent avoir qu'un résultat, s'ils n'en sont pas déjà la conséquence : la crise révolutionnaire, l'ouverture de la révolution prolétarienne.

Rien ne va plus. La relance économique est annoncée à coups de cymbales et de fanfares. S'appuyant sur

les indices de reprise au cours de sa conférence de presse du 23 avril, Giscard aurait retrouvé toute son aisance et son assurance. Le choix était, selon lui, entre la « réforme et le bouleversement ». Il a opté pour la réforme, qu'il entend mener tambour battant. « La reprise » n'atteint pas le secteur clé qui commande l'essor du cycle capitaliste, les industries de production des moyens de production. Elle est bien inférieure à ce qui serait nécessaire seulement pour que diminue le nombre de chômeurs. Elle est fondée sur une politique parasitaire, à l'échelle mondiale, dont le budget américain, qui avoue officiellement plus de 112 milliards de dépenses militaires, donne une idée.

En France, les mesures de relance prises ont comme résultat une nouvelle poussée inflationniste considérable. Le marché mondial et européen est à la merci d'une crise particulière dans tel ou tel pays qui provoquerait une réaction en chaîne, disloquant les échanges internationaux : l'Italie et l'Angleterre apparaissent actuellement ainsi que les anneaux les plus faibles dont la rupture menace d'entraîner la dislocation de toute la chaîne. En plus, de redoutables échéances approchent : notamment en ce qui concerne le marché commun agricole. Les relations se tendent actuellement entre Bonn et Paris. La poursuite de la politique de subventions au marché agricole dont bénéficie l'Italie et surtout la France, par ailleurs en conflit, et dont le capitalisme allemand fait les frais principaux, lui devient intolérable. Il se pourrait que ce soit, à la rentrée, une cause de rupture, aux conséquences catastrophiques.

Quant aux « réformes », les réformes du second cycle des études supérieures, celle du primaire, du secondaire, dite réforme Haby, montrent de quelle nature elles sont, et l'accueil qui leur est réservé. Ces réformes ne sont que la poursuite de la

tentative d'adapter la société française aux exigences du capital en crise, que la V^e République, de Gaulle, Pompidou, ont entreprise sans pouvoir la mener à bien, et elles deviennent des éléments de décomposition du régime. La réforme de l'entreprise, par exemple, n'est qu'une tentative au niveau de l'entreprise d'instaurer le corporatisme, sans en avoir les moyens politiques nationaux, alors que l'intégration des syndicats à l'Etat a échoué, ce qui a provoqué la défaite de de Gaulle. En fin de compte, ces réformes ajoutent à la crise du régime, à la décomposition de la société, sans résoudre les problèmes de la bourgeoisie.

La V^e République étant ce qu'elle est, son histoire étant ce qu'elle est, bien que Giscard d'Estaing soit président de la république, que le groupe des républicains indépendants ait un énorme appétit, que Lecanuet vise désespérément à rallier à la « majorité » le Parti socialiste, le pilier, l'âme de la V^e République reste cette société du 10-décembre qui s'appelle l'UDR. Giscard lui-même en convient à sa façon : il désigne l'UDR Jacques Chirac comme coordinateur et dirigeant de la « majorité », c'est lui qui doit préparer et organiser les élections municipales de 1977 et les élections législatives de 1978, pour le compte de la « majorité » de l'Assemblée nationale et présidentielle. La V^e République reste « l'Etat UDR » ; elle ne peut être que « l'Etat UDR ».

Désormais, l'échéance des élections législatives s'imbrique à toutes les contradictions qui assaillent la V^e République et le gouvernement Giscard-Chirac. A supposer que ce gouvernement parvienne à tenir, à ne pas chuter avant, les élections cantonales prouvent que les élections législatives via les municipales, sauf miracle, sonneraient le glas de l'UDR, donc de la république gaulliste étiquetée V^e, de cette « majorité » de l'Assemblée nationale si nettement minoritaire dans le pays.

De « l'Union de la gauche » à « l'Union des peuples de France », à « l'Union atlantique »

Dès lors, la politique des dirigeants du PCF est parfaitement claire : ils volent au secours du parti gaulliste flageolant. Au lendemain des élections cantonales, ils l'ont proclamé à son de trompe : les élections législatives ne doivent pas être avancées ; l'Assemblée nationale élue en 1973 doit aller jusqu'au bout de son mandat ; le PCF est respectueux de la légalité de la V^e République. Ce n'est pas suffisant, ce n'est pas assez.

Du même coup, ils soutiennent le gouvernement Giscard-Chirac, tout en le pourfendant en paroles, au nom de la « dignité nationale ». Au-delà, les dirigeants du PCF tentent le miracle : renflouer le parti gaulliste, le parti de « l'indépendance nationale », de la bombe atomique : l'UDR. Le PCF et le parti gaulliste pourraient adopter une devise commune : de « à chacun son boche » à « la défense tous azimuts ».

La politique des dirigeants du PCF va plus loin encore. La crise de la bourgeoisie française, de la V^e République, la lutte des classes allant, les élections municipales et législatives étant inévitables, il est probable, malgré les efforts que font Marchais et autres, qu'il n'y aura pas de miracle : la V^e République agonisante trépassera.

Le PCF prépare, dans cette éventualité, une alliance politique qui déborde largement « l'Union de la gauche », « l'Union du peuple de France », englobant les « gaullistes historiques ». Il va plus loin encore, il affirme : « L'impérialisme américain est "notre allié". » Marchais déclarait : « Notre parti change et il changera encore » ; devenu partisan de la défense nucléaire, de la défense tous azimuts, le PCF se prépare, ainsi que son compère italien, à proclamer que la Communauté économique européenne-

ne, le Pacte atlantique ne sont pas incompatibles avec « L'Union du peuple de France », pourvu que « l'indépendance et la dignité nationales » soient sauvagardées.

Noblesse oblige, conjointement le dialogue entre le PCF et l'Eglise se poursuit et se resserre. Cette fois, ce ne sont plus des « travailleurs chrétiens » dont il s'agit, mais de relations directes entre la direction du PCF et celle de l'Eglise française : en grande pompe, Roland Leroy a, tel un ministre plénipotentiaire, rencontré Mgr R. Etchegaray, président de la Conférence épiscopale ; tandis que la « commission des libertés » de l'Assemblée nationale recevait ensemble Georges Séguy et le susdit Monseigneur, à la grande joie de *L'Humanité* qui écrivait le 6 mai 1976 :

« Second trait de la situation créée hier à la commission parlementaire : la convergence — le mot s'impose — entre le représentant autorisé de l'Eglise catholique et le secrétaire général de la CGT lorsqu'il est question de défendre et promouvoir les libertés, de chercher ensemble les voies et les moyens d'une société qui libère l'homme-travailleur, l'homme-créateur en l'investissant des responsabilités de son existence, de sa création.

Vie associative, responsabilité des travailleurs, démocratie dans l'entreprise, garantie par les citoyens eux-mêmes, voie de la lutte : autant de termes pour un langage qui devient commun.

Si « le champ des libertés est infini », le champ de l'action commune aujourd'hui et demain entre tous ceux qui veulent « défendre et inventer » les libertés, apparaît sans limites. »

Quel autre « champ infini » d'action commune peut-il exister entre les dirigeants du PCF et ceux de la hiérarchie catholique, que celui de la défense de la société, de l'ordre, de l'Etat bourgeois ?

Cette accentuation du cours réactionnaire de la politique des dirigeants du PCF se précise au fur et à mesure que la faillite de la V^e République s'accentue et que la crise révolutionnaire s'avance. Cette politique a un complément indispensable : opposer le PCF au PS. Les résultats du premier tour des élections cantonales avaient obligé les dirigeants du PCF à mettre une sourdine à leurs attaques contre le PS jusqu'au second tour. Cela n'a pas duré ; rapidement, la campagne contre le PS a recomencé. On peut prévoir qu'elle va s'affermir, prendre de l'ampleur au fur et à mesure que l'échéance des élections municipales va approcher, d'autant plus que les dirigeants du PS, dont l'appétit municipaliste est grand, sont prêts aux alliances les plus diverses afin de garder ou de gagner quelques municipalités, ce qui alimentera la campagne que ne manqueront pas de développer Marchais et compagnie.

Mitterrand dialogue

A sa manière, la direction du Parti socialiste apporte également un maximum de soutien à la V^e République et au gouvernement Giscard-Chirac. S'il est un point sur lequel l'entente est totale entre elle et celle du PCF, c'est bien de tout faire pour que l'Assemblée nationale, minoritaire dans le pays, aille jusqu'au terme de son mandat. L'accord n'est pas moins grand lorsqu'il s'agit d'affirmer que la « gauche » n'entend venir au gouvernement que dans le cadre et le respect de la légalité et des institutions de la V^e République. Mitterrand a maintes fois affirmé que les élections législatives ne devaient pas être anticipées, qu'en cas de majorité de « gauche », il appartiendrait à Giscard d'Estaing, conformément à la Constitution, de désigner le Premier Ministre de son choix, en tenant compte du verdict des élections. Mais, au fur et à mesure que la crise politique s'affirme, qu'en tout état de cause

s'approchent les échéances, François Mitterrand est contraint de préciser ses positions.

C'est ainsi que Jacques Ferry, vice-président du CNPF, l'ayant violemment attaqué, il a cru nécessaire de lui répondre, c'est-à-dire d'engager le dialogue. Naturellement, il se doit de faire référence à la nécessité de nationaliser les monopoles ; cependant, curieusement, c'est au nom de la libre entreprise, de la défense du profit :

« Pour reprendre et éclairer mon argument, il est abusif, contrairement à ce que vous avancez, d'identifier capitalisme et liberté d'entreprendre. Croyez-vous réellement qu'un entrepreneur désireux de s'établir à son compte comme industriel, commerçant, artisan ou agriculteur, dispose d'une réelle liberté d'entreprise, compte tenu des fonds propres nécessaires, du coût du crédit, des difficultés de toutes sortes qui freinent l'initiative de qui veut concurrencer les pouvoirs en place ? Pensez-vous vraiment qu'une petite entreprise dynamique puisse se développer durablement sans tomber sous la coupe de groupes industriels ou bancaires privés ? Les barrières à l'expansion opposées par les grands intérêts privés sont aujourd'hui trop fortes. On n'a vu, depuis dix ans, aucune firme entrer sur les marchés de l'aluminium, de la chimie, du téléphone.

Mais, au-delà de ces considérations, je veux corriger la présentation que vous faites des perspectives industrielles que les socialistes offrent à la France. Je vous rappellerai que nous ne considérons pas le profit comme mauvais en soi. Au contraire. Il est gage de création de richesses et condition du progrès commun. Mais nous pensons que le problème posé est celui de sa dévolution synonyme de pouvoir. Le profit, pas plus que le pouvoir, ne doit être confisqué par un petit nombre au détriment de tous les autres. Or, le développement de certaines entreprises conduit à une telle accumulation de capital et par là à la

détention de moyens de pression sur l'économique et la politique si puissants qu'il devient nécessaire d'arrêter les critères qui autoriseront la nation à exercer le droit d'appropriation sociale ou de prise de contrôle et de participation que lui reconnaît la Constitution. »

Il est intéressant de noter au nom de quoi il justifie certaines nationalisations : « *L'indépendance nationale* », en l'occurrence la défense du capitalisme français :

« Rangerez-vous, enfin, parmi les considérations négligeables notre souci de donner au pays les atouts de son indépendance ? L'option entre secteur public et privé n'est-elle pas souvent dépassée par le dilemme entre nationalisation et internationalisation ? Depuis la signature du programme commun de la gauche il y a moins de cinq ans, deux des neuf entreprises industrielles que j'ai évoquées plus haut ont été absorbées par des groupes étrangers : dans l'informatique la société américaine Honeywell, après avoir digéré Bull, s'est assuré le contrôle technologique de la CII, et dans l'industrie pharmaceutique la société allemande Hoechst s'est emparée de Roussel-UCLAF. Une troisième, Rhône-Poulenc, est à merci. Dans d'autres domaines, mais sur le même plan, on peut s'inquiéter du sort du nucléaire, de la construction aéronautique et de certaines offensives sur l'industrie alimentaire. Je pourrais continuer cette énumération. Elle ne ferait qu'ajouter à ma démonstration.

J'avoue, enfin, ne pas comprendre votre remarque sur l'incompatibilité du secteur public et du secteur privé, sur l'impossibilité de leur coexistence. Je crois plutôt qu'il n'y a pas de libre entreprise aujourd'hui ni d'indépendance économique sans un secteur public fort. Encore faut-il que soit établie de façon claire et connue de tous la part respective du public et du privé que le projet de la gauche entend promouvoir dans l'expansion

industrielle. C'est ainsi qu'il conviendra lors de la nationalisation du crédit de maintenir dans le secteur privé un nombre significatif des participations industrielles que les banques d'affaires stérilisent actuellement. La nationalisation est pour nous un outil. Elle n'a de sens que dans le cadre d'une politique industrielle claire et cohérente. Elle doit aussi servir à créer, à promouvoir, dans certains secteurs comme celui de la machine-outil ou de l'industrie agroalimentaire des entreprises témoins qui entraîneront dans leur sillage des firmes privées concurrentielles. »

En conclusion, vient la référence significative au grand homme, le général de Gaulle, et aux nationalisations de 1944-1947.

« Mais vous avez aussi parlé de l'enfer des bonnes intentions. Voudriez-vous dire par là que le général de Gaulle, auquel nous devons (en application du programme du Conseil national de la résistance) le gros des nationalisations, aurait précipité la France dans la gêhenné ? Ce serait le sujet d'une autre discussion... »

François Mitterrand,
lettre à Jacques Ferry,
dans « Le Monde » du 6 mai 1976.

Pour qui sait lire, il n'y a pas besoin de dessin : pas encore au pouvoir, Mitterrand assure le CNPF de son intention résolue de défendre le mode de production capitaliste. Ainsi Marchais et Mitterrand ne manquent aucune occasion d'opposer le PCF au PS, le premier prenant le plus souvent l'initiative ; Marchais serre sur son cœur les gaullistes historiques, envoie Roland Leroy baiser l'anneau épiscopal de Monseigneur et lui présenter le représentant permanent du PCF auprès de lui ; il cligne de l'œil vers l'impérialisme US ; Mitterrand engage courtoisement la discussion publique avec le représentant du CNPF et lui fait valoir qu'il défend l'entreprise privée et le profit : le tour est

joué, « l'Union de la gauche » c'est cela, elle n'a pas plus à envier au Front populaire que « l'Union du peuple de France » n'a à envier au « Front des Français ».

Rien n'est identique à 1936

Cependant, 1934-1936 et 1976... ne sont pas identiques. Là s'arrête la ressemblance. La crise révolutionnaire de 1936 intervenait après une série de terribles défaites du prolétariat européen, dont l'écrasement du prolétariat allemand, à la fin de toute une période révolutionnaire. La crise révolutionnaire qui se prépare en France est une partie de la révolution qui ne fait que s'annoncer, qui embrasera l'Europe entière.

A l'échelle européenne, l'écrasement du prolétariat allemand était accompagné de la victoire sur le Parti bolchévique et les masses d'URSS, de la contre-révolution stalinienne et du renforcement considérable de l'appareil international du Kremlin.

De l'autre côté de l'Atlantique, durement touché par la crise, l'impérialisme US disposait néanmoins d'une puissance et de ressources inénamées. Du côté de l'Asie, l'impérialisme japonais envahissait la Chine.

Juin 1936 et la révolution espagnole étaient les dernières faibles lumières vacillantes d'une période qui s'achevait, où la guerre impérialiste mondiale se préparait fébrilement.

Il en va très différemment en 1976. A l'échelle mondiale, l'impérialisme subit une crise économique, sociale, politique, qui l'amène à la dislocation. La bureaucratie du Kremlin se déchire, son appareil international est fissuré, la bureaucratie chinoise éclate.

C'est à l'échelle de l'Europe que la révolution va s'étendre. Dans le monde entier, le prolétariat affirme sa puissance. Les relations entre les masses et les appareils sont également très différentes.

Le PS de 1976 n'est pas comparable à ce qu'était la SFIO de 1936. C'était

alors un parti homogène, héritier et cristallisant de toute une longue tradition du mouvement ouvrier français, profondément enraciné dans la classe ouvrière. Si importante que soit la reconstitution du PS, ses succès électoraux, ils ne doivent pas masquer que le PS est une macédoine hétérogène. Ses liens avec la classe ouvrière sont beaucoup plus faibles et particuliers ; ils sont noués en partie par le truchement de la CFDT, organisation que la hiérarchie catholique a propulsée à l'intérieur de la classe ouvrière, et pour une autre partie par les militants de FO et de la FEN.

Quant au PCF, il est aux prises avec d'insurmontables contradictions. Il occupe une place déterminée au sein de l'appareil international du Kremlin, et il est nécessairement impliqué dans cette crise. La bataille plus ou moins sourde ou ouverte livrée à l'intérieur de l'appareil international du Kremlin le traverse obligatoirement, et à l'intérieur même de l'appareil du PCF se déroulent de sombres luttes. Pour s'adapter plus étroitement aux besoins de la bourgeoisie française en crise, le PCF doit se démarquer du Kremlin. De puissantes forces sont à l'œuvre qui poussent à une adaptation directe de l'appareil du PCF, des municipalités, des multiples élus, des dirigeants syndicaux, des comités d'entreprises, etc., à la bourgeoisie.

La classe ouvrière pousse en avant le PCF et le PS. Les rapports entre elle et le PCF ne sont plus les mêmes qu'en 1944-1945, où jouait le prestige du Kremlin. En quelques mots, à la place du bloc puissant et apparemment sans faille que semblait être l'appareil international du Kremlin en 1944-1947, c'est un appareil atteint d'une telle crise qu'elle apparaît au grand jour. Depuis des mois et des mois, le Kremlin s'efforce de réunir une conférence des PC européens sans y parvenir. Le décisif est évidemment la puissance, la densité sociale et politique, inconnue jus-

qu'alors, que le prolétariat mondial a atteint au cours de ces dernières décennies.

Grève à la SNCF

La bataille, les conflits politiques à l'intérieur de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées, n'en diminuent pas d'intensité. Ces dernières semaines n'ont pas failli à cette règle : la grève des cheminots et celle des étudiants en ont fourni la vivante démonstration. Comment ne pas être frappé de l'analogie qui existe entre l'acharnement des dirigeants des organisations ouvrières en 1935-1936 à flétrir des manifestations qui ont eu lieu à Toulon, malgré l'ordre de dislocation donné par les organisations, et la déclaration du secrétaire de la Fédération des cheminots, Argalon, à propos de la décision prise par des travailleurs de la SNCF de certains dépôts de passer outre aux consignes de reprise du travail données par les organisations syndicales, et ainsi de poursuivre la grève pendant les fêtes de Pâques, dans l'unité. Il écrit dans « *La Tribune des cheminots* », organe de la fédération :

« Quelles qu'aient été les difficultés de nos camarades de Paris Sud-Est, la seule position juste était de ramer contre ce courant dangereux, pas seulement pour Paris Sud-Est, mais pour l'ensemble des cheminots et, au-delà, l'ensemble des travailleurs du secteur public.

A quelque chose malheur est bon, puisque les dégâts ayant été limités, nous pouvons voir l'utilisation faite de cet incident. On en fait un événement national : les syndicats débordés, grèves sauvages. On oriente les gens restés sur les quais et on donne ainsi au pouvoir les moyens de restreindre encore le droit de grève, au nom de la défense des usagers. »

Il conclut brutalement :

« ... Ils ont échoué, et c'est tant mieux. »

Comment ne pas être saisi de la façon méthodique dont, par exemple, cette commémoration du quarantième anniversaire du Front populaire prépare les cadres du parti stalinien à la tâche exacte qui leur revient. Après ceux de la Fédération CGT des cheminots, les dirigeants du SNESup et de l'UNEF-Renouveau viennent de donner un échantillon de cette tâche en mettant tout en œuvre pour casser la grève générale des étudiants, engagée pour arracher l'abrogation de la réforme du deuxième cycle.

Rappelons brièvement les faits qu'Argalon évoque.

Les dirigeants autonomes (FGAAC) avaient lancé un mot d'ordre de grève pour les roulants du mercredi 17 mars au vendredi 19 mars à 14 heures. Par ailleurs, la CGT et la CFDT appelaient les cheminots à faire grève le 18 mars, fixant également l'ordre de reprise au vendredi 19 mars à 14 heures. De leur côté, FO et la CGC ne s'étaient pas associées au mouvement.

Malgré la division, jeudi 18 et vendredi 19, la grève est là, forte et tranquille. Les dirigeants des fédérations, cette fois unis, demandent aux roulants de reprendre le travail pour ne pas, disent-ils, gêner les départs en vacances. A 14 heures, à Dijon, à Villeneuve-St-Georges puis dans une série de dépôts, les roulants refusent d'appliquer les consignes des fédérations et décident de poursuivre la grève. Ils exigent la suppression du T 5 et sur ce mot d'ordre, dans les dépôts, ils imposent l'unité.

C'est ainsi que par eux-mêmes, de façon certes encore limitée, les cheminots ont réalisé l'action commune dans la grève, contre les obstacles à l'unité, contre la division. La grève s'est alors étendue à toutes les catégories de cheminots. C'est massivement que, le mercredi 24, les cheminots sont entrés dans l'action, et la direction de la SNCF admet que plus de 70 % sont en grève.

C'est alors que FO, la FGAAC, la CFTC et la CGC décident de signer

l'accord salarial, et que, pour leur part, les dirigeants CGT et CFDT lancent un mot d'ordre de grève de 48 heures... contre les organisations signataires, comme l'indique le communiqué commun des fédérations CGT et CFDT :

« La signature de cet accord, obtenue après des manipulations de texte, doit être considérée comme une véritable trahison des intérêts des cheminots. A l'annonce de cette nouvelle, les cheminots en grève ont, partout, décidé de poursuivre l'action. Certains centres non encore engagés ont décidé à leur tour de cesser le travail. »

Certes, la signature inqualifiable de l'accord constituait le coup d'envoi de l'opération qui devait aboutir au retour au calme et à l'isoler. Mais elle ne portait pas sur le T 5, et contre le T 5, toutes les fédérations disaient être d'accord, et tous les roulants quant à eux, étaient unis.

Dans l'AG du 25 mars à St-Lazare, à un agent de conduite qui exprimait cette évidence :

« Il nous faut des garanties sur le T 5 avant de décider quoi que ce soit. Je propose que nous allions immédiatement en manifestation au siège de la SNCF qui se trouve juste à côté. »

le responsable de la CGT répondait :

« Après la signature des organisations minoritaires, on ne peut plus rien faire, il faut garder intact le potentiel de nos forces... continuer serait s'isoler. Nous ne sommes pas « pour la grève ». Il faut savoir terminer une grève... »

Les cheminots sont de nouveau face à la division. Ils sont en grève, c'est de leurs revendications qu'il s'agit et cependant ils en sont dessaisis, ce sont les dirigeants seuls qui décident, négocient, appellent à la grève, à la reprise...

A Sotteville-lès-Rouen, le 22 mars, les délégués refusent la parole à un

cheminot qui veut parler dans l'AG des grévistes pour s'élever contre cette situation où les travailleurs sont éjectés : « *Tu n'es pas mandaté, tu n'es pas élu, tu n'as pas à parler, ce sont les syndicats qui doivent diriger.* » Les cheminots ne l'entendent pas ainsi : ils sont en grève, et dans les AG les dirigeants veulent les faire taire ; ce sont leurs revendications qui sont discutées, et dans les négociations, les représentants des grévistes ne sont pas présents.

« *Nous voulons parler, nous voulons décider, nous voulons l'unité des syndicats.* » Voilà l'exigence que les cheminots avaient exprimée une première fois le 19 à 14 heures en poursuivant la grève. Le texte rédigé par neuf cheminots de Sotteville-lès-Rouen, à l'issue de la première AG, indiquait la direction de la victoire.

« Depuis mardi, nous sommes tous en grève, pour arracher nos revendications, la direction de la SNCF maintient ses propositions que tous les cheminots jugent inacceptables. Nous sommes unis dans la grève, unis pour gagner. Il nous faut maintenant organiser notre grève en élisant un comité de grève avec les syndicats. »

C'est ainsi que, dans la grève des cheminots, a commencé à s'affirmer conscientement cette idée à laquelle les étudiants ont, depuis, donné un large développement : « *Pour réaliser l'unité, pour décider nous-mêmes, pour diriger la grève, il nous faut des comités de grève élus.* »

En même temps, s'approfondissait cette autre idée : les formes de lutte mises en avant par les directions, dans le souci d'éviter l'affrontement avec le gouvernement Giscard-Chirac, mènent inévitablement à l'échec ; pour mener des luttes revendicatives victorieuses, il est indispensable de ne pas craindre cet affrontement ; plus il est indispensable de combiner les luttes revendicatives avec la revendication politique : finissons-en avec le gouvernement Giscard-Chirac ! Préci-

sément, comme tous les gouvernements de la Ve République, c'est le gouvernement Giscard-Chirac qui a appliqué à la SNCF une politique résolument anti-ouvrière ; là est la source de tous les problèmes revendicatifs graves qui existent aujourd'hui.

Partant de cet éclaircissement, ainsi que de la décision de prendre en charge une véritable bataille pour faire triompher cette orientation, se sont constitués ces premiers groupes politiques que sont les comités unitaires de base des cheminots.

La question de l'unité

La grève générale des étudiants a commencé à apporter une réponse aux questions essentielles des cheminots, de toute la classe ouvrière. Une autre question s'est éclaircie au cours de l'action politique que les militants de l'OCI ont menée pour le combat uni contre les classifications par niveaux dans la métallurgie, pour la constitution de comités unitaires de base dans ce secteur, celle du combat pour l'unité. Comment se pose-t-elle ?

Dans une entreprise de la métallurgie de la région parisienne de 2 400 travailleurs, au mois de février 1976, la direction informe qu'elle appliquera, à partir du 1^{er} avril 1976, l'accord du 21 juillet 1975.

Les travailleurs discutent : aucun syndicat n'a donné d'information concernant cet accord (dans l'entreprise, tous les syndicats existent : CGT, CGT-FO, CFDT, CGT, CFTC). Les travailleurs veulent être informés, c'est ce qui ressort de toutes les discussions. A l'initiative des militants de l'OCI, 53 travailleurs d'un service décident de s'adresser aux organisations syndicales : organisez ensemble une assemblée pour informer tous les travailleurs, et s'opposer à toute atteinte à la qualification et aux avantages acquis, demandent-ils aux dirigeants de ces organisations.

Une délégation est constituée et se rend auprès des organisations syn-

dicales. Les réponses des dirigeants des organisations sont toutes les mêmes. Pour les uns, CGT-FO et CGC, l'unité est impossible, puisque la CGT et la CFDT n'ont pas signé. Pour les autres, la CGT et la CFDT, l'unité est impossible puisque la CGT-FO et CGC ont signé. La conclusion est la même pour tous : *pas d'assemblée d'information*.

Les militants de l'OCI, avec ceux qui ont participé à la constitution de comités unitaires de base en préparant la Conférence métallos du 28 mars à Paris, ont fourni l'essentiel de la documentation qui permet de faire le point sur cette nouvelle classification par niveaux. A l'issue de la conférence, la brochure que les comités unitaires de base ont éditée a dissipé les ambiguïtés que les directions syndicales entretenaient.

Nombre de travailleurs sont attérés : « *Comment est-ce possible ?* » « *Comment les directions des syndicats ont-elles pu discuter pendant sept ans sans jamais nous informer ?* » Certains travailleurs disent : « *Non, c'est trop gros, ils n'ont pas pu faire cela.* » Par-dessus le marché, la CGT qui n'a pas signé l'accord, sort un tract où il est écrit :

« Un aspect positif est la structure en 5 niveaux et 15 échelons qui nous convient pour l'essentiel. Elle correspond, en grande partie, à notre projet, mais par contre, elle comporte de trop nombreux points négatifs. »

Il n'y aura pas de combat uni contre la classification sans action politique donnant des réponses claires, qui précisent les méthodes et les moyens de la bataille pour l'unité, pour le front unique des organisations syndicales.

Un travailleur de l'entreprise en question intervient dans le débat :

« Oui, on peut dire que cet accord est vraiment pourri. Ce qu'ils veulent nous imposer, c'est la polyvalence. Je suis d'accord. Mais je

voudrais dire une chose, les dirigeants des syndicats sont tellement pourris de laisser passer cela que je suis complètement écœuré. Les dirigeants doivent savoir ce qu'ils ont à faire. S'ils ne veulent pas le faire, alors il faut les virer. Leur demander de réaliser l'unité, cela ne sert à rien. Ils devraient le faire d'eux-mêmes... Mais, en attendant, je ne m'en sors pas, quoi faire ? Comment ? Voilà la question. »

Certes, les directions des organisations ont réalisé une certaine forme « d'unité » sur la question de la classification dans la métallurgie, celle qui s'efforce de diviser les travailleurs pour leur interdire d'engager la bataille. Est-il alors devenu impossible de se battre, de se défendre, d'imposer le retrait de la classification par niveaux ? Non ! La preuve en est faite : dans un grand nombre d'entreprises, le maintien des appellations a pu être arraché. Mais il n'est possible de répondre véritablement à cette question que sur le plan politique ; voilà le rôle irremplaçable des comités unitaires de base. Dans la métallurgie comme dans les autres corporations.

La grève des étudiants

Mais, au cours de ces derniers mois, la grève des étudiants a marqué un nouveau développement de la lutte des classes. Cette grève, les méthodes et moyens politiques qu'elle a dégagés, la bataille politique qui s'y est développée, sont parties de la lutte de classe du prolétariat, des rapports internes au mouvement ouvrier et au prolétariat. Une nouvelle étape est en passe d'être franchie : celle où la classe ouvrière se donne les moyens, les instruments, pour réaliser son unité, pour imposer le front unique des organisations ouvrières, en constituant des organismes typiques de la démocratie et de l'unité ouvrières, des comités de grève, des organismes préfigurant les conseils, les soviets.

La grève des étudiants s'est préparée, développée, a pris son essor et sa pleine ampleur en trois mois. Elle n'a donc rien à voir avec le mouvement tumultueux, mais qui manquait de maturité politique, de mai-juin 1968. En 1968, en dix jours, du 3 au 13 mai, le mouvement étudiant débouchait sur la grève générale de mai-juin 68. La grève des étudiants des premiers mois de 1976 n'a pas fait sa jonction directe avec un mouvement de grande ampleur de la classe ouvrière. Pourtant, il est beaucoup plus profond, parce qu'il dégage les réponses que le prolétariat cherche pour ses propres combats.

La grève des étudiants de Nantes, en décembre 1975, a été le prologue à la grève générale des étudiants. A Nantes, déjà, il s'agissait de luttes contre des mesures relevant du projet de réforme du second cycle : obtenir la réintégration de trente-deux étudiants exclus de la préparation du DEA. Les étudiants ont élu leurs comités de grève qui ont fait appel aux unions syndicales départementales. Ainsi, la grève aboutira à la réintégration des trente-deux étudiants. D'autres universités étaient déjà en grève. Un appel invite les étudiants des différentes UER à désigner les délégués en vue de la réunion, le 21 février à Nantes, d'une coordination des délégués étudiants. En réaction au décret d'application de la réforme du second cycle, la grève a commencé à s'étendre à de nombreuses universités.

Le mouvement était engagé, ses formes d'organisation mises sur pied : les coordinations étudiantes qui regroupent des délégués des UER désignés en assemblée générale, en fonction d'orientations proposées et à la proportionnelle. La coordination nationale du 21 février a voté un appel à une manifestation nationale avant les vacances de Pâques. Malgré toutes les manœuvres visant à empêcher cette manifestation, elle aura lieu le 18 mars. Le mouvement en reçoit

une puissante impulsion et, après les vacances de Pâques, il s'amplifie encore. De nouvelles coordinations nationales auront lieu, et une nouvelle manifestation le 8 avril.

A la suite de la proposition émanant de Grenoble, la coordination nationale réunie à Amiens le 10 avril, appelait à la grève générale de l'Université étudiants-enseignants à partir du 12 et élit un comité central de grève.

Pratiquement, l'ensemble des étudiants était en grève. Le gouvernement commençait à s'inquiéter et il se déclarait prêt à négocier l'application de la réforme sans abroger le décret. L'abrogation de la réforme du second cycle pouvait cependant être obtenue. Mais il fallait que le mouvement franchisse un nouveau stade : celui qui lui aurait permis d'affronter et de mettre en cause le gouvernement Giscard-Chirac. La grève totale de l'université, étudiants-professeurs, était le stade qu'il s'agissait de franchir. Que les dirigeants du SNESup donnent l'ordre de grève générale aux enseignants du supérieur, et elle se réalisait ; de plus, la jonction s'opérait entre le mouvement étudiant, le mouvement ouvrier, le prolétariat. Une nouvelle et imposante manifestation étudiante se déroulait le 23 avril. Mais ce sont les dirigeants du PCF qui contrôlent le SNESup, à côté de ceux de l'UNEF-Renouveau ; ils ont bloqué la réalisation de la grève générale totale de l'université. Ils ont refusé de donner l'ordre de grève aux enseignants du supérieur, bien qu'une nouvelle coordination étudiante leur ait demandé explicitement de lancer cet ordre, qu'une coordination des enseignants du supérieur, à laquelle participaient des représentants du SNESup convoqués à Amiens, le leur ait également demandé. Dirigeants de l'UNEF-Renouveau et du SNESup ont endigué la grève générale des étudiants. Ensuite, ils se sont employés à la faire refluer et, enfin, à la désagréger. En dernier recours, ils

ont appelé ouvertement à la reprise des cours, n'hésitant pas à briser la grève. Finalement, l'UNEF-Renouveau a quitté la coordination étudiante.

N'ayant pu franchir le barrage que le SNESup (c'est-à-dire la direction du PCF) dressait, le mouvement étudiant était condamné à refluer et la coordination étudiante perdait, de ce fait, sa raison d'être, ce qui la justifiait et la nourrissait. Ses résultats immédiats ne sont cependant pas nuls ; le gouvernement a été contraint à des reculs, bien que la réforme du second cycle ne soit pas abrogée. Le plus important est que cette grève s'inscrit en un processus qui aboutira à forcer les barrages que dressent les dirigeants des organisations ouvrières à l'unité des masses, au front unique des organisations, au combat pour la satisfaction des revendications, contre le gouvernement Giscard-Chirac, et pour un gouvernement des partis ouvriers sans ministres représentant les partis bourgeois.

Les comités de grève incluant les organisations syndicales, se fédérant, voilà le moyen, voilà la méthode que, tôt ou tard, la grande masse de la classe ouvrière utilisera.

Comités unitaires de base, comités de grève, front unique des organisations

Dans un article intitulé « Syndicats et comités de grève », *Informations ouvrières* du 28 avril précise encore politiquement la réponse à la question « Comment s'en sortir », « comment avancer vers le front unique ouvrier en contraignant les dirigeants » :

« Le syndicat est tel aujourd'hui que le prolétariat doit, tout à la fois, utiliser l'organisation ouvrière pour se défendre contre le patronat et le gouvernement, et se défendre contre les dirigeants des syndicats qui aliènent l'indépendance de l'organisation par le biais d'une poli-

tique qui les « amalgame » comme dirigeants aux institutions patronales et étatiques.

Agressés par les réformes Haby et Saunier-Seité, les étudiants et les enseignants du supérieur ont avancé sur la voie de la grève générale. Ils ne l'ont pu que parce que, dans les comités de grève, les coordinations et les collectifs, ils ont entraîné les militants et, jusqu'à un certain point, les dirigeants des syndicats enseignants et étudiants du supérieur dans la grève générale. Responsablement, en signifiant leur volonté, ces comités de grève élus, coordinations et collectifs, expression organisée de la grève générale des étudiants et des enseignants, ont ainsi, en avançant vers le front unique ouvrier, contraint les dirigeants à respecter dans une mesure encore insuffisante, la fonction du syndicat.

Irresponsablement, les dirigeants, pour respecter la politique qui les amalgame aux institutions patronales et étatiques, ont foulé aux pieds la fonction du syndicat.

Riche expérience, qui atteste que les temps arrivent où, par les comités de grève élus, sera imposé que soit respectée la fonction du syndicat de classe, indépendant des partis, Etats et gouvernements, qui est celle de défendre, en toutes circonstances, les intérêts matériels et moraux des travailleurs et jeunes contre le patronat et le gouvernement capitaliste. »

La grève des étudiants n'a pas été une idylle, elle n'a pas été pur spontanéisme, mais un lieu de lutte politique : les staliniens tentant à chaque moment de briser le mouvement ; gauchistes et autres ont tenté de le dévier en des actions plus ou moins aventuristes rejoignant plus ou moins les « journées d'action » du PCF.

Il a fallu proposer des réponses politiques qui convenaient à chaque moment du développement du mouvement et combattre pour elles, épousant la maturation politique progressive des étudiants : manifestation centrale à Paris ; grève générale de l'univ-

ersité ; adresse au SNESup afin qu'il donne l'ordre de grève générale aux enseignants du supérieur ; précision des responsabilités, etc., le tout en fonction d'une perspective politique générale.

Ce combat a été celui de l'OCI. Il est indissociable de l'action politique en vue de constituer des comités unitaires de base et de préparer l'Assemblée nationale des délégués de ces comités le 16 mai, et du rassemblement national jeune, dont l'AJS a pris l'initiative, le 30 mai. La base politique des comités unitaires de base est précise :

« — Abattre les obstacles dressés contre la réalisation de l'unité des travailleurs, de la jeunesse, des masses exploitées et qui empêchent le front unique des organisations ouvrières, syndicats et partis de se réaliser.

« — Saisir toutes les occasions de faire progresser la réalisation de l'unité, du front unique : que ce soit dans une entreprise, une corporation ou nationalement ; que ce soit pour la satisfaction de telle ou telle revendication, ou pour affronter directement le gouvernement Giscard-Chirac, gouvernement du capital en faillite.

« — Les comités unitaires de base affirment : les besoins, les aspirations de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées, ne peuvent être satisfaits que sur une politique qui n'hésite pas à mettre en cause ce gouvernement, qui aboutira à porter au pouvoir les partis ouvriers.

« — Le PS et le PCF affirment être partisans de la démocratie parlementaire ; une fois de plus, les élections cantonales viennent de démontrer que la « majorité » de l'Assemblée nationale est minoritaire dans le pays : n'est-il pas temps que les dirigeants du PS et du PCF s'entendent pour appeler les masses à imposer la dissolution de cette Assemblée nationale. »

La prétendue lutte pour les revendications, dans le cadre d'une politique

qui vise à préserver le gouvernement, s'avère inopérante aux yeux de tous. Voulant arracher ses revendications, la classe ouvrière est amenée à s'opposer de plus en plus à ces formes de lutte, à cette politique. A une échelle extraordinairement vaste, les travailleurs et les jeunes cherchent à remédier à cette situation. Ils se convainquent de plus en plus que seule l'action commune des travailleurs et des jeunes permettra d'aboutir aux luttes victorieuses, en relation avec la lutte politique pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac. A la question : « Comment lever les obstacles à la réalisation de cette action commune, du front unique ouvrier ? », les comités de grève qui ont été constitués chez les étudiants ont commencé à apporter une réponse. Immédiatement, les directions syndicales ont engagé une campagne acharnée contre ces « organismes irresponsables ».

Développer ce mouvement pour la constitution des comités de grève élus, qui intègrent les organisations, comme moyen de réalisation de l'unité, afin de « renverser les obstacles », mener le combat politique pour cet objectif, exige de constituer des comités unitaires de base dans les entreprises, ateliers, bureaux, facultés, lycées... La recherche de la solution à cette situation, ressentie comme de plus en plus intolérable, préoccupe des millions de travailleurs. Cette recherche est au centre de toute la situation politique à l'intérieur de la classe ouvrière. Elle se manifeste aujourd'hui avec une netteté particulière.

La résistance acharnée des appareils appelle le combat de ceux qui ont discerné dans quelle direction il fallait s'engager pour assurer une issue victorieuse. Elle appelle l'organisation d'un réseau de comités unitaires de base capable d'impulser cette bataille dans tous les secteurs, de prendre les initiatives éventuelles sur cette orientation. Centraliser cette activité, échanger l'expérience politi-

que, se donner de nouveaux moyens pour centraliser ce travail de taupe, tel est l'objectif que se fixe l'Assemblée des délégués des comités unitaires de base, le 16 mai à Paris.

Mais notre combat, c'est celui de l'OCI, de la construction du parti révolutionnaire, de la reconstruction de la IV^e Internationale. Sans OCI, pas de comités unitaires de base, pas de 16 mai, pas de 30 mai, pas de politique pesée et mesurée, déterminée en fonction d'une perspective historique, pas de lutte contre le stalinisme, le gauchisme, de combat sur le programme de la révolution prolétarienne.

La campagne financière de l'OCI

L'OCI, devenue au cours de son combat contre le pablisme liquidateur, la principale force motrice et organisationnelle de la reconstruction de la IV^e Internationale, décidait à son XX^e Congrès, pour se donner les moyens d'accomplir cette tâche centrale, d'engager une nouvelle fois une campagne financière de soutien à la reconstruction de la IV^e Internationale. L'OCI se fixait cette fois-ci un objectif de 55 millions d'anciens francs à rassembler en deux mois !

Atteindre un tel objectif exigeait en premier lieu que soit considérablement élargi et consolidé le réseau de soutien à la IV^e Internationale en reconstruction. Rassembler 55 millions en deux mois impliquait qu'on aille chercher le soutien auprès de milliers de travailleurs, militants et jeunes, que l'on dépasse le cercle des militants « avertis » pour plonger dans la classe ouvrière, à l'échelle, bien entendu, où l'OCI pouvait réaliser cette percée.

Et cet aspect de la question n'est pas un aspect secondaire de la bataille pour la reconstruction de la IV^e Internationale. En deux mois exactement, l'OCI a rassemblé pour cet objectif plus de 65 millions !

C'est là un important succès pour tous ceux qui ont participé à cette campagne. Certes, on ne mesure pas le résultat politique d'une campagne financière aux seuls totaux des sommes recueillies. Mais reconnaissons néanmoins que ces totaux fournissent un instrument de mesure précieux. Pour rassembler 65 millions en deux mois, il faut précisément, nous venons de le dire, avoir réussi à faire du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, une composante directe du combat quotidien dans la lutte de classes en France.

C'est dans la capacité plus ou moins grande des cellules de l'OCI à donner cette dimension que réside la source de disparités existant dans les résultats de ces cellules. Cela ne fait aucun doute.

Quelles leçons pour l'avenir faut-il tirer de cette bataille ? « *Les masses n'apprennent que dans l'action, (car) elles n'ont pas le temps de faire des connaissances théoriques...* » écrit Trotsky, en parlant des larges masses. Nous pouvons, sans craindre de nous tromper, étendre cette appréciation aux leçons de cette campagne.

C'est effectivement l'action politique, le combat, qui gagnent aujourd'hui les militants, les travailleurs, au soutien à la reconstruction de la IV^e Internationale. La propagande pour la reconstruction de la IV^e Internationale, aussi indispensable soit-elle, ne permet pas, à elle seule, de gagner, à l'échelle projetée, le soutien politique. Il faut encore que les travailleurs vérifient par leur propre expérience que l'action engagée pour la reconstruction de la IV^e Internationale apporte au combat politique quotidien qu'ils mènent pour lever les obstacles divers dressés en travers de la route de la classe ouvrière.

Les tâches concrètes de solidarité internationale engagées selon les traditions de l'internationalisme prolétarien, se combinent avec cette activité. Cette combinaison fournit le terrain pratique de la vérification indispensa-

sable aux travailleurs, dont nous parlions plus haut. Et, en dernière analyse, c'est l'activité consciente des cellules de l'OCI qui peut arracher le soutien à la construction du parti révolutionnaire, à la reconstruction de la IV^e Internationale.

La bataille pour la libération d'H. Cuentas

La campagne internationale engagée pour la libération de Hernan Cuentas, militant trotskyste, Victor Cuadros, dirigeant de la Fédération des mineurs du Pérou, et de leurs avocats, est parlante à cet égard. Lorsque la nouvelle de l'incarcération du militant de la IV^e Internationale Hernan Cuentas parvint, en décembre 1975, l'OCI, ayant de surcroît parfaitement conscience de la gravité de ce que signifiait pour toute l'Amérique latine cette atteinte aux droits d'organisation de la classe ouvrière du Pérou, décidait d'engager toutes ses forces pour animer une campagne internationale sur la ligne du front unique ouvrier pour la libération des dirigeants mineurs, pour soutenir les revendications légitimes des mineurs du Pérou.

Une campagne du même type venait d'obtenir la libération de L. Pliouchtch des hôpitaux psychiatriques de la bureaucratie stalinienne. Cela ne pouvait qu'encourager la prise de position de milliers de sections syndicales, de groupes de travailleurs en faveur de la libération de Cuentas et de ses camarades. Par ailleurs, quarante-sept députés du Labour Party, les principaux dirigeants des JUSOS, des représentants des Jeunesses social-démocrates de Finlande, du Danemark, de Hollande, de Suisse, de Grande-Bretagne, s'associaient à la protestation, ainsi que des dirigeants des organisations syndicales CGT, CGT-FO, CFDT, des dirigeants du PS, un député du PCF...

Des centaines de délégations se rendaient à l'ambassade du Pérou. Une délégation de juristes composée de

Mes Dechezelles et Garcia se rendait à Lima pour s'inquiéter du sort des emprisonnés.

La préparation du meeting unitaire convoqué par le Comité pour la libération des dirigeants de la Fédération des mineurs et de leurs avocats, le 15 avril à la Mutualité, battait son plein, lorsque brutalement, le mercredi 7 avril, l'ambassadeur du Pérou changeait brutalement d'attitude. S'adressant à une délégation d'enseignants, il déclarait :

« Cuentas et Cuadros sont des prisonniers de droit commun. Au Pérou, dirigé par un gouvernement militaire progressiste, humaniste et chrétien, les agitateurs sociaux sont passibles des peines de droit commun. »

Le jeudi 8 avril, *Le Monde*, se faisant l'écho des poursuites engagées à Lima contre le journal de gauche *Marka*, laissait entendre que le général Morales Bermudez, pris entre ses convictions et l'aile droite de son gouvernement, devait manœuvrer avec précaution ; l'honorable journal laissait alors entendre clairement que le sens des responsabilités exigeait de mettre en sourdine un certain nombre d'exigences ouvrières...

Des bruits émanant de militants isolés du PCF tendaient à présenter les dirigeants de la Fédération des mineurs comme des agents de l'imperialisme pratiquant le torpillage économique du « gouvernement progressiste ». Ces bruits ajoutaient que la CGTP s'était refusé à prendre position pour leur libération. Les travailleurs devaient être... « vigilants ».

Les dirigeants du PS ont fait savoir que, malheureusement, il ne leur était pas possible d'envoyer comme prévu un membre du comité directeur à la tribune du meeting.

Enfin, dans *L'Humanité* du 13 avril, dans le plus pur style de l'amalgame stalinien, on lisait :

« Pérou : une organisation syndicale « douteuse ».

« Les dirigeants de la Fédération des travailleurs de Entel-Pérou (FEFENTEL), qui préparaient une grève illimitée dans les services de télécommunications, auraient reçu pour cela des subventions d'une organisation syndicale inter-américaine qualifiée par la presse de « douteuse », la ICTT, qui a son siège aux Etats-Unis. C'est que la FEFENTEL, agissant dans une entreprise nationalisée depuis moins d'un an et essentielle pour la sécurité nationale, est dirigée par des membres du parti pro-impérialiste APRA. D'autres syndicats sont orientés par des militants trotskystes, chez les mineurs par exemple, où ils ont provoqué une scission, et dirigent aussi leur action contre le gouvernement nationaliste et progressiste du Pérou. »

Les problèmes politiques se nouaient alors.

La campagne menée sur le terrain du front unique ouvrier pour la libération des dirigeants de la Fédération des mineurs du Pérou, conforme aux aspirations les plus élémentaires des travailleurs au respect des libertés syndicales, se heurtait brutalement à la politique contre-révolutionnaire des appareils. L'appareil stalinien s'engageait en première ligne contre la campagne, au nom du soutien au « gouvernement militaire progressiste » du Pérou. Il s'engageait au nom d'une politique qui s'appelle « le compromis historique » en Italie, qui, en France, s'attache à préserver le gouvernement Giscard-Chirac jusqu'à la limite du possible, pour mieux aliéner, à l'étape ultérieure, l'indépendance de la classe ouvrière à l'égard de la bourgeoisie dans le cadre d'un front populaire et combattre ainsi la révolution.

Les obstacles rencontrés dans la poursuite de cette campagne étaient de même nature que les obstacles dressés afin d'empêcher la solution des problèmes les plus immédiats que pose la lutte des classes quotidienne en France. De façon éclatante, toutes les forces se disposaient alors

dans un ordre qui révélait leur position réelle dans le dispositif se mettant en place contre l'indépendance de classe du mouvement ouvrier. Pour parler bref, elles se disposaient dans le cadre de la politique de « Front populaire ».

La campagne pour la libération de Cuentas et Cuadros élargissait ainsi l'horizon du combat mené tous les jours pour lever les obstacles à l'action de classe. Au cours de ce combat, les travailleurs qui y participaient vérifiaient le caractère totalement réactionnaire, plus difficilement appréhendable directement, de la politique de la bureaucratie stalinienne et de son appareil international.

La bataille pour la réussite du meeting unitaire du 15 avril devenait ainsi une bataille politique directe de la lutte de classes en France. Pour réussir, il fallait puiser ses ressources dans les puissants mobiles qui mettent en mouvement les travailleurs de ce pays.

Le tract de l'OCI précisait :

« A des délégations qui se sont récemment rendues à l'ambassade du Pérou à Paris, pour exiger la libération des emprisonnés, il a été répondu :

« Au Pérou, les grèves sont assimilées à des délit de droit commun, les emprisonnés sont donc des malfaiteurs. »

Les quatre avocats démocrates ont été emprisonnés sur ordre du gouvernement péruvien, parce qu'ils entendaient accomplir le devoir imprescriptible pour tout avocat : assurer la défense des accusés.

Le droit des accusés, les droits de la défense sont foulés aux pieds : Hernan Cuentas, Victor Cuadros, leurs quatre avocats ont été mis dans l'obligation d'engager une grève de la faim pour imposer au gouvernement le respect du droit élémentaire de tout accusé. Voilà ce que le gouvernement péruvien assimile à un délit de droit commun.

Le trotskyste Hernan Cuentas et Victor Cuadros ont été emprisonnés parce que, sur mandat de la Fédération des mineurs, dont ils sont les dirigeants, ils ont conduit les grèves pour les revendications et contre la hausse des prix.

**

— C'EST LE DROIT DE GREVE QUI EST EN JEU,

— CE SONT LES LIBERTES SYNDICALES QUI SONT EN CAUSE,

— C'EST L'EXERCICE DU DROIT DE GREVE que le gouvernement péruvien assimile à un DELIT DE DROIT COMMUN.

**

Parce qu'il avait, dans la revue « Marka » qu'il dirige, décidé d'assurer la défense des emprisonnés politiques, Carlos Urrutia a échappé de justesse à l'arrestation décidée par le gouvernement, en prenant la fuite.

En s'attaquant à « Marka », l'hebdomadaire de gauche le plus important de Lima, le gouvernement péruvien s'attaque à la liberté de la presse.

**

TRAVAILLEURS, MILITANTS, JEUNES

Défendre le droit de grève au Pérou, c'est défendre le droit de grève en France et partout.

Défendre la liberté de la presse, le droit pour « Marka » de lutter au Pérou contre la répression gouvernementale et policière, c'est défendre la liberté de la presse en France et partout dans le monde.

Défendre les avocats démocrates emprisonnés, c'est défendre en France et partout dans le monde le droit de tous les avocats d'exercer leur métier en conscience.

TOUS AU MEETING JEUDI 15 AVRIL A 20 h 30. »

Le meeting fut un succès !

L'offensive que prirent les militants de l'OCI sur cette ligne ne permit pas aux calomnies lancées par l'appareil stalinien de souder de façon homogène tous les militants du PCF dans les entreprises, elle leur interdit donc de disloquer la campagne.

Nombreux parmi ces militants furent ceux qui s'associèrent jusqu'aux derniers jours à la préparation du meeting, poussés par l'écho rencontré auprès des masses par cette bataille pour l'indépendance du mouvement ouvrier ; le lendemain du meeting, *L'Humanité* écrivait :

« La CGTP précise que, dans ce cadre, le gauchisme joue un rôle extrêmement dangereux. Alors que la droite s'efforce de paralyser la production pour provoquer le chaos, l'extrême-gauche pousse à des conflits dans les principales branches de l'économie. Alors que la droite s'efforce d'isoler le gouvernement des masses populaires, l'extrême-gauche fait campagne en traitant le gouvernement de « fasciste et anti-ouvrier ». Et cette extrême-gauche, « richement financée », jouit des faveurs d'une publicité habile.

« Il advient de ce fait que le gouvernement se trompe. Cela profite à la réaction, quand il fait arrêter quelques syndicalistes ou leurs conseillers juridiques gauchistes « pour défendre la révolution », alors que les groupes de droite restent impunis. Le peuple ne peut qu'être troublé quand la répression frappe le gauchisme et non les éléments réactionnaires qui complotent contre le pays. C'est ce qui a amené la CGTP à prendre position : elle demande la libération de ces dirigeants syndicaux et de leurs avocats arrêtés sans preuves et non jugés, et elle exige que soit réprimée la sédition réactionnaire.

« Naturellement, conclut la centrale syndicale ouvrière, ce problème ne doit pas masquer l'essentiel qui est de défendre l'orientation des changements révolutionnaires, d'arrêter l'offensive de la droite et d'empêcher le tournant que voudrait imposer la réaction. »

L'appareil stalinien reculait... Il maintenait dans cet article des termes lui permettant, le moment venu, de repasser à l'offensive, cela ne fait aucun doute. Mais il faut apprécier ce résultat à sa valeur. L'appareil sta-

linien a dû reculer devant l'ampleur de la campagne internationale, devant l'acharnement des mineurs et du prolétariat péruviens à arracher deux de leurs dirigeants de la prison.

Il n'a pas fallu, alors, plus de deux semaines pour que le gouvernement péruvien libère notre camarade Hernan Cuentas, Victor Cuadros et leurs quatre avocats.

Cette victoire politique est de la plus haute importance à plus d'un titre.

D'abord, parce qu'elle fournit une indication politique précieuse valable bien au-delà d'elle-même. Elle indique, à l'aube de cette nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale, que seul le combat — un combat qui ouvre aux masses la possibilité de formuler leurs besoins, leurs aspirations — permet véritablement de mesurer la force de résistance contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien. A ce titre, pour les révolutionnaires, les résultats de cette bataille sont une source de confiance pour l'avenir.

Paraphrasant Trotsky, nous pouvons écrire :

« La victoire est possible ! Plus encore : la victoire est assurée — autant que la victoire puisse être assurée par avance — à une seule et unique condition : il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire, il faut renverser les obstacles, il faut culbuter l'ennemi et lui mettre le genou sur la poitrine. »

Plus largement, le fait qu'une nouvelle campagne menée sur la ligne du front unique ouvrier vienne, après avoir obtenu la libération de L. Pliouchtch, d'arracher à leur tour H. Cuentas et V. Cuadros à la prison, va, c'est une certitude, encourager des travailleurs plus nombreux, à s'associer à de telles batailles.

Ce succès doit permettre au Comité contre la répression à l'Ouest et à l'Est, constitué pour animer de tels combats, de se renforcer notamment. C'est, nous le voyons, quelque chose d'extrêmement important.

Enfin, le développement des initiatives, la réaction de la bourgeoisie et des appareils dressant des obstacles, la bataille pour les surmonter, a exigé que s'aiguisent les arguments, que se précisent les positions de chacun. L'expérience acquise dans la bataille a appelé la généralisation politique. Les conditions propices à l'intervention des cellules de l'OCI, exposant les positions et la politique de l'OCI, ont été produites par le combat de l'OCI.

Voilà comment, en répondant aux besoins créés dans et par la bataille, les cellules ont pu rassembler 65 millions en deux mois, associer au combat conscient pour la construction du parti révolutionnaire, à la reconstruction de la IV^e Internationale.

Campagne d'abonnements d'été à « IO »

Immédiatement, d'autres tâches doivent être réalisées, en relation avec celles de la construction des comités unitaires de base, de l'Assemblée nationale du 16 mai, de l'appui politique à apporter à la réalisation du rassemblement jeune du 30 mai dont l'AJS a pris l'initiative. Il s'agit de recruter, d'élargir l'assise d'*Informations ouvrières*. C'est pourquoi le comité central de l'OCI a décidé une campagne d'abonnements de vacances à *IO*.

Ce travail, de la plus haute importance pour l'avenir, pour le destin de la construction du parti révolutionnaire dans ce pays, qui devra s'effectuer dans le feu de la lutte, va se mesurer dans la capacité immédiate à faire s'abonner à *Informations ouvrières* pour la période des vacances, 9 000 de ces travailleurs et jeunes qui, ajoutés aux 2 000 abonnés permanents, maintiendra pendant la période de juillet et août, au niveau non négligeable de 11 000, le nombre des lecteurs abonnés d'*Informations ouvrières*.

Le facteur subjectif

Pourquoi tout cela ? Quelle que soit la puissance de la vague révolutionnaire, des explosions de la lutte de classes, des effondrements de l'imperialisme et des bureaucraties parasites, l'histoire et la théorie enseignent que sans parti révolutionnaire, sans Internationale, sans la IV^e Internationale, cette vague ne sera pas victorieuse ; ce sera alors le chaos pour l'humanité.

Il n'est pas inutile d'insister : à l'issue d'une vague qui fut, elle aussi, puissante, au lendemain de la première guerre mondiale, Trotsky engagait toutes ses forces contre la fraction dirigeante stalinienne de l'Internationale communiste. Pour tirer les leçons de cette période, il écrivait :

« Au cours de la révolution allemande de 1918, durant la révolution hongroise de 1919, dans le mouvement du prolétariat italien de septembre 1920, dans la grève générale anglaise de 1926, pendant l'insurrection viennoise de 1927, durant la révolution chinoise de 1925-1927, à des degrés différents, sous des formes diverses, c'est toujours la même contradiction politique qui s'exprime : devant une situation révolutionnaire mûre, non seulement dans ses bases sociales, mais souvent par l'esprit combatif des masses, il manque le facteur subjectif, c'est-à-dire un parti révolutionnaire de masse, ou bien, si ce parti existe, une direction perspicace et courageuse lui fait défaut... »

Il ajoutait :

« Le rôle du facteur subjectif peut rester tout à fait secondaire durant le temps de la lente évolution organique (...). Mais quand les prémisses sont mûres, alors la clef de tout le processus historique passe au facteur subjectif, c'est-à-dire au parti. L'opportunisme qui vit consciemment ou inconsciemment sous le joug de l'époque passée, est toujours enclin à sous-estimer le rôle du facteur subjectif,

c'est-à-dire l'importance du parti et de la direction révolutionnaire. Ce la s'est manifesté pleinement lors des discussions sur les leçons de « l'Octobre allemand », sur le Comité anglo-russe et la révolution chinoise. Dans ces occasions, comme dans d'autres moins importantes, la tendance opportuniste est intervenue suivant une ligne qui comptait trop directement sur « les masses », en négligeant les problèmes du « sommet » de la direction révolutionnaire.

Sur le plan théorique général, cette façon de procéder est fausse, et à l'époque impérialiste, elle apparaît comme funeste. »

Une étape décisive de la révolution mondiale s'avance, elle s'étendra sur des années, l'absence d'une Internationale révolutionnaire construite au début de cette étape rendra son cours chaotique.

En juin 1936, Trotsky, analysant les caractéristiques du mouvement, écrivait :

« Le fait que le mouvement des masses atteint, sous une forme improvisée, des dimensions si grandes et un effet politique si grand, nous souligne au mieux le caractère profond, organique, véritablement révolutionnaire de la vague de grèves. C'est en cela qu'est le gage de la durée du mouvement, de sa ténacité. »

« Le fait que le mouvement des masses atteint, sous une forme improvisée, des dimensions si grandes et un effet politique si grand, nous souligne au mieux le caractère profond, organique, véritablement révolutionnaire de la vague de grèves. C'est en cela qu'est le gage de la durée du mouvement, de sa ténacité. »

cité, de l'inéluctabilité d'une série de vagues croissantes. »

Il parlait d'un puissant soubresaut de la révolution, au terme de toute une période de celle-ci, après de cruelles défaites pour la classe ouvrière. Aujourd'hui, c'est à l'aube d'une nouvelle période de la révolution mondiale que nous nous trouvons. C'est un gage plus grand encore de « durée et de ténacité du mouvement ».

Trotsky concluait par ces mots sa réflexion :

« Mais tout cela est insuffisant pour vaincre. Contre l'état-major et le plan des « 200 familles », il faut l'état-major et le plan de la révolution prolétarienne. Ni l'un ni l'autre n'existent encore. Mais ils peuvent être créés. Il existe toutes les prémisses et tous les éléments d'une nouvelle cristallisation des masses. »

A plus forte raison aujourd'hui !

La crise et la dislocation de la IV^e Internationale prennent dans cette situation un relief particulier.

La tâche de reconstruction de la IV^e Internationale apparaît dans toute sa dimension, plus urgente que jamais.

Le 11 mai 1976,

Marc LACAZE.

Un an plus tard : conséquences de la défaite US au Vietnam

par Stéphane JUST

1976 est une année électorale aux U.S.A. Les élections présidentielles, celles à la chambre des Représentants et au Sénat, sont des événements mondiaux, compte tenu de la place et du rôle de l'impérialisme américain. En novembre 1972, date des dernières élections présidentielles, Nixon triomphait. Au cours de son premier mandat, 1968-1972, il avait réaxé la politique mondiale des Etats-Unis. La nouvelle période révolutionnaire ouverte en 1968 avait contraint son prédécesseur à renoncer à faire de la guerre contre-révolutionnaire au Vietnam le point de départ d'une agression directe et généralisée contre la Chine. Sans abandonner pour autant les objectifs immédiats de l'impérialisme américain au Vietnam, Nixon constituait la nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire dont les axes relient Pékin et Moscou à Washington.

Concrétisation de cette politique, les voyages à Pékin au début 1972, à Moscou au début de l'été 1972, étaient, aussi, un incomparable tremplin électoral. D'un autre côté, la décision du 15 août 1971 de rendre inconvertible le dollar, était assortie d'un véritable ultimatum aux grandes puissances capitalistes européennes et au

Japon : elles devaient faire droit en priorité aux intérêts du capital américain ; cet ultimatum aboutissait à des accords qui permettaient aux U.S.A. de bénéficier d'une haute conjoncture, dont l'origine était le maintien d'énormes dépenses d'armement, l'inflation de crédit. Les déficits considérables des balances commerciales et des comptes américains étaient gelés en pratique, par suite des accords intervenus, le dollar était dévalué, les banques centrales étaient contraintes d'emmageriser les dollars sans en demander le remboursement au Federal Reserve System Bank. La politique inflationniste de Washington semblait pouvoir se développer sans limite.

Le triomphe électoral sans précédent de Nixon n'a fait que précéder de quelques mois une chute politique également sans précédent aux Etats-Unis : en juillet 1974, Nixon devait démissionner de la présidence des U.S.A. Le scandale de Watergate n'était pas plus scandaleux que beaucoup d'autres activités et pratiques politiques des présidents des U.S.A. ne le sont. *La Vérité* l'a maintes fois expliqué : la chute de Nixon résultait d'une crise politique née de la contradiction entre les traditions, l'héritage, les institutions américaines, et le besoin d'un pouvoir de plus

en plus centralisé et fort pour faire face aux problèmes qui confrontent l'impérialisme américain, aux U.S.A. et dans le monde. Dès avant la chute de Nixon, la marche à la crise économique, la plus accentuée que le capitalisme ait connue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, avait commencé. Mais c'est surtout après sa chute que la fragilité des bases sur lesquelles reposait sa politique est apparue. Signés en janvier 1973, deux ans plus tard, les accords de Paris, en quelques semaines étaient balayés. Le gouvernement et l'Etat compradores de Thieu s'effondraient ainsi qu'un château de cartes.

La liquidation des accords de Paris a été, rappelons-le, une défaite de l'impérialisme américain, un échec des bureaucraties du Kremlin et chinoise, n'a pas été une victoire de celle du Nord-Vietnam. Si le prolétariat du Vietnam, du Laos, du Cambodge n'a pas vaincu, cela n'empêche pas qu'il s'agit d'une victoire de la révolution prolétarienne mondiale. L'onde de choc de la défaite de l'impérialisme américain, de l'échec des bureaucraties de l'U.R.S.S. et de Chine, devait obligatoirement se répercuter sur la nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire et chacune de ses composantes ainsi que sur toute la situation internationale. En arrière-fond de la campagne électorale, indépendamment de qui sera élu président des U.S.A., se débat la question de la nouvelle politique mondiale que doit adopter et développer l'impérialisme U.S.

Deux textes très importants témoignent du réalisme avec lequel les hommes politiques américains abordent ces problèmes et tentent d'y répondre ; ce sont les textes, condensés, que le département d'Etat a publiés, de deux discours prononcés, à Londres, par Henry Kissinger et M. Sonnenfeldt, au mois de décembre 1975, devant les ambassadeurs américains en Europe.

« Faiblesses de l'impérialisme soviétique » selon Sonnenfeldt.

Sonnenfeldt part de l'idée que l'U.R.S.S. émerge en tant que super-puissance à l'échelle mondiale, mais, dit-il :

« Il est possible pour les Etats-Unis et leurs alliés d'Europe occidentale de s'orienter vers une poli-

tique qui nous permettra de faire face à cette situation (car) la puissance soviétique se développe de manière irrégulière. Elle présente des faiblesses et des exigences auxquelles seul le monde extérieur peut répondre » (...).

« La base sur laquelle repose son impérialisme est confrontée à de sérieux problèmes économiques et sociaux. Des groupes nationalistes qui ne sont pas d'origine russe se développent en Russie à une rapidité disproportionnée, provoquant des tensions qui s'ajoutent aux tensions qui existent dans la base de la population soviétique là où est né l'impérialisme soviétique. »

Bien entendu, il ne s'agit pas d'une analyse utilisant la méthode marxiste. L'U.R.S.S. est caractérisée ainsi qu'un pays impérialiste. La bureaucratie du Kremlin est identifiée à sa négation : les Soviets. La contradiction sociale fondamentale prolétariat-bureaucratie parasitaire — n'est pas dégagée et analysée. Les causes de la résurgence et de l'acuité des questions nationales en U.R.S.S. restent dans l'ombre. Mais l'empirisme anglo-saxon des hommes politiques de l'impérialisme U.S. suffit pour apprécier la violence des contradictions à l'œuvre en U.R.S.S. L'accent est porté sur la fragilité de « *l'empire soviétique* », c'est-à-dire sur les conséquences explosives de l'assujettissement des pays de l'Europe de l'Est à la bureaucratie du Kremlin.

« En Europe de l'Est, particulièrement, la seule force importante d'unification est la présence de la puissance soviétique. Il ne s'est pas développé de structure d'association plus viable, ni plus organisée. Les trente dernières années ont simplement vu se développer une volonté d'autonomie et une recherche d'identité, dans les pays de l'Europe occidentale d'une façon ou d'une autre. Il n'y a pratiquement plus d'amis authentiques de l'Union soviétique en Europe de l'Est, excepté peut-être la Bulgarie. »

La constatation peut paraître banale après le mouvement révolutionnaire de juin 1953 en Allemagne de l'Est, la révolution hongroise des conseils et la crise révolutionnaire polonaise en octobre-no-

vembre 1956, le mouvement de révolution politique de 1968 en Tchécoslovaquie, le soulèvement révolutionnaire des ouvriers des ports de la Baltique en Pologne en décembre 1970 et janvier 1971, etc. Mais les lignes suivantes démontrent la lucidité de Sonnenfeldt :

« L'impossibilité pour les Soviétiques d'obtenir la loyauté de leurs alliés de l'Europe de l'Est est un fâcheux échec historique. Il est doublément tragique que dans cette partie du monde, d'un intérêt vital et d'une importance cruciale, il n'aît pas été possible pour l'Union soviétique d'établir avec ses alliés les racines d'un intérêt qui irait au-delà de la puissance. »

L'homme d'Etat de l'impérialisme U.S. estime « *doublement tragique* » cette situation. Il sait que le rapport antagoniste entre la bureaucratie du Kremlin et les peuples des pays de l'Europe de l'Est est une des composantes des plus explosives de la situation en Europe. Il sait que les peuples de l'Europe de l'Est, les prolétariats de ces pays, en se dressant contre la bureaucratie du Kremlin et ses agents, ne veulent pas restaurer la propriété privée des moyens de production, le mode de production capitaliste, mais au contraire gérer eux-mêmes les nouveaux rapports de production et, pour ce faire, abattre la bureaucratie parasitaire et instaurer leur propre pouvoir politique. Il sait que la lutte pour l'unité de l'Allemagne est une lutte au plus haut niveau pour la révolution sociale et politique, contre l'impérialisme et la bureaucratie parasitaire, qui condense tout le combat pour la révolution prolétarienne en Europe. Il sait que la seule force qui maintient ce qui subsiste de l'ordre de Yalta et de Potsdam, en Europe de l'Est, c'est la bureaucratie du Kremlin. Très crûment il souligne ainsi que l'impérialisme U.S. a toujours laissé les mains libres au Kremlin pour réprimer dans le sang les mouvements révolutionnaires qui se sont produits depuis plus de vingt ans en Europe de l'Est, et pourquoi. En même temps, il « regrette » que ce soit la seule force militaire du Kremlin qui puisse garantir cet ordre est-européen, car il a conscience que maintenir un ordre politique donné par ce seul moyen est très aléatoire, il faut des racines, et des rapports profonds, un ordre social corres-

pondant. C'est ainsi que plus haut il expliquait :

« Ils (les Soviétiques) n'ont pas apporté les valeurs idéologiques, juridiques, culturelles, artistiques, l'organisation ou la compétence qui ont caractérisé les entreprises britanniques, françaises et allemandes. »

En clair : l'impérialisme a apporté et instauré dans les pays qu'il dominait des rapports de production, des rapports de toutes natures qui lui correspondaient et assuraient son emprise. En Europe de l'Est, la bureaucratie du Kremlin n'a rien réalisé de comparable. Au contraire. Les rapports de production existant en Europe de l'Est ne s'accordent pas de leur gestion par les bureaucraties parasitaires, instruments de celle du Kremlin. Sonnenfeldt craint « *la catastrophe* », c'est-à-dire un nouvel élan de la révolution politique en Europe de l'Est que la force militaire du Kremlin ne pourrait écraser, ne serait-ce qu'en raison des contradictions sociales et nationales de même nature qui s'accentuent en U.R.S.S.

Sonnenfeldt est d'une grande clarté : l'impérialisme ne peut s'avancer en U.R.S.S. et en Europe de l'Est qu'en utilisant les contradictions qui assaillent les bureaucraties parasitaires mais au travers d'elles.

« La raison pour laquelle nous pouvons aujourd'hui parler et penser en termes d'échanges avec l'impérialisme soviétique en dehors d'une simple confrontation se trouve précisément dans le fait que la puissance soviétique se révèle dans de si mauvaises conditions. Cela nous donne le temps de nous renforcer et de réagir... Nous pouvons non seulement l'influencer mais nous pouvons aussi influencer ses pratiques. Et c'est le but de la détente. »

La pression extérieure sur la bureaucratie du Kremlin, par exemple au moyen de la course aux armements, doit être combinée à la coopération avec elle. Ainsi :

« Il nous faut trouver le moyen de mettre au point une politique commerciale cohérente qui dépasse les points de vue individuels des firmes. »

« L'accord sur les céréales est un bon exemple encore que trop étroit de ce que j'explique ici. Les Soviétiques ont été forcés d'accepter le fait qu'ils ont besoin de larges importations. Cela nous donne la possibilité, mais seulement si cela fait partie d'une politique cohérente, d'arriver à certains de nos objectifs. »

Sonnenfeldt regrette que la clause de la nation la plus favorisée n'ait pas été accordée à l'U.R.S.S.

« Si c'est une bonne évaluation de la situation, alors, avec la clause de la nation la plus favorisée et une politique de crédits, nous pouvons engager l'Union soviétique à devenir compétitive sur les marchés américains. Si cette politique est menée adroitelement, cela peut l'inciter à se mettre au niveau des besoins diversifiés de notre marché. »

L'objectif est précisé :

« Il est de notre intérêt à long terme d'utiliser ces possibilités pour briser la nature autarcique de l'Union soviétique. Il existe des études de consommation faites en U.R.S.S. qui, bien qu'elles soient plus superficielles que celles que font les Américains, peuvent être exploitées. C'est juste une illustration. Il y a de nombreuses possibilités en Occident dans ce domaine. Au lieu de les considérer simplement comme des atouts commerciaux, il faut que nous nous en servions pour amener l'Union soviétique à nouer un réseau de liens avec l'Occident. C'est un projet à long terme. »

Le plan est simple. L'économie de l'U.R.S.S. a besoin de s'intégrer au marché mondial, de participer à la division internationale du travail. Il faut faciliter cette intégration. Le capital domine le marché mondial, en cherchant à y intégrer l'économie de l'U.R.S.S., les dirigeants du Kremlin devront subordonner la planification à la rentabilisation, à la compétitivité. Ce sont non seulement les produits destinés au marché mondial qui devront devenir compétitifs, mais toute la production de l'U.R.S.S. La compétitivité, la

rentabilisation, l'orientation de la production en U.R.S.S. par les lois qui s'expriment sur le marché va nécessairement de pair avec l'intégration de l'économie de l'U.R.S.S. au marché mondial que le capital domine. La productivité du travail dans les principaux pays capitalistes, les moyens de production dont ils disposent, sont très supérieurs à ceux de l'économie de l'U.R.S.S. La bureaucratie gère l'économie en entraînant d'énormes gaspillages et distorsions. L'intégration de l'économie de l'U.R.S.S. à la division internationale, dans les conditions actuelles, ne peut qu'entrainer une plus ou moins étroite spécialisation que le marché et la concurrence internationale imposeraient. Le monopole du commerce extérieur, que l'Etat de l'U.R.S.S. détient, céderait, en même temps que la planification se disloquerait. La voie serait enfin ouverte à la libre pénétration des marchandises et des capitaux. Le projet que Sonnenfeldt esquisse rejoint les projets de réforme de la planification, de rentabilisation que la bureaucratie du Kremlin a élaborés. C'est ce qui lui donne un certain réalisme et fait également sa faiblesse.

Jusqu'alors ces réformes n'ont pu être réellement appliquées. La bonne volonté de la bureaucratie dans sa grande masse n'est pas en cause, ce sont les forces de classe qui ont empêché ces projets d'aboutir, la force de classe du prolétariat soviétique dont l'existence serait mise en cause par la destruction de la planification, du monopole du commerce extérieur, le retour aux lois qui s'expriment sur le marché comme régulateur de l'économie, et finalement à la propriété privée des moyens de production. Là est la faiblesse de la politique que projette Sonnenfeldt qui, pourtant, manifeste un très grand sens de classe.

Ne dit-il pas à propos des pays de l'Europe de l'Est :

« Avec l'Europe orientale, il est de notre intérêt à long terme d'influencer les événements — en raison des relations artificielles que cette région du monde a nouées avec l'Union soviétique — et pour éviter que tout cela n'explose tôt ou tard pour provoquer une troisième guerre mondiale. Les relations non institutionnalisées et artificielles constituent un bien plus grand danger pour la paix mondiale que le conflit entre l'Est et l'Ouest. Il

y a une possibilité, si l'Europe occidentale verse dans des difficultés économiques et sociales au point de provoquer une rupture d'équilibre, que les intérêts des Etats-Unis puissent être mis en péril par un simple changement de l'équilibre des pouvoirs. »

Laissons de côté la troisième guerre mondiale qui n'est ici qu'un léger maquillage. Sonnenfeldt dit à qui veut comprendre : La politique de la bureaucratie du Kremlin mène à l'explosion révolutionnaire en Europe de l'Est ; en Europe de l'Ouest, la crise sociale, économique, politique met également à l'ordre du jour la révolution prolétarienne ; la révolution européenne est à l'ordre du jour à l'Est et à l'Ouest. » Il pose la question : « Comment empêcher cela ? » Et il répond en ce qui concerne l'Europe de l'Est :

« Notre politique doit consentir à favoriser une évolution susceptible d'institutionnaliser les relations entre l'U.R.S.S. et l'Europe orientale. »

C'est net et précis : il importe surtout de maintenir, de renforcer, d'organiser, d'institutionnaliser la subordination des pays de l'Europe de l'Est à la bureaucratie du Kremlin. C'est dans ce cadre que la politique impérialiste peut progresser ; il le dit tout net :

« Notre politique doit donc consister à répondre aux aspirations évidentes de l'Europe orientale à une existence plus autonome au sein d'une zone de forte influence géopolitique soviétique. »

Sonnenfeldt se livre à une apologie des Gierek et autres Kadar que ne renierait aucun tenant de la théorie de l'auto-réforme de la bureaucratie.

« Cette politique a été un succès en Pologne. Les Polonais ont su dominer les inclinations romantiques qui les ont, dans le passé, menés au désastre ; ils ont su habilement mettre sur pied une politique qui satisfait leur besoin d'identité nationale sans soulever de réaction soviétique. C'est un long processus. »

Cependant, la palme revient à Janos Kadar qui, voilà bientôt vingt ans, poignarda dans le dos la révolution des conseils en Hongrie.

« La réussite de Janos Kadar a été remarquable dans la mesure où il a trouvé les moyens de satisfaire les aspirations nationales de son peuple à des racines hongroises d'une façon acceptable pour l'Union soviétique. Il a fait de nombreuses expériences en matière sociale et économique. Pour une grande part, il a pu les mener à bien parce que les Soviétiques ont quatre divisions en Hongrie et ne sont donc pas inquiétés. Il a astucieusement utilisé leur présence comme une ceinture de sécurité d'une manière avantageuse pour le développement de son pays. »

Pablo, au temps de sa meilleure forme, n'aurait pas tenu plus éloquent discours. Kadar a réussi à rassurer les « Soviétiques » ; pour cela il lui a suffit de trahir la révolution, de participer à son écrasement, de faire pendre Maletov et Imre Nagy. L'impérialisme américain ne lui en est pas moins reconnaissant que la bureaucratie du Kremlin. Voilà qui met un point final à la question du rôle de l'impérialisme U.S. dans la révolution hongroise et tous les mouvements révolutionnaires en Europe de l'Est. Sonnenfeldt le dit avec force : l'occupation par les troupes du Kremlin est la condition d'une évolution « positive » des pays de l'Europe de l'Est.

Que « l'aventurier » Dubcek et tous ceux qui ont combattu contre le Kremlin en Tchécoslovaquie, et continuent à le faire, crèvent en prison ou dans leur coin, le libérateur de la Tchécoslovaquie c'est le Janos Kadar de ce pays, Husak. La garantie d'une évolution « positive » en Tchécoslovaquie, c'est l'occupation par les troupes du Kremlin qui constitue une sorte de « ceinture de sécurité ». Sans doute, l'occupation ne suffit pas. Elle est néanmoins le suprême recours contre la révolution, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est. Elle est la condition « d'importantes et nombreuses expériences en matière sociale et économique », à l'exemple de ce qui se passe en Hongrie.

Or chacun sait que ces « expériences » sont justement la « réforme économique » la « plus avancée » de l'Europe de l'Est, exception faite de la Yougoslavie, intégrant de plus en plus profondément l'économie hongroise au marché mondial et à la division internationale du travail, le recours aux crédits des grandes puissances.

ces impérialistes, réorientant l'économie en fonction de cela, donnant de plus en plus libre jeu aux lois qui s'expriment sur le marché, politique qui met en cause la planification, le monopole d'Etat du commerce extérieur, et attaque la propriété étatique des principaux moyens de production.

Kissinger, les PC et la révolution en Europe.

Le rapport de Kissinger complète et élargit celui de Sonnenfeldt. A l'étape actuelle, dit sans ambage Kissinger, le problème n'est plus seulement d'exercer une pression générale par la course aux armements stratégiques sur l'U.R.S.S. :

« Nous devons faire pièce à la puissance soviétique à travers le monde par une conjonction de moyens politiques, militaires et économiques. En Extrême-Orient, la Chine doit figurer comme facteur de notre équation. Au Proche-Orient, nous ne devons pas nous couper des courants politiques dominants. Nous devons y appliquer une politique qui serve la cause de l'équilibre régional. »

Le rôle du Kremlin, par exemple, au Moyen-Orient, tout au service de l'impérialisme américain, permet d'apprécier que l'expression, « faire pièce à la puissance soviétique », n'est qu'une clause de style qui justifie l'accélération de la course aux armements. Ce dont il s'agit réellement, c'est d'utiliser à travers le monde toutes les forces, tous les moyens matériels économiques, militaires, idéologiques susceptibles de faire barrage à la révolution menaçante et de la combattre : en Extrême-Orient, principalement la bureaucratie chinoise, au Moyen-Orient, le Kremlin, mais aussi, les régimes soi-disant progressistes d'Egypte, de Syrie, d'Irak, les courants nationalistes bourgeois et petits-bourgeois. Le rôle que joue la Syrie, actuellement au Liban, fournit un exemple de cette politique.

Pourtant les préoccupations les plus importantes de Kissinger concernent l'Europe occidentale :

« Ce qui est le plus préoccupant, ce n'est pas la politique étrangère des nations occidentales, mais leur évolution intérieure. Le développe-

ment de la politique de gauche menace de saper les relations intéressantes : la sécurité et la politique de défense sur lesquelles l'alliance a été construite. »

Ici, il importe de rappeler que le pacte atlantique comprend en un de ses points la lutte contre la subversion intérieure, en clair contre la révolution.

« Et ce développement ne manquera pas d'affecter les relations entre l'Europe et les Etats-Unis. En Italie, en Espagne et au Portugal, et peut-être même en France, nous assistons à la montée de l'influence des partis communistes et nous nous posons la question de savoir ce que nous devons faire. »

Dans l'esprit de Kissinger, « la montée de l'influence des partis communistes » n'est que le reflet de la montée de la révolution prolétarienne, une conséquence de la poussée du prolétariat : là réside tout le problème.

« Une chose est claire cependant, la domination des partis communistes en Occident est inacceptable. »

Kissinger dit pourquoi :

« Ceci n'a rien à voir avec la modération de ces partis, ou leur degré d'indépendance à l'égard de la Russie. On peut difficilement imaginer que si l'un ou l'autre de ces partis prend le contrôle d'un gouvernement occidental, il permettra au processus démocratique de jouer et qu'il pourra ainsi accepter la possibilité qu'il pouvait en être chassé lui-même. »

« Un parti communiste prenant le contrôle d'un gouvernement se trouverait à un stade de son évolution qu'il ne pourrait remettre en cause contrairement à ce qu'il pourrait prétendre. On ne peut ramener le pendule en arrière. Plus vraisemblablement, une fois qu'il sera au pouvoir, il cherchera à changer les conditions objectives de la société, de telle sorte que le processus démocratique ne puisse plus fonctionner. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir afin d'assurer la survie du processus démocratique. »

et de sauvegarder les orientations pro-occidentales des pays européens occidentaux. »

L'attachement de Kissinger « au processus démocratique » n'est plus à démontrer : le Vietnam, le Chili, l'Argentine, etc., ont prouvé la chaleur des sentiments démocratiques du chef de la politique étrangère de l'impérialisme U.S. Il ne faut pas prendre au comptant l'argent de ce faux monnayeur politique lorsqu'il affirme que les PC ne voudront plus céder le pouvoir. Sous cette broussaille apparaît la pensée réelle de Kissinger : l'impérialisme U.S. sait d'expérience que la politique des PC occidentaux, aujourd'hui comme hier, ne vise aucunement à remettre en cause la société et le pouvoir bourgeois. En 1944-1947, la participation au gouvernement des PC en Italie, en France, était indispensable à la reconstruction des Etats bourgeois de ces pays. Les U.S.A. s'en sont fort bien accommodé jusqu'au jour où ils ont commencé à préparer la guerre contre l'U.R.S.S. dans le cadre de la guerre froide.

Mais les rapports entre les classes et au sein des classes se sont, depuis, profondément modifiés. En 1944-1947, le contrôle des PC comme les français et italien sur la classe ouvrière, leur permettait d'imposer à celle-ci et aux plus larges masses, le « *produire d'abord* », la politique de subordination à l'Etat bourgeois que Thorez définissait en quelques mots au CC du PCF d'Ivry de février 1945 : « *Il faut une seule police, une seule armée, un seul gouvernement.* » Les appareils des PC d'Europe étaient solides et surtout, rouages de l'appareil international du Kremlin, ils tiraient leur influence sur la classe ouvrière et les masses de cette subordination au Kremlin.

La bureaucratie du Kremlin était au sommet de sa puissance politique. En U.R.S.S. le prolétariat était à nouveau épousé à la fin d'une guerre qui lui avait coûté 20 millions de morts. Les masses prolétariennes des grands pays européens portaient au crédit de la bureaucratie du Kremlin les immenses sacrifices des peuples de l'U.R.S.S. grâce auxquels l'impérialisme allemand, la barbarie nazie, qui avait occupé, écrasé, pillé, ensanglanté l'Europe pendant cinq ans, était défait : la bureaucratie parasitaire semblait être la continuatrice de cette révolution d'Octobre qui avait si profondément changé ce

pays qu'il avait détruit la puissante machine de guerre allemande.

Pourtant, dès 1946-1947, le PCF, par exemple, ne pouvait plus pleinement contenir la classe ouvrière en participant au gouvernement. Malgré la fameuse formule, « *la grève est l'arme des trusts* », les grèves éclataient. En avril 1947, la grève se répandait ainsi qu'une trainée de poudre chez Renault. Après avoir tenté de la briser, les dirigeants staliniens tournaient et en prenaient la tête pour mieux la contenir, ce qui les contraignait à sortir du gouvernement.

Trente ans plus tard, la participation des PC à un gouvernement en Italie, en Espagne, en France, comme au Portugal ne peut que correspondre à l'ouverture d'une crise révolutionnaire, être le prélude ou la conséquence immédiate de l'ouverture de la révolution prolétarienne. Mais aujourd'hui, les masses ayant porté au pouvoir des gouvernements auxquels les PC de ces pays participeraient, le feraient en disloquant les Etats bourgeois, en mettant en cause la propriété privée des moyens de production, en exigeant que leurs revendications soient satisfaites. Tout en se regroupant d'autant plus largement derrière les partis ouvriers traditionnels, dont les PC, à la première étape de la révolution, que la poussée prolétarienne sera puissante, les masses entreront constamment et ouvertement en conflit avec la politique des appareils des PC. Ces appareils sont eux-mêmes en crise. L'appareil international du Kremlin est en crise, de violentes contradictions divisent les sommets de la bureaucratie de l'U.R.S.S. Aux yeux des masses, la bureaucratie stalinienne est largement discréditée. Elle serait plutôt un repoussoir. Outre la force qui les pousse à s'adapter directement à leur bourgeoisie, c'est aussi une nécessité du maintien de leur influence sur les masses, et bon nombre de leurs militants, en relation avec les violentes oppositions qui déchirent les sommets de la bureaucratie du Kremlin, qui amène les dirigeants d'un PC réputé aussi stalinien que le PC français à critiquer Moscou sur telle ou telle question.

Sans changer en quoi que ce soit la nature des PC, la participation au pouvoir d'un PC en Italie, en France, en Espagne, marquerait le commencement d'un processus révolutionnaire à l'échelle européenne dont la révolution portugaise fut l'ouverture. Il s'agirait de tout autre

chose que de l'addition de révoltes : tout ce qui subsiste de l'ordre européen établi à la fin de la Seconde Guerre mondiale s'effondrerait. Le pacte atlantique, l'O.T.A.N., ont été des instruments essentiels du maintien de cet ordre européen tout en étant des instruments de pression sur le Kremlin, à défaut de pouvoir devenir les moyens de la guerre contre l'U.R.S.S. Kissinger a parfaitement raison malgré toute la bonne volonté que le PCI manifeste :

« Nous (*les U.S.A.*) (ne) pourrions avoir une Italie (*que Kissinger appelle*) titiste dans l'O.T.A.N. sans changements fondamentaux dans l'Alliance ou avec la conception que les Etats-Unis se font de l'O.T.A.N. Sans parler d'autres facteurs, l'attrait principal que les communistes exercent sur l'électorat est lié à leur position sur les problèmes économiques et sociaux qui préoccupent les habitants des pays concernés. »

En d'autres termes, la venue au pouvoir de PC en Europe occidentale signifierait que les masses mettent en cause les fondements du mode de production capitaliste, l'Etat bourgeois, ce qui tendrait à vider de toute substance l'Alliance Atlantique même si formellement, et, pour autant que l'O.T.A.N. reste debout, des gouvernements auxquels participeraient des P.C. ne la dénoncent pas. Kissinger poursuit :

« Il est des gens pour penser que nous sommes trop intransigeants dans notre attitude à l'égard des partis communistes européens occidentaux. Mais nous ne pouvons pas encourager les progrès de ces partis, ni permettre l'établissement d'un précédent par lequel, du fait de notre inaction, nous aurions facilité le succès d'un parti communiste. Dans quelle mesure tel parti suit-il la ligne de Moscou ? C'est sans importance. Même si le Portugal avait limité le modèle italien, nous nous y serions encore opposé. Ce n'est point uniquement parce que Cunhal est un stalinien que nous sommes contre une telle révolution au Portugal. Même l'impact du parti communiste italien qui a offert l'apparence de gouverner de façon efficace, serait dévastatrice, en France et dans l'O.T.A.N. aussi. »

Le P.C.I. en est d'ailleurs bien d'accord qui, de toutes ses forces, a tenté d'empêcher que de nouvelles élections interviennent avant la date prévue, de maintenir au pouvoir un gouvernement démocrate-chrétien, et qui va s'efforcer, après la dissolution de l'Assemblée nationale, de ne pas venir au pouvoir. Kissinger le sait parfaitement qui ajoute :

« Les Soviétiques (*entendons le Kremlin*) ne sont pas l'élément déterminant qui provoque les situations instables auxquelles nous faisons face actuellement en Europe occidentale. Une Europe occidentale communiste serait également un casse-tête pour les Soviétiques. Ils préfèrent probablement ne pas voir les partis communistes prendre le pouvoir en Europe occidentale. »

Bien entendu, il s'agit toujours de comprendre ce que les mots veulent dire, il y a toujours un code, un minimum de camouflage, et on ne peut exiger de Kissinger qu'il fasse une analyse marxiste à l'envers, c'est-à-dire au profit des intérêts de l'impérialisme U.S. Cela n'empêche pas que les deux rapports, celui de Sonnenfeldt et le sien sont clairs : l'Europe dans son ensemble est en crise : la bureaucratie du Kremlin est aux prises, en U.R.S.S. même, avec des forces qu'elle ne parvient pas à maîtriser, son « empire » peut exploser à tout moment ; les régimes capitalistes d'Europe sont entrés en une crise non moins profonde ; la situation n'est plus celle des années 1944-1947, l'appareil du Kremlin n'est plus un barrage inébranlable contre la montée révolutionnaire ; la venue au pouvoir des PC marquerait un saut qualitatif dans le développement de la révolution en Europe de l'Ouest et de l'Est qui verrait s'effondrer ce qu'il reste de l'ordre européen édifié à la fin de la guerre. Et tous deux d'affirmer : il faut absolument éviter cela.

Mais leurs discours s'arrêtent au point justement le plus important : que faire et comment le faire ? Les « remèdes » que Sonnenfeldt propose, en ce qui concerne l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est, n'en sont pas à véritablement parler. Limiter la course aux armements est exclu. L'énorme budget, officiel, de dépenses militaires (112 milliards de dollars) est indispensable au maintien en activité de la machine économique capitaliste. Lier plus étroitement l'économie de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est à l'économie

capitaliste, y compris en utilisant les canaux des bureaucraties parasitaires, revient à aggraver, en fin de compte, les contradictions économiques, sociales, politiques qui assaillent et déchirent celles-ci. Au contraire de ce qui s'est passé au cours des années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, quels que soient les compromis et accords transitoires, l'impérialisme U.S. ne peut revitaliser les économies capitalistes de l'Europe de l'Ouest, il doit faire prévaloir, au détriment des vieilles puissances impérialistes, ses intérêts spécifiques, et partout il aggrave la décomposition politique de ces régimes dont certains pourrissent littéralement sur pied : Espagne, France, Italie, les autres suivant de près.

Kissinger, tout en répétant sans cesse : « *La domination des partis communistes en Occident est inacceptable* », ne conclut à rien d'autre que : « *Ce n'est pas notre tâche de manipuler les politiques intérieures* (sans blague !). *Notre capacité d'agir est limitée.* » Et là, Kissinger met le doigt sur ce qui aujourd'hui est la question dominante qui confronte l'impérialisme U.S. : la sainte-alliance contre-révolutionnaire nouée d'un côté avec Pékin, de l'autre avec Moscou, n'a pu le garantir du désastre vietnamien. Elle se révèle d'une efficacité douteuse au Moyen-Orient. Elle ne parvient pas, en Europe, à faire refluer la montée de la vague révolutionnaire. Les partenaires bureaucratiques de l'impérialisme U.S. au sein de la sainte-alliance contre-révolutionnaire subissent eux-mêmes les conséquences de l'échec qu'elle a subi au Vietnam. Les bureaucraties contre-révolutionnaires de Chine et d'U.R.S.S. sont en partie discreditées à Washington. Leur capacité contre-révolutionnaire est mise en doute. Elles-mêmes perdent confiance en leurs possibilités sur ce terrain. C'est là un nouveau et puissant facteur de crise politique de ces bureaucraties.

La Chine, de crise en crise : de la révolution au « Grand bond en avant ».

La bureaucratie chinoise est profondément ébranlée par suite de son incapacité à garantir l'application des accords de Paris au Vietnam. La crise actuelle a évidemment des causes fondamentales identiques à celles qui ont déchiré la bureaucratie chinoise depuis 1949. Pas

plus en Chine que dans aucun pays, la « construction du socialisme dans un seul pays » n'est possible. Le retard économique de la Chine était et reste gigantesque. Les contradictions qui étreignent la bureaucratie chinoise sont d'autant plus violentes qu'elle s'est formée dans le sillage historique de la bureaucratie du Kremlin et que les circonstances l'ont portée au pouvoir en contradiction avec les intérêts et la politique de celle-ci en violation des accords de Yalta et de Potsdam. Les dirigeants du Parti communiste chinois ont refusé de s'incliner en 1945-1949 et de s'intégrer au gouvernement de Chang-Kaï-chek. Portés par une révolution agraire, ils sont refusé de dissoudre l'armée qu'ils dirigeaient. Ce faisant, ils ont précipité l'effondrement du régime du Kuomintang, la désagrégation de la société chinoise ultra-pourrie. Ils ont dû combler le vide politique et prendre le pouvoir.

Les masses n'ont pas formé de soviets, d'organismes propres. Le nouvel Etat s'est formé, construit, développé à partir de l'appareil du PCC et de l'armée, les masses soutenant cet appareil, reconnaissant l'autorité du PCC et sa direction et, dans cette mesure, soutenant et participant à la constitution du nouvel Etat. C'est là le cas typique de formation d'un Etat ouvrier bureaucratique dès l'origine, qui contraste avec la formation de l'Etat ouvrier de l'U.R.S.S. à l'origine fondé sur les soviets et ultérieurement dégénérant, donnant naissance à une bureaucratie parasitaire qui détruisit les soviets. Les dirigeants du PCC se proposaient de récupérer la « bourgeoisie nationale », de remettre sur pied et de développer l'économie chinoise en collaboration avec elle : une sorte d'économie mixte. Ce plan s'est révélé impraticable : la réforme agraire a été beaucoup plus radicale que prévue initialement ; la « bourgeoisie nationale » n'étant qu'une fiction creuse, l'Etat dut s'approprier la plupart des moyens de production. Bientôt, la guerre de Corée, que Staline provoquait, et qui permettait à l'impérialisme U.S. de déployer une puissante armée aux frontières de la Chine, obligeait Pékin à intervenir au prix de gigantesques sacrifices humains et à un coût énorme pour l'économie chinoise déjà très faible et en outre en déconfiture.

Dans ces conditions et sous des formes données, le jeu des forces de classes se révélait plus puissant que les plans de

la bureaucratie chinoise qui ont été bousculés : elle dut exproprier le capital, établir le monopole du commerce extérieur et s'engager rapidement dans une politique d'industrialisation et de collectivisation à toute allure. A la fin de la guerre de Corée, la bureaucratie chinoise entreprenait la course pour « rattraper et dépasser l'économie des pays capitalistes développés. » La Chine allait passer de crises économiques en crises sociales, la bureaucratie de crise politique en crise politique. En 1957, c'était la période des « Cent Fleurs » en vue de débrider les contradictions accumulées. Les « Cent Fleurs » se fanèrent rapidement. D'un côté s'élevaient des critiques de droite du régime, mais surtout de l'autre se faisaient entendre une critique qui ouvrait tout droit la voie à la révolution politique. Une jeune étudiante, Lin-Hsi-ling formula la critique la plus radicale :

« Pour Lin, "le vrai socialisme est très démocratique". Il ne peut être question de qualifier de socialiste le régime existant en Chine qui est, tout au plus, "un socialisme construit sur la base du féodalisme". »

Il ne saurait non plus être question du socialisme en U.R.S.S. où, comme en Chine, les classes ont subsisté. S'appuyant sur un texte d'Engels sur l'impossibilité du socialisme dans un seul pays, et sur la définition du socialisme par Lénine, Lin-Hsi-ling explique l'échec provisoire du socialisme en Russie et en Chine par la tentative de construire le socialisme dans un seul pays sur la base d'un développement économique et culturel insuffisant. C'est cela qui, à ses yeux, explique les trois maux dont souffre le pays : "le bureaucratisme, le subjectivisme et le sectarisme" dénoncés par Mao. C'est pourquoi il faut "considérer comme insuffisants, le mouvement de rectification, les méthodes réformistes et les petites concessions au peuple". Le mal est trop profond et ses racines sont dans le système même qui juxtapose une base économique correcte et progressive, celle de la "propriété sociale" et une organisation politique réactionnaire : "le parti et l'Etat sont devenus un appareil bureaucratique qui gouver-

ne le peuple sans démocratie." C'est donc "la superstructure qu'il faut fondamentalement changer", car les contradictions entre le peuple et la bureaucratie sont irréconciliables. Le moyen n'est pas le réformisme, mais une "transformation totale" dont "la mobilisation et le soulèvement des masses" seront les outils. » (F. Manuel, *Informations Internationales*, Nouvelle série, n° 1, pages 9 et 10.)

La bureaucratie chinoise devait rapidement repasser une camisole de force à la société chinoise. Pour surmonter ses contradictions, elle se lança dans la vaste entreprise de constitution de « Communes populaires » à peu près au milieu de l'année 1958.

« La Commune Populaire moyenne comprend environ 5 000 foyers, avec une population allant de 25 000 à 50 000 personnes... La commune "est une combinaison de l'industrie, de l'agriculture, du commerce, de l'éducation et des affaires militaires, dans lesquels l'administration gouvernementale et la direction de la commune sont intégrées" (résolution sur quelques questions concernant les Communes Populaires). »

La rupture ouverte entre Pékin et Moscou approchait. C'est alors que la politique dite du « grand bond en avant » fut mise à l'ordre du jour.

« La nouvelle politique visait à substituer une redistribution plus équilibrée des investissements à une concentration limitée de ces derniers... Le grand bond en avant entendait substituer une mobilisation massive de la force de travail aux investissements dans les techniques les plus productives... Fin 1957-début 1958, plus de cent millions de paysans, dans l'ensemble du pays étaient affectés à des travaux de conservation des eaux d'ampleur variée. Les heures de main-d'œuvre employées en 1958 furent numériquement presque sept fois supérieures à celles de 1953-1957 (Le Quotidien du Peuple, 3 mai 1958). » (Les fluctuations économiques en Chine de 1949 à 1972, publié par « Problèmes économiques » du 11 décembre 1974, extrait

de « l'actualité en Chine économique », bulletin imprimé à Hong-Kong par le service d'information des U.S.A.)

Les Communes populaires devaient développer une production aussi complète et diversifiée que possible, et cela en renonçant aux « stimulants matériels », c'est-à-dire à l'argent, au marché, en partant de la « conscience politique ». « Dans tout le pays, des millions de petites mines et aciéries furent mises en exploitation avec les moyens locaux disponibles ». De même furent mises en route des millions de petites entreprises qui devaient fournir aux Communes leur matériel agricole, subvenir aux besoins en produits industriels et manufacturiers. « Quelque 60 millions de paysans furent mobilisés pour construire dans les arrières-cours des fermes des fonderies rudimentaires ».

Le 16 juillet 1960, le Kremlin cessait brutalement toute aide économique et technique, rappelait les milliers de spécialistes russes qui travaillaient en Chine. D'immenses chantiers, entreprises, mines en construction restaient à l'abandon. D'autres étaient paralysés faute des moyens de production et de techniciens nécessaires. Conjuguée aux conséquences désastreuses « du grand bond en avant », la rupture de l'aide économique et technique qui achevait de bouleverser l'économie chinoise a abouti à une catastrophe économique. La désorganisation et le recul industriel allaient de pair avec un recul de la production agricole au cours des années 1959-1960-1961 qui fit réapparaître le spectre de la famine et que les dirigeants mirent au compte de la sécheresse.

Les années qui suivirent furent celles du « réajustement ». La direction du PC chinois était contrainte à la retraite économique. Tout en maintenant les Communes, elle a supprimé le *communisme agraire* qu'elle avait tenté d'imposer, donné à la famille, aux villages, aux rapports en argent, une réalité. Tout en affirmant la primauté de l'agriculture, elle abandonne l'industrie à la campagne et relance le développement industriel. La situation économique se redresse. Mais, en 1966 « la révolution culturelle » est lancée.

Depuis son avènement au pouvoir, la bureaucratie chinoise ne sort d'une crise que pour entrer dans une autre. Le fait que le prolétariat n'ait jamais eu le pouvoir, qu'il n'y ait jamais eu d'organismes

de type soviétique, que la bureaucratie était au moins dans son ossature, constituée précédemment, n'a pas rendu nécessaire un processus de formation identique à celui de la bureaucratie du Kremlin qui, elle, s'est constituée en partant du parti révolutionnaire le plus authentique, le parti bolchevique, du premier Etat ouvrier, l'Etat soviétique et l'Internationale communiste aux prix de sanglantes convulsions. Il lui a fallu détruire physiquement tout ce qui était directement rattaché à la révolution d'Octobre. Il lui faut constamment détruire tout ce qui tend à renouer avec la révolution d'Octobre, conscient ou non. De ce point de vue, en Chine, les exterminations au sein même de la bureaucratie qui ont eu lieu en U.R.S.S., n'ont pas été nécessaires. Les méthodes de la clique dirigeante, pour tenter de surmonter et comprimer les contradictions insolubles, ne sont pas moins bureaucratiques et réactionnaires en général que celles du Kremlin.

Ainsi du « grand bond en avant » qui visait à surmonter l'arriération de la Chine, son encerclement par l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, à partir de la « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul pays » en utilisant un aventureux gauchiste qui n'avait rien à envier à la collectivisation forcée stalinienne, au plan quinquenal en quatre ans, le « rattraper et dépasser les pays capitalistes dans les plus courts délais » de la clique stalinienne ; bien que la voie utilisée présente de considérables différences, il y a un lien. Au fond, il s'agissait également de permettre à la caste dirigeante de continuer à s'approprier une grande partie du surproduit social, tout en résistant à l'encerclement. La bureaucratie chinoise craint et combat la révolution prolétarienne tout autant que la bureaucratie du Kremlin. La révolution prolétarienne mondiale ne manquerait pas de reprendre, poursuivre et finir la révolution chinoise en la complétant par une révolution politique au cours de laquelle le prolétariat chinois prendrait le pouvoir. C'était et c'est toujours l'ennemi.

La révolution culturelle.

On ne peut cependant mettre chaque moment de la politique de la bureaucratie

chinoise sur le même plan. Les périodes des « Cent Fleurs », de la « révolution culturelle », ne sont pas identiques à celle du « grand bond en avant » ou à celle dite de « réajustement ». La période des Cent Fleurs donnait la possibilité aux aspirations à une nouvelle révolution de s'exprimer. Celle de la révolution culturelle fut une mobilisation limitée, déformée et contrôlée des masses en vue de résister à l'immense pression que la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme exerçaient sur la Chine et qui trouvait un répondant au sein de la bureaucratie chinoise dont toute une couche était prête à capituler, à mettre en cause les acquis de la révolution, à ouvrir la porte de la Chine à la pénétration impérialiste. La Chine, et par voie de conséquence, l'ensemble de l'Asie, devenait l'objet de la négociation planétaire entre l'impérialisme U.S. et la bureaucratie du Kremlin. Cette politique s'accentua à partir du voyage de Krouchtchev aux U.S.A. du 15 au 27 septembre 1959, de l'entrevue du camp David entre lui et Eisenhower.

Les accords de Yalta et Potsdam, en 1944-1945, considéraient la Chine comme zone d'influence américaine. Khrouchtchev s'était engagé à annuler l'accord U.R.S.S.-Chine selon lequel le Kremlin devait fournir à la Chine l'arme atomique. Ensuite, ce fut l'arrêt de l'aide économique et le retrait des techniciens. Au cours de différentes réunions du « mouvement communiste mondial », le Kremlin tenta d'isoler le PCC. Une campagne internationale fut déclenchée qui dénonçait « *l'aventurisme belliciste* » de la Chine. Au moment du conflit entre la Chine et l'Inde, en octobre 1962, le Kremlin soutint matériellement et politiquement l'Inde au même moment où Khrouchtchev s'engageait dans l'aventure qui a consisté à mettre en place des fusées de l'U.R.S.S. à Cuba, pour ensuite capituler totalement devant l'ultimatum américain sommant le Kremlin d'avoir à les retirer. Une nouvelle discussion engagée entre le Kremlin et une délégation chinoise aboutissait à la rupture le 20 juillet 1963. Le 5 août, le Kremlin, Londres, Washington, qui disposaient seuls alors de l'arme atomique, signaient un accord condamnant les explosions atomiques, à l'exception des expériences souterraines. Les autres puissances étaient invitées à s'associer à cet accord. La Chine, à cette époque, s'efforçait de mettre elle-même au point une bombe atomique. L'accord du 5 août était dirigé directement contre elle. Cette dé-

marche accompagnait la politique d'engagement massif de l'impérialisme américain au Vietnam. En 1966, c'était le commencement du bombardement massif du Nord. En 1968, plus de 500 000 soldats américains, dotés d'un fantastique matériel étaient concentrés au Sud, complétant l'encerclement de la Chine, tandis que se déchaînait la campagne du Kremlin contre les « bellicistes chinois ».

L'isolement de la Chine était bien réel. La bureaucratie de Pékin n'entendait naturellement pas en appeler à la mobilisation révolutionnaire des prolétaires, des exploités et des opprimés de tous les pays contre Moscou et Washington, ouvrir la voie à la révolution mondiale. A la coexistence pacifique de Khrouchtchev, elle a opposé une politique tiers-mondiste dont le voyage en Asie et en Afrique de Chou-En-lai en décembre 1963-janvier 1964 a été le sommet. Elle devait aboutir à de tragiques échecs et, en premier lieu, au terrible écrasement du Parti Communiste Indonésien, et des masses de ce pays, plus de 500 000 morts en 1965.

Le soutien de Soekarno, de la « bourgeoisie nationale » d'Indonésie, de son armée, de son Etat, la paralysie imposée aux masses ont permis à la clique militaire de ce pays de préparer, en liaison avec l'impérialisme U.S., leur coup d'Etat en toute quiétude. Ce coup d'Etat a été une des pièces maîtresses de la politique d'encerclement de la Chine et de préparation à la guerre contre elle de l'impérialisme U.S. au cours des années suivantes et en particulier de sa politique au Vietnam. L'explosion de la première bombe atomique chinoise le 16 octobre 1964, de la seconde le 14 mai 1965, de la troisième le 9 mai 1966, ne modifiait pas cette situation. Elle prouvait seulement que la bureaucratie chinoise, tout en proclamant que l'impérialisme américain était un « *tigre en papier* », s'engageait dans une course aux armements stratégiques sans espoir. Le prix à payer, pour obtenir ces résultats, par l'économie chinoise extrêmement arriérée, isolée, se relevant difficilement de l'aventurisme du « grand bond en avant », a dû être et doit toujours être fantastique.

On imagine quelle extraordinaire tension économique, sociale, politique, devait exister en Chine. Toute une partie de l'appareil de l'Etat et du parti poussait à une capitulation, via le Kremlin, devant l'impérialisme. Le seul recours a été cette mobilisation contrôlée, limitée et déformée des

masses, sous l'étiquette de la « révolution culturelle ». Une résolution du Comité central de l'organisation, qui allait constituer l'O.C.I., en date du 22 janvier 1967, définissait ainsi notre position :

« Cette partie de l'appareil du Parti et de l'Etat bénéficie en tout cas de l'appui des couches petites-bourgeoises et bourgeois que la révolution chinoise n'a pas liquidées. Sa force vient de ce qu'il s'appuie, à l'extérieur, sur la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme. Mais ce qui le favorise considérablement, ce sont les échecs de la politique internationale de la Chine. La confusion politique avec laquelle l'aile de Mao mène la lutte, la déification de Mao, le choix même du mot d'ordre de "révolution culturelle", le remplacement systématique de l'analyse marxiste par l'invective ou la célébration du culte, la dénonciation des « monstres et des démons », autant de procédés ou de formules employés afin d'éviter un appel politique clair aux masses, et qui tendent à les empêcher d'aller au fond des problèmes politiques. La formule "grande révolution culturelle" est destinée à appeler à l'action, tout en éliminant le seul mot d'ordre correct, celui de la nécessaire "révolution politique"; corrélativement, une critique fondamentale de la bureaucratie du Kremlin n'est pas faite. La seule perspective de résistance et de lutte victorieuse contre l'impérialisme, celle de la révolution prolétarienne mondiale est bouchée.

« Naturellement, il ne s'agit pas d'erreur : Mao représente le centrisme bureaucratique qui veut préserver à la fois les bases économiques et sociales nées de la révolution chinoise et la bureaucratie en tant que couche sociale privilégiée. Jusqu'où Mao peut-il pousser la mobilisation des masses ? Il semble aller très loin, si se confirme l'appel à la constitution de comités révolutionnaires dans les usines. Pourtant, la question décisive est celle d'un nouveau parti et de son programme : ne jamais oublier les enseignements de l'Octobre polonois et de la révolution hongroise.

« Nous appuyons inconditionnellement la lutte de l'aile de Mao contre celle qui est prête à capituler devant l'impérialisme. Nous ne faisons aucune confiance à l'aile Mao pour mener la lutte jusqu'au bout, pas plus que nous ne prenons à notre compte la « révolution culturelle ». Seul, un parti se situant sur le programme de la Quatrième Internationale peut mener à bonne fin la révolution politique en Chine. Il peut surgir du mouvement des gardes rouges, comme de l'éclatement du PCC à travers un processus vraisemblablement très complexe de scissions et regroupements, et par des voies probablement indirectes, du fait de l'isolement de l'avant-garde ouvrière chinoise.

« Les bouleversements en cours en Chine mobilisent aujourd'hui les masses par dizaines de millions. Actuellement, il semble que les sommets de l'aile de la bureaucratie liée à Mao contrôlent les mouvements qu'ils ont déclenchés. Mais il ne faut pas sous-estimer les mouvements de grève : le prolétariat chinois peut utiliser la crise qui fait éclater la bureaucratie chinoise et le PCC pour poser ses propres revendications. Il ne faut pas surtout isoler les événements actuels de la volonté du prolétariat chinois de défendre jusqu'à la mort les conquêtes révolutionnaires. »

La suite de la « révolution culturelle » confirmait cette appréciation. L'aile de la bureaucratie que représentait Liu-Shao-chi, président alors de la République Populaire Chinoise, et Teng-Hsiao-ping, alors secrétaire général du PCC, a été incontestablement battue, mais elle n'a pas été éliminée. Bientôt, le mouvement a tendu à déborder les limites que voulaient lui assigner ses initiateurs. L'appareil du parti et de l'Etat disloqué, c'est à l'armée qu'il est revenu d'encadrer et de faire refluer sous la direction de Lin-Piao la révolution culturelle.

En 1969, la révolution culturelle était déclarée close. Le Neuvième Congrès du PCC se tenait. La reconstruction de l'appareil était en cours, Lin Piao semblait le contrôler. Mais les anciennes couches étaient à nouveau intégrées au parti et à l'Etat. Les thèmes de la « révolution cultu-

relle » portaient principalement sur la lutte contre la « voie capitaliste », la réintroduction des normes bourgeoises de répartition et de production, la culture bourgeoise, etc. Mais ce n'était bien sûr que l'aspect visible de ce qui était en cause, à savoir les rapports entre Pékin et Moscou, Pékin et Washington.

L'alliance Pékin-Washington.

Alors que la bureaucratie chinoise sous la direction de Mao-Tsé-toung décrétait la fin de « la révolution culturelle », se produisait corrélativement une modification radicale de la situation mondiale : en 1968 s'ouvrait une nouvelle période de la révolution mondiale, celle que l'O.C.I. a qualifiée de « *période de la révolution immédiate* ». On sait à quel réajustement de sa politique l'impérialisme américain a dû procéder sous Nixon.

La bureaucratie chinoise, sortant à peine des dangers que lui avait fait courir le mouvement des masses pendant la révolution culturelle, a, tout autant que la bureaucratie du Kremlin, un sens aigu de la menace que constitue pour elle le nouvel élan de la révolution en Europe. C'est ainsi qu'en 1956, déjà, elle réagissait brutalement contre la révolution hongroise des conseils. Conjointement à celle de l'impérialisme américain, la politique internationale de la bureaucratie chinoise se modifiait. Le Neuvième Congrès du PCC n'avait été qu'une transition. Lin Piao, numéro 2 et rapporteur à ce congrès, tenu du 1^{er} au 25 avril 1969, trouvait une mort mystérieuse le 13 septembre 1971 : son avion s'écrasait en territoire mongol. Une importante épuration des cadres de l'armée avait alors lieu qui se rapprochait des épurations de type stalinien. En même temps, les bureaucraties épurées au cours de la révolution culturelle réintégraient en masse l'appareil. Au tournant intérieur correspondait le processus qui aboutit à la venue en Chine, en février 1972, de Nixon, en commençant par l'entrée de la Chine à l'O.N.U.

Les relations entre la bureaucratie chinoise et l'impérialisme se situent sur un plan précis : la coopération contre-révolutionnaire ouverte en Asie dans laquelle Pékin doit jouer un rôle majeur. L'originalité de cette coopération tient à ce que Pékin se dresse en rival contre-révolutionnaire du Kremlin, au service des U.S.A. Le grand maître de cette politique apparaît être Chou-En-lai qui sera le rapport-

eur du Dixième Congrès du PCC (24-28 août 1973), celui-là même qui réintroduit au sommet de l'appareil Teng-Hsiao-ping, un des principaux épurés de la révolution culturelle, et le désigne sans doute pour lui succéder à sa mort. Il n'est pas sans intérêt de noter en quels termes il condamnait Lin Piao au Dixième Congrès :

« Lin Piao et la poignée de ses fanatiques formaient une clique de conspirateurs contre-révolutionnaires... Ils ont voulu remettre en selle la classe des propriétaires fonciers et la bourgeoisie... Ils ont voulu capituler devant le social-impérialisme révisionniste soviétique et se sont unis à l'impérialisme... Lin Piao, cet arriviste bourgeois... Etc. ».

A l'instant où, sous la direction de Chou-En-lai, la bureaucratie chinoise s'engage dans un cours qui va faire d'elle une des ailes de la sainte-alliance contre-révolutionnaire dont Washington occupe le centre, c'est Lin Piao qui est accusé de remettre en selle la bourgeoisie, de pactiser avec l'impérialisme. Ces méthodes sont caractéristiques d'une bureaucratie parasitaire qui doit camoufler ses actes.

La seule monnaie d'échange d'une bureaucratie par rapport à l'impérialisme, c'est son action et son efficacité contre-révolutionnaires. La bureaucratie chinoise a, de ce point de vue, montré toute sa bonne volonté. A travers le monde, elle a soutenu les régimes les plus réactionnaires, depuis celui du Pakistan jusqu'à celui de Pinochet au Chili. Elle rivalise avec le Kremlin pour nouer des liens économiques et politiques préférentiels avec Tokyo. Sous prétexte de faire pièce au « social-impérialisme » en Europe, elle soutient, autant que cela lui est possible, les systèmes politiques en place.

Pourtant, le rôle décisif qui lui incombe était d'imposer l'application des accords de Paris de janvier 1973. Tout comme la bureaucratie du Kremlin, elle a failli dans cette tâche. Dès lors, c'est son efficacité contre-révolutionnaire à l'échelle de tout le continent asiatique qui est en cause, à l'instant où, aux Indes, en Thaïlande, en d'autres pays, la putréfaction des régimes sociaux et politiques s'accroît, et où la défaite de l'impérialisme U.S. au Vietnam va donner un nouvel élan aux classes exploitées et opprimées de ces pays. L'onde de choc que

l'effondrement des accords de Paris a produite ne pouvait que frapper de plein fouet la bureaucratie chinoise à peine remise de la secousse de la « révolution culturelle », et l'ébranler à nouveau. Les spécialistes signalent que dès avril 1975 le *Quotidien du Peuple* publiait un violent réquisitoire contre les « nouveaux bourgeois dans le parti et l'Etat » ; le 15 août, le *Quotidien du Peuple* faisait état de troubles graves dans les usines à Hang How.

L'impasse de la politique de la bureaucratie chinoise contribue à la disloquer. Elle donne naissance à une nouvelle crise politique. Alors que la crise politique se développait déjà puissamment, Mao-Tsé-toung a tenu à inviter et à recevoir, démonstrativement, Nixon au début de l'année, après qu'en décembre 1975, Ford soit également allé en Chine. Les élections présidentielles aux U.S.A. étant très incertaines, Mao affirmait ainsi que l'axe contre-révolutionnaire Pékin - Washington n'était pas en cause. Il ne fait pas de doute que cette crise politique libère à nouveau les contradictions économiques et sociales récurrentes en Chine qui, elles aussi, sont des moteurs de la crise politique. C'est ainsi que les accusations pleuvent contre Teng-Hsiao-ping dans le style de la révolution culturelle, tentative de restaurer le capitalisme, les normes bourgeoises dans la production et la distribution, etc. La résistance qu'il a opposée avant d'être démissionné de ses postes de vice-président du PCC et de chef d'état-major de l'armée, les affrontements, manifestations et contre-manifestations sur la grande place de Pékin, la campagne de « dazibaos », témoignent de la violence de la lutte au sein de l'appareil du parti et de l'Etat. La différence avec la « révolution culturelle » n'en est pas moins considérable : en 1966 Mao-Tsé-toung résistait à la pression conjointe du Kremlin et de l'impérialisme U.S. qui trouvait de puissants appuis au sein de l'appareil du PCC et de l'Etat ; il dut faire un appel limité, contrôlé, mais un appel aux masses. Cette fois, c'est sur la ligne du maintien et du renforcement de l'axe contre-révolutionnaire avec Washington, en concurrence au Kremlin, que la bataille a lieu des deux côtés de l'appareil. Pourtant, cette cassure peut permettre une nouvelle et incontrôlable irruption des masses, donner l'élan à un mouvement de révolution politique.

En tout état de cause, c'est un nouvel affaiblissement de la nouvelle sainte-allian-

ce contre-révolutionnaire. L'efficacité contre-révolutionnaire en Asie diminue d'autant. C'est une des conséquences de l'échec de la bureaucratie chinoise au Vietnam. Il alimentera la montée révolutionnaire en Asie et dans le monde. Mais en outre, cette nouvelle cassure de l'appareil de la bureaucratie chinoise ne peut qu'effrayer mortellement la bureaucratie du Kremlin et son appareil international, comme l'effraya déjà la « révolution culturelle ». Les problèmes qui confrontent le Kremlin sont de même nature que ceux qui confrontent Pékin. Certes, elle est autrement ossifiée que celle de Chine, c'est dans un processus contre-révolutionnaire ouvert et sanglant qu'elle a pris conscience d'elle-même, s'est renforcée, a monopolisé le pouvoir politique. Pourtant, cette médaille a son revers : la tradition de la révolution d'Octobre ; un prolétariat d'une fantastique puissance ; les contradictions particulières qu'introduit le contrôle des pays de l'Europe de l'Est, le niveau atteint par le développement des forces productives qui exigent, d'autant plus impérieusement qu'elles sont développées, leur intégration à la division internationale du travail.

L'article de J.-J. Marie sur le XXV^e Congrès du P.C.U.S. fait à nouveau le point à propos de l'U.R.S.S. et du Kremlin, qui subissent également la répercussion de l'onde de choc que l'échec de la sainte-alliance contre-révolutionnaire au Vietnam a produite. Une nouvelle explosion de la bureaucratie chinoise, le déferlement des masses en Chine est une menace mortelle pour le Kremlin, car l'écho en serait énorme au sein de la bureaucratie elle-même, des masses ouvrières et paysannes, des peuples d'U.R.S.S. Cela recoupe des problèmes, sinon identiques, en tout cas similaires.

L'ordre de Yalta et Potsdam vers l'effondrement.

La bureaucratie du Kremlin, la bureaucratie chinoise, se sont révélées incapables d'accomplir pleinement les tâches qui leur étaient assignées au sein de la nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire. L'onde de choc née de l'échec de celle-ci au Vietnam, devient une nouvelle composante des contradictions qui assaillent ces bureaucraties, qu'elle avive, et rend d'autant plus explosives. Le Moyen-Orient ne démontre pas moins les faiblesses et les

limites de la nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire.

Depuis la guerre d'Octobre 1973, l'impérialisme américain a sans conteste mené le jeu dans cette région du monde. Appuyé sur Sadate et son régime, le roi Hussein, et quelques autres régimes bourgeois-féodaux, Kissinger semblait, en progressant pas à pas, être en mesure d'appliquer le plan Rogers qui vise à écraser les Palestiniens et, à partir de là, à constituer un Etat palestinien croupion en Cisjordanie. Même ce plan, d'ailleurs, soulève de bien difficiles et explosives questions. Il suppose qu'un régime, comme celui qui existe actuellement en Egypte, totalement pourri et corrompu, absolument rejeté par les masses, soit stable et durable; que l'ensemble des régimes « progressistes » ou bourgeois-féodaux du Moyen-Orient soient en mesure de faire accepter cette « solution » aux masses de ces pays. En outre, le plan Rogers, que Kissinger a repris et réajusté, est un élément de crise disloquante du bastion de l'impérialisme au Moyen-Orient : l'Etat d'Israël. Il suppose, en effet, la constitution d'un Etat palestinien croupion en Cisjordanie. Mais aussi croupion que soit cet Etat, sa constitution exige qu'Israël abandonne toutes les conquêtes de la Guerre des Six Jours de juin 1967, que l'Etat d'Israël retourne à ses frontières d'avant cette guerre. Il signifie le retour à une situation intolérable pour cet Etat inviable du point de vue de l'histoire, et géographiquement incohérent. Ce serait une cause suffisante de dislocation de cet Etat construit totalement artificiellement, de démorisation et d'exode de sa population juive artificiellement importée. A cet égard, la manifestation des Juifs, formant une colonne qui a traversé la Cisjordanie pour affirmer la pérennité de la mainmise d'Israël, est significative de l'intolérable tension que les plans de l'impérialisme U.S. déchaînent parmi la population juive.

Avant d'en arriver là, il y a encore loin. Au Moyen-Orient, la coopération contre-révolutionnaire a été décevante pour l'impérialisme U.S. L'appui du Kremlin ne suffit pas, l'intervention de la Syrie n'est pas décisive. Au Liban la guerre civile se poursuit. En fait d'écrasement des masses du Liban et de la population palestinienne, ce sont les initiateurs de la guerre civile, les phalanges chrétiennes qui sont en déroute. Toute la progression, à petits pas, de l'impérialisme U.S. est susceptible d'être remise en

cause. D'autant qu'à l'intérieur des frontières d'Israël d'avant 1967, en Galilée, le mouvement des masses arabes parvient à s'exprimer, la résistance à Israël démontre sa réalité et sa puissance.

Ce n'est pas que la sainte-alliance contre-révolutionnaire n'ait été et ne soit encore efficace. Le coup d'Etat contre-révolutionnaire en Argentine le démontre. Il a bénéficié de l'appui total de la bureaucratie du Kremlin, comme les régimes militaires pseudo-progressistes du Pérou et d'ailleurs en bénéficient. Le P.C.F. a donné une large publicité approuvative aux adresses que le Parti Communiste Argentin a envoyées à la Junte militaire qui vient de prendre le pouvoir. Après avoir soutenu le régime péroniste en décomposition qu'Isabel Péron représentait, le P.C.A. apporte son soutien au régime militaire qui lui a succédé, dont il dit espérer des « mesures progressistes ».

L'ordre mondial et européen que les accords de Yalta et de Potsdam ont établi s'est effondré en de nombreux endroits du monde, partout il est fissuré et menacé. Mais sa structure générale, en particulier en Europe, jusqu'à présent, reste debout. C'est cette structure que les rapports de Sonnenfeldt et Kissinger voudraient aujourd'hui maintenir, c'est en utilisant cette structure qu'ils voudraient faire refluer la vague révolutionnaire en Europe et développer la politique de l'impérialisme U.S. Le pacte atlantique, l'O.T.A.N., les multiples organismes internationaux, la C.E.E., les rapports économiques et politiques entre l'Europe et les U.S.A., les types de régimes et de gouvernements qui existent en Europe occidentale, font partie de cette structure.

Par exemple, la Communauté Economique Européenne, mise debout en prolongation du plan Marshall et de l'aide des U.S.A. aux gouvernements des pays capitalistes européens, n'a jamais permis que se constitue une sorte de super-capitalisme européen, un Etat bourgeois européen. Elle n'a pas brisé les limites nationales ; dans un certain sens elle a exigé le renforcement du rôle que chaque Etat bourgeois joue sur le plan économique ; pourtant, c'est un cadre économique dans lequel coopèrent et s'affrontent tout à la fois les économies capitalistes d'Europe. A l'échelle de l'ensemble des systèmes capitalistes, des organismes tels le F.M.I., ont un rôle non moins important.

Jusqu'alors les PC d'Europe occidentale ont été les partis les plus convaincus et

les plus combattifs pour appliquer l'orientation que Kissinger définissait au cours de la réunion des ambassadeurs U.S. en Europe à Londres en décembre 1975. Le P.C.F., le P.C.E. et le P.C.I. se sont battus de façon acharnée pour ne pas venir au pouvoir, pour maintenir en place les gouvernements et les régimes en place en Europe occidentale. Le Parti Communiste Italien a donné l'exemple le plus patent de l'acharnement à maintenir en place un gouvernement et un régime qui sont conformes à ceux que Kissinger veut maintenir en place. Depuis deux ans, que n'a-t-il fait pour éviter l'effondrement du régime et des gouvernements de la Démocratie-Chrétienne : depuis le référendum sur le divorce qu'il a tenté d'éviter, jusqu'à la proposition d'un accord entre les grands partis italiens en vue d'un programme d'urgence qui permette de faire face à la crise économique au détriment des masses, en gardant au pouvoir un gouvernement démocrate-chrétien-socialiste, sans que le P.C.I. y participe, afin d'éviter la dissolution de l'Assemblée nationale ?

* (Le P.C.I.) lance un vif appel à toutes les forces démocratiques et populaires pour qu'on arrive à un accord politique qui soit valable jusqu'à la fin normale de la législature, pour la solution des questions les plus importantes auxquelles sont confrontés le pays et le Parlement. Seul un tel accord, recherché avec la rapidité et l'urgence qui sont imposées par le caractère dramatique de la crise, peut désormais permettre au Parlement et à toutes les institutions démocratiques d'opérer avec efficacité, sur la base de l'engagement de toutes les forces populaires, pour éviter au pays les risques de se maintenir dans la paralysie, d'une aggravation de la situation économique et monétaire, d'une exaspération des tensions sociales, d'une détérioration du régime démocratique ».

Le P.C.I. met au premier point de ses propositions :

« Une solution législative pour l'avortement, éliminant l'aggravation apportée par le vote des derniers jours à la Chambre, évitant le recours au référendum »

lit-on dans un appel de la direction du P.C.I., qui tentait d'éviter la dissolution du Parlement.

Tout doit être fait qui évite un échec, ou pire une défaite, de la Démocratie-Chrétienne. Le P.C.I. est prêt à s'aligner sur la position réactionnaire du Pape à propos de l'avortement, pourvu que cela sauve la Démocratie-Chrétienne et le régime d'une dure épreuve, sinon d'une défaite cinglante.

Le soutien qu'apporte le P.C.F. au gouvernement Giscard-Chirac et aux institutions de la V^e République moribonde n'est pas moins évident : c'est ainsi que, tout comme les dirigeants du P.S., ils estiment que l'Assemblée nationale désavouée à toutes les élections, à la majorité minoritaire dans le pays, doit aller jusqu'au terme de son mandat, la Constitution de la V^e République doit être respectée. Le P.C. espagnol évite tout ce qui pourrait amener la déroute du roi Don Juan, héritier de Franco, de son gouvernement et l'effondrement du régime franquiste.

Cela ne suffit pas. L'Europe de Yalta et Potsdam craque. La révolution portugaise a marqué le début de la révolution en Europe. Les résultats des récentes élections prouvent qu'elle continue à cheminer. En Espagne, l'effondrement du franquisme est une question de temps. La V^e République continue à agoniser lentement. La démission de Wilson de la direction du gouvernement anglais et du Labour Party consacre l'impuissance des dirigeants traîvaillistes à sortir l'impérialisme anglais de sa crise fondamentale. La « reprise » en certains pays d'Europe est limitée, à son origine il y a la relance de l'inflation, la hausse des prix reprend de plus belle, la crise monétaire s'aggrave. L'Europe de Yalta et de Potsdam est encore debout, ce n'est plus qu'un château de cartes. A cela, ni Kissinger, ni la bureaucratie du Kremlin, ni les P.C. occidentaux ne peuvent rien. Question de temps, sans plus. D'ores et déjà l'espoir que formulait Kissinger en décembre à Londres devant les ambassadeurs U.S. en Europe, que pendant ces derniers mois il a réaffirmé des dizaines de fois : *Il ne faut pas que les P.C. viennent au gouvernement en Europe occidentale*, est sur le point de sombrer. La débâcle risque de venir d'Italie, malgré toute la flexibilité de la politique du P.C.I.

Les efforts du P.C.I. n'ont pas suffi. La crise économique et sociale s'entrelace à la crise politique de la Démocratie-Chrétienne et du régime qu'elle incarne depuis plus de trente ans. La D.C. est corrompue jusqu'en ses sommets : le scandale des pots-de-vin éclabousse la plupart de ses

dirigeants et peut-être bien le président de la République lui-même. Tous les rouages de l'Etat sont attaqués. Ils ne parviennent plus à fonctionner. La Démocratie-Chrétienne est un organisme purulent, gangrené, couvert de pustules, qui ne tient plus sur ses jambes. Finalement, le dernier gouvernement Moro a dû démissionner le 30 avril, et le président de la République, Leone, a décidé la dissolution des Chambres le 1^{er} mai, les élections sont fixées au 20 juin. La campagne électorale risque d'être très mouvementée. Mais c'est une perspective très réaliste que d'envisager une majorité absolue des députés communistes et socialistes à la Chambre, et surtout un renforcement considérable des suffrages du P.C.I. et du nombre de ses élus. La question de la formation d'un gouvernement des seuls partis ouvriers se trouverait inévitablement posée, et de toutes façons celle d'un gouvernement auquel le P.C.I. participerait.

Dès lors, la dissolution du Parlement italien renforce l'exigence de la dissolution de l'Assemblée nationale française. Il est certain qu'une majorité P.C.I.-P.S. transformera la crise de régime en crise révolutionnaire en Italie. A l'échelle de l'Europe, elle précipiterait les crises des régimes bourgeois et donnerait une puissante impulsion à la lutte des classes. En France, elle poserait en termes brûlants la question de la dissolution de l'Assemblée nationale. Les masses attendraient de nouvelles élections législatives une majorité aux partis ouvriers. Après le Portugal, l'Italie, la France, l'Espagne (ou l'Espagne, la France). C'est l'anti-chambre de la révolution. C'est le commencement de l'effondrement de l'ordre vacillant européen qui reste de Yalta et de Potsdam. La révolution européenne va occuper la scène. (Il y a très loin encore jusqu'à sa victoire.)

C'est cela que Sonnenfeldt et Kissinger auraient voulu conjurer. Mais la sainte-alliance contre-révolutionnaire n'a pas les moyens de les en préserver. A n'en pas douter, l'extension aux principaux pays d'Europe de la révolution donnera aux premiers stades un aspect chaotique, désordonné, à ce continent, étant donné l'absence de partis révolutionnaires, d'une Internationale solide sinon numériquement forte. Sonnenfeldt et Kissinger, ou leurs successeurs, reviendront sur leur appréciation à propos des rapports entre l'impérialisme U.S. et les P.C. d'Europe occidentale.

Ils savent que les appareils des P.C. européens portés au pouvoir, cela équivaudrait à l'ouverture de la révolution à l'échelle européenne : c'est ce qui les hante. Mais ils savent néanmoins que, portés au pouvoir, ces appareils tenteront de constituer des gouvernements de collaboration avec les partis bourgeois, que, même s'ils étaient contraints de constituer des gouvernements sans ministres représentants des partis bourgeois, auxquels participeraient les P.S., ces appareils se dresseraient ainsi qu'une nouvelle ligne de défense de la société bourgeoise, de l'Etat bourgeois. La politique du Parti Communiste Portugais ne laisse aucun doute à cet égard, s'il pouvait y en avoir précédemment. Kissinger et Sonnenfeldt, ou leurs successeurs, les P.C. d'Europe occidentale, collaboreront aux gouvernements pour tenter de contenir et de faire refluer la révolution prolétarienne.

Kissinger, s'adressant aux ambassadeurs U.S. en Europe, semblait d'ailleurs n'avoir que peu d'illusions. La défaite américaine au Vietnam, l'échec de la sainte-alliance contre-révolutionnaire, que la liquéfaction des accords de Paris a consacrés lui ont permis d'apprécier, outre les faiblesses et contradictions de la bureaucratie du Kremlin, celle de la bureaucratie chinoise, leurs insuffisances. Il connaissait les faiblesses et la fragilité irrémédiables des régimes capitalistes de l'Europe de l'Ouest et celles de l'Europe de l'Est. Très justement, il mettait en dernière analyse l'accent sur les U.S.A. :

« Une bonne part de ce qui a mal tourné récemment n'a rien à voir avec la détente ou la politique soviétique.

« Nous pensons au Portugal, et à l'Italie. Les problèmes de la Grèce, de la Turquie, de Chypre, sont dans une certaine mesure le résultat de la paralysie interne des U.S.A. Même l'Angola reflète autant le jugement porté par l'U.R.S.S. sur notre situation intérieure — et la réaction à nos renseignements sur le terrain — qu'une politique concertée à long terme ».

Bien qu'il n'en parle pas, Kissinger pense à la relation entre la défaite de l'impérialisme U.S. au Vietnam et la situation aux U.S.A. Il pense aux conséquences de cette défaite aux U.S.A. Tant qu'un profond bouleversement des rapports politiques et sociaux n'aura pu être réalisé

aux U.S.A., qui détruisit les institutions, les traditions, héritées du passé, qui broie la classe ouvrière, qui mette debout un Etat centralisé, un pouvoir fort, l'impérialisme américain n'aura pas pleinement les moyens d'une politique mondiale conforme à sa place et à ses intérêts dans le monde. Le temps où les U.S.A. pouvaient pratiquer une politique d'armement, soutenir à bout de bras et redonner quelques forces aux impérialismes décadents, conjuguer leur rôle de gendarmes contre-révolutionnaires à la politique contre-révolutionnaire du Kremlin, et respecter « l'americana way of life » est terminé. L'impérialisme U.S. doit compter de plus en plus sur lui-même en tant que

force contre-révolutionnaire, il doit faire prévaloir ses intérêts spécifiques plus ou moins brutalement ; en trente ans il s'est lui-même gangrené jusqu'à la moelle : changer les rapports aux U.S.A. est pour lui une question-clé. Mais ce ne sont pas les prochaines élections, quel que soit leur résultat, qui le permettront. Seule une longue période de luttes des classes, de terribles conflits politiques, pourrait y aboutir. Pendant ce temps, la révolution déferlera en Europe, en Asie, en Amérique latine, elle nourrira la lutte de classe du prolétariat américain et lui ouvrira des voies nouvelles.

Le 7 mai 1976,
Stéphane JUST

Pour la reconstruction de la IV^e

Internationale,

SOUSSCRIVEZ MASSIVEMENT

au Fonds International

Lénine - Trotsky

▼

CCP BLOCH

30-500-79 La Source 45

**Un militant ouvrier
ne peut se passer chaque semaine
de lire**

"INFORMATIONS OUVRIERES"

Le numéro : 3 F.

6 mois (24 n°s)	.....	60 F
pli clos	.....	100 F
1 an (48 n°s)	.....	120 F
pli clos	.....	200 F
Etranger (un an : 48 n°s)	.....	160 F

INFORMATIONS OUVRIERES

Correspondance - Rédaction - Administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
CCP PARIS 21.831.73.

Portugal :

A nouveau la question d'un gouvernement PS - PCP

par Jacques MEYRAND

C'est un fait incontestable : les élections législatives du 25 avril 1976 ont donné, au Portugal, la majorité aux partis ouvriers, le PS et le PCP. Ainsi, le recul de la classe ouvrière portugaise consécutif à la remise en ordre dans l'Etat bourgeois opérée le 25 novembre 1975, n'a pas radicalement renversé le rapport des forces entre les classes fondamentales de la société. Une fois de plus, le prolétariat portugais affirme avec éclat, sur le terrain qui ne lui est pas le plus favorable, celui des élections, sa volonté d'un gouvernement à lui, un gouvernement PS-PCP, à l'exclusion des partis de la bourgeoisie et du corps des officiers.

En réalité, non seulement la lutte des classes s'est poursuivie au Portugal depuis le 25 novembre, mais la classe ouvrière a résisté et contre-attaqué. A nouveau se trouve posée la question du gouvernement. Pour le prolétariat, peut-il y avoir d'autre réponse que celle-ci : il faut un gouvernement de ses seuls partis ? Avant d'analyser la signification des élections législatives, il convient

d'apprécier les développements politiques qui se sont opérés au sein du prolétariat depuis le 25 novembre et qui sont l'expression du cours actuel que prend la révolution prolétarienne toujours vivante et en cours dans ce pays.

La « normalisation » consécutive au 25 novembre

Le 25 novembre avait un sens précis : restaurer l'autorité de l'Etat bourgeois en décomposition par le rétablissement de la discipline dans l'armée. Avec l'accord et la participation des dirigeants du PS et du PCP qui, ne l'oubliions pas, siégeaient au gouvernement, la hiérarchie militaire agissait le 25 novembre dans des conditions où la classe ouvrière était paralysée par ses directions (lire « La Vérité », n° 570, février 1976).

La première décision du sixième gouvernement de coalition, après le 25 novembre, fut de bloquer le renouvellement des conventions collectives jus-

qu'à la fin de février. Puis le gouvernement Azevedo reprit l'armée en main. Il fit voter une loi permettant de licencier la moitié des effectifs de l'armée, c'est-à-dire la grande masse des soldats qui commençaient à s'organiser contre la hiérarchie militaire. Cette loi interdit toute forme d'organisation des soldats, y compris celle des ADU (assemblées de caserne, groupant soldats et officiers) mises en place par le MFA dans la période précédente (1). Les sommets de l'armée eux-mêmes étaient réorganisés sur de nouvelles bases. Une fraction des chefs du MFA allaient en prison pour un temps, les assemblées du MFA étaient dissoutes, le MFA lui-même disparaissait. Bref, la bourgeoisie portugaise, avec l'aide des appareils du PS et du PCP, s'efforçait de reconstituer son armée, ce dernier bastion de l'Etat bourgeois sur le point de se disloquer.

Peu de temps après avoir bloqué les conventions collectives, le sixième gouvernement décrétait des hausses énormes de prix des principaux biens de consommation, les prix du lait, du pain, de l'essence doublant ou même triplant.

Mais si la classe ouvrière connaissait un certain recul, sa résistance se fit sentir très vite. Le quotidien « *A Luta* », proche du Parti socialiste, relate à cette époque les innombrables interventions de militants du PS auprès de leurs dirigeants, alors que ceux-ci occupent une place prépondérante au gouvernement. Ils protestent contre les hausses

(1) C'est le fameux « *document guide* » du MFA du 8 juillet 1975, de contenu corporatiste, qui légalisa la constitution des ADU dans les casernes, ADU encensées par tous les gauchistes portugais contre les véritables comités de soldats autonomes tout juste naissants.

(2) *Politica Operaria*, le mensuel des trotskystes portugais, n° 8, 31 janvier 1976, publie une table ronde avec trois responsables syndicaux des employés de banque, membres du PS, sous le titre (qui reprend une citation d'un des militants) : « *Les militants du PS doivent appeler tous les militants de base des*

massives des prix et se prononcent contre cette « **mesure de droite** ». La pression des masses s'accentue. Les dirigeants syndicaux membres du Parti socialiste publient un communiqué très dur contre les augmentations des prix et le blocage des conventions collectives. De leur côté, les syndicats dirigés par le PCP s'expriment dans le même sens auprès de l'Intersyndicale, sans que soient cependant organisées des démarches communes des syndicats contrôlés par le PS et le PCP (2).

Face à la pression des masses, le gouvernement devait reculer, baisser les prix de certaines denrées ; plus, le PS rendait responsable de cette situation le ministre PPD du Commerce intérieur, Mota, accusé de tous les maux. Pour éviter de subir la colère des masses, les appareils désignaient un ennemi bien réel : les ministres bourgeois, tout en continuant à collaborer avec eux au sixième gouvernement. Néanmoins, ce même gouvernement réussissait à empêcher que de nouvelles conventions collectives soient négociées avant la fin février.

Tous les partis s'orientaient vers la préparation des élections législatives. Si, pour les partis bourgeois comme pour les appareils, la stabilité sociale et politique du pays devait sortir des urnes, c'est-à-dire permettre la reconstruction de l'Etat bourgeois, les mois qui précédèrent la campagne électorale n'en furent pas moins l'objet d'une bataille

partis ouvriers à l'expulsion des forces de la bourgeoisie du sein du gouvernement. »

De leur côté, les dirigeants syndicaux du PS condamnent la loi anti-syndicale instaurant « l'unicité » syndicale et appellent à la convocation « *d'un véritable congrès de tous les syndicats au cours duquel devront être approuvés les statuts d'une authentique centrale syndicale unique, démocratique et indépendante, avec la reconnaissance du droit de tendance comme garantie de la libre expression et de la représentativité de tous les courants de l'opinion syndicale des travailleurs portugais* ».

politique, sinon spectaculaire, du moins d'une grande profondeur.

La disparition du MFA prétendentument au-dessus des partis, l'offensive de la bourgeoisie après le 25 novembre, la résistance ouvrière devaient polariser rapidement la situation politique sur des bases nouvelles. L'ennemi clairement désigné par les militants du PS et du PCP, et plus largement par les masses, ce sont les partis bourgeois et particulièrement le PPD « avec lequel on ne peut plus gouverner ». Tel est le sentiment dominant des masses dans les semaines qui suivent le 25 novembre. De son côté, le PPD attaque les partis ouvriers, particulièrement le PS dont il dénonce « l'ambiguité de la politique marxiste ». La bourgeoisie signifie ainsi, par la voix du PPD, que l'appareil réformiste ne lui apparaît pas capable d'enrayer la volonté de combat des masses et des militants ouvriers qui voient dans le PS un « parti marxiste », c'est-à-dire un instrument qu'ils tentent d'utiliser à leurs propres fins.

Mais les dirigeants, tant ceux du PS que du PCP, maintiennent jusqu'aux élections législatives leur coalition avec le PPD. Il n'en demeure pas moins que toute la campagne électorale et la lutte de classe qui va se développer jusqu'au 25 avril se feront sur la ligne de l'affrontement politique entre les masses et les partis bourgeois, notamment le PPD.

Nouvelle vague de grèves

Les premiers mois de l'année 1976 sont marqués par une série ininterrompue de grèves ouvrières, de mouvements de la petite paysannerie contre le sixième gouvernement (3), qui se heurtent tous à ce gouvernement. De ces affrontements multiples, une conviction s'affirme dans la conscience des masses : il faut chasser les ministres capitalistes du gouvernement, ceux du PPD.

C'est dans une telle situation que les appareils vont être contraints de répondre. Le PS ouvre sa campagne électo-

rale par une fracassante interview du bras droit de Mario Soarès alors aux USA, Salgado Zenha au « Jornal Novo », début février. Pour la première fois, un dirigeant national du PS déclare que « l'alliance (des partis ouvriers) avec le PPD est contre nature ». Mais, au lieu d'ouvrir la perspective d'un gouvernement ouvrier PS-PCP, Zenha déclare : « Le PCP est devenu un petit groupe. C'est pourquoi le PS formera seul le gouvernement après les élections ou bien entrera dans l'opposition. »

Dès son retour des USA, Soarès annonce, dans une conférence de presse, le 8 février, que le PS se prépare aux législatives avec l'objectif de remporter à lui seul les élections et de gouverner seul, sans le PPD ni le PCP.

De leur côté, les dirigeants du PCP ont beau jeu de souligner la politique de division des dirigeants du PS. Si Cunhal réclame (pour le futur, après les élections) un gouvernement de « gauche », il ne s'agit pas d'un gouvernement des seuls partis ouvriers, mais d'un gouvernement PS-PCP de coalition avec des « forces démocratiques » et des éléments de l'armée. Bref, sous un ton « gauche », Cunhal réaffirme la nécessité de maintenir les représentants de la bourgeoisie au pouvoir.

C'est à cette époque précisément qu'un certain nombre de grèves importantes vont se produire, la plus significative étant celle des employés de la fonction publique, accompagnée d'une manifestation à Lisbonne, le 25 mars, devant les sièges du gouvernement et de

(3) Prenons un exemple du mouvement des petits paysans à cette époque. Les paysans du village de Vagos, dans le centre du pays, envoient un ultimatum au gouvernement : si nous ne recevons pas immédiatement les semences promises, nous n'enverrons plus de lait dans la capitale. Le gouvernement fait la sourde oreille. Une manifestation s'organise à Lisbonne en solidarité avec les petits paysans de Vagos. C'est alors que le ministre PPD, Mota, se trouve contraint de reculer.

la Constituante. Revenons sur le déroulement des événements.

Au début du mois de mars, après la fin du délai imposé par le gouvernement quant au non-renouvellement des conventions collectives, une vague de grèves s'étend dans tout le pays. D'abord, c'est un mouvement des 6 500 ouvriers du pétrole et du gaz qui lancent un ultimatum au gouvernement, lui donnant quatre jours pour décider la fusion des trois compagnies pétrolières et de celle du gaz (nationalisées). La principale raffinerie du pays tourne à 25 % de ses capacités. Les quatre commissions de travailleurs (4) ont constitué une commission centrale. Après les quatre jours, c'est la victoire : un décret gouvernemental du 14 mars crée une entreprise nationale unique dans la branche. C'est là une brèche importante, un appel au combat pour la classe ouvrière tout entière.

D'autres secteurs ne tardent pas à entrer en lutte. Relevons une grève à la Firestone, avec séquestration des patrons américains, la grève des services de transport et d'électricité à Coimbra, Figueira et Aveiro, celle des employés de commerce à Porto et Aveiro, etc.

Mais, à la mi-mars, le mouvement le plus important est celui de la grève nationale des 20 000 infirmiers qui fait écrire au « Times » et au « Financial Times » de Londres, ensemble : « La grève des infirmiers est un test pour le régime de Lisbonne. »

Les appareils s'efforcent de casser le mouvement. Les « infirmiers communistes » déclarent dans « Avante », l'hebdomadaire du PCP :

« Dénonçant la prolongation réactionnaire de la grève des infirmiers, l'organisation communiste de la profession appelle à continuer la lutte par des moyens que la réaction ne peut chercher à utiliser. »

De son côté, l'hebdomadaire du PS, « Portugal Socialista », écrit :

« Ce sont les revendications — justes, la plupart d'une opportunité

indiscutable — qui conduisent aux grèves ; mais cette forme de lutte des travailleurs est-elle celle qui convient réellement le mieux pour le pays, dans le moment présent ? A la question ainsi posée, nous prononçons, sans réticence, une réponse négative. Nous verrons si le bon sens l'emporte. Nous avons confiance que oui. »

Salgado Zenha, ministre des Finances, explique clairement : « Il est temps d'arrêter de faire la révolution pour construire l'Etat. »

Cette politique des dirigeants des deux grands partis ouvriers réussit à empêcher le déclenchement d'une grève générale de la construction civile soutenue par les syndicats de tout le pays.

Néanmoins, les appareils, s'ils essaient d'endiguer les mouvements sans cesse renouvelant des travailleurs, peuvent connaître des revers, comme va le montrer bientôt la grève de la fonction publique.

Tout au long du mois de mars, les masses s'aperçoivent que les obstacles qu'elles rencontrent depuis le 25 novembre ne sont pas insurmontables. A la base, l'aspiration à l'unité est très forte et même toute l'autorité des directions nationales des grands partis ne parviendra pas à empêcher la grève du bâtiment qui a lieu à la même époque.

La grève de la fonction publique

Dans la fonction publique (qui, rappelons-le, avait fait échec, par un puis-

(4) Au lendemain du 25 novembre, le sixième gouvernement tenta de limiter certaines prérogatives arrachées auparavant par les commissions de travailleurs dans les usines — notamment là où les patrons ont été chassés, des entraves furent mises aux possibilités de prêts bancaires demandés par les commissions. Mais le coup de barre à droite ne parvint cependant pas à liquider l'existence des commissions de délégués élus, même si la lutte de celles-ci est devenue momentanément plus difficile.

sant mouvement de grève et de manifestation, au coup d'Etat à froid de Spínola et du PPD le 10 juillet 1974), une revendication unifie les 300 000 travailleurs du secteur : celle de l'augmentation de salaire accordée tous les cinq ans en fonction de l'ancienneté. Une fois encore, le gouvernement fait la sourde oreille face aux revendications des syndicats où l'influence socialiste est grande. Les staliniens, tout d'abord, ne se prononcent ni pour, ni contre la revendication.

Mais la masse des travailleurs de la fonction publique est organisée dans des commissions provisoires qui préparent et discutent du futur statut de la fonction publique. Une question s'y pose partout : comment imposer l'unité pour obtenir l'augmentation ? L'appareil stalinien propose des « grèves progressives », en fait des « grèves tournantes ». A Lisbonne, certains syndicats dirigés par des militants du PS proposent une manifestation centrale devant le siège du gouvernement. Partout, les assemblées approuvent cette proposition, mandatant y compris les délégués staliniens là où ceux-ci existent. Dans l'assemblée qui doit prendre la décision, 90 % des voix se portent sur la proposition de manifestation centrale (les deux autres propositions avancées par les staliniens ne remportant que 10 %).

Le 24 mars, la veille de la manifestation, la direction du PCP à Lisbonne attaque les grèves, manifestations et revendications qualifiées de « contre-révolutionnaires » et de facteur de « déstabilisation » de la situation avant les élections. Néanmoins, l'AG des délégués a voté la manifestation. Les staliniens ne publient aucun communiqué pour appeler et les militants du PS eux-mêmes disparaissent pour un temps. Et cependant, le 25 mars, 20 000 travailleurs de la fonction publique se retrouvent dans la rue sans qu'aucun appel n'ait été lancé.

Un seul mot d'ordre à l'attention du gouvernement : « Réalisez tout de suite les promesses faites. » La manifestation démontre une très grande combativité

en même temps qu'une absence de direction, les appareils se dérobant devant les masses. Finalement, les staliniens, après avoir expliqué aux manifestants que le gouvernement était introuvable, parviendront, sous les huées, à disperser les travailleurs. Mais la pression de la base est tellement grande que satisfaction partielle sera accordée une semaine plus tard.

Dès le lendemain, le 26 mars, Mario Soarès tient une conférence de presse où il se prononce pour « une trêve sociale avant les élections ». Le secrétaire général du PS caractérise la manifestation de la veille de « dangereuse », accusant le PCP de l'avoir manipulée. De leur côté, les dirigeants du PCP portent les mêmes accusations contre les travailleurs et les dirigeants socialistes. La division ne fait ainsi que s'accentuer.

Néanmoins, la mobilisation ouvrière se poursuit. Une semaine après ceux de la fonction publique, les travailleurs de l'usine Timex, menacés de liquidation totale, ensemble avec les mineurs, manifestent devant les sièges de la Constituante et du gouvernement. La masse parvient, par son mouvement propre, à surmonter partiellement la division, bien qu'elle ne dispose pas encore d'une direction politique autonome. Il faut néanmoins apprécier le contenu de cette nouvelle montée politique d'une grande profondeur. A terme, c'est au sein des grands partis ouvriers que ce mouvement manifestera ses premiers effets, entre les militants qui veulent une politique ouvrière, un gouvernement ouvrier, et les appareils orientés, comme le dit S. Zenha, vers la « construction de l'Etat », ce qui implique « l'arrêt de la révolution » (5).

(5) Un détail significatif : la baisse de 50 % de la production (alors que la situation économique dans ce secteur n'est pas mauvaise) dans les chantiers navals de Lisnave et Setubal. Ainsi s'exprime, dans le cœur de la métallurgie portugaise, la méfiance de la classe ouvrière à l'égard du sixième gouvernement de coalition.

L'Etat reste à reconstruire

En réalité, la bourgeoisie n'est pas parvenue à ses fins après le 25 novembre. Elle n'a fait que différer les échéances, se donnant un répit, sans parvenir à reconstruire l'Etat bourgeois. Si un certain ordre est imposé au sein de l'armée, l'homogénéité du corps des officiers est loin d'être rétablie. De multiples faits le montrent. Par exemple en février, à propos de la reconnaissance du gouvernement MPLA en Angola. Le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Morais e Silva, fait diffuser le 27 février une déclaration qui affirme :

« Je ne peux accepter que qui-conque me contraine à une solidarité que je ne peux pas ressentir, à moins de mentir à ma conscience. »

Ces paroles sont directement dirigées contre le ministre des Affaires étrangères, Melo Antunes. Sur toutes les initiatives qu'elle prend, l'armée ne parvient pas à s'unifier. En même temps que le commandement réintègre les officiers directement impliqués dans les tentatives réactionnaires du 28 septembre 1974 et du 11 mars 1975, il se voit également contraint de libérer les officiers dits « progressistes » incarcérés au lendemain de la provocation du 25 novembre.

Pour reconstituer l'unité du corps des officiers et en faire un instrument efficace de répression contre la classe ouvrière et les masses paysannes, il fallait, dans un premier temps, opérer le retrait de l'armée de la scène politique. C'est précisément ce que le sixième gouvernement ne parvient pas à réaliser.

Constituante et Législative

Un exemple en est que, le 26 février, l'armée impose un nouveau pacte aux partis politiques. Comme celui du 11

avril 1975 (le pacte MFA-partis) qui limitait par avance la souveraineté de la Constituante, le nouveau pacte s'en prend une fois de plus aux prérogatives des partis politiques. En réalité, avec ce nouveau pacte, la bourgeoisie se donne un moyen supplémentaire (en plus de la Constitution) pour tenter de reconstruire l'Etat bourgeois.

En effet, on ne saurait placer la Constituante élue le 25 avril 1975 et la Législative du 25 avril 1976 sur le même plan. La Constituante n'avait d'autre cadre que celui qu'elle se donnait à elle-même. Les partis ouvriers y étaient majoritaires et rien ne leur interdisait de « constituer » le nouveau Portugal du point de vue des intérêts de classe du prolétariat. On sait qu'il n'en a rien été et que les appareils du PS et du PCP ont accepté le cadre bourgeois que le MFA et les partis bourgeois ont imposé à la Constituante. La Constitution qui entre en vigueur le 25 avril 1976 définit le cadre de la reconstruction de l'Etat portugais en tant qu'Etat bourgeois. Tous les discours sur le caractère « très avancé » de cette Constitution (qui fera l'objet d'une analyse plus détaillée), définissant par exemple le « contrôle ouvrier » sur la production, ne sauraient masquer ce fait central : la Constitution place la Législative dans le cadre du respect de l'ordre bourgeois, de la reconstruction de l'Etat bourgeois.

Ainsi, la Législative est un rouage de l'Etat bourgeois, un élément essentiel de son fonctionnement dont la Constitution est le cadre. Répétons-le : il y a un an, au lendemain du 25 avril 1975, les dirigeants des grands partis, et tout particulièrement les staliniens, ont combattu avec acharnement le mot d'ordre de la Constituante souveraine. Dès lors, la Constituante tournait le dos à sa vocation, au sens politique profond que représentait l'existence, en son sein, d'une majorité de députés du PS et du PCP.

Et cependant, la bourgeoisie n'a pas une confiance aveugle dans la Constitution qui est née sous le signe de la collaboration politique du PPD, de l'ex-

MFA, du PS et du PCP. C'est pourquoi elle a imposé un nouveau pacte, celui du 26 février 1976, comme garde-fou supplémentaire à l'ordre bourgeois. L'armée entend donc poursuivre sa «mission», c'est-à-dire continuer à jouer son rôle bonapartiste. Elle se réserve le droit de casser toute mesure législative ou gouvernementale qui pourrait être prise dans l'avenir (dans le cas où les masses parviendraient à imposer un gouvernement à elles) contre la propriété privée.

Les dispositions essentielles du pacte renforcent le caractère de la Constitution qui donne de très larges pouvoirs au président de la République. Celui-ci nomme le Premier ministre d'un gouvernement responsable devant le Parlement. Par ailleurs, le pacte donne au président de la République et au Conseil de la révolution (la hiérarchie militaire) un droit de veto sur toute mesure prise par le gouvernement ou la Législative se rapportant au «droit» de propriété privée. Notons que le pacte a été signé pour quatre ans, la durée de la législature, par tous les partis (6).

Si les choses allaient trop mal dans l'avenir au Portugal, et si la bourgeoisie en avait les moyens, nul doute qu'elle serait disposée à violer la Constitution que d'ailleurs les députés du CDS ont rejetée en votant contre à la Constituante. De son côté, la classe ouvrière ne saurait utiliser cette Constitution à ses propres fins politiques stratégiques et devra la liquider pour parvenir au pouvoir.

Du point de vue des principes de la démocratie politique, les pouvoirs de la Législative sont également limités par le pacte du 26 février. La bourgeoisie maintient l'armée dans une situation contradictoire. Elle souhaite laisser cette armée en dehors de la scène politique, car la révolution continue à la traverser, y compris au sein du corps des sous-officiers et des officiers. Mais la révolution risque de donner une fois encore la majorité aux partis ouvriers à la Législative. Par conséquent, il faut à nouveau avoir recours à l'armée, à la hiérarchie, pour limiter les préroga-

tives de la Législative. Tel est le sens du pacte. Or, le risque demeure toujours d'une dislocation encore aggravée de l'armée dans le futur. Le cercle est infernal et il le restera tant que se poursuivra au Portugal la révolution prolétarienne qui reste la réalité fondamentale ordonnant toute la situation et qui explique ses convulsions.

La campagne électorale

La campagne électorale d'avril 1976 a vu l'affrontement politique des deux classes fondamentales de la société. Les mass-media de tous les pays ont appuyé de toutes leurs forces les partis bourgeois, le PPD et le CDS, prévoyant un «raz-de-marée» de ces derniers contre le prolétariat et les masses. Or, la réalité de la lutte des classes et son expression sur le terrain des élections sont parfois plus fortes que les propagandes les mieux orchestrées.

Nous avons vu que, dans la pratique, le prolétariat portugais a réfuté les appels des appareils dirigeants du PS et du PCP au «calme social» pendant la période pré-électorale. Comme en Angleterre il y a deux ans, lors de la chute du gouvernement Heath sous les coups de la grève des mineurs, le prolétariat portugais a montré, tout au contraire, que sa victoire électorale était le prolongement ou plutôt une expression de sa lutte de classe révolutionnaire.

Unis sur la question de la «trêve sociale», les appareils du PS et du PCP ont maintenu la division, chacun de leur côté sous des formes particulières, durant les mois et les semaines qui ont

(6) C'est le général Costa Gomès qui résume ainsi le contenu du pacte : «Le manque de pratique démocratique pendant les vingt-deux mois qui se sont écoulés depuis avril 1974, des incompréhensions et des rivalités qui font obligation aux forces armées de demeurer présentes, à titre transitoire, comme facteur de coordination d'opinions divergentes sur l'édition de la nouvelle société.»

précédé le vote du 25 avril 1976. Le dimanche 14 mars à Porto, le Parti socialiste a tenu un grand meeting avec la participation de dirigeants sociaux-démocrates européens (Olof Palme, Willy Brandt, de Martino, Bruno Kreisky, Daniel Mayer). Mario Soarès s'y est livré à une très violente attaque contre le PPD. Au même moment, à Lisbonne, Cunhal tenait un meeting où il attaquait également le « **PPD et le CDS qui veulent la dictature** ». Mais Soarès ajoutait quelque chose dans son discours : le serment de ne pas gouverner, après les élections législatives, avec le PPD, mais pas non plus avec le PCP.

L'expérience faite par les masses depuis deux ans des six gouvernements de coalition avec le PPD (et le MFA) contraint les dirigeants à dénoncer le PPD et les partis bourgeois pendant la campagne électorale. Mais Soarès, au nom de la direction du PS, souligne dans le même temps qu'il n'est pas question de constituer le gouvernement des partis ouvriers auquel aspirent les masses qui se reconnaissent actuellement dans le PS et le PCP. Il faut maintenir la division dans les rangs du prolétariat.

Néanmoins, cette division ne revêt pas les mêmes formes qu'auparavant (par exemple qu'à l'époque où le PCP luttait ouvertement pour un gouvernement militaire, durant l'été 1975). Dans les usines, les militants réfléchissent, subissant la pression des travailleurs qui aspirent à l'unité. Cunhal explique publiquement que le PS ne peut gouverner seul et qu'il aura besoin de l'appui parlementaire du PCP à la Législative. Dans les usines, les militants du PCP traduisent ainsi cette position : ils proposent parfois aux militants du PS de se battre ensemble pour un gouvernement du PS et du PCP. On assiste ainsi à un mouvement objectif des militants vers le front unique.

Certes, Cunhal précise à l'attention de la bourgeoisie qu'il est pour un gouvernement de « gauche », intégrant des « forces démocratiques ». Il s'est prononcé, début mai, pour qu'un militaire soit candidat et élu président de la République. L'appareil stalinien, s'il doit

s'adapter tactiquement aux sentiments actuels qui se font jour dans le prolétariat, s'il ne lui est pas nécessaire de se déchaîner contre les militants qui ont fait l'expérience de l'été 1975, n'a en rien abandonné son orientation fondamentale : défense de l'ordre bourgeois. Si cela est à nouveau nécessaire, l'appareil stalinien affrontera avec violence les masses et les militants. Et il le fera tant que le prolétariat ne l'aura pas détruit.

De son côté, la base ouvrière du PS se radicalise. Dans un grand meeting à Lisbonne, le 30 mars, de présentation des candidats de Lisbonne à la Législative, les masses ponctuent le discours des dirigeants par le cri : « **A mort le PPD ! Vive la classe ouvrière !** »

Tel est le mouvement politique du prolétariat portugais à la veille des élections du 25 avril 1976. Quelle signification ont les résultats qui ont confirmé la majorité absolue aux deux grands partis ouvriers ?

Constituez un gouvernement PS-PCP !

Les chiffres sont là : tant en pourcentage qu'en nombre de députés, le PS et le PCP sont majoritaires à l'Assemblée de la République (Législative). Nous avons vu que toute la campagne électorale, que le développement de la lutte de classe qui l'a accompagnée se sont faits sous le signe de la volonté d'unité politique du prolétariat portugais. Plus que jamais un mot d'ordre sourd de toute la situation : « Constitution immédiate d'un gouvernement PS-PCP présidé par Mario Soarès ! »

Mais c'est ce dont ne veulent pas les appareils. Dans une interview à l'hebdomadaire du PS français, « L'Unité » du 30 avril, Soarès déclare :

« Aujourd'hui, si nous faisions une alliance avec le PC, la moitié du pays se soulèverait. Et le PS éclaterait. Nous ne pouvons donc pas faire une telle alliance. Les

communistes doivent le comprendre, car ce sont eux qui ont, par leur attitude, traumatisé le pays : ce qui était possible en 1974 ne l'est plus en 1976. »

« Ce qui était possible en 1974 » — à savoir un gouvernement PS-PCP — n'a cependant pas été réalisé, du fait de la politique de coalition des appareils du PCP et du PS avec le PPD et le MFA. Les masses ne veulent plus du PPD et les dirigeants doivent en tenir compte. De ce point de vue, la marge de manœuvre politique des appareils se réduit. Il n'y a plus de MFA et le maintien d'un gouvernement de coalition avec le PPD devient de plus en plus difficile, sinon impossible demain. Certes, les dirigeants réformistes du PS prennent prétexte de toute la politique antérieure des staliniens pour refuser, au lendemain des élections législatives, la politique de front unique ouvrier à laquelle aspirent les masses.

De leur côté, c'est avec les mots de « l'unité » que les dirigeants du PCP tirent les leçons de ces élections. Dans le « Diario de Lisboa », quotidien proche du PCP, on lit, le 28 avril :

« On pourrait sortir de l'impasse par le biais d'un accord entre les partis, par exemple PC-PS, en vertu duquel les socialistes recevraient l'appui des communistes en échange de la présence dans le futur gouvernement de personnes bénéficiant de la confiance du PC, même si elles ne sont pas membres du Parti. Ces personnes pourraient occuper essentiellement des postes de caractère technique. »

L'« alliance » ou l'« accord » que le PCP propose au PS n'est pas un accord de gouvernement sur la base d'un programme de défense des intérêts de la classe ouvrière. Pour contenir le mouvement de la révolution dans le respect de l'ordre bourgeois, l'appareil stalinien, qui a subi un échec cinglant l'été dernier dans sa tentative d'appuyer un gouvernement militaire, adapte sa tactique aux circonstances. Mais il n'a rien changé son orientation fondamen-

tale qui consiste à interdire une expression politique indépendante au prolétariat. Néanmoins, nous l'avons vu, pour maintenir son influence dans la classe ouvrière, l'appareil stalinien doit aujourd'hui apparaître comme « unitaire » à l'égard du PS. Il se prononce lui aussi contre le PPD, bien qu'en termes moins violents que le PS. En proposant d'élargir le gouvernement à des « techniciens », l'appareil stalinien manifeste sa volonté de poursuivre la politique de coalition. Mais sur des bases très fragiles. En bas, les militants interprètent : il est possible de surmonter les obstacles à l'unité ouvrière, à l'unité entre le PS et le PCP, il est possible de constituer immédiatement un gouvernement PS-PCP.

Le garde-fou que s'est donné la bourgeoisie portugaise, le pacte du 26 février passé avec tous les partis, qui concentre une grande partie des pouvoirs entre les mains du futur président de la République que la bourgeoisie et les appareils souhaitent issu de l'armée, sera-t-il efficace ?

Cette situation risque de devenir dangereuse, rappelant dans une certaine mesure l'impasse qui est celle de la V^e République en France. En effet, au Portugal, l'élection du président de la République au suffrage universel et ses pouvoirs (désignation du Premier ministre) font du régime politique, comme en France, une sorte de compromis entre un régime présidentiel « fort » et un régime parlementaire. Au Portugal, c'est directement contre la révolution prolétarienne que la bourgeoisie et les appareils se sont entendus pour limiter la démocratie politique. Mais la révolution se développe depuis deux ans et le Portugal de 1976 n'est pas la France de 1958. Nul ne sait encore à cette date quel « bonaparte » réalisera l'unité nationale autour de son nom lors de l'élection présidentielle de juin-juillet prochains. Ainsi, avant même d'avoir fonctionné, les institutions de l'Etat bourgeois portugais décomposé, définies conjointement par la Constitution et par le pacte de février, sont caractérisées par une

contradiction interne conduisant à l'impuissance.

Un conflit entre le futur président de la République, quel qu'il soit, et le Parlement n'est pas à exclure. La stabilité que recherche avant tout la bourgeoisie et les appareils est déjà compromise par le simple fait que la révolution continue. Le mouvement du prolétariat n'a pas été brisé par la tentative de remise en ordre du 25 novembre 1975. Les institutions que la bourgeoisie et les appareils tentent de mettre en place au lendemain des élections s'opposent à la révolution prolétarienne, car ce dont il s'agit, encore et toujours, c'est de reconstruire un Etat bourgeois. La République parlementaire classique, si elle devait fonctionner aujourd'hui au Portugal, donnerait le pouvoir aux partis ouvriers. C'est pour empêcher la constitution d'un gouvernement PS-PCP que le pacte de février limite la démocratie politique. Mais le cadre bonapartiste que définit le pacte suppose une cohésion politique de la classe dominante, cohésion qui ne peut être obtenue que si le prolétariat perd toute initiative dans la lutte des classes. De quelque côté que l'on prenne la question, du point de vue de la bourgeoisie et des appareils unis dans une même volonté de reconstruire l'Etat bourgeois, c'est l'impasse, une impasse pleine de dangers.

Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas, pour la bourgeoisie portugaise, de « solution immédiate ». Il est possible que l'élection d'un président de la République, la constitution d'un gouvernement du PS élargi à des « personnalités de la bourgeoisie » réalisent au

début de l'été. Mais chacun sait qu'une telle « solution » ne saurait stabiliser la situation politique et sociale.

Pour reconstruire son appareil d'Etat avec toutes ses prérogatives, la bourgeoisie doit en finir avec la révolution prolétarienne. Elle n'y est pas parvenue le 25 novembre. Les élections législatives viennent de confirmer cette réalité que le prolétariat aspire à gouverner et c'est cette aspiration profonde qui donne toute sa portée au mot d'ordre plus que jamais actuel : « Gouvernement PS-PCP sans ministres bourgeois ! » De leur côté, les appareils luttent pour la stabilisation de la situation, c'est-à-dire pour la reconstruction de l'Etat bourgeois. Or, les appareils qui lient leur sort au maintien de l'ordre bourgeois ne sont pas parvenus à faire respecter la « trêve sociale » pendant la campagne électorale.

La perspective la plus probable, c'est que le Portugal va connaître une nouvelle période d'instabilité politique. La classe ouvrière, qui aspire à un gouvernement de ses grands partis, n'a toujours pas les moyens d'imposer le gouvernement PS-PCP aux appareils qui n'en veulent pas. Dans ses profondeurs comme au sein des partis ouvriers, des tendances au dégagement de forces politiques autonomes vont apparaître. C'est de la capacité des trotskystes portugais à rassembler sur le programme révolutionnaire du prolétariat ces forces que libère la situation présente, que dépendra aussi l'avenir de la révolution portugaise.

Jacques MEYRAND,
le 1^{er} mai 1976.

ABONNEZ-VOUS A « LA VERITE »

Lire les conditions financières
page 2 de la couverture.

ATTENTION ! Ne plus libeller aucun chèque à l'ordre de Michel Renaudie, mais au nom de Gérard SERFATI, sans indication de numéro de compte.

Angleterre :

Après la démission de Wilson

par François FORGUE

Il y a maintenant plus de deux ans, le gouvernement conservateur de Heath tombait sous les coups de la grève générale des mineurs centralisant la mobilisation politique de toute la classe ouvrière anglaise contre le gouvernement de la bourgeoisie. La chute de Heath, en février 1974, était un moment culminant dans une crise sociale, politique et économique qui déchirait l'Angleterre. Plus précisément, elle survenait comme le résultat d'un affrontement ouvert entre les classes, entre le prolétariat et la bourgeoisie. La fin humiliante de ce gouvernement s'inscrivait dans un développement de la situation mondiale : on peut dire que c'est dès l'automne 1973 que se précipitent les signes d'un tournant dans la situation mondiale. C'est avec plus de force que jamais que les lois objectives du système capitaliste s'imposaient à tous et les efforts de l'impérialisme le plus puissant pour modifier les relations inter-impérialistes

en sa faveur aggravaient brutalement la situation des impérialismes décadents d'Europe. C'est alors qu'au compte de la classe dominante tout entière, le gouvernement Heath tentait une offensive anti-ouvrière. Cette offensive tourna, on le sait, à une débâcle politique de la bourgeoisie. C'est ainsi que le Labour Party accédait au gouvernement dans des conditions de crise.

Cette crise, il faut en préciser la portée : dans la première épreuve de force entre la bourgeoisie et le prolétariat d'un pays industriellement avancé, prenant place dans le contexte du tournant qui se développe dans la situation mondiale, la bourgeoisie subit une lourde défaite politique. C'est une victoire pour tous les travailleurs d'Europe.

Depuis, le tournant qui s'amorçait alors s'est développé : il s'est matérialisé dans le commencement de la révolution prolétarienne en Europe,

c'est-à-dire l'éclatement de la révolution portugaise, survenant deux mois après la chute de Heath, et dans la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam. Mais, alors que ce tournant s'est affirmé, alors que la crise politique — la crise des formes de domination de la bourgeoisie — s'accentue en Italie et en France, que les éléments de la crise révolutionnaire se combinent en Espagne, faudrait-il retirer l'Angleterre de ce processus, considérer que la classe ouvrière britannique, qui marqua par son combat les premières phases de ce processus, n'y intervient plus ? En d'autres termes, la classe ouvrière anglaise a-t-elle été contrainte d'accomplir une retraite qui redonnerait une nouvelle stabilité à la bourgeoisie ? On pourrait le croire à lire certains commentaires de la presse bourgeoise qui soulignent l'absence de vastes mouvements de lutte et qui insistent sur le fait qu'entre le gouvernement et la direction nationale des syndicats, vient d'être conclu un accord qui limite les augmentations de salaires à 5 % maximum pour l'année. La « paix sociale » serait-elle miraculeusement rétablie sous la houlette du gouvernement du Labour Party et sur la base de « sacrifices librement consentis par la classe ouvrière », alors qu'en octobre 1974 le « New York Times » constatait : « La Grande-Bretagne est face à un affrontement de classes, à une psychologie du "nous contre eux" dans les syndicats qui rend virtuellement impossible toute politique économique cohérente ». La question mérite qu'on s'y arrête, car y répondre c'est aussi montrer comment la crise politique mûrit en Grande-Bretagne, comment le développement de la lutte des classes dans ce pays s'inscrit et participe à la marche à la crise révolutionnaire en Europe. C'est essentiellement sous cet angle que cette brève « note politique » entend revenir sur la situation politique anglaise (1).

De la chute de Heath au référendum sur l'Europe

Le gouvernement Wilson de février 1974 est un gouvernement de crise, c'est-à-dire qu'il est né de la crise sociale et politique de caractère pré-révolutionnaire exprimée dans la grève des mineurs. Parlementairement, il était un gouvernement de minorité (si le Labour Party formait alors le plus fort groupe parlementaire, il ne détenait pourtant pas la majorité absolue) et ce n'était pas l'arithmétique parlementaire mais la mobilisation ouvrière qui interdisait toute tentative sérieuse d'un gouvernement de coalition. Gouvernement de crise, c'était un gouvernement bourgeois car son activité se situait entièrement dans le cadre de l'Etat bourgeois et de ses institutions. Les conditions de sa constitution rendaient particulièrement aiguë la contradiction entre les motifs pour lesquels les travailleurs voyaient dans ce gouvernement « leur » gouvernement (le fait qu'ils chargent ce gouvernement d'être l'instrument de la réalisation de leurs aspirations anti-capitalistes) et la mission que lui confiait la bourgeoisie (la préserver des conséquences de la défaite politique qu'elle venait de subir).

Ainsi, le caractère spécifique du gouvernement Wilson (« gouvernement de crise ») qui reste le sien après que les élections d'octobre 1974 eurent confirmé les résultats de celles de février, ne lui donne aucune « vertu » particulière du point de vue des intérêts de la classe ouvrière. Certes, il ne pouvait se détacher des

(1) Les conditions de la chute de Heath et un examen des traits généraux de la situation du mouvement ouvrier ont été faits dans *La Vérité* n° 565 de janvier 1975 : « Le gouvernement du Labour Party, un gouvernement de crise », par F. Forgue.

conditions qui l'avaient engendré et les rapports politiques qui s'étaient noués rendaient impossible, à une première étape, le retour pur et simple à la politique de Barbara Castle en 1969. Mais les nécessités auxquelles ce gouvernement doit répondre comme gouvernement bourgeois, compte tenu des rapports de force entre les classes, lui donnent un aspect, on pourrait dire « un contenu » de « gouvernement de front populaire », bien qu'il n'y ait pas de coalition avec l'un ou l'autre des partis bourgeois.

Le gouvernement du Labour Party surgit d'un ébranlement qui a affecté tout l'édifice politique en Angleterre. Il apparaît, comme gouvernement bourgeois géré par le parti qui organise la classe ouvrière, comme un ultime recours pour la défense de l'Etat bourgeois. Mais si ce gouvernement est la seule solution envisageable, c'est qu'il n'est pas possible pour la bourgeoisie et sa représentation politique de se heurter de front à la classe ouvrière organisée (« **Il n'est pas possible de gouverner contre les syndicats** », commente la presse). Sa fonction — au compte des intérêts de la classe dominante — c'est de chercher à liquider les conditions qui l'ont lui-même engendré, donc à remettre en cause les rapports de forces favorables à la classe ouvrière qui ont imposé sa constitution. C'est la logique de tout gouvernement de « front populaire » et elle implique qu'au nom de « l'intérêt général » (c'est-à-dire des besoins du système capitaliste), il développe une orientation d'appel à l'union nationale.

Les circonstances politiques combinées avec des traits spécifiques des traditions du mouvement ouvrier anglais excluaient tout gouvernement de coalition. Mais la défense de l'imperialisme britannique a très vite permis un vote « d'union sacrée » auquel, au nom de la discipline du groupe parlementaire, même les députés de la gauche du Labour Party

ont participé : c'est, en novembre 1974, le vote de la loi anti-terroriste, prioritairement destinée à aggraver la répression contre les nationalistes irlandais mais qui pourrait être utilisée plus largement, et qui donne à la police des pouvoirs pratiquement sans précédent en temps de paix en Grande-Bretagne.

Mais c'est le référendum sur l'Europe qui éclaire le mieux le contenu de la politique du gouvernement du Labour Party. C'était une décision de Congrès — imposée à Wilson — que d'avoir recours à un référendum pour ratifier ou non la présence de l'Angleterre dans le Marché commun. L'habileté tactique de Wilson fut d'utiliser ce référendum comme un moyen pour se dégager partiellement des conditions qui avaient marqué la naissance de son gouvernement. La grève générale des mineurs avait centralisé le combat politique de la classe ouvrière à travers ses organisations, à travers les syndicats et le Labour Party lui-même, dont les directions avaient dû se dresser ensemble contre le gouvernement Heath.

A propos de l'Europe, l'ensemble des instances régulières du mouvement ouvrier (congrès des trade-unions, conférence du Labour Party et même groupe parlementaire) se sont majoritairement prononcées pour le « non » au Marché commun. Seule, la majorité du gouvernement est en faveur du « oui ». Mais elle partage cette position avec les deux partis bourgeois, le Parti conservateur et le Parti libéral.

Ainsi, se constitue une coalition de fait entre l'ensemble des représentants politiques de la bourgeoisie et le gouvernement du Labour Party. Mais, alors que les partis bourgeois mènent une campagne offensive, soulignant ce qui est pour eux l'enjeu du référendum (c'est ainsi que l'un des dirigeants conservateurs expliquait : « **Notre entrée dans l'Europe est fondée sur le système capitaliste et nous donnera les meilleures condi-**

tions pour démontrer aux citoyens de ce pays qu'il est bon d'avoir au pouvoir un gouvernement qui croit dans la libre entreprise et dans le système capitaliste »), les dirigeants du Labour Party et des syndicats, pour l'essentiel, utilisent des arguments défensifs, voire nationalistes, se gardant bien de lier la lutte contre le Marché commun à la question des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Lors du référendum, en juin 1975, il y a près de 40 % d'abstentions. Les deux tiers des votants se prononcent pour le « oui ». On a voulu interpréter, du côté de la bourgeoisie, ces résultats comme un désaveu de « l'aile gauche », syndicale et politique, du mouvement ouvrier. Il n'en est rien. Lors des élections générales, le Labour Party avait obtenu environ 40 % des voix. Les 30 % de « non » représentent la majorité des travailleurs qui se reconnaissent dans le Labour Party. Ils ont voté « non », malgré la pression exercée sur eux par « leur » gouvernement, malgré la faiblesse politique — et même matérielle — de la campagne menée contre l'entrée dans le Marché commun. Mais l'impression de force invincible, de pouvoir balayer l'un après l'autre tous les obstacles, qui naissait de la victoire des mineurs était remise en cause.

A un autre niveau et sous d'autres formes, les travailleurs anglais étaient face au même obstacle que les travailleurs portugais : celui qui réside dans la politique des directions du mouvement ouvrier.

La démission de Wilson

C'est dans ces conditions que Wilson et la direction du Labour Party ont avancé dans une politique de limitation des hausses de salaires. Il leur fallait pour cela la pleine coopération des dirigeants syndicaux.

Ils obtinrent non seulement celle des principaux dirigeants du TUC, connus pour leur modération, comme le secrétaire général Len Murray, mais aussi celle de dirigeants qui avaient bâti leur prestige sur une réputation de lutteurs, comme Jack Jones, le dirigeant du puissant Transport and General Workers Union (TGWU), et de ceux qui, aujourd'hui encore, se situent à l'aile gauche du mouvement syndical, comme le dirigeant du syndicat de la métallurgie Hugh Scanlon. Tous se résignèrent à une politique dont le « Sunday Times » du 18 juin 1975 disait : « Une politique des revenus doit avoir comme point de départ la réduction du niveau de vie. »

Cette politique ne prend pas la forme d'une loi qui s'imposerait obligatoirement, mais d'un « contrat » volontaire entre la direction confédérale (la direction du TUC) et le gouvernement. On aboutit en juillet à un accord qui prévoit que les augmentations n'excéderont pas, pour l'année, 6 livres par semaine (soit environ 240 F par mois). Cet accord n'est valable que pour une année. Il est ratifié au congrès national des trade-unions, par une majorité des deux tiers. Il est aussi approuvé, mais beaucoup plus difficilement car des dirigeants comme Arthur Scargill, secrétaire de la fédération du Yorkshire des mineurs, s'y opposent, par le Syndicat national des mineurs. Il est clair que de larges fractions de la classe ouvrière, même si elles ne sont nullement satisfaites de cet accord, ne cherchent pas à le dénoncer.

Tout d'abord, il signifie dans l'immédiat (notamment pour les couches les plus mal payées) une augmentation non négligeable dont l'inflation n'effacera les effets que plusieurs mois après. On estime qu'en fait, compte tenu de « rattrapages » et d'accords particuliers, les salaires ont progressé à un rythme annuel d'environ 15 %.

Mais surtout, la classe ouvrière, parce qu'elle considère le gouvernement du Labour Party comme « son » gouvernement, qu'elle identifie nécessairement à cette étape le maintien de ce gouvernement avec sa volonté de s'opposer au retour au pouvoir des conservateurs, lui « donne sa chance ». Les dirigeants du Labour Party expliquent qu'ils font face à une « catastrophe économique » dont les causes sont dans la situation mondiale et ils s'engagent, en contrepartie d'une modération dans les revendications, à s'attaquer au problème du chômage, à juguler l'inflation. Les travailleurs ne les croient pas sur parole, mais parce qu'ils ne disposent pas, à cette étape, d'une perspective politique dont ils puissent se saisir, ils acceptent de « différer » la réalisation de leurs revendications.

Ce sursis ne règle rien. La situation objective, dans son développement, mine la base du compromis établi entre les directions syndicales et le gouvernement. Quelle que soit la bonne volonté des bureaucrates du TUC, à la longue la situation est pour eux intenable et la préservation de leur position les placera, comme en 1969, lors de la loi Barbara Castle, en opposition avec le gouvernement, mais dans une situation où le mûrissement politique de la classe ouvrière aura été nourri par tout le développement de la lutte des classes depuis que Wilson dut céder devant la menace d'une rupture entre le mouvement syndical et la direction du Labour Party.

La situation objective : si l'inflation a été quelque peu ralentie sur la base d'un profond recul de l'activité économique, elle reste nettement plus forte que la progression « tolérée » des salaires. En 1975 les prix ont augmenté de 25 % et les statistiques officielles ont dû admettre une baisse du niveau de vie de l'ordre de 5 %. Et surtout, le chômage a continué à croître. Au début de février 1976, on comptait 1 400 000 chômeurs. Et de-

puis, rien ne s'est arrangé. En dépit d'efforts de renflouement (150 millions de dollars ont été dépensés dans le seul mois de mars pour soutenir la livre), la monnaie britannique a perdu 40 % de sa valeur. En 1975 également, les investissements ont décrû de près de 15 %. Et le seul élément d'optimisme est un léger regain des importations dû à l'affaiblissement de la livre qui ne peut se payer que par l'accélération de l'inflation. Comme le remarque une note patronale, « *dans le contexte de l'évolution de l'économie mondiale, la Grande-Bretagne a cumulé tous les déséquilibres que celle-ci a engendrés : taux d'inflation élevé, déficit extérieur important, dépréciation de la monnaie, réduction de l'activité et chômage* ».

Dans une telle situation, les dirigeants des syndicats ne peuvent spéculer sur une trop longue patience des travailleurs au nom desquels ils assurent parler. Mais dans une telle situation également, les mesures prises par le gouvernement du Labour Party sont parfaitement insuffisantes en regard des exigences de la bourgeoisie. Ce n'est pas une stagnation ni même un recul encore relativement réduit du niveau de vie qui est nécessaire : ce sont des coups décisifs à l'ensemble des conquêtes de la classe ouvrière. Il faudrait briser, au nom de la productivité, l'ensemble des systèmes de défense contre l'exploitation qui sont enracinés dans la structure même du mouvement ouvrier anglais. Il faudrait aussi sattaquer, et à une grande échelle, aux conquêtes sociales (notamment au système de Sécurité sociale) arrachées par la classe ouvrière. La puissance de la classe ouvrière et de ses organisations s'est manifestée depuis la seconde guerre mondiale dans le fait qu'en Angleterre la part des dépenses sociales (Sécurité sociale, retraites, assistance publique, etc.) dans les dépenses de l'Etat étaient parmi les plus importantes du monde.

Ce sont ces conquêtes que menacent les réductions des dépenses publiques prévues dans les budgets du gouvernement Wilson. En 1975, le gouvernement a diminué de 75 millions de livres les crédits destinés à la Santé. Mais le gouvernement Wilson a mis en avant des plans à plus long terme. En janvier 1976, le gouvernement a proposé des mesures qui aboutiraient en 1978 à une réduction de 3 250 millions de livres des dépenses publiques. « Le Guardian » du 16 janvier remarque à ce sujet que « ces réductions sont radicales et n'épargnent pas certaines des vaches sacrées du Labour Party comme le logement, l'éducation et la santé ».

Ce que le journaliste bourgeois appelle les « vaches sacrées du Labour Party », c'est un ensemble de conquêtes imposées par les luttes passées du mouvement ouvrier et qui constituent l'un des fondements de la puissance des syndicats et du Labour Party qui leur est organiquement lié. Leur remise en cause ne pouvait que développer, au sein du Labour Party, les éléments d'une crise.

Les propositions gouvernementales étaient consignées dans un Livre Blanc dont les conclusions furent présentées à la Chambre des communes le 10 mars. Le gouvernement de Wilson était alors battu par 284 voix contre 256. Pour la première fois depuis février 1974, dans un vote important, 37 députés appartenant au groupe des parlementaires de gauche, le groupe Tribune, s'étaient abstenus, provoquant, par leur condamnation publique des mesures anti-ouvrières du libre blanc, la défaite du gouvernement.

Certes, le lendemain, en demandant un vote de confiance, Wilson contrignait les mêmes députés à approuver formellement l'ensemble de sa politique. Car cette fois, ce qui était en jeu, c'était la chute du gouvernement et de nouvelles élections.

Comme le note « Informations ouvrières » du 25 mars 1976 :

« L'attitude des députés de Tribune était dans cette affaire l'expression, même déformée, de celle des masses travailleuses britanniques : le refus de la politique du gouvernement Wilson qui trahit son mandat électoral, le refus plus énergique encore d'envisager le retour au pouvoir des conservateurs chassés par la grève générale des mineurs. »

L'abstention des 37 députés — qui équivaut à un vote contre la politique du gouvernement — est la réfraction, au niveau de la représentation parlementaire du Labour Party, des processus qui mûrissent au sein du mouvement ouvrier, dans les sections du Labour Party et dans les syndicats. La voie qu'indique ce vote — quelles que soient les intentions des 37 opposants —, c'est qu'interdire le retour au pouvoir des partis de la bourgeoisie n'est pas synonyme de la soumission à la politique du gouvernement Wilson, mais exige au contraire la lutte contre cette politique. En même temps, ce vote, s'il est révélateur de la crise qui mûrit dans les profondeurs du mouvement ouvrier, accélère ce mûrissement, à tous les niveaux du Labour Party.

Le 16 mars, Wilson donne sa démission. L'explication officielle, c'est qu'il avait toujours décidé de quitter la direction du Labour Party à 60 ans et il venait, trois jours auparavant, de fêter son soixantième anniversaire. Dans la revue patronale « L'Expansion », Bertrand de Jouvenel se contente de remarquer que

« dans la nuit du 10 au 11 mars, le gouvernement dont Harold Wilson était le chef a été mis largement en minorité, cela par l'abstention de 37 députés de l'aile gauche travailliste... l'événement politique majeur est là et sans la diversion habilement portée par le Premier ministre, il n'aurait été question que de l'éclatement du Labour Party ».

Le terme « éclatement » ne rend pas compte de la réalité, mais c'est bien de crise que l'on peut parler. Et le départ de Wilson en est l'un des éléments.

Une nouvelle phase

Dans la mesure où elle affaiblit, à un moment critique, la direction du Labour Party, et donc l'autorité politique du gouvernement à l'égard des travailleurs, elle est aussi un élément d'aggravation de la crise politique d'ensemble qui se traduit dans la situation des partis de la bourgeoisie. Le parti libéral n'a jamais été plus discrédité. Le Parti conservateur, sans direction véritable, sans perspectives, est incapable de formuler une stratégie cohérente. La montée de partis régionalistes (comme le Parti nationaliste écossais qui est maintenant, électoralement parlant, le second parti d'Ecosse, après le Labour Party) exprime une crise des institutions monarchiques à travers lesquelles la bourgeoisie a assuré sa domination.

Le caractère dramatique de la situation économique comme l'impasse politique qui existe pour la classe dominante depuis sa défaite de 1974 suffisent pour constater qu'il n'y a pas de rétablissement d'une quelconque stabilité dans le Royaume-Uni.

Mais de plus, les récents développements au sein du Labour Party ne sont compréhensibles que comme expression du mouvement de la classe ouvrière anglaise, continuant à participer au mouvement d'ensemble des prolétariats d'Europe. La lutte du prolétariat ne se limite pas à des grèves et à des manifestations. L'absence, pendant une phase, de puissants et spectaculaires mouvements, n'est pas synonyme d'une absence d'activité politique. La classe ouvrière anglaise est entrée dans une période de maturation politique qui a trouvé ses expressions les plus élevées au

sein du Labour Party lui-même. La radicalisation politique au sein du mouvement ouvrier organisé s'est, par exemple, traduit par le fait qu'au dernier Congrès du Labour Party, en dépit de l'insistance de Wilson, Healey, le ministre des Finances, le responsable des budgets anti-ouvriers, a été éliminé du Comité Exécutif du Parti et remplacé par l'un des représentants de l'aile gauche, Eric Heffer, qui avait quitté le gouvernement. Elle s'est directement exprimée par le fait qu'à Newham, dans la banlieue de Londres, la section du Labour Party a décidé de retirer son investiture à Prentice, dirigeant national du Labour Party et actuellement député de cette circonscription, car Prentice était apparu comme l'un des animateurs de l'aile la plus ouvertement réactionnaire de l'appareil.

Ce sont ces développements qui ont conduit à une première rupture politique avec la politique du gouvernement Wilson — aujourd'hui Callaghan — affirmée dans le vote des 37 députés.

L'élection, par le groupe parlementaire du Labour Party, du successeur de Wilson, a d'ailleurs également été une expression de ces mêmes rapports politiques. Les candidats marqués à droite, comme Healey, ou comme le ministre de l'Intérieur Roy Jenkins, ont été immédiatement éliminés. Il était évident que Callaghan, pilier de l'appareil, lié aux dirigeants des trades-unions et connu comme homme d'Etat « respectable », était le seul choix possible. Mais le fait que Michael Foot ait été présenté contre lui n'a rien d'une formalité. A la veille de l'élection de Callaghan, le « Times » déclarait :

« Le fait qu'il (Foot) puisse devenir, avec une marge de quelques voix, le leader du Labour Party est quelque chose dont nous avons toutes raisons de nous inquiéter et dont nous aurons encore raison de nous inquiéter si M. Callaghan est élu. »

Ce qui est en cause ici, ce ne sont pas les différences politiques entre Foot et Callaghan. Il n'y en a pas de profondes. Mais Foot était le candidat « officiel » de l'aile gauche du Labour Party et l'homme de confiance des directions syndicales. Les conditions dans lesquelles Callaghan a finalement été élu signifient que le nouveau gouvernement dépend étroitement de la direction du Trades Unions Congress.

On dira qu'il a, sans attendre, trouvé auprès d'elle l'aide qu'il en attendait. Un nouveau « contrat social » a été signé, plus draconien que le précédent. Mais ce n'est pas exactement celui que proposait le gouvernement (ce qui ne change rien à son caractère réactionnaire, bien évidemment). Healey proposait une augmentation de 3 % pour l'année, accompagnée d'une réduction d'impôts !

L'accord final prévoit une augmentation annuelle maximum de l'ordre de 5 %, alors que le coût de la vie continue d'augmenter dans une proportion qui dépasse les 15 %. Un tel accord devrait apparaître comme miraculeux à la bourgeoisie. Il n'en est rien : elle manifeste sa crainte et son scepticisme et la Bourse de Londres a encore chuté à son annonce.

La crise politique et la crise économique se nourrissent l'une l'autre. La crise politique — le résultat de la défaite de la bourgeoisie en février 1974, l'activité politique de la classe ouvrière — continuent à interdire, comme le constatait le « New York Times », « toute stratégie économique cohérente », ce qui ne veut pas dire toute tentative d'aboutir à une telle stratégie. La crise économique intervient à son tour comme un facteur direct de la crise politique. Les dirigeants des trades-unions ont accepté l'accord que leur proposait le gouvernement parce qu'ils sont conscients de la gravité de la situation et qu'ils resserrent les rangs autour du gouvernement Callaghan qui, lui-même, cherche à sauvegarder

l'ordre bourgeois et les fragiles positions de l'impérialisme britannique déclinant. Mais la situation économique désastreuse a fait que leur soumission aux intérêts généraux du capitalisme les a entraînés, sans aucun doute, plus loin qu'ils ne le voudraient. Le caractère intolérable de l'accord qu'ils ont accepté fait qu'il n'est pas la simple répétition de celui de l'an dernier. Dans les conditions politiques existantes, il ne peut conduire qu'à une différenciation accrue dans les organisations syndicales et dans le Labour Party lui-même.

Et l'impression générale de la bourgeoisie mondiale — et anglaise — est parfaitement résumée par le titre du « Journal de Genève » du 7 mai : « Un nouveau contrat bien fragile ».

Bien fragile parce qu'avant même sa conclusion, une grève générale des cheminots menaçait. Bien fragile parce que les nombreuses grèves « non officielles » qui ont éclaté dans l'automobile révèlent que la combativité de la classe ouvrière reste intacte. Bien fragile parce que d'importants congrès syndicaux se sont prononcés contre toute limitation des salaires. Non seulement les congrès des fédérations des mineurs du Yorkshire, du pays de Galles, d'Ecosse, mais aussi celui du Lancashire, réputé pour « sa modération ». Au lendemain de l'annonce de l'accord, l'un des principaux syndicats de la fonction publique se prononçait contre toute entrave à la lutte revendicative et l'opposition à l'accord se renforce aussi dans le puissant syndicat de la métallurgie.

Comme l'écrit « Le Journal de Genève :

« Cet accord devra être entériné par le Congrès des trades-unions du 16 juin ; il devra surtout être appliqué sans restriction... Des syndicats puissants s'y opposent, en particulier celui des mécaniciens et celui des mineurs... Les militants, sapant l'autorité de la centrale, s'apprêtent à confirmer des revendications dépassant nettement

les normes... Une telle attitude, qui est un refus pur et simple de coopérer, ne va pas obliger le TUC à rompre le contrat mais elle risque de rendre inefficace la politique des revenus. »

Le refus organisé et ouvert, de la part de secteurs de plus en plus importants de la classe ouvrière, de continuer à faire les frais de la décadence du capitalisme, le refus de renoncer à la libre négociation de contrats collectifs en fonction des rapports de force, le refus de renoncer à l'arme de la grève pour défendre les revendications, va se combiner avec la maturation politique qui s'est déjà traduite au sein du Labour Party.

Le Labour Party est arrivé au gouvernement sur la base d'un pro-

gramme qui promettait « une modification irréversible dans l'équilibre du pouvoir et de la richesse ». Depuis deux ans, sa direction tente avec acharnement de sauvegarder ce pouvoir et cette richesse, l'Etat bourgeois et la propriété privée des moyens de production. Ses dirigeants ont assuré que « la crise » les contraignait à différer les plus modestes réformes.

De la crise de la bourgeoisie, la classe ouvrière commence à tirer la conclusion inverse : cette crise met à l'ordre du jour la nécessité de s'attaquer au système capitaliste lui-même, de s'attaquer aux racines du pouvoir et de la richesse : c'est le seul moyen de réaliser les revendications les plus pressantes comme de défendre les droits les plus élémentaires.

François FORGUE.

Militants, sympathisants,

La Sélio

VOTRE LIBRAIRIE...

Société d'édition, Librairie, Informations Ouvrières

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

CCP 31.697.97 La Source - 45

Fond important de tous les classiques politiques, sociaux et économiques.

Commandez tous vos livres de rentrée à la SELIO.

Le XXVe congrès du PCUS

par Jean-Jacques MARIE

La quadrature du cercle

Ce numéro de *La Vérité* évoque longuement par ailleurs les discours prononcés à Londres en décembre 1975 par Kissinger et son conseiller aux affaires orientales, Sonnenfeldt. Inutile donc de les reprendre ici en détail. Rappelons, cependant, pour l'objet qui nous concerne ici, que Sonnenfeldt y analyse avec netteté quelques-uns des problèmes qui déchirent la bureaucratie du Kremlin et auxquels elle n'ose ni ne peut — plus précisément elle n'ose pas parce qu'elle ne le peut pas — donner de réponse claire. Le XXVe Congrès n'a fourni qu'une seule et unique réponse, insuffisante, mais ferme, qui a justifié les attaques contre le PC français : « Serrez les rangs autour de nous ! Il faut serrer les rangs autour du Kremlin ! C'est pour nous et pour vous une question de vie et de mort ! » C'est bien là en effet le sens indubitable des litanies

sur « *l'internationalisme prolétarien* » (et sur sa variante « *l'internationalisme socialiste* » qui le précise encore plus clairement à destination des sourds ou des aveugles) et sur l'indestructible amitié avec l'URSS. On va le voir un peu plus loin.

Sonnenfeldt souligne que l'URSS est dans une position de faiblesse dont l'impérialisme doit profiter. (« *La raison pour laquelle nous pouvons aujourd'hui parler et penser en terme d'échanges avec l'impérialisme soviétique en dehors d'une simple confrontation se trouve précisément dans le fait que la puissance soviétique se révèle dans de si mauvaises conditions.* ») Il insiste ensuite sur les possibilités qui s'offrent à l'impérialisme américain de pénétrer massivement par le canal des échanges commerciaux sur le marché soviétique, et sur les conséquences politiques attendues de cette pénétration des marchandises et des capitaux américains. L'objectif qu'il définit est clairement politique (« *amener l'Union soviétique*

à nouer un réseau de liens avec l'Occident (...). Imposer une certaine discipline à l'Union soviétique »). Envisageant ces problèmes sous cet angle politique, il insiste fortement sur le fait qu'il ne s'agit pas d'étrangler la bureaucratie, mais de la lier beaucoup plus étroitement à l'impérialisme. (« Avec l'Europe orientale, il est de notre intérêt à long terme d'influencer les événements (...) pour éviter que tout cela n'explose tôt ou tard pour provoquer une troisième guerre mondiale »... la guerre mondiale n'étant ici que le masque commode de la révolution prolétarienne qu'il évoque plus directement quelques lignes plus bas à propos de l'Europe entière.)

C'est pourquoi il critique la politique du sénateur Jackson et de son lobby qui, par incompréhension de ces fins, ne veulent utiliser les échanges commerciaux avec l'URSS qu'à des objectifs de chantage à courte vue. « Quand nous avons perdu la bataille de la nation la plus favorisée au Congrès (1), nous avons perdu la possibilité d'imposer une certaine discipline à l'Union soviétique, comme nous avons pu le faire pour l'accord sur les grains. » Comparaison instructive. Devant la catastrophe céréalière qui a frappé l'URSS, l'impérialisme américain n'a nullement cherché à affamer l'URSS comme avaient tenté de le faire les puissances impérialistes pendant la guerre civile. Les USA ont lâché juste assez de grain pour empêcher que la situation ne risque de devenir explosive en URSS même et, en même temps, ils ont donc payer ce soutien POLITIQUE à la bureaucratie en exigeant (et manifestement, à en croire Sonnenfeldt lui-même, en obtenant) des concessions politiques de sa part...

Que cette politique puisse s'appliquer au-delà de quelques accords ponctuels, qu'elle puisse devenir une stratégie d'ensemble passant dans la vie, c'est plus que douteux. Une pénétration massive des capitaux et des marchandises en URSS ne pourrait qu'y provoquer des bouleversements sociaux et politiques de grande enver-

gure et y décupler les tensions existantes : ce qui se passe depuis quelques années dans ce microcosme qu'est la Yougoslavie, arrivée au bord de la dislocation sous cet impact, indique, en réduction et en demi-teinte, ce que provoquerait une pénétration du capital en URSS... L'amendement Jackson souligne en outre ce que signifiait Kissinger il y a deux mois : le premier problème de la politique extérieure américaine est un problème de politique intérieure... c'est-à-dire, en particulier, qu'il est très difficile de discipliner le capital américain à des objectifs politiques à long terme. Ses problèmes intérieurs sont loin d'être réglés, c'est le moins que l'on puisse dire, au lendemain de Watergate.

Et puis, autre hic que souligne Sonnenfeldt lui-même : la possibilité que « L'Europe occidentale verse dans les difficultés économiques et sociales au point de provoquer une rupture d'équilibre », c'est-à-dire l'éventualité d'un effondrement de la bourgeoisie européenne.

Mais qu'est-ce que la faiblesse de l'URSS par rapport à l'impérialisme américain ? Dans la période actuelle, ce n'est pas la faiblesse des conquêtes d'Octobre face à la contre-révolution montante comme en 1938-1940, c'est la faillite de la politique menée par la bureaucratie du Kremlin et de sa « théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays », ce qui est bien différent... Certes, quelques chiffres expriment le retard de l'économie de l'URSS sur celle des USA...

Le produit national brut de l'URSS est égal à 55 % du produit national brut des USA (870 milliards de dollars contre 1 500 milliards), alors que l'URSS compte près de

(1) C'est-à-dire la bataille menée par l'équipe Kissinger pour faire lever les taxes de 18-20 % qui frappent les exportations en provenance d'URSS et les limitations imposées sur certains produits.

90 000 000 d'habitants de plus ! Si l'URSS dépasse les USA pour la production globale de charbon, de pétrole et d'acier, son agriculture est déficitaire alors qu'elle emploie 26 % de la population (contre 3,4 % aux USA), elle produit deux fois moins de tracteurs que les USA, possède 17 millions de téléphones contre 138 millions aux USA, deux fois moins de lignes de chemin de fer pour un territoire deux fois plus grand et douze fois moins d'ordinateurs (15 000 contre 170 000 !).

Bien sûr, la puissance des rapports de production issus de la révolution d'Octobre ne se réduit pas à ces chiffres comparés à ceux des USA ; elle repose aussi sur la puissance du prolétariat mondial..., mais c'est là pour la bureaucratie un atout plus dangereux encore que ceux de l'impérialisme !

Sonnenfeldt essaie de résoudre la quadrature du cercle : il veut, comme il le souligne, étayer et renforcer ce qu'il appelle « *l'impérialisme soviétique* » — c'est-à-dire la domination de la bureaucratie — dans son domaine, par crainte des explosions révolutionnaires en Europe de l'Est, et, en même temps, il définit, par rapport aux besoins propres de l'impérialisme, la nécessité de faire pénétrer marchandises et capitaux en URSS.

Fondamentalement, la bureaucratie est d'accord sur cette politique comme le démontrent son inlassable quête aux capitaux et aux prêts et la place centrale qu'elle accorde à la question de la « *clause de la nation la plus favorisée* ». Mais cette politique, la bureaucratie n'a pas, jusqu'à présent, réussi à l'appliquer, et cette impuissance alimente et aggrave sa crise. Elle est incapable de domestiquer le prolétariat énorme de l'URSS, pourtant privé de toute forme d'organisation autonome, à lui, si petite soit-elle. D'où l'échec permanent de toutes ses campagnes de modernisation et de rentabilisation, dont le succès serait pourtant indispensable, vital même, pour qu'elle puisse engager les pre-

mières tentatives sérieuses d'intégration au marché mondial avec quelques atouts en main.

Sonnenfeldt essaie d'utiliser au profit de l'impérialisme, l'aspiration naturelle de l'économie soviétique à s'intégrer au marché mondial pour participer à la division internationale du travail afin de développer plus ou moins harmonieusement des branches économiques qui ont un besoin urgent des branches voisines ou complémentaires des autres pays du marché mondial. Or cette aspiration naturelle a deux bouts inégaux : l'utilisation qu'en fait la bureaucratie pour se rapprocher de l'impérialisme ; et la dynamique de l'extension à toute la planète des rapports sociaux issus d'Octobre, puisque ces derniers sont une composante et un instrument du prolétariat mondial et de sa lutte. Or c'est ce second bout qui, aujourd'hui, dans la situation politique mondiale, est déterminant... Bien fâcheux, et pour Sonnenfeldt et pour Brejnev !

L'appareil : vieillards et policiers

Nous ne reviendrons pas ici sur les divisions qu'engendrent, au sein de la bureaucratie, ces problèmes non résolus et l'impossibilité de plus en plus manifeste d'en rester au piétinement sur place du statu quo. Voyons quelle réponse elle leur a donnée à ce congrès.

Aucune décision d'importance n'est sortie du XXVe Congrès du PCUS, et bien évidemment aucun débat public ne s'y est déroulé... Les problèmes qui déchirent la direction du Kremlin ont été « réglés » — si l'on ose dire — ou plus précisément provisoirement tranchés à la veille ou au lendemain même du congrès. Qu'une discussion puisse se dérouler à la tribune d'une pareille instance serait rigoureusement contradictoire avec les exigences fondamentales de la bureaucratie diri-

gante, et au premier chef avec son exigence suprême : préserver le monolithisme politique le plus absolu.

L'apparence du congrès est donc celle d'une unanimité à peu près sans faille. Unanimité apparemment renforcée par le déferlement pendant quatre jours de compliments, d'éloges et de dithyrambes pompeux décernés à l'adresse de Leonid Brejnev. Certains journaux bourgeois y ont même vu la renaissance d'un certain « culte de la personnalité ». Il est vrai qu'au premier regard, certains ont fait bonne mesure — parfois même excessive mesure — dans la distribution des flâgorneries... Rappel des temps les plus beaux de Staline ? Cet emphatique céromonial réfute-t-il ce que nous avancions dans *La Vérité* de février 1976, à la veille du congrès, sur le caractère à l'avance avorté et dérisoire de la résurgence du bonapartisme à travers Brejnev ? Rappelons ces quelques lignes :

« L'incapacité de la bureaucratie à régler quelque problème que ce soit, et donc son incapacité à assurer « normalement » le maintien de son monolithisme nourrit ainsi la tendance à la résurgence d'un Bonaparte capable d'assurer d'une poigne de fer l'unité forcée des rangs de la bureaucratie.

« Mais sa crise est si profonde qu'elle va désespérément chercher ce Bonaparte chez les morts... A vrai dire, Brejnev a bien tenté de se tailler quelques galoches dans les brodequins de Staline, il a fait rétablir le bureau politique et le titre de secrétaire général (réduit depuis la mort du Père des Peuples au rang de premier secrétaire), publié ses œuvres plus ou moins complètes, fait graver un disque microsillon de ses discours, à large diffusion et à bas prix, il s'est fait nommer... général d'armée à deux étoiles en avril 1975. Mais ces gestes futilles évoquent irrésistiblement l'aphorisme de Hegel : dans l'histoire, les événements se répètent deux fois, mais la seconde fois en farce (...). La bureaucratie a besoin d'un Bonaparte, mais elle

en a aussi peur que besoin (...). Et puis, aurait-elle la force de l'imposer à la classe ouvrière aujourd'hui ? Il y faudrait au moins pour y parvenir une condition nécessaire mais non suffisante : une perspective politique commune... »

L'erreur est humaine et nous aurions bien pu nous tromper... mais les conditions politiques qui rendaient dérisoires, à la veille du congrès, les tentatives de restauration d'un Bonaparte « bifrons » — par la réhabilitation émiettée de Staline et l'ascension très limitée de Brejnev — n'ont pas changé. L'apothéose que la presse bourgeoise a décelée est donc bien improbable.

Le journaliste du *Monde* Amalric, qui ne brille pas par une perspicacité hors du commun, a d'ailleurs noté à ce propos, en passant :

« Brejnev a-t-il vu dans ces épanchements trop indécents et trop unanimes pour être honnêtes comme quelque "baiser de la mort" que l'on donne avant la trahison ? » (*Le Monde*, 4 mars 1976.)

Sur un certain nombre de points, d'abord, les suggestions de Brejnev au cours de ce congrès sont tombées à plat. Depuis des années, il a lancé le projet d'une nouvelle — troisième — constitution ; il a jugé bon de la réaffirmer dans son discours. Mais il est resté quasiment le seul. A part Grichine, nul n'a repris à son compte cette idée. Une nouvelle constitution, ce n'est pourtant pas rien. Et ce qui s'exprime là, outre la volonté de Brejnev de donner un certain lustre à son pouvoir, c'est l'aspiration à consolider légalement les priviléges de la nouvelle aristocratie. Or, les formes que peut ou doit prendre cette consolidation — si générales soient-elles — ne peuvent que poser de nombreux problèmes épineux et se trouvent au centre de divergences d'intérêts sérieuses.

Le « débat » sur l'agriculture est, aussi, révélateur... Alors que les résultats de la récolte de 1975 sont ca-

tastrophiques — un déficit de 60 millions de tonnes de céréales ! —, alors qu'ils avaient été, avec quelques réserves d'usage, rendus publics, alors que le Kremlin avait envoyé ses émissaires commerciaux courir le monde pour acheter des millions de tonnes de céréales, les premiers secrétaires de république qui ont évoqué les problèmes agricoles dans leurs interventions ont à peu près tous respecté le même schéma : dans notre république la récolte a été bonne... Tableau surprenant d'une récolte, bonne dans chaque république et mauvaise dans l'ensemble de l'Union ! D'aucuns, comme Gueorguiev, premier secrétaire du territoire de l'Altaï, Kovalenko, premier secrétaire de la région de Novosibirsk, Konotop, premier secrétaire de la région de Moscou, Liachko, président du conseil des ministres de l'Ukraine — le traditionnel grenier à blé — y ont ajouté des critiques fort vives contre le ministère de l'Agriculture dirigé par un membre du bureau politique, Polianski. Liachko a souligné, sous les applaudissements :

« les graves déficiences du ministère de l'Agriculture de l'U.R.S.S. Je partage, a ajouté M. Liachko, les critiques émises par les délégués du congrès à l'encontre de ce ministère. Son travail a besoin d'être considérablement amélioré (...). Le ministère a l'obligation d'appliquer en temps voulu des mesures coordonnées pour accroître le rendement des cultures, la productivité de l'élevage, la mécanisation (...). Il a l'obligation d'élever le travail des instituts et des organisations de recherche qui dépendent de lui. »

Qu'est-ce à dire ? Sinon que les responsables de l'appareil du parti au niveau des régions — la couche bureaucratique située juste en dessous de la clique nationale dirigeante — se tournent vers celle-ci pour lui dire : nous refusons de payer les pots cassés de la catastrophe agricole, à vous de vous débrouiller et de régler la note.

Et la note sera réglée aux moindres frais : Polianski, à la fin du congrès, n'est pas « réélu » au bureau politique ; au lendemain du congrès, il est démissionné du ministère de l'Agriculture et remplacé... C'est tout, c'est peu et déjà les nouvelles percent que les semaines du printemps sont catastrophiques... De beaux jours pour le remplaçant... ! Si l'on ajoute que Polianski était, sans doute à bon droit, considéré comme l'un des fidèles de Brejnev, on devine l'ampleur des remous qui agitent les sommets, alors que la première strate des bureaucraties en dessous d'eux refuse à l'évidence de fournir les boucs émissaires traditionnels. Sakharov a, en effet, raison quand il dit :

« Aujourd'hui, la volonté première des autorités consiste autant que faire se peut à ne rien changer d'essentiel pour ne pas risquer de briser l'équilibre instauré et, en fin de compte, pour ne pas risquer de mettre en péril la situation et les priviléges de l'élite sociale, étroitement liés au maintien de la situation actuelle. »...

...et donc de l'équilibre politique actuel. D'où cet espèce de sénilissement sur pied d'un bureau politique, de plus en plus décrépit, qui semble incarner la formule du film de Turenne, *Juin 36*, sur la sénile bourgeoisie française : « La France était gouvernée par des vieillards de 80 ans ; les hommes de 75 ans n'accédaient au pouvoir que lorsque les précédents étaient morts. »

Cette crispation de l'appareil, cette sorte de coagulation dans l'impuissance se traduit par d'autres signes, et en particulier par la montée des cadres du KGB dans l'appareil du parti. Le cas le plus typique est celui d'Aliev, nouvel élu, suppléant du bureau politique, devenu premier secrétaire du PC d'Azerbaïdjan en 1971, à la place d'Akhoundov (démis pour corruption et promu à l'Académie des

sciences en remerciement de ses services). Aliev, auparavant responsable du KGB de l'Azerbaïdjan, a, une fois devenu premier secrétaire de la république, systématiquement promu des cadres du KGB aux divers postes de responsables de la république, en particulier aux fonctions économiques. La montée du Kaguébiste Aliev avait été annoncée dans les congrès des républiques préparatoires au congrès national : le responsable régional du KGB a accédé au bureau politique du PC de la république comme membre titulaire en Ukraine, en Azerbaïdjan (en plus d'Aliev... évidemment !), en Biélorussie, au Tadjikistan, comme membre suppléant au Kazakhstan, en Lituanie, en Ouzbékistan. Jusqu'alors, seule la Moldavie connaissait ce privilège. Privilege confirmé par le fait qu'ensuite Andropov, président du KGB a été chargé de présenter le rapport consacré au premier anniversaire de la naissance de Lénine qui suivait le congrès.

Cette montée de l'appareil policier dans l'appareil du parti n'est pas le produit de simples manifestations internes. Il traduit une réalité politique, la même qui prend la forme d'un bonapartisme bâtarde et sans cesse résurgent. Confrontée à des échéances qu'elle essaie de différerer (comment répondre à la pression croissante de l'impérialisme alors que le fossé entre l'économie soviétique et l'économie américaine s'élargit, alors que la bureaucratie n'arrive pas à contraindre les ouvriers et les paysans à se dévouer pour elle ?), confrontée à ces échéances, la bureaucratie est poussée à durcir sa politique intérieure, à serrer la vis... Mais les dangers que cette nécessité recèle effrayent nombre de ses membres et de ses couches. Et c'est pourquoi l'on voit percer au congrès, sous le rideau de fumée des éloges à Brejnev, critiques et mises en garde de la part de dirigeants qui n'ont d'ailleurs aucune autre politique cohérente à proposer, sinon une autre variante du statu quo et du surplace.

Des roses... et des épines

Revenons maintenant à la question des éloges dithyrambiques qui ont encensé Brejnev au cours de ce congrès, beaucoup plus massivement que lors du précédent. *Le Monde* du 2 mars posait la question suivante :

« Assise-t-on à un renouveau du culte de la personnalité ? Beaucoup d'observateurs étrangers — non communistes, mais aussi communistes — se posent la question. Tous les orateurs soviétiques qui sont intervenus à la tribune se sont en effet livrés à un hommage parfois délirant des "mérites personnels" de M. Leonid Brejnev — hommage qui ne va pas sans rappeler certaines pratiques que l'on croyait appartenir au passé. »

Puis il citait un certain nombre d'extraits de discours allant dans ce sens :

Rachidov (premier secrétaire du PC d'Ouzbékistan et membre suppléant du bureau politique) :

« L. Brejnev est l'homme politique, non seulement le plus éminent, mais aussi le plus influent de notre époque (...). Il se distingue par une immense modestie, un brillant talent, l'optimisme révolutionnaire, une ferme position de classe, la bonté d'âme et le charme personnel. »

Aliev (premier secrétaire du PC d'Azerbaïdjan) :

« Leonid Ilyitch Brejnev s'est gagné l'attachement et la reconnaissance de tout le peuple soviétique pour sa sagesse et sa fermeté de principe, son énergie inépuisable et son talent d'organisateur, sa modestie et sa simplicité, sa lutte pleine d'abnégation pour les idéaux communistes. »

Kounalev (premier secrétaire du PC du Kazakhstan) :

« Grâce à ses efforts de Titan et à son rôle éminent, le nom, la pa-

role et les actes de Leonid Brejnev sont indissolublement liés dans la conscience des travailleurs du monde à ceux d'un homme dont le prestige est toujours renforcé par l'unité de toute l'U.R.S.S. »

Etc., etc.

Le Monde enfin donnait la part du lion au discours de Chevarnadzé, premier secrétaire du PC de Géorgie, depuis le limogeage en 1973 de Gueorgui Mjevanadzé, véritable satrape et protecteur de nombreux trusts privés qui s'étaient édifiés « clandestinement » sous sa protection personnelle et celle de sa femme. Avant de remplacer Mjavanadzé, Chevarnadzé occupait les fonctions de ministre de l'Intérieur de Géorgie. Pas tout à fait un Kaguebiste, on le voit, mais pas très loin. *Le Monde* écrit ce qui suit et cite les extraits suivants de son discours :

« Le sommet de la "flagornerie" a sans doute été atteint par M. Chevarnadzé, premier secrétaire de Géorgie. Est-il en difficulté, comme l'affirment certains ? A-t-il seulement cédé à une caractéristique nationale, que l'on retrouve dans la pratique des toasts innombrables et interminables, comme l'affirment d'autres ? Il est trop tôt pour trancher. Ses déclarations n'en méritent pas moins de figurer dans toute anthologie du culte de la personnalité. »

« Ouon en juge : "En nous efforçant d'évoquer, ne serait-ce que les principales caractéristiques de ses qualités politiques, intellectuelles, humaines, d'homme d'action, nous voulons, comme disent les peintres, esquisser le portrait du leader de notre parti et de notre peuple, l'un des plus grands hommes politiques de l'époque moderne dont nous devons suivre l'exemple, pour nous éduquer nous-mêmes et éduquer les autres, un exemple que nous devons suivre en tout..."

» L'une des plus grandes qualités de Leonid Ilyitch, c'est qu'il ne se drape pas dans la toge du surhomme, qu'il ne se pose et n'agit pas

à la place des autres, mais (...) qu'il sait créer des conditions dans lesquelles tous peuvent penser en créateurs (...). Une haute compétence, de l'envergure, l'esprit concret, l'humanisme, l'implacabilité de classe, la loyauté, la fermeté de principe, l'art de pénétrer au fond des âmes, la capacité d'instaurer un climat de confiance, de respect et d'exigence entre les hommes, climat qui exclut la peur aveugle, l'égoïsme, l'envie et la suspicion, telles sont les qualités, parmi bien d'autres, que nous devons emprunter et que nous empruntons à Leonid Ilyitch Brejnev.

» Autrefois, on disait que plus le ciel est pur, plus on peut voler haut, plus les ailes ont de la force. Leonid Ilyitch Brejnev sait, glorieux compagnon, créer un ciel pur et sans nuages ; il crée un climat qui permet aux hommes de s'élancer vers les hauteurs, vers le ciel pur, vers les sommets limpides et clairs du communisme. »

Mais il faut traduire d'autres passages du discours de Chevarnadzé pour donner la tonalité de l'ensemble et montrer ce qu'ont de suspects ces dithyrambes et de moqueurs ces élans enthousiastes. Juste après ces éloges, Chevarnadzé continue :

« Encore une chose. Le 6 mars 1923, Vladimir Ilyitch Lénine, déjà cloué au lit, s'est adressé aux communistes de Géorgie en ces termes : "Chers camarades ! Je suis votre affaire de toute mon âme... Je prépare des notes et un discours à votre intention." C'est sur cette phrase que se conclut le gigantesque héritage leniniste. Vladimir Ilyitch n'a pas eu le temps d'achever sa correspondance à destination des communistes de Géorgie. Mais depuis ce temps-là, de nombreuses lettres et de nombreux documents tout imprégnés d'un souci leniniste et adressés de Moscou, du Kremlin, au Parti communiste géorgien, sont parvenus au PC géorgien. Ainsi, deux documents de ce type, deux décisions du comité central élaborées à l'initiative du camarade Brejnev, ont été adoptées entre les deux congrès. On qualifie la Géorgie

de pays ensoleillé. Mais pour nous le véritable soleil s'est levé non pas à l'Est, mais au nord ; il s'est levé en Russie, le soleil des idées leninistes. La Géorgie est une république du sud, chaude. Mais la véritable chaleur nous est venue du nord, à travers le défilé de Darial. Il nous est venu par la route militaire historique russe-géorgienne, la chaleur des idées leninistes. »... (Applaudissements.)

Quand on se souvient que le dernier texte de Lénine auquel Chevarnadzé fait allusion annonce une lutte vigoureuse contre la politique de russification engagée par Staline et Ordjonikidzé, quand on sait que l'historique route militaire russe-georgienne à laquelle Chevarnadzé fait allusion est celle des invasions tsaristes, on doit se dire que Chevarnadzé a une étrange manière de faire des éloges... Manière encore plus étrange lorsque, remerciant le Gosplan au nom de la Géorgie, il insiste sur le fait que ces remerciements visent moins les services qu'il a rendus que ceux qu'attend la Géorgie pour l'avenir !

Outre ces épines cachées sous les roses si voyantes, Chevarnadzé lâche des propos encore plus nets lorsqu'il déclare :

« Tout compromis dans la sphère de la superstructure de la société entraîne une diminution du potentiel économique. Il faut avouer que beaucoup de nos contemporains ne sont pas libérés des survivances du passé, des habitudes et des traditions conservatrices, des tendances à la propriété privée et de l'égoïsme, du carriérisme et du lèche-bottisme, du protectionnisme et de la vantardise. Tout cela limite sérieusement l'activité sociale et politique de la personnalité, freine le processus de l'intellectualisation des sphères où l'homme crée les valeurs matérielles et spirituelles. »

Phrase à valeur générale ? Dans la bouche d'un ancien ministre de l'Intérieur qui affirme ensuite la nécessité d'étudier les « voies optimales de la socialisation ultérieure de chaque in-

dividualité », on hésite à le croire ! Elle a donc valeur immédiate et concrète et si on la rapproche du discours de Macherov, on peut à bon droit déduire qu'elle constitue une critique de la politique de l'équipe de Brejnev accusée d'un libéralisme excessif et de concessions trop grandes. Lorsque Macherov dénonce ceux qui vont chercher les opposants jusque dans les asiles psychiatriques, il critique par la bande ceux qui les en laissent sortir — même difficilement et à contre-cœur — et parfois en les disant guéris ; la libération de Pliouchtch a en effet été précédée d'un communiqué de l'agence Tass soulignant que le traitement subi par lui avait à ce point amélioré son état de santé qu'il permettait de le relâcher !...

En soi, ces points ne sont que de détail et peu intéressants, mais ils soulignent que, prise en tenailles entre les exigences de l'impérialisme et la force d'un prolétariat qu'elle peut encore tenir à l'écart du combat politique mais qu'elle ne peut cravacher à son rythme, la bureaucratie hésite et se déchire, alors même qu'elle doit resserrer les rangs et qu'elle invite tous ses subordonnés à la plus stricte discipline (2).

Le PCF rappelé à l'ordre

Car il est un point sur lequel elle est unanime, un point sur lequel toutes ses couches se rassemblent et soutiennent Brejnev — tout en le critiquant par ailleurs. C'est sur l'exigence du « Serrez les rangs ! Serrez les coudes ! »

(2) La nomination de Brejnev à la dignité de Maréchal vise probablement à conforter le secrétaire du PCUS dans ce rôle de cravacheur des rangs de l'appareil international du Kremlin. Mais l'ombre de Staline est aujourd'hui trop lourde à porter pour Brejnev, et loin de lui donner une autorité supplémentaire, elle souligne plus encore son impuissance.

L'un des discours qui a le plus nettement posé les problèmes en jeu est sans conteste celui de Macherov, premier secrétaire du PC de Bielorussie. Il dénonce d'abord

« les anti-soviétiques déclarés qui vont chercher des ennemis du régime socialiste dans les hôpitaux psychiatriques. Malheureusement, il y a des partisans du socialisme qui, sous prétexte de défendre leur prétendue "originalité", leur particularité nationale, révisent en fait les principes de l'internationalisme prolétarien, edulcorent la substance révolutionnaire du marxisme-léninisme et son caractère de classe. Tout recul vis-à-vis de l'enseignement révolutionnaire est présenté comme une innovation, tandis que le mouvement réellement vivant de la théorie marxiste-léniniste et sa mise en œuvre dans la pratique du socialisme sont qualifiés de conservatisme et de dogmatisme. Mais on sait que l'histoire remet tout en place. On ne peut pas ignorer les lois objectives du développement social de la lutte des classes : notre parti, le peuple soviétique, qui possèdent toute la richesse de la théorie révolutionnaire connaissent bien le véritable prix de toutes sortes de tentatives pour "moderniser" si on peut dire, le marxisme-léninisme et le débiter en tranches nationales (...). Tout ce qui est d'avant-garde, tout ce qui est honnête et tout ce qui réfléchit, se regroupe et s'unit sur la plate-forme révolutionnaire du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. »

La mise en cause du PCF est ici évidente puisque après la campagne qui a débouché sur le meeting du 23 octobre, le PCF a, par deux fois, réclamé, avec des formes enveloppées, la libération de Pliouchtch. Mais il y a aussi la mise en cause de ceux qui ont accepté de relâcher Pliouchtch après avoir déjà relâché Feinberg et libéré Chikhanovitch et Grigorenko.

Cela nous amène à la seconde adresse au PCF.

La Pravda reproduit les discours de tous les orateurs étrangers au congrès du PCUS avec, à la fin, la mention : « *Applaudissements tempétueux et prolongés. Tout le monde se lève.* » Une seule exception : le discours de Gaston Plissonnier au nom du PCF est suivi de la seule mention, « *Applaudissements. Tout le monde se lève.* ». Ni tempétueux ni prolongés — auxquels ont droit aussi bien Berlinguer que Cunhal —, de simples applaudissements.

De plus, les slogans sur lesquels chaque orateur termine son discours sont soigneusement applaudis et chacun a droit ainsi à 3, 4, 5 voire 6 salves d'applaudissement. Sauf Gaston Plissonnier, zéro ! *La Pravda* veut donc bien indiquer que son discours a déplu ; elle décide de l'indiquer publiquement.

Vu l'importance de ce rituel para-religieux dans le cérémonial bureaucratique, cette indication publique a un sens. Les soviétologues bourgeois ont découvert : le Kremlin était mécontent de l'abandon par le PCF de la « dictature du prolétariat »... qu'une bonne moitié des orateurs avaient déjà explicitement jeté par-dessus bord depuis bien longtemps et dont la bureaucratie du Kremlin n'a bien évidemment que faire, toute sa politique dans les pays capitalistes visant précisément à empêcher la prise du pouvoir par le prolétariat qu'elle a elle-même exproprié politiquement en URSS même.

Quelle raison donnent les dirigeants du PCF eux-mêmes ? Chaque fois que l'un d'entre eux a été interrogé, il a répondu par la même phrase mot pour mot, celle que formule Charles Fiterman après G. Marchais pour expliquer l'absence de ce dernier dans la délégation française :

« Nous avons constaté une divergence entre nous et nos camarades soviétiques à propos des questions liées à la démocratie socialiste. »

Placé dans le pays où la campagne pour la libération de Pliouchtch a

atteint, et de loin, son niveau le plus élevé, et pour mieux jouer son rôle de soutien de l'ordre bourgeois en France — donc pour jouer son rôle de parti stalinien subordonné politiquement au Kremlin —, le PCF a dû faire ces réserves. Or, le XXV^e Congrès a comme sens premier et fondamental de dire : CES RESERVES SONT MORTELLES POUR NOUS TOUS, IL FAUT ARRETER, IL FAUT RENTRER DANS LE RANG, ET SANS DELAI... Ceux qui critiquent implicitement Brejnev, comme Macherov ou Chevarnadzé, lui reprochent manifestement d'avoir ouvert la voie aux libertés prises par le PCF...

Nous ne sommes plus en 1945 où les partis staliniens pouvaient jouer leur rôle de soutien (voire de reconstructeurs) de l'Etat bourgeois en s'appuyant sur le prestige énorme dont jouissaient la bureaucratie du Kremlin et Staline auprès de millions de prolétaires dans le monde entier... Aujourd'hui, pour jouer ce rôle dans les pays bourgeois, les partis staliniens (ceux QUI LE PEUVENT EFFECTIONNEMENT), sont contraints de prendre leurs distances avec le Kremlin, en particulier sur ce que Marchais appelle les questions « *de la démocratie socialiste* »... C'est ce qu'ont dû faire Berlinguer, Carrillo et Marchais. Et le PCF a pris ce faisant une place politique inattendue dans la crise de la bureaucratie du Kremlin, de par sa place historique centrale dans l'appareil stalinien international et de par l'affaire Pliouchtch...

Avant le congrès, Alexandrov (pseudonyme d'un collectif de fonctionnaires du CC) a publié dans la *Pravda* du 20 janvier un article intitulé : *A propos des libertés véritables et imaginaires*, où il dénonce « *le tapage fait aujourd'hui autour de l'antisoviétique Pliouchtch* », et où il met les points sur les i :

« Les moyens bourgeois d'information de masse ont déployé un battage et une propagande criards et inopportun, répétant toute une

série de faux stéréotypes. Cela concerne les inventions sur le fait qu'en U.R.S.S. et dans d'autres pays socialistes, des hommes seraient persécutés pour leurs opinions (...), qu'il n'existe pas de liberté de conscience en U.R.S.S. (...). On pourrait s'étonner d'une autre chose : que mordent à l'hameçon quelques-uns de ceux qui s'affirment partisans du socialisme mais croient qu'ils pourront instaurer l'égalité sociale et la justice grâce aux suggestions "critiques" de l'ennemi de classe. Il y a sans aucun doute dans les pays capitalistes des gens naïfs (malheureusement, il y en a beaucoup), qui croient aux mythes créés par la propagande. Ils sont involontairement des prisonniers idéologiques des ennemis du socialisme, parce qu'ils sont mal informés et ignorent la situation réelle des choses dans notre pays. Ils imaginent en particulier notre vie d'après de que disent des films et des articles arrangés par des "témoins" de mauvaise foi, et prennent parfois pour argent comptant des racontars inventés de toutes pièces (...). D'après des affirmations calomniaires, en Union soviétique, les "non-conformistes seraient internés dans les hôpitaux psychiatriques spéciaux". »...

Les allusions sont évidentes, en particulier au communiqué du bureau politique du PCF sur le film montrant le camp de travail forcé de Riga et aux prises de positions du PCF sur l'affaire Pliouchtch... On ne résiste pas — en passant — à l'envie de citer le début du paragraphe qui concerne Pliouchtch lui-même car sous sa maladresse évidente (consciente ou non ?), il révèle non moins évidemment que, dans la bureaucratie, il en est qui jugent ces méthodes stupides :

La médecine soviétique garantit que seules des personnes souffrant de troubles psychiques subissent un traitement. Mais elle ne peut garantir que parmi elles ne se trouvent pas ce que l'on appelle des non-conformistes. » (*sic et resic !*)

Les positions que le PCF doit prendre en France comme parti stalinien

contraint de remplir son mandat de parti stalinien, visant au maintien de l'ordre bourgeois, agence du Kremlin, gênent donc considérablement le Kremlin par rapport à ses besoins généraux... Mais cela n'a rien à voir avec une quelconque position « de gauche » ou « de droite » sur les problèmes de stratégie politique générale. Ainsi, après le XXV^e Congrès, le Parti communiste qui a le plus violemment agressé, par un communiqué transparent, le PCF, est le PC argentin... qui soutient vigoureusement la junte militaire du général Videla : (« *Parmi les buts proclamés dans le programme de la junte militaire, beaucoup reflètent les intérêts essentiels du peuple* », *Pravda* 27 mars 1976.)

* Serrez les rangs. C'est là-dessus que l'après-congrès a mis l'accent.

Le Kremlin promulgue : « Une loi historique »

Après le XXV^e Congrès du PCUS, la presse du Kremlin a pesamment insisté sur les congrès juste postérieurs de trois PC : le PC bulgare, le PC ouest-allemand et le PC tchécoslovaque... Beau trio. Le PC bulgare est l'un des plus subordonnés à l'URSS, et sa clique dirigeante l'une des plus cyniquement corrompues ; le PC ouest-allemand ne représente strictement rien dans la lutte des classes et dans la vie politique en Allemagne ; ce parti qui prétend avoir 40 000 membres (mais ne reçoit, hélas, que 0,2 %... des voix aux élections !) n'est qu'une projection artificielle du Kremlin à travers l'appareil gouvernemental et policier de la RDA qui assure sa subsistance financière ; quant au parti tchécoslovaque de Husak et Bilak, produit d'une normalisation menée tout au long des sept années écoulées sous la protection des tanks de Brejnev et sous la houlette des chefs du KGB, il est aussi docile, aussi servile que les deux précédents...

Qu'ont donc orchestré les congrès de ces trois partis ? Qu'ont-ils donc dit de si important que la bureaucratie du Kremlin ait par exemple jugé bon de consacrer un éditorial de *La Pravda* au congrès du PC bulgare et un autre à celui du PC tchécoslovaque ? Un thème central : *l'amitié indestructible avec l'URSS, assimilée sans fard et sans fioritures à l'internationalisme prolétarien*. Todor Jivkov a ainsi insisté sur

« la pénétration mutuelle et la jonction mutuelle du patriotisme socialiste et de l'internationalisme socialiste. Ce processus s'exprime de la façon la plus nette dans notre rapport avec l'U.R.S.S., le noyau historique autour duquel se cristallise l'entente socialiste. Dans la sphère des relations mutuelles soviéto-bulgares, nous pouvons déjà parler précisément d'une conscience patriotique qualitativement nouvelle du peuple bulgare, de l'apparition et de la confirmation d'un patriotisme d'un type nouveau, dans lequel l'amour à l'égard de la Bulgarie et l'amour à l'égard de l'U.R.S.S. se complètent et s'enrichissent mutuellement, l'un l'autre et se fondent de plus en plus en un sentiment unique, en une conscience unique. »

Au congrès du PC tchécoslovaque, Kirilenko, représentant du PCUS, a souligné :

« la totale unité de vues, le respect mutuel et la confiance qui existent entre les partis soviétique et tchécoslovaque », l'importance des « contacts étroits et permanents entre les comités centraux de nos partis, les bureaux politiques et personnellement entre les camarades L. Brejnev et G. Husak », « l'élaboration et l'application d'une ligne commune dans les problèmes internationaux » et mis en valeur « l'étroitesse de la collaboration économique et politique soviéto-tchécoslovaque au niveau des organismes du parti, comme des ministères et des bureaux... Aspect déterminant de la fidélité commune à l'internationalisme prolétarien »....

Le congrès du PC ouest-allemand a orchestré les mêmes thèmes : toute critique à l'égard de l'URSS et de la RDA doit recevoir et recevra une réponse résolue et déterminée de la part du DKP fidèle à l'internationalisme prolétarien... ont répété successivement le rapporteur Mies et de nombreux orateurs, auxquels les reporters de *La Pravda* ont accordé chaque jour entre un quart et un tiers de page de leur quotidien.

L'éditorial de *La Pravda* du 5 avril 1976, consacré au congrès du PC bulgare, insiste sur l'étroitesse de « l'*entente des pays socialistes* » et souligne que la réalisation des tâches économiques de la Bulgarie ne peut être réalisée que par une association encore plus poussée avec l'URSS :

« Cette tâche sera réalisée dans les conditions d'une intégration économique socialiste encore plus poussée. Tous les travailleurs de Bulgarie lient de façon indissoluble leurs conquêtes historiques et leurs plans hardis avec le renforcement ultérieur de l'amitié avec l'U.R.S.S. et des relations multiformes avec tous les pays de l'*entente socialiste*. »

Et il cite un extrait du rapport de Jivkov, qui se conclut sur l'affirmation qu'est nécessaire

« la plus étroite entente multiforme avec le parti de Lénine, le rapprochement toujours plus complet, toujours plus organique de la République Populaire de Bulgarie avec la Grande Union des Républiques socialistes soviétiques. »

Ce thème du « rapprochement » — c'est-à-dire de la subordination encore plus étroite, économique et politique, des pays de l'Europe de l'Est à l'URSS — revient constamment depuis le XXV^e Congrès dans les colonnes de *La Pravda*. L'éditorial du 15 mars sous le titre *Une union fraternelle indestructible* découvre une loi nouvelle :

« Au fur et à mesure que se multiplient les succès du socialisme, apparaît de plus en plus nettement une loi historique, celle du rapprochement progressif des Etats frères. Les liens mutuels entre eux deviennent plus étroits, des éléments communs se multiplient dans leur politique, leur économie, leur vie sociale, et leurs niveaux de développement s'égalisent progressivement. »

Editorial du 19 avril sous le titre : « *Union fraternelle* », consacré au dernier congrès du PC tchécoslovaque :

« L'union des peuples frères est l'expression du processus objectif de rapprochement progressif des pays du socialisme qui apparaît aujourd'hui de façon très nette comme une loi. »

Et le congrès du PCT est donné comme une illustration de cette loi.

L'« *internationalisme prolétarien* », thème lancinant du XXV^e Congrès, thème lancinant des congrès du PC bulgare, tchécoslovaque, ouest-allemand, signifie, nul n'en doute, *subordination totale et inconditionnelle au Kremlin*. Les staliniens bulgares l'ont souligné avec tant d'emphase et de détermination qu'ils ont eu droit à l'éditorial de *La Pravda* qui soulignait, nous l'avons vu, le double patriotisme des travailleurs bulgares : amour de la Bulgarie, amour de l'URSS, deux faces complémentaires de l'*internationalisme prolétarien*.

Sur cette dernière expression, la presse bourgeoise brode à qui mieux mieux. *La Pravda* du 31 mars permet de donner à cet « *internationalisme* » toute sa dimension. En page quatre, on trouve en effet, côté à côté, l'intervention de Koulakov, représentant du bureau politique du PCUS au congrès du PC bulgare, qui n'a guère que ce thème à la bouche, et l'article suivant :

U.R.S.S.-BRESIL

CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE HYDRO-ELECTRIQUE

« L'Union soviétique a achevé la livraison de matériel hydro-électrique pour la centrale de Kapivari au Brésil. Ainsi, le contrat signé entre la principale firme brésilienne SESP et les organisations soviétiques de commerce extérieur a-t-il été respecté. Environ 15 tonnes de matériel sont arrivées d'Union soviétique (...).

« Nous avons mis quarante-huit heures pour aller de Rio-de-Janeiro à Kapivari (...), à droite et à gauche de la route, d'interminables plantations de café (...). Au-dessus des champs flotte un étouffant brouillard, dû à l'accablante chaleur (...).

« Dans la cité, plusieurs maisons sont occupées par les familles des spécialistes soviétiques. Nos ingénieurs travaillent pour la première fois au Brésil. « Les constructeurs soviétiques — nous dit un des dirigeants des travaux de montage, Walter Dias, ont su très vite trouver avec nous une langue commune, leur expérience pratique sur les puissantes centrales de la Volga et des rivières sibériennes est pour nous tout simplement inestimable (...). »

« Le succès des travaux de construction d'une centrale hydro-électrique moderne dépend en grande partie de l'organisation du travail, de l'expérience et des capacités des ingénieurs et des ouvriers. A Kapivari, il y a environ 7 000 travailleurs. Il y a là des spécialistes confirmés, qui ont déjà l'expérience de la construction de plusieurs centrales.

« C'est avec des méthodes inhabituelles pour nous qu'est recrutée la main-d'œuvre. L'administration a élaboré un système d'examens spéciaux. Grâce à des tests spéciaux, on vérifie d'abord leurs facultés de compréhension. C'est que la plupart de ceux qui arrivent au chantier sont illétrés et qu'il est difficile d'apprécier les capacités de chacun avec un questionnaire ordinaire. Puis les candidats retenus passent un examen technique, qui fait apparaître les capacités individuelles à acquérir les techniques du métier. S'il répond bien, le nouveau venu est autorisé à travailler au chantier. Cependant, au bout d'un an, s'il ne possède pas son métier à la perfection, il est licencié. Les employeurs n'ont pas intérêt à garder les ouvriers plus longtemps, car, suivant le contrat, ils doivent, après un an d'ancienneté, leur payer le treizième mois, les allocations maladie, des primes d'ancienneté. Il revient moins cher d'embaucher des nouveaux. Au Brésil, le chômage est important et à Kapivari une masse de gens afflue, prêts à n'importe quel travail... »

« Sous ces latitudes, la nuit tombe d'un coup, mais avec la nuit le chantier s'illumine et le bruit des machines ne cesse jamais... »

« Kapivari est pour l'instant le premier chantier soviéto-brésilien, mais apparaissent déjà des perspectives de développement de la coopération technique. L'année dernière à Moscou, a été signé un nouveau contrat, portant sur une somme de 52 millions de dollars... »

« Le chantier sur le fleuve Parana témoigne que la collaboration économique soviéto-brésilienne est réciproquement bénéfique. Elle favorisera le développement ultérieur des liens entre nos deux pays. »

i. Goransky, Rio de Janeiro, Moscou.

Koulakov dit dans la colonne voisine : « La défense de l'internationalisme prolétarien est l'obligation sacrée de chaque communiste, de chaque marxiste-léniniste. » (Les travailleurs brésiliens n'en doutent certainement pas un seul instant, malgré les hypocrites et tapageuses campagnes sur la venue du général Geisel en France !) « L'activité de notre parti confirme cette vérité historique capitale : l'internationalisme prolétarien et le patriotisme socialiste sont indissociables. »...

La place spécifique du général Geisel en son sein lui donne son véritable sens politique : aux peuples frères de payer les faux frais de l'accord avec l'impérialisme !

L'alarme sonne. Quand le glas sonnera-t-il ?

Les déchirements au sein de la bureaucratie sont très grands, au point que les affrontements entre ses couches prennent désormais la forme du terrorisme : en Pologne, l'an dernier des éléments de la bureaucratie — sans doute liés au général Moczar — ont fait sauter un pont de Varsovie et incendié un grand magasin. En Géorgie, un attentat à la bombe contre le siège du conseil des ministres a succédé à un certain nombre d'incendies criminels (Philharmonie de Tbilissi, usine d'aviation, divers bâtiments officiels, un grand magasin de fournitures pour enfants à Tbilissi, la veille même de l'ouverture du XXV^e Congrès). Tous ces actes terroristes sont autant d'avertissements que donne(nt) certaine(s) fraction(s) à la fraction dirigeante...

Aux problèmes qui poussent les fractions de la bureaucratie à se battre ainsi — ou plus modestement à se confronter sur des problèmes apparemment mineurs comme les pots-de-vin et les résidences secondaires, ou moins mineurs comme les internés en hôpital psychiatrique dans les colon-

nes de *Literatournaia Gazeta*, le congrès n'a donné aucune réponse, aucun début de réponse. Il a simplement sonné le tocsin... IL A AFFIRME PUBLIQUEMENT : il faut serrer les rangs face à la révolution montante et pour négocier au meilleur prix avec l'impérialisme américain. Il a lancé un appel angoissé à l'union sacrée autour du Kremlin.

A cet appel ont répondu le PC bulgare, le PC tchécoslovaque, le PC ouest-allemand dans leurs congrès. Mais, bien que nous n'ayons pas la place de nous livrer ici à une étude de détail, même ces trois partis archi-normalisés ou purs appendices de Moscou ne chantent pas tout à fait sur le même ton : le PC tchécoslovaque est moins enthousiaste et moins absolu dans l'aplatissement devant le Kremlin, et le PC ouest-allemand moins encore (au niveau des mots s'entend...). Quant aux communiqués du CC du PC finlandais ou du CC du PC hongrois, après le XXV^e Congrès ils baissent encore de deux tons. Et la parution à Bucarest d'un ouvrage d'histoire rappelant que la Bessarabie (occupée par le Kremlin) est une terre roumaine, est encore, à l'évidence, dix tons au-dessous, et même d'un tout autre ton. Que, sous le patronage de Ceausescu, deux professeurs roumains rappellent une pareille vérité historique au lendemain d'un congrès qui appelle à l'Union sacrée ne découle pas du goût douteux de Ceausescu pour la vérité historique. Il est l'indice minuscule d'une situation beaucoup plus profonde et beaucoup plus grave. Appelant les partis staliniens du monde entier à serrer les coudes autour de lui, le Kremlin appelle d'abord les partis des démocraties populaires à se mettre au garde-à-vous sans le moindre bronchement et exige que l'intégration économique des pays de l'Est à l'URSS soit accélérée, et vite fait. Bref, elle veut accroître la charge à faire payer aux peuples de ces pays, en même temps qu'elle réaffirme la nécessité vitale d'un monolithisme absolu et rigoureux.

Elle heurte ainsi à 180% les sentiments nationaux déjà exacerbés des peuples de ces pays, elle veut encamisoler la crise internationale du stalinisme — reflet de la crise de l'impérialisme — par le tocsin et le rappel à l'ordre. Sur ces deux points, la bureaucratie du Kremlin est unanime. Malheureusement pour elle, elle ne l'est que sur des moyens dérisoires face aux problèmes de l'heure. Ses exhortations auront certainement quelque effet... immédiat, mais, loin

de résoudre quoi que ce soit, le corset de fer qu'elle veut mettre en place, sans en avoir les moyens, ne peut, en comprimant les problèmes, que multiplier leur force explosive. La kaguébisation de l'appareil du parti n'y changera rien. Elle ne fera que le dresser un peu plus encore contre les masses. Si le XXV^e Congrès est celui de l'alarme, il se pourrait bien que le prochain ou son suivant soit celui du glas.

Jean-Jacques MARIE

LISEZ, DIFFUSEZ, ABONNEZ-VOUS A :

"JEUNE REVOLUTIONNAIRE"

ORGANE MENSUEL DE L'ALLIANCE DES JEUNES
POUR LE SOCIALISME

J.R. Prix : 2 F

Abonnements : 1 an : 20 F

C.C.P. JEUNE REVOLUTIONNAIRE : 25 445-62 - PARIS

En vente : 87, rue du Fg-Saint-Denis, PARIS (10^e)

A propos des discussions sur les "SALT"

par Gérard BLOCH

Nous publions ci-dessous, en illustration de l'article de Jean-Jacques Marie sur le « 25^e congrès du PCUS », un extrait d'une étude de Gérard Bloch, rédigée il y a quelques mois, sur les rapports économiques et militaires qui se nouent entre les USA et l'URSS, notamment après la Conférence d'Helsinki de l'été 1975.

L'extrait publié ici aborde la question des armements stratégiques qui font l'objet, depuis 1972, de discussions entre les dirigeants du Kremlin et ceux de l'impérialisme américain (les fameux « accords SALT »).

Comme l'explique G. Bloch, en conclusion, dans ce domaine, celui de la défense militaire de l'URSS, comme dans tous les autres, la bureaucratie du Kremlin développe une politique « concédant à l'impérialisme une supériorité stratégique croissante ». Un exemple récent l'illustre clairement.

Le 9 avril dernier, Moscou et Washington ont signé un nouvel accord sur le contrôle des explosions nucléaires souterraines, complétant un traité signé en 1974 et resté depuis lettre morte. Comme l'explique Le Monde :

« Washington a obtenu que la nature de l'explosion soit vérifiée sur place par des méthodes et des appareils de contrôle précisément décrits dans le nouveau traité (...). Un pas a été fait qui entame un principe proclamé comme intangible au Kremlin : toute vérification sur place était jusqu'ici proscrite, assimilée à de l'espionnage officiel (...). Ainsi, selon toute apparence, même si les négociations soviéto-américaines dites « SALT 2 » sur la limitation des armements stratégiques piétinent, M. Brejnev entend montrer sa bonne volonté. »

Or, précisément, en pleine campagne pré-électorale aux USA et certes en fonction des déboires qu'il subit, Ford vient de dénoncer cet accord. La « bonne volonté » de Brejnev ne suffit pas. L'impérialisme américain, lui-même en désarroi, est incapable d'établir une politique cohérente vis-à-vis du Kremlin en même temps qu'il est contraint d'exiger toujours plus de sa part.

Telle est, y compris sur le terrain militaire qui est intimement lié à celui de la défense de l'URSS, la conséquence de la politique de coexistence pacifique.

Un domaine où la pression de l'imperialisme américain s'exerce de façon continue, dosée, et efficace sur le Kremlin est celui des armements stratégiques (« accords SALT »).

Où est donc le temps — il y a tout juste un quart de siècle — où Michel Pablo, avec Ernest Mandel pour brillant second, annonçait que la troisième guerre mondiale était inévitable « d'ici deux à quatre ans » ? Cette « guerre qui vient » devait être la « guerre-révolution », la « révolution-guerre », avec en tête la bureaucratie du Kremlin, comme « nouvelle avant-garde » de la classe ouvrière internationale, vouée à « gauchir » toujours davantage sa politique jusqu'à mobiliser « pratiquement » les masses contre le capital.

La guerre n'est pas venue, du moins pas celle-là. Est-ce parce que, comme le soutenaient les marxistes, l'impérialisme mondial n'aurait pu entreprendre la destruction par la force des armes des conquêtes de la révolution d'Octobre avant d'avoir tout d'abord infligé une défaite majeure au prolétariat international ? Ou bien plutôt grâce à Mandel, participant infatigable, durant les années cinquante, de toutes les marches anti-atmiques de la petite-bourgeoisie ?

Dans ce temps-là, déjà, les petits-bourgeois centristes-gauchistes ne faisaient que démarquer — « à gauche », bien sûr — la ligne préalablement adoptée par l'appareil international du Kremlin avec son « Appel de Stockholm » et ses « Partisans de la paix ». Aujourd'hui, Mandel a découvert de nouvelles « nouvelles avant-gardes ». Celles-ci marchent plutôt sur le Larzac, haut-lieu de la guérilla urbaine, en passant par Besançon, haut-lieu de l'autogestion. Cependant, le Kremlin signe avec Nixon, puis avec Ford, les accords SALT et la C.S.C.E., et pare, à cette occasion, leur pacifique virage des charmes de feu la colombe de Picasso.

Or, même si la « 3^e guerre mondiale » n'est pas plus à l'ordre du jour, ou moins encore, en 1975 qu'en 1951-53,

du fait même de l'évolution du rapport de forces entre les classes, il serait puéril de considérer que cela suffise à éliminer les armements stratégiques nucléaires de la scène.

Supériorité américaine

Bien entendu, comme l'écrit le *Scientific American* de mars 1975, citant un ancien fonctionnaire de l'O.N.U., « les accords déjà conclus, et ceux que l'on négocie actuellement, n'ont pas pour objet d'arrêter ou de renverser la course aux armements, mais de l'institutionnaliser et de la réglementer ». Les avantages qu'en tirent les Etats-Unis sont manifestes. Non seulement ils peuvent placarder, sur leurs dépenses militaires toujours croissantes, un diplôme de « limitation des armements » contresigné par le Kremlin, mais encore ils peuvent les contenir dans des limites compatibles avec l'équilibre menacé de leurs finances (1) ; ils obtiennent cependant un droit de contrôle sur les armements de l'U.R.S.S., imposant à celle-ci d'accroître considérablement un fardeau déjà difficilement supportable pour son économie, enfin ils contraignent le Kremlin à leur concéder en bonne et due forme une supériorité stratégique qui ne cesse de croître.

L'ampleur de cette supériorité est généralement méconnue parce qu'elle est assez bien camouflée. L'accord dit « SALT I » de mai 1972 limitait jusqu'en mai 1977 le nombre de missiles

(1) A cet égard, l'accord « intérimaire » de mai 1972 aboutissait d'abord à abandonner pratiquement toute construction d'un système défensif de missiles antimissiles (ABM). Le coût d'un tel système était littéralement astronomique, avec la signification pratique pour les Etats-Unis du passage de l'économie d'armement à l'économie de guerre, ce qui était politiquement exclu ; en outre, il était établi qu'il serait militairement absolument inefficace.

balistiques intercontinentaux (I.C.B.M.) à 1 054 pour les U.S.A., contre 1 618 à l'U.R.S.S., et le nombre de sous-marins « modernes » à 44 pour les U.S.A. avec 710 missiles (SLBM), contre 62 sous-marins avec 950 missiles à l'U.R.S.S. Comme l'écrivit la revue officieuse française **Défense nationale**, en juin 1974 :

« Les deux parties étaient — à juste titre — convaincues de la supériorité qualitative des Américains en matière d'armements ; il fallait bien, pour rétablir l'équilibre et aboutir à un accord, concéder à l'U.R.S.S. une « avance » quantitative... (Or, en réalité, quantitativement, certaines armes stratégiques dont les Soviétiques estiment (sic) qu'elles sont associées aux forces américaines (soit directement : bombardiers stratégiques, porte-avions, bases à l'étranger ; soit indirectement : sous-marins atomiques des alliés britanniques et français) ne sont pas incluses dans les accords bien que les Soviétiques en aient fait la demande. De plus, si l'U.R.S.S. dispose d'un plus fort mégatonnage (11 400 mégatonnes, contre 2 400 aux Etats-Unis) et de plus de lanceurs, ces écarts bruts n'ont pas de signification en eux-mêmes. Le Pentagone, par exemple, emploie maintenant une mesure estimée plus réaliste, car elle tient compte du rapport essentiel puissance-précision, et appelée « équivalent-mégatonnes ». En utilisant cette mesure, des spécialistes militaires de la Brookings Institution ont calculé que « l'accord pour cinq ans de SALT I sur les armes offensives laisserait les Russes en 1977 avec 4 000 équivalent mégatonnes, contre 4 450 pour les Etats-Unis ». De même, s'il y a disparité dans le nombre des ogives nucléaires, c'est au profit des Etats-Unis : à la mi-1973, 7 700 charges, contre 2 300 à l'U.R.S.S., selon le témoignage de Schlesinger lui-même, et sans compter les 7 000 ogives nucléaires, sous contrôle américain, stationnées en Europe. »

Ainsi, « d'un point de vue quantitatif, la situation est beaucoup moins déséqui-

librée qu'elle n'en a l'air de prime abord » (sic). Cependant, du point de vue qualitatif, la supériorité des Etats-Unis s'affirmait encore bien davantage. Au moment où ils signaient ces accords, ils avaient déjà largement commencé, en effet, à utiliser les « MIRV », c'est-à-dire à munir chacun de leurs missiles de plusieurs ogives nucléaires indépendamment guidées : 3 ogives nucléaires pour chaque missile SLBM Poseidon lancé à partir d'un sous-marin à propulsion nucléaire de la même série.

L'U.R.S.S., elle, expérimente pour la première fois des MIRV en été 1973 — les Etats-Unis avaient commencé leurs essais en 1968. Quant aux missiles lancés à partir de sous-marins, elle n'en possède encore à l'heure actuelle aucun à têtes multiples.

Ce n'est pas tout. Les types les plus récents de missiles soviétiques intercontinentaux SS 17 et SS 18 sont à combustible liquide — les Minuteman et les Poseidon à combustible solide. **Défense nationale** cite à ce sujet le dialogue suivant, datant de 1969 :

« M. Rhodes (représentant républicain de l'Arizona, conservateur, actuellement leader de la minorité républicaine à la Chambre : — *Le SS 9 (en cours de remplacement par le SS 18) est-il un missile à combustible liquide ?*

Général Ryan (ancien chef d'état-major de l'armée de l'air) : — *Oui, monsieur.*

M. Rhodes : — *N'y a-t-il pas d'énormes problèmes logistiques avec la mise à feu d'un tel missile ?*

Général Ryan : — *Notre Titan II est aussi à combustible liquide.*

M. Rhodes : — *C'est une des raisons pour lesquelles nous en avons changé.*

En effet, un tel combustible est très corrosif et surtout la mise à feu n'est pas instantanée, comme pour les missiles à combustible solide, mais prend 10 à 20 minutes. »

L'engagement pris par les Etats-Unis de démonter leurs 54 missiles intercontinentaux Titan 2, en échange des 44 sous-marins nucléaires avec 710 missiles, n'en fut pas moins représenté très largement par la presse comme une des concessions majeures consenties par la Maison Blanche (...).

La supériorité des Etats-Unis pour ce qui est des bombardiers stratégiques, non concernés par les accords SALT I, n'est pas moins éclatante : en juillet 1974, ils en possédaient 437, de plus grand rayon d'action, plus rapides et transportant une charge en armement de 50 à 100 % plus grande que les 140 que possédait l'U.R.S.S. à cette même date.

Les accords de Vladivostock

Les « accords provisoires » conclus à Vladivostock entre Ford et Brejnev, en novembre 1974, affirment encore bien davantage la supériorité américaine. Ils prévoient en effet cette fois un nombre maximum égal pour les deux parties pour tous les véhicules d'armes stratégiques : 2 400, dont 1 320 à têtes multiples. Cela signifie d'abord une nouvelle impulsion à la course aux armements, même les U.S.A. étant très loin d'en posséder autant. Par ailleurs, si les bombardiers sont, cette fois, compris dans l'accord, chacun ne compte que pour une unité, indépendamment du nombre de missiles air-sol qu'ils emportent ! De plus, rien n'interdit de perfectionner la technique des MIRV, donc de munir chaque missile d'un plus grand nombre d'ogives nucléaires à trajectoires indépendantes. Il est d'ailleurs bien clair que si la supériorité quantitative apparente concédée dans les accords SALT I à l'U.R.S.S. signifiait en réalité une énorme infériorité, l'égalité quantitative de Vladivostock aggrave considérablement cette infériorité.

En outre, une concession de taille avait été faite par Brejnev dans sa hâte

d'aboutir. Les accords de Vladivostock ne portent que sur les « systèmes centraux », c'est-à-dire ceux qui peuvent atteindre l'autre partie depuis le territoire national ou les sous-marins. Les « systèmes avancés » — porte-avions, mais surtout missiles de portée plus faible que les ICBM susceptibles d'atteindre le territoire de l'U.R.S.S. à partir de bases américaines à l'étranger — en sont restés exclus, comme ils étaient déjà exclus des accords SALT I Pr.

« aux conversations SALT II comme à SALT I, les Soviétiques n'avaient cessé de demander la prise en compte de tous les systèmes d'armes susceptibles d'atteindre l'autre partie... En octobre 1974, les Soviétiques étaient plus intransigeants que jamais sur la prise en compte des « systèmes avancés ». En novembre, ils renoncent à en parler. Certes, ce n'est que partie remise, mais le seul fait d'avoir accepté de sérier les questions est un pas considérable. » (*Défense nationale*, décembre 1975.)

L'impérialisme américain engage la dernière phase des négociations SALT II avec le Kremlin, sur la même base que la première et que les négociations SALT I.

D'une part, il utilise son avance technique croissante pour obtenir de nouvelles concessions. Cette avance s'est concrétisée d'abord par les missiles porteurs de têtes multiples à trajectoires indépendantes (MIRV). Les Etats-Unis exigent que tout missile qui a été essayé une seule fois avec des têtes multiples soit considéré comme MIRV, de telle sorte que tous les exemplaires existant de ce missile entrent dans le compte du plafond de 1 320 MIRV fixé à Vladivostock — ce qui sera très désavantageux pour le Kremlin, qui n'en est qu'à expérimenter des têtes multiples sur certains de ses missiles les plus récents.

En même temps, les U.S.A. ont commencé à produire une nouvelle arme, les

« croiseurs », qui ne sont pas des missiles, mais des avions sans pilote, analogues dans leur essence aux V 1 de la deuxième guerre mondiale, mais possédant ce perfectionnement majeur d'un système de guidage entièrement autonome, indépendant de la distance. Ces « croiseurs » peuvent être lancés aussi bien à partir du sol, d'un sous-marin, ou d'un avion. Leur portée atteindrait 2 à 3 000 kilomètres. Ils peuvent voler presque au ras du sol, ne peuvent donc être repérés par radar, et atteignent leur objectif avec une extrême précision. Le système de guidage suppose des techniques de pointe en électronique.

L'U.R.S.S. ne possède aucune arme de ce genre, ni n'a même commencé à en préparer. Les Etats-Unis, en échange de la prise en considération, au moins partielle, des « croiseurs » comme armes stratégiques, cherchaient à obtenir diverses concessions du Kremlin, notamment le fait de considérer comme arme stratégique le nouvel avion de rayon d'action moyen dit « Backfire », qui ne pourrait accomplir de vol intercontinental que sans retour, dans de mauvaises conditions, ou avec ravitaillement en vol. Or, les Etats-Unis possèdent eux-mêmes des avions capables de performances comparables, par exemple, 66 FB-111, alors que le « Backfire » n'a pas encore commencé à être produit en nombre !

D'autre part, ils menacent d'entreprendre dès 1976 la production à grande échelle de diverses armes nouvelles expérimentées depuis plusieurs années : le bombardier supersonique B-1, très supérieur à tous égards au B. 52, le sous-marin Trident à 24 tubes de lancement, et qui lancerait cette fois des MARV, ou missiles à têtes multiples manœuvrables séparément pendant la phase terminale de leur vol. En fait, leur « déploiement » signifierait des dépenses supplémentaires de plusieurs dizaines de milliards de dollars, qui viendraient s'ajouter à l'énorme déficit budgétaire américain — ce qui n'est guère envisageable dans l'immédiat (et c'est là qu'il faut chercher

la raison essentielle de l'élimination de Schlesinger). C'est pourquoi ils sont destinés à jouer le même rôle dans les négociations actuelles qu'en 1972 les missiles anti-missiles : servir de moyen de pression.

Conflits au Kremlin

Les accords SALT signifient quelque chose de nouveau dans la politique de la bureaucratie. Celle-ci a, depuis bien longtemps, abandonné toute espèce de défense de l'Etat où elle usurpe le pouvoir, autre que la défense militaire. En concédant à l'impérialisme une supériorité stratégique croissante dans ce domaine même, elle commence en fait à abandonner cette défense militaire. Cela provoque de nouveaux conflits au sein de l'oligarchie du Kremlin, ou plutôt se rajoute aux conflits sur la politique économique, Helsinki, etc. C'est ainsi que, dans un article de Victor Zorza, paru dans *Le Figaro* du 22 août 1975, on peut lire :

« C'est le général Victor Koulikov, chef de l'état-major soviétique, qui a exprimé les exigences des militaires dans une revue obscure, mais influente, consacrée aux questions militaires et historiques. Bien qu'il traite en apparence de la Seconde Guerre mondiale, cet article en tire des leçons importantes et des conclusions pertinentes pour un conflit futur. (...) »

« Koulikov fait valoir que le rôle accru du commandement stratégique découle de la vitesse sans précédent du déroulement des événements politiques, et il met en garde les dirigeants qui seraient tentés de ne pas tenir compte de l'avis des militaires. (...) »

« Il s'agit évidemment de mettre en place des structures de commandement qui donneraient aux militaires un nouveau rôle politique et économique aussi bien que militaire, et ces structures, ils les veu-

lent dès à présent. Koulikov insiste pour qu'un nouveau système de commandement stratégique soit mis en place dans le moindre détail, en temps de paix, car, affirme-t-il, la Seconde Guerre mondiale a montré qu'il était trop tard pour le faire après le déclenchement des hostilités. »

Zorza rappelle en outre que, déjà à propos des accords SALT I, le journal de l'armée, *Krasnaya Zvezda*, tout en les approuvant, avait signalé qu'il y avait « des opinions diverses » sur sa véritable signification (...).

Gérard BLOCH.

MILITANTS !

Votre seule librairie :

LA S.E.L.I.O.

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

C.C.P. 31.697-97 LA SOURCE 45

VOUS Y TROUVEREZ :

- Le plus grand choix d'ouvrages sur le mouvement ouvrier.
- Les dernières nouveautés de l'édition dans le domaine social, économique et politique.
- Tous les ouvrages disponibles chez les éditeurs peuvent être fournis dans les plus courts délais.

Le Liban après un an de guerre civile

par Jacques MEYRAND

Où va le Moyen-Orient ? Où en est la révolution palestinienne aujourd'hui ? Quelles leçons faut-il tirer de plus d'un an de guerre civile au Liban ? Quelles sont les positions respectives de la révolution et de la contre-révolution au Liban et au Moyen-Orient ?

Au Moyen-Orient, comme dans les pays semi-coloniaux, la bourgeoisie autochtone s'est avérée incapable de réaliser les tâches nationales. Le marxisme nous l'apprend : à l'époque de l'impérialisme, de la domination du capital financier sur la planète, chaque bourgeoisie nationale venue trop tard sur l'arène économique et politique n'a pas l'énergie qui lui permettrait, en liquidant les vieux rapports de production archaïques de fond en comble, c'est-à-dire au premier chef en réglant la question agraire, de développer les forces productives. Là où la bourgeoisie, dans des circonstances exceptionnelles, a engagé une lutte contre l'impérialisme (par exemple l'Egypte nassérienne), cela a toujours été dans des limites étroites, c'est-à-dire dans le cadre d'un régime bonapartiste qui empêche le prolétariat et la paysannerie de déborder le cadre des rapports de propriété bourgeois et sans jamais aller

jusqu'au bout. La raison en est que le capitalisme, la bourgeoisie ont fait leur temps. La lutte de la classe ouvrière pour le socialisme est à l'ordre du jour, du fait que l'époque actuelle est celle de la révolution prolétarienne mondiale. C'est pourquoi seule la révolution prolétarienne, dans les pays économiquement arriérés, peut briser les liens de dépendance de ces pays à l'égard de l'impérialisme, réalisant ainsi les tâches nationales (révolution agraire, constitution d'un marché intérieur, développement des forces productives).

Cela étant rappelé, comment se présentent aujourd'hui, après trente ans d'indépendance politique, les « Etats du Levant », la Syrie et le Liban ? On sait qu'après l'effondrement de l'empire ottoman (1916-1918), le Moyen-Orient fut partagé entre les deux grandes puissances victorieuses, l'Angleterre et la France. A l'est, dans la plaine de l'Euphrate à laquelle fut adjointe une partie du Kurdistan, l'impérialisme britannique mit en place, dans les années 20, l'Etat indépendant d'Irak, sous domination d'une branche de la monarchie hachémite. A l'ouest, les ex-provinces ottomanes formant la « grande Syrie », furent décou-

pées en une multitude de petits Etats, l'actuelle Syrie en cinq Etats et le Grand Liban (l'actuel Liban) placés sous mandat français en 1920, la Palestine (territoires de l'ouest du Jourdain) passant sous mandat britannique. Enfin un nouvel Etat, tout à fait artificiel celui-là, la Transjordanie était constitué à l'est du Jourdain et passait sous le contrôle d'une autre branche des Hachémites.

La question nationale et la révolution prolétarienne

Notons qu'à la chute de l'empire ottoman l'inconsistance politique et économique des bourgeoisies dans toute la région (que ce soit celle de Damas, de Bagdad ou de Beyrouth ou même celle du Caire) interdit l'unification des territoires découpés en nouveaux Etats par l'impérialisme franco-britannique. Il en résulte que la lutte des classes, celle des masses paysannes et des classes ouvrières naissantes contre l'impérialisme et les classes dominantes autochtones s'accomplit dans le cadre des nouveaux Etats constitués. Mais, paradoxalement, c'est sous la bannière de la lutte pour la constitution de la «nation arabe» que le mouvement national bourgeois de libération combattit et continue à combattre au Moyen-Orient. Le mot d'ordre de «nation arabe» auquel est lié celui de «révolution nationale arabe» a un contenu de classe précis : incapable de libérer la masse de la paysannerie du joug des propriétaires fonciers contre lesquels elle lutte ou avec lesquels elle partage le pouvoir, chaque bourgeoisie des Etats arabes (Syrie, Irak, Egypte notamment) met en avant le mot d'ordre de la «nation arabe», de «l'unité arabe». Mais la «nation arabe» (l'exemple de la fusion de l'Egypte et de la Syrie en 1958 dans le cadre de la République Arabe Unie) n'est pas même une solution pour la bourgeoisie des pays arabes elle-même. La réalité de la RAU, ce fut la dictature de la bourgeoisie égyptienne sur les peuples égyptien et syrien, dictature que la bourgeoisie syrienne rejeta très vite, mettant fin, en 1961, à l'existence de la RAU.

Ainsi historiquement, la débile bourgeoisie des Etats du Moyen-Orient a-

t-elle démontré son incapacité à unifier les peuples de la région. Le panarabisme est devenu un programme entièrement réactionnaire dirigé contre les aspirations des masses qui ne peuvent être satisfaites que par l'expulsion de l'impérialisme et le renversement de la caste des propriétaires fonciers dans chaque pays. Ce sont précisément ces tâches que la bourgeoisie y compris la fraction panarabe de celle-ci, est incapable d'accomplir.

Ainsi c'est dans le cadre d'Etats, pour la plupart artificiels, que s'est développée la lutte des classes au Moyen-Orient. Dès lors, ces cadres se sont chargés d'un contenu historique, celui de la lutte anti-impérialiste et, étroitement imbriqué, celui de la lutte de classe des prolétariats et des masses exploitées. Ce cadre, que l'histoire a légué, devient, de ce fait, un cadre national. Et dans ce cadre, la lutte contre l'impérialisme se pose comme questions nationales non réglées par l'histoire, que seul le prolétariat, appuyé sur l'immense masse de la paysannerie, peut résoudre en luttant pour la prise du pouvoir dans chacun de ces pays. L'unification des peuples du Moyen-Orient ne s'accomplira pas dans le cadre du panarabisme réactionnaire qui n'est que le programme politique commun des bourgeoisies et des restes des féodalités arabes, elle s'accomplira sous la direction du prolétariat qui réglera les problèmes nationaux toujours non résolus dans le cadre des Etats-Unis socialistes soviétiques du Moyen-Orient. Telle est la perspective stratégique qui permet aux marxistes de s'orienter dans la complexité des situations concrètes posées par chaque pays du Moyen-Orient. Cependant la perspective ne doit pas cacher, mais au contraire éclairer les tâches du moment, tâches qui se concentrent pour les masses de tous les pays sur les questions de la libération nationale.

Le peuple palestinien combat depuis des années pour la constitution de la nation palestinienne. La réalisation de celle-ci implique la destruction de l'Etat d'Israël, instrument direct de l'impérialisme contre le peuple palestinien et les masses au Moyen-Orient. A l'époque de l'impérialisme pourri, nous savons qu'une véritable libération nationale, en Palestine et dans les autres pays, ne peut être réellement accomplie que si le prolétariat prend la tête de la nation op-

primée. Ainsi la libération de la Palestine ne s'accomplira pas dans le cadre de la « révolution arabe » ou de la « nation arabe », mais dans le cadre de la lutte du prolétariat de toute la région opérant sa jonction avec celle de la classe ouvrière internationale. Néanmoins, c'est à partir des mots d'ordre démocratiques (Constituante palestinienne, expulsion de l'impérialisme de la région, etc.) que les ouvriers et les paysans palestiniens combattent. Dans cette perspective, la lutte concrète de libération nationale est un moment du combat des masses pour la révolution prolétarienne. Mais la révolution permanente, au Moyen-Orient comme partout, ne peut aboutir que si se construit, dans la lutte elle-même, les partis révolutionnaires capables de donner un programme, une perspective et des mots d'ordre aux masses opprimées de toute la région.

Cela étant dit, revenons à la situation des « Etats du Levant ». C'est pendant la deuxième guerre mondiale que l'impérialisme français devait perdre son « mandat » sur la Syrie (constituée dans ses frontières actuelles) et le Liban, devenus formellement indépendants à la fin de la guerre. Alors que la Jordanie et l'Irak restaient aux mains des Hachémites, que la Palestine disparaissait, partagée entre Israël et la Jordanie (qui intégrait la Cisjordanie), la Syrie et le Liban devenaient des républiques parlementaires.

Dans tous ces pays, l'octroi de l'indépendance politique ne devait pas changer fondamentalement la dépendance économique à l'égard de l'impérialisme. Nulle part ne devaient avoir lieu de véritables réformes agraires à même d'assurer le développement d'un marché intérieur. Plus, c'est en conservant les particularismes hérités à la fois de l'empire ottoman (notamment au Liban) et de la période du mandat que l'impérialisme assurait sa mainmise sur les Etats de la région. La constitution de l'Etat d'Israël en 1948 sur une partie de la Palestine du mandat britannique, était conçue comme une place forte avancée de l'impérialisme (principalement américain) contre les masses dans cette région du monde. Au Liban également était dévolu le rôle de « rempart de l'Occident », ou plus exactement de « trait d'union » entre les Etats arabes formellement indépendants (Irak, Syrie, Jordanie) et l'impérialisme.

La nature de l'Etat libanais

Jusqu'en 1975, les forces attachées au maintien de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient se félicitaient de la « *merveilleuse formule libanaise* », garante non seulement de la « coexistence pacifique » des populations chrétiennes et musulmanes de ce pays, mais garante avant tout des intérêts de la bourgeoisie libanaise jouant le rôle de courtier financier pour toute la région. On sait ce qu'il est advenu, en un an de guerre civile, de la « *merveilleuse formule* ».

En réalité, l'Etat bourgeois libanais est un curieux produit de l'histoire. Il combine à la fois des traits relativement avancés, du moins en comparaison avec les autres Etats du Moyen-Orient, et des traits très arriérés. C'était l'un, sinon le seul, des rares régimes parlementaires de la région. Au Liban, les libertés fondamentales de toute république bourgeoise moderne existent (liberté de parole, de presse, de réunion, d'organisation, de grève, etc.). Mais en même temps, tout l'édifice de l'Etat bourgeois repose sur un subtil équilibre entre diverses communautés chrétiennes et musulmanes, équilibre défini, sous le mandat français, par la Constitution de 1926 et jamais remis en question depuis lors. Ce système privilégié dans toutes les institutions de l'Etat, la communauté chrétienne maronite, rempart de l'Occident, contre les communautés musulmanes.

La communauté chrétienne maronite plonge ses racines historiques dans la lutte qu'elle a menée sous l'empire ottoman pour la préservation de ses particularités. L'enveloppe religieuse de cette lutte dissimule le fait que les vieilles féodalité et bourgeoisie maronites du Mont-Liban opérèrent, au XIX^e siècle, leur jonction avec la bourgeoisie française, leur « protectrice » à laquelle elles servaient d'intermédiaires pour la fourniture, aux soyeux lyonnais, de la matière première dont elles vivaient (culture du vers à soie). L'autonomie du « petit Liban » chrétien maronite a pu se maintenir jusqu'en 1918 grâce aux liens privilégiés des classes dominantes maronites avec l'impérialisme français. La constitution du « Grand Liban » (le Liban actuel) s'est faite, sous le mandat français, par l'adjonction au « petit Liban » des

territoires à dominantes musulmanes du nord (Tripoli), du sud (Salda et Tyr) et de la plaine orientale de la Békaa à paysannerie musulmane chiite (1) sous la domination des gros propriétaires fonciers catholiques de la ville de Zahlé.

La Constitution de 1926 entendait définir de façon intangible l'équilibre entre les chrétiens et les deux grandes branches de l'Islam, et le « Pacte national » non écrit donnait notamment la présidence de la république aux maronites (en fait la suprématie politique puisque les maronites disposent également de l'état-major de l'armée et de bien d'autres priviléges), la présidence du conseil aux sunnites et celle du Parlement aux chiites.

Ainsi le Parlement bourgeois au Liban est-il le lieu où s'affrontent non seulement les classes sociales mais avant tout les différents clans politiques basés sur les différentes religions qui divisent le pays (2). Le multi-confessionnalisme institutionnalisé infecte ainsi toute la vie politique et sociale du pays. Il existe 42 partis politiques dans ce petit pays grand comme un département français, dont la plupart sont l'expression de clans tribaux et religieux. A la veille de la guerre civile, on ne comptait pas moins de onze centrales syndicales ouvrières, la CGT libanaise, liée au PC libanais, n'organisant en fait que le quart du prolétariat (principalement musulman). C'est ainsi que l'impérialisme français et la bourgeoisie libanaise, tant chrétienne que musulmane, ont imposé, comme fondements de la vie politique et de l'Etat, les « communautés » contre les « classes ». Dans sa lutte historique pour se constituer, par-delà les vieilles divisions particularistes et religieuses, en classe indépendante, le prolétariat libanais a rencontré et rencontré toujours cet obstacle de la division confessionnelle institutionnalisée.

Certes, le développement de la lutte des classes sous le mandat, puis à l'époque de l'indépendance, la montée du syndicalisme et des partis ouvriers (notamment du PC libanais le seul véritable parti national au Liban) tendaient à dépasser une telle situation. Mais pour renverser les rapports politiques fondés sur les « communautés » qui rassemblent bourgeois, ouvriers et paysans, encore fallait-il que les dirigeants ouvriers ouvrent aux masses une voie indépendante.

Ce ne fut pas le cas déjà lors de la première guerre civile libanaise de 1958 qui ne toucha en rien au vieux système politique. Est-ce un hasard, d'ailleurs, si le parti réactionnaire des phalanges (les Kataëb, constitué en 1936, en liaison avec le nazisme) est devenu un parti de masse, à base chrétienne maronite petite-bourgeoise et même ouvrière, depuis 1958 précisément ?

Révolution arabe, nation arabe et tâches démocratiques

Nous l'avons vu, dans les pays arriérés semi-coloniaux, les mots d'ordre démocratiques sont des leviers pour la mobilisation révolutionnaire des masses. La lutte du peuple palestinien qui ne peut aboutir que par la destruction conjointe de l'Etat d'Israël et de la monarchie hachémite se développe sous le drapeau de la libération nationale. Le mot d'ordre démocratique de la Constituante palestinienne permet précisément d'unifier, contre l'Etat sioniste, la monarchie hachémite et l'impérialisme qui les soutiennent, les masses ouvrières et paysannes palestiniennes arabes et juives. Devant la faillite des classes dominantes (féodalité et bourgeoisie), seules les masses ouvrières et paysannes mobilisées sur les mots d'ordre démocratiques peuvent en finir

(1) Les deux grandes branches de l'Islam sont représentées au Liban : les sunnites (respectueux de la tradition musulmane juridique) sont surtout implantés au Nord (bourgeoisie musulmane de Tripoli), les chiites étant surtout constitués par les populations agraires misérables du Sud et de la Békaa. Notons que les maronites font partie de l'Eglise catholique.

(2) Il faut mentionner l'existence au Liban de l'importante communauté druze, une autre secte de l'Islam, sur laquelle s'appuie le leader bourgeois d'origine féodale, Kamal Jumblatt qui est également le dirigeant du « front islamo-progressiste » dont fait partie le PC libanais. Sans compter les communautés grecques catholiques et orthodoxes, les différentes religions et partis arméniens, etc.

avec la caste des propriétaires fonciers, avec la bourgeoisie compradore qui lie son sort à l'impérialisme. Ainsi la lutte la plus résolue pour la satisfaction des revendications nationales du peuple palestinien ouvre directement la voie à la révolution prolétarienne en Palestine et dans toute la région. Les masses palestiniennes n'ont-elles d'ailleurs pas démontré, par leur lutte réelle en Jordanie en 1970, notamment à Irbid, qu'elles retrouvaient le chemin ouvert par les ouvriers et paysans russes de 1917 en constituant leurs comités, leurs « soviets » ?

Sous des formes différentes, en Syrie et au Liban, les problèmes sont de même nature. La guerre civile a opposé les masses libanaises et palestiniennes réfugiées au Liban, à l'Etat bourgeois compradore qui défend les vieux rapports de propriété appartenant tant à la bourgeoisie chrétienne que musulmane. Mais plus d'un an de guerre civile, alors que l'Etat s'est effondré, n'a toujours pas éliminé les particularismes confessionnels. Et c'est dans le cadre de la vieille Constitution de 1926 que chaque camp (la réaction comme la « gauche ») a cherché pendant un an une impossible solution politique.

Comment cela a-t-il été possible ? Quelle est donc l'orientation des organisations qui prétendent parler au nom des masses libanaises dans la guerre civile ?

Pour le Parti communiste libanais, la lutte des masses de ce pays s'inscrit dans le cadre du « *mouvement arabe de libération* ». Le programme du PC libanais, le principal parti ouvrier au Liban (3), adopté lors du 2^e congrès de juillet 1968, écrit :

« L'apparition d'Etats arabes progressistes, la consolidation et l'approfondissement de leurs orientations anticapitalistes crée la base la plus favorable à l'instauration de l'unité arabe sur des bases socialistes » (4).

Ainsi, les staliniens s'alignent-ils ouvertement sur les positions du nationalisme panarabe, sur les théories de la « nation arabe » et de la « révolution arabe » présentées comme une solution aux revendications nationales et sociales des masses de chacun des pays de la région. Mais quel est le contenu du nationalisme arabe prôné par le PC ?

Précisément, le contenu donné par le programme du PC libanais et leurs alliés bourgeois et petits-bourgeois du « front islamo-progressiste ». Le contenu de la « révolution » et de la « nation arabe », c'est la prétendue solidarité d'intérêts entre les masses libanaises, palestiniennes, syriennes, etc., avec les régimes dits « progressistes » ou « socialistes » que seraient aujourd'hui la Syrie et l'Irak baassistes, qu'était hier l'Egypte nassérienne.

En 1970, c'est au nom de la « révolution » et de la « nation arabe » que les dirigeants petits-bourgeois du FPLP, par exemple, ont répandu des illusions mortelles parmi les masses palestiniennes. Au moment décisif, en septembre 1970, les théoriciens de la « nation arabe » soutenus à l'époque, on s'en souvient, par les pablistes du « Secrétariat unifié » de la IV^e Internationale, ont laissé les masses palestiniennes et jordanienes politiquement désarmées face à l'armée du roi Hussein. Aujourd'hui, le FPLP est partie intégrante du « front du refus » des organisations palestiniennes alignées politiquement sur le baas irakien. Or

(3) A côté du PLC, est apparue depuis le début des années 1970 l'Organisation d'action communiste libanaise (OACL) qui affirme son accord avec les positions du PCL en ce qui concerne le Liban. L'un des principaux dirigeants de l'OACL, Faiz Trabulsi, déclarait à *Libération* du 22 mars 1976 : « Nous nous battons pour une vraie démocratie bourgeoise, pour que des bourgeois libanais assument enfin la direction d'un Etat moderne (...). Ce n'est pas la révolution, même si c'est la défaite de la droite fasciste. Peut-être même que cet Etat-là, plus fort que le précédent, nous pourchassera plus durement, mais c'est la condition pour qu'un véritable combat politique puisse commencer et que les fractions de classe de la société libanaise apparaissent en pleine lumière. »

(4) In l'article de Jacques Couland, « Le parti communiste libanais, cinquante ans après », dans la revue *Maghreb-Machrek*, mars-avril 1975. Cet article donne une vue d'ensemble de l'évolution politique du PC libanais, rédigé du point de vue d'un stalinien français pour la *Documentation française* qui publie les documents officieux du quai d'Orsay.

le régime militaire de Bagdad a donné son véritable contenu au « nationalisme panarabe » prétendument « progressiste » en se déchaînant depuis des années contre la lutte de libération nationale du peuple kurde (5).

Le PC libanais développe une politique de même nature au sein de la classe ouvrière libanaise. Encore une fois, il s'agit de subordonner les masses au nationalisme panarabe des régimes dits « progressistes », en l'occurrence à la Syrie baassiste qui a démontré, dans la guerre civile, qui étaient ses amis (France, les Kataëb) et qui étaient ses ennemis (les masses palestiniennes et libanaises).

La théorie de la « révolution » et de la « nation arabe » opposée à la lutte révolutionnaire des ouvriers et des paysans palestiniens, libanais, syriens, irakiens, égyptiens contre l'impérialisme et leurs propres classes dominantes, a démontré sur le terrain son caractère réactionnaire. Dans chaque situation concrète, dirigeants bourgeois, petits-bourgeois et ouvriers liés au « panarabisme » mettent en avant les intérêts prétendument communs entre les masses ouvrières et paysannes et certains régimes bourgeois panarabes. Dans chaque cas, ils subordonnent politiquement les masses à leurs ennemis de classe, leur interdisant toute issue indépendante. C'est cette politique qui a été menée tout au long de la guerre civile libanaise par les dirigeants du « front progressiste » comme l'examen détaillé de ses développements le démontre.

masses palestiniennes se lèvent dans un immense mouvement révolutionnaire. A la même époque, d'ailleurs, Nasser, dans le désarroi, fait face au mouvement de stupeur du prolétariat égyptien. Cependant, après avoir « démissionné », le Rais « reprend le pouvoir » afin que l'ordre bourgeois soit préservé dans ce pays clef du Moyen-Orient qu'est l'Egypte.

Le mouvement des masses palestiniennes (en Cisjordanie et en Jordanie) est tout autre que celui du prolétariat égyptien qui ne fait alors que s'esquisser. Par dizaines de milliers, les Palestiniens affluent dans les organisations de la résistance (6), exigent des armes, s'or-

(5) Faut-il rappeler que c'est l'Irak baassiste dirigé par la petite-bourgeoisie panarabe qui a mené, de 1961 à 1975, une guerre totale contre l'insurrection du peuple kurde défaite en mars 1975 par la collaboration de la monarchie iranienne, du gouvernement militaire de Bagdad et de la bureaucratie du Kremlin ?

(6) Il est intéressant de rappeler comment se sont constituées les organisations de la résistance palestinienne. Ainsi le FPLP de Georges Habache est-il né de la fusion de trois groupes de fedayin liés au mouvement nationaliste arabe, en novembre 1967. Le FDLP de Nayef Hawatmeh est créé en février 1969 d'une scission du FPLP. La Saïka, organisation pro-syrienne au sein de la résistance, n'est constituée officiellement qu'en mai 1968. Soulignons cependant que l'organisation la plus importante de la résistance palestinienne, El Fath (dirigé par Yasser Arafat), celle qui regroupe, lors de l'été 1967, l'immense majorité des combattants palestiniens, existe clandestinement depuis 1956. C'est le Fath (alors que les groupes qui donneront naissance aux organisations prétendument « marxistes » du FPLP et du FDLP la refusent) qui déclenche, le 1^{er} janvier 1965, la lutte armée contre Israël, contre la volonté, soulignons-le, de tous les gouvernements arabes de la région. Si El Fath s'inscrit politiquement dans le cadre du nationalisme arabe, son activité, qui se veut indépendante des Etats et gouvernements arabes, le situe au cœur de la révolution palestinienne. Là est l'origine de l'énorme prestige du Fath auprès des masses palestiniennes et le fait que cette organisation contrôle à partir de 1969 la plus grande partie des cadres de l'OLP.

La révolution palestinienne depuis « la Guerre des Six jours » (juin 1967)

Pour comprendre la nature des problèmes en cause dans la guerre civile libanaise, il faut partir de la révolution palestinienne dont le développement, depuis juin 1967 en particulier, est le cauchemar de tous les gouvernements de la région.

On se souvient que c'est dans les jours et les semaines qui virent la nouvelle défaite des armées des pays arabes contre l'offensive d'Israël lors de la « Guerre des Six jours » de juin 1967, que les

ganisent pour combattre, non seulement l'Etat sioniste apparemment triomphant, mais l'Etat bourgeois-féodal du roi Hussein. Là est l'élément essentiel qui va, en quelques années, changer les rapports politiques dans tout le Moyen-Orient.

La mobilisation révolutionnaire des masses palestiniennes et jordanienes pose rapidement la question décisive, celle de la monarchie hachémite qui a toujours collaboré avec Israël contre les aspirations nationales du peuple palestinien. La révolution palestinienne qui s'affirme au grand jour en Jordanie pose en fait la question de l'existence même de la monarchie. C'est de cela qu'ont hautement conscience les dirigeants de l'impérialisme, la bureaucratie du Kremlin, le roi Hussein, Nasser et tous les gouvernements de la région. Tel est le sens du «plan Rogers» approuvé, au printemps 1970, par Brejnev, Nasser et Hussein. L'objectif en est la liquidation politique et physique du mouvement révolutionnaire des masses palestiniennes, donc des organisations de la résistance au sein desquelles celles-ci se reconnaissent. A partir de là, Israël et les Etats arabes, dans le cadre de la sainte-alliance contre-révolutionnaire mondiale passée entre le Kremlin et l'impérialisme américain pensaient être en mesure de trouver les bases d'une «entente», d'un «plan de paix» dans la région.

La guerre civile en Jordanie déclenchée par la réaction hachémite en 1970 (février, juin, septembre) était la condition de la réalisation du plan Rogers. On en connaît le bilan: après de longs et sanglants combats, la résistance palestinienne devait finalement être expulsée de Jordanie (1971) où la révolution était écrasée; des coups très durs étaient portés aux masses, des dizaines de milliers de militants étaient assassinés ou emprisonnés. Néanmoins la révolution palestinienne qui avait donné naissance, pendant un court moment, au «soviet d'Irbid», continuait son chemin de façon souterraine. Les organisations de la résistance, quant à elles, décidaient de se fixer au Liban dans des conditions où elles pensaient reconstituer leurs forces et poursuivre leur combat.

Certes, au Liban également, la bourgeoisie n'a cessé de combattre les masses palestiniennes et les organisations de la résistance depuis les années 1965-1967. De très nombreux affrontements

sanglants ont opposé, à chaque étape, les commandos de fedayin à l'armée libanaise dirigée par la caste des officiers réactionnaires en majorité chrétiens maronites. En 1970, après les combats d'Amman et la défaite de septembre, les accords du Caire définirent les conditions de la «présence palestinienne» au Liban. Le contenu de ces accords imposait le respect, accepté par la résistance, de l'Etat bourgeois libanais, la réglementation précise de tout mouvement des commandos, le contrôle politique très étroit de l'activité des masses palestiniennes cantonnées dans les camps (7).

Et cependant, malgré leurs conditions draconniennes, les accords du Caire n'ont pas permis d'éteindre au Liban la lutte de libération nationale du peuple palestinien. De même qu'en Jordanie, la présence de près d'un demi-million de réfugiés palestiniens au Liban et l'activité politique et militaire des organisations de la résistance ne pouvait, à la longue, que menacer le fragile équilibre social du pays. Pendant cinq ans (1970-1975), les conditions d'une conflagration sociale ont mûri au Liban. On peut dire d'ailleurs que l'affrontement de mai 1973 (le «mai noir» du Liban) annonçait, en petit, ce que sera la guerre civile de 1975-1976.

Le «mai noir» de 1973 et les objectifs de la réaction libanaise

Comme l'expliquait *Le Monde* en mai 1973, les rapports de la résistance palestinienne et de l'armée libanaise depuis 1968 ont été ceux de «cinq années

(7) Remarquons que, selon la presse libanaise, de nombreuses dispositions des «Accords du Caire» sont demeurées secrètes. Ce qui permet à chacun, à la bourgeoisie comme aux organisations de la résistance, de les interpréter dans des sens différents. Il n'en demeure pas moins que sur le fond, ces accords obligaient la résistance à respecter l'Etat bourgeois au Liban. Notons aussi que les camps palestiniens existent au Liban depuis 1948.

de coexistence belliqueuse ». Pour Beyrouth comme pour Amman, la lutte des masses et des militants palestiniens sont le grand danger qu'il faut liquider. On se souvient que le 13 avril 1973, un commando israélien débarquait à Beyrouth et, pendant une opportune « panne d'électricité » dans la capitale libanaise, assassinait trois dirigeants de la résistance palestinienne ainsi qu'une centaine de militants. Il était clair qu'Israël avait agi de connivence avec le gouvernement libanais. Celui-ci, les 2 et 3 mai, lançait son armée contre les camps de réfugiés, faisant plusieurs centaines de victimes.

Mais, dès le lendemain de cette offensive, une puissante manifestation du prolétariat libanais et des masses palestiniennes rassemblait 250 000 personnes à Beyrouth. L'offensive de la réaction israélo-libanaise libérait des forces de classe compriimées. Certes, lors de la seconde semaine de mai, l'armée se déchainait une fois encore contre les camps palestiniens. Mais la presse notait qu'il y avait alors « *plusieurs centaines de victimes dans les deux camps* ». Le « *mai noir* » libanais ne parvenait à écraser ni les masses palestiniennes et libanaises, ni la résistance. Déjà des « *scènes de guerre* », selon les journaux, avaient changé le visage de Beyrouth. Mai 1973 était bien, en ce sens, une sorte de répétition générale d'un affrontement d'ensemble entre les forces de classes antagonistes au Liban (8).

Si la réaction n'est pas parvenue à ses fins au Liban en mai 1973, c'est que le Liban n'est pas la Jordanie. Dans la monarchie hachémite, les masses n'ont aucun moyen de s'organiser légalement. Par ailleurs, l'armée royale est restée homogène, formée à partir des tribus bédouines qui ont toujours lié leur sort à la monarchie. L'affrontement de 1970 en Jordanie n'a pas vu l'armée jordanienne se disloquer, laquelle n'a cependant pas pu investir Amman (9). Au Liban, l'armée est beaucoup plus faible numériquement qu'en Jordanie. De plus, elle est très sensible à une grave contradiction interne : celle qui oppose son commandement réactionnaire chrétien aux hommes de troupes musulmans. L'armée libanaise, de ce fait, ne peut être utilisée qu'avec parcimonie par le gouvernement de Beyrouth. La réaction libanaise (dont la pointe avancée sont les phalanges de P. Gemayel) com-

prend d'ailleurs, après l'échec du « *mai noir* » de 1973, qu'il faudra s'y prendre autrement pour liquider la résistance palestinienne.

Un prolétariat organisé

Mais ce qui distingue surtout le Liban de la Jordanie, c'est que le prolétariat y a construit, depuis des décennies, des partis politiques et des syndicats indépendants. A maintes reprises, les masses libanaises ont affirmé leur force de classe dans la grève générale, mettant la réaction en échec. C'est ainsi que la grève de masse a empêché le « *mai noir* » de 1973 d'en finir avec les Palestiniens. La fixation de la résis-

(8) Comme nous l'écrivions à l'époque dans *Informations ouvrières* (n° 611 du 16 mai 1973) : « *Une fois de plus se confirme avec éclat le fait que la simple existence de quelques centaines de milliers de Palestiniens — dont le refuge est aujourd'hui le Liban après les massacres de Jordanie, — menace tout l'édifice social au Proche-Orient (...). La bourgeoisie libanaise craint par-dessus tout le « réveil des antagonismes sociaux », c'est-à-dire que ne se réalise, dans la lutte pour le droit à la vie, l'unité d'action des masses palestiniennes et des travailleurs du Liban. Tel est le secret du déchaînement sans précédent de l'armée à deux reprises pendant les deux premières semaines de mai. Et rien n'assure qu'une nouvelle intervention encore plus sanglante ne soit à prévoir dans les jours qui viennent. Le « *mai noir* » du Liban démontre une fois de plus, mais par la négative, l'ampleur des intérêts que menace la lutte du peuple palestinien pour recouvrir ses droits nationaux. A l'époque de l'impérialisme pourrissant, il n'y a aucune possibilité, dans la disposition des forces au Moyen-Orient, de régler la question nationale dans le cadre du maintien des régimes féodaux-bourgeois et de l'Etat bourgeois compradore d'Israël.* »

(9) L'analyse politique détaillée des rapports internes à l'armée jordanienne en 1970 reste à faire, ne serait-ce que pour apprécier la politique menée alors par toutes les organisations de la résistance palestinienne.

tance palestinienne au Liban (1971) conforte et renforce la combativité du prolétariat et des masses libanaises.

Après la guerre d'Octobre 1973 qui eut pour objectif de créer un terrain d'entente entre l'impérialisme, Israël et tous les gouvernements arabes désireux d'aboutir à la « paix » contre la résistance palestinienne, c'est encore au Liban qu'est dévolue la tâche décisive : liquider la résistance.

Mais tout au long de ces mois qui précèdent le déclenchement de la guerre civile, le prolétariat libanais combat. Fin 1974, une vague de grèves importantes mobilise 50 000 ouvriers. En janvier 1975, Israël lance une offensive militaire contre le Sud du Liban. Les masses ripostent. Le 28 janvier, une grève générale est déclenchée dans le Sud, par les partis dits « progressistes » et les syndicats. Le 30 janvier, 15 000 manifestants se rassemblent à Beyrouth. Puis ce sont les violents affrontements du 26 février à Saïda entre les marins-pêcheurs et l'armée libanaise.

Les marins-pêcheurs des différents ports avaient décidé de manifester pour faire rapporter la licence accordée à la puissante société « Protéine » de l'ex-chef de l'Etat Camille Chamoun dont la constitution les menaçait de disparition. La manifestation, dirigée par un ancien député qui trouvera la mort, est brisée par l'armée. Mais Saïda échappe dès lors au contrôle du gouvernement Frangié dans une région où les commandos palestiniens sont particulièrement bien implantés.

Tout conduisait à la guerre civile. Le 24 janvier, le chef des Kataëb, Pierre Gemayel, avait annoncé le programme de la réaction dans un mémorandum remis à Frangié où il dénonçait :

« l'exercice d'une autre autorité sur une partie du territoire libanais, celle de la résistance palestinienne, d'ailleurs divisée et dont les différentes fractions prennent des décisions contradictoires, l'Etat libanais étant le dernier à le savoir ou à avoir le droit de s'y opposer. (...) Que nos frères palestiniens unissent leurs rangs et mettent fin à l'anarchie ; (sinon), que l'Etat libanais se considère en droit de recouvrer son autorité ». (...) (10).

L'insurrection des pêcheurs et des travailleurs de Saïda marquait un tournant en même temps qu'elle cristallisait une situation. A cette époque, la guerre civile menaçante se présentait ainsi nettement comme une guerre de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie.

On sait que la guerre civile commence le 13 avril 1975 par une provocation des Kataëb qui assassinent froidement les passagers d'un autocar palestinien traversant un quartier chrétien de Beyrouth. L'article cité de P. Rondot montre assez clairement comment la réaction va s'efforcer constamment de transformer la guerre de classes commencée à Saïda en février en une « guerre de religion » entre chrétiens et musulmans. La bourgeoisie maronite et son principal parti, celui des phalanges, sera d'ailleurs aidée dans cette tâche par la politique des dirigeants ouvriers, petits-bourgeois et bourgeois du « front progressiste » qui se refusent à appeler à la constitution d'un front de classe des masses musulmanes et chrétiennes contre la bourgeoisie et son Etat.

La responsabilité principale de cette politique appartient aux dirigeants du PC libanais, composante ouvrière du « front progressiste ».

Le PC libanais, garant de la division du prolétariat entre « chrétiens » et « musulmans »

Au Liban, la classe ouvrière s'est organisée politiquement, comme d'ailleurs dans la plupart des pays arabes (Syrie, Irak, Egypte, Soudan), au sein des PC. Au Moyen-Orient, après l'effondrement de l'Empire ottoman, les premières organisations politiques ouvrières apparaissent au lendemain de la révolution d'octobre. Ainsi le PC libanais est-il fondé en 1924, à l'époque du mandat français sur les « pays du Levant » (Syrie et Liban).

(10) Cité dans l'article du très chrétien chroniqueur orientaliste Pierre Rondot, publié en décembre 1975 dans le n° 12 de la *Revue française d'études politiques méditerranéennes*, pp. 45-46.

Très rapidement, le PC (syro-libanais à ses origines) passe sur les positions du stalinisme (11).

Les conditions de l'illégalité mais surtout la politique du Kremlin au « Levant » ne permirent la convocation du premier congrès du PC libanais qu'en 1943-1944, au lendemain même de l'indépendance. Le « spécialiste » français du Liban, Jacques Couland (4) résume en ces termes le contenu du programme adopté alors par le PC syro-libanais sous le titre : « *Pacte national* » :

« La reconstruction du pays sur la base de la satisfaction non contradictoire des intérêts de toutes les couches et classes, de la bourgeoisie comme de la classe ouvrière, attachées à l'indépendance. »

Dès l'indépendance, le PC libanais se situe sur le terrain de l'unité nationale. Selon ses propres termes, il défend « *toutes les couches de la bourgeoisie et de la classe ouvrière* ». Les staliniens sont ainsi pour la défense de la société libanaise telle qu'elle est, de son Etat qui est celui de « *toutes les couches de la bourgeoisie* ». Ainsi le prolétariat est-il subordonné pieds et poings liés à l'Etat bourgeois multi-confessionnel.

Le second congrès du PCL, de juillet 1968, approfondit cette orientation. J. Couland, commentant le « programme » adopté, explique que « *le mouvement de libération nationale arabe, anti-impérialiste et anti-capitaliste à la fois* » s'incarne dans « *l'apparition d'Etats arabes progressistes* ». C'est la théorie de la « nation arabe » parée de toutes les vertus révolutionnaires pour justifier en réalité le statu quo social et politique. Et pour que tout soit bien net, J. Couland écrit (*art. cit.*) :

« Cette approche est en opposition avec le mot d'ordre des courants gauchistes depuis 1967, selon lequel la révolution passe par le renversement des régimes « traîtres » du Caire et de Damas. »

Soulignons que ce texte a été rédigé en février 1975 ! Au tout début de la guerre civile libanaise, le spécialiste stalinien du PCF pour le Liban annonce froidement les choses : en aucun cas, le

prolétariat libanais ne doit développer sa lutte de classe pour le renversement de sa propre bourgeoisie. Au contraire, il doit s'appuyer sur « *Damas et le Caire* », sur les régimes bourgeois qui, précisément, sont les garants de l'ordre bourgeois au Nord et au Sud d'Israël.

Le PC libanais a défendu cette même politique pendant tout le cours de la guerre civile. Il est d'ailleurs significatif qu'il ne soit pratiquement jamais intervenu sous son propre drapeau durant tous les mois de l'affrontement de classe, qu'il n'ait organisé aucun meeting (12). Les staliniens libanais n'ont voulu agir que dans le cadre du « front islamo-progressiste » qui, comme son nom l'indique, est un front des partis ouvriers, petits-bourgeois et bourgeois, englobant également le mouvement religieux de l'Imam Sadr (13). Les nassériens libanais dits « indépendants » mais qui défendent le programme panarabe d'une fraction de la bourgeoisie, le baas libanais pro-syrien sont membres du « front progressiste » dont la direction revient au

(11) Il ne semble pas que l'opposition de gauche ait eu des positions au sein du PC syro-libanais. Par contre, au sein du PC palestinien (qui fut l'un des rares à s'opposer à la politique de Staline en Allemagne), les tendances de l'opposition furent souvent dominantes. Au Moyen-Orient, jusque dans les années 50, c'est en Palestine et en Egypte que combattaient des organisations trotskystes.

(12) D'autant plus que le PCL est légal depuis 1970. Notons qu'aux élections législatives d'avril 1972, le PCL a recueilli 35 300 voix sur les cinq candidats qu'il présentait. On peut estimer ses forces à quelques milliers de militants au début de la guerre civile.

(13) Le « mouvement » dirigé par l'Imam Sadr est apparu au début de la guerre civile. C'est un regroupement purement religieux des musulmans chiites qui semble avoir eu, au début, un caractère de masse. Ainsi les masses musulmanes se trouvaient-elles une fois de plus opposées aux masses chrétiennes rejetées du côté de la réaction (les phalanges du parti Kataëb de Pierre Gemayel, les Gardiens du Cèdre, les moines maronites et le Parti national libéral, pro-fasciste, de l'ex-président Camille Chamoun).

chef féodal druze, Kamal Jumblatt, dirigeant du Parti socialiste progressiste (14).

D'ailleurs, le PC libanais est lui-même en partie responsable, non seulement de la défense de l'Etat libanais fondé sur le bi-confessionnalisme, mais encore de l'élection de Soleiman Frangié à la présidence de la république en 1970. Jacques Couland écrit en effet, article cité :

« Soleiman Frangié s'étant engagé à respecter les libertés démocratiques, à assurer la liberté d'action des Palestiniens et à se préoccuper de la défense du sol national, c'est finalement lui qui sera appuyé dans l'opinion et au Parlement (17 août, retrait de Jamil Lahoud, candidat socialiste tenu en réserve), même s'il apparaît aux forces progressistes que des engagements oraux ne règlent pas tout. » *C'est le moins qu'on puisse dire !*

Certes, le PSP de Jumblatt et le « front progressiste » avancent un programme de « réforme de l'Etat », exigent une révision de la Constitution, sa « clacisation ». Incontestablement, la fraction de la bourgeoisie regroupée derrière Jumblatt combat pour un Etat bourgeois moderne au Liban. Dans la guerre civile, elle opérera sa jonction avec le parti chrétien maronite de Raymond Eddé, le Bloc national, qui souhaite, lui aussi, une réforme de l'Etat. Mais Jumblatt et Eddé sont clairs : ce ne sont pas les masses qui doivent liquider les vieux particularismes qui ont abouti à l'explosion sociale, c'est la bourgeoisie éclairée elle-même et elle seule. La constitution du « front progressiste » a pour but précisément d'empêcher tout mouvement politique autonome des masses. Les staliens et leurs alliés de l'OACL s'y emploieront.

Dans l'autre camp, celui de Frangié, Chamoun, Gemayel, il n'est pas question de quelque réforme que ce soit. Le danger est désigné : ce sont les masses libanaises qui récusent l'autorité de l'Etat et les organisations de la résistance palestinienne qu'il faut écraser. Les phalanges fascistes armées jusqu'aux dents et bénéficiant de l'appui de la petite-bourgeoisie chrétienne affolée et enra-

gée, sont fortes du soutien de la hiérarchie de l'armée, de celui de l'impérialisme et de tous les Etats arabes de la région. Comme le roi Hussein hier, Frangié-Chamoun-Gemayel pensent en finir rapidement avec la « racaille ».

Echec de la réaction dans la guerre civile

L'assassinat d'un groupe de travailleurs palestiniens, le 13 avril, déclenche la riposte des organisations palestiniennes et la colère des masses. Cherchant à prendre celles-ci par surprise, les phalanges appuient, le 23 mai, la constitution d'un gouvernement militaire désigné par Frangié.

C'est alors qu'il se passa ce que personne — du moins dans le camp de la bourgeoisie — n'avait prévu : une formidable grève insurrectionnelle des masses palestiniennes et des travailleurs libanais contre le gouvernement militaire pro-Kataëb. Après trois jours, celui-ci est contraint de démissionner. Frangié faisant appel, pour tenter de conserver le contrôle de la situation, au leader bourgeois musulman sunnite, Rachid Karamé désigné comme Premier ministre.

C'est le 23 mai qu'a lieu le coup d'Etat et c'est le 26 que les militaires réactionnaires doivent renoncer au pouvoir. Or *l'Humanité* du 24 mai écrit que le programme du « front progressiste » libanais demande :

(14) Le parti « socialiste » progressiste du chef féodal traditionnel druze, Kamal Jumblatt n'a aucun lien historique avec les partis sociaux-démocrates de la II^e Internationale. Si la base du PSP est constituée par un certain nombre de travailleurs musulmans, c'est uniquement sur une base religieuse (druze). Kamal Jumblatt, descendant des chefs féodaux druzes traditionnels du Liban, ancien ministre de l'Intérieur, est en fait le représentant d'une fraction de la bourgeoisie musulmane. On ne saurait considérer le PSP comme un « parti ouvrier bourgeois » à l'instar du PC libanais qui lui, est d'origine ouvrière. Le PSP est un parti bourgeois.

« le renforcement en matériel et en effectifs de l'armée afin de lui permettre d'assurer sa mission nationale et d'éviter son engagement dans les affaires intérieures du pays. Ce qui implique un renforcement des forces de sécurité intérieure ».

Ainsi, au moment où la grève insurrectionnelle met l'armée en échec, les staliens appellent-ils au renforcement de cette même armée de la bourgeoisie qui vient de déclencher la guerre civile. Et pourtant, les masses, contre la politique du « front progressiste » parviennent par leur mouvement révolutionnaire, à mettre momentanément la réaction en échec.

D'une certaine façon, la situation libanaise de mai 1975 ressemble à celle de l'Espagne de juillet 1936. Dans un cas comme dans l'autre, pour enrayer et écraser le mouvement des masses, la réaction militaro-fasciste (Franco, Gemayel) se lance à l'assaut du pouvoir. Et c'est précisément le coup de force militaire qui déclenche la révolution et la guerre civile. Certes, en Espagne, dès les premiers jours, là où la classe ouvrière a mis les forces franquistes en échec, la révolution sociale va d'emblée très loin et d'authentiques comités ouvriers et paysans se constituent contre la politique des dirigeants du « front populaire ». Au Liban, en mai 1975, l'armée soutenue par les Kataëb est contrainte de quitter le pouvoir face à l'insurrection généralisée des masses dans tout le pays. C'est le même mouvement révolutionnaire des masses qui fait échec à la réaction, même si, au Liban, les formes d'organisation autonomes des masses semblent être allées moins loin que dans l'Espagne de juillet-août 1936 (15). Il est vrai qu'au Liban, les masses ne se heurtent pas à un « front populaire », dernière ressource de la bourgeoisie contre la révolution, mais à un « front national », ce qu'est précisément le « front progressiste ».

Si l'on ne saurait parler de « soviets » issus de l'insurrection du 23-26 mai, c'est à partir de ce moment que les masses libanaises vont s'armer, appuyées et s'appuyant sur les organisations de la résistance palestinienne. C'est à partir de ce moment que l'Etat libanais va très rapidement être paralysé, se décomposer pour se volatiliser dans les mois qui suivront, jusqu'à ce que l'armée elle-

même éclate complètement. En ce sens, on peut dire que l'insurrection de mai 1975 qui fait échec au gouvernement militaire et disloque l'Etat bourgeois de bas en haut marque le début de la révolution prolétarienne au Liban. Le drame, c'est que les masses sont totalement sous la direction politique d'une fraction de la bourgeoisie, dite « progressiste » et que les organisations ouvrières, le PC et l'OACL appuient complètement les partis bourgeois dirigeant le « front progressiste ».

Comme hier au Portugal après le 25 avril 1974, tout le monde nie le fait que la révolution prolétarienne ait commencé au Liban. Tous les courants de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie expliquent qu'il ne saurait y avoir d'issue à la guerre civile libanaise, sinon dans le sens d'un compromis entre

(15) Il est incontestable qu'en mai 1975 au Liban sont apparus des comités qui ont centralisé la riposte armée des masses. *Le Monde* du 26 mai relatait ce mouvement qui semble, par la suite, avoir été limité par la politique du « front islamo-progressiste » dans les termes suivants : « *Dans la rue, la poussée de l'extrême-gauche libanaise représente, quant à elle, une menace que chaque minute rend plus dangereuse. Une visite, dimanche soir, dans les quartiers musulmans de l'ouest de Beyrouth, pouvait, il est vrai, ébranler le plus optimiste des observateurs. Tous les cinquante mètres, avaient été mises en place des barricades tenues par des militants qui disposaient d'un armement impressionnant. PC libanais, Organisation d'action communiste libanaise, baassistes pro-syriens ou pro-irakiens, groupuscules nassériens, organisation de tendance libienne, l'extraordinaire kaléidoscope de la gauche libanaise se trouvait pour une fois réuni et déterminé à « faire face à toute répression !* Sous l'œil bienveillant de la population, une sorte de comité de coordination, jamais vu jusqu'alors, se mettait progressivement en place dans les quartiers. Des centaines de fusils Kalachnikov flambant neufs, des mitrailleuses lourdes, des lance-roquettes et des bazookas, fournis en abondance par certains pays arabes et par la résistance palestinienne, rendaient cette « pression populaire » plus redoutable qu'elle ne l'avait jamais été. »

la réaction et la « gauche » restaurant le pouvoir de l'Etat bourgeois. Ainsi, tout le monde a expliqué que l'armée libanaise, à partir de mai, n'est pas intervenue dans la guerre civile. La réalité est tout à fait différente.

La presse de Beyrouth ne le cache d'ailleurs pas, du moins après le premier cessez-le-feu du 22 janvier 1976. Tout au long de la guerre civile, l'armée libanaise a appuyé de toute sa force de feu les organisations de la bourgeoisie (Kataëb, PNL de C. Chamoun, Gardiens du Cèdre, etc.). L'objectif de la réaction est d'épuiser les masses, les « milices dites musulmanes », c'est-à-dire les travailleurs libanais armés et les organisations palestiniennes, dans une guerre civile implacable et de longue durée. Ainsi, le gouvernement Frangie-Karamé a tout fait pour tenter d'écraser les masses libanaises et palestiniennes. Et pourtant, il n'y est pas parvenu.

Pour quelles raisons ? Si l'on considère le seul rapport des forces militaires, on ne saurait répondre à cette question. Incontestablement, les Kataëb et leur alliés, l'armée libanaise, sont armés jusqu'aux dents alors que les masses libanaises et palestiniennes commencent seulement à s'armer (en mai). Les Kataëb et leurs alliés bénéficient de l'appui de l'impérialisme et des Etats arabes alors que les masses sont freinées dans leur mouvement révolutionnaire par la politique du « front islamo-progressiste » qui les divise. Et pourtant, les masses libanaises n'ont pas été vaincues. Tel est le « détail » qui a empêché que ne se réalise au Liban ce qui avait, en Jordanie, abouti à la défaite de septembre 1970. Les raisons en sont donc politiques. Essayons de les rassembler.

Jordanie 1970-1971 et Liban, 1975-1976

Il faut partir de la situation internationale qui n'est plus la même au printemps 1975 comparée à celle de septembre 1970, ou même de mai 1973. Mars-avril-mai 1975, c'est précisément la période où la liquéfaction de l'Etat de Thieu au Sud-Vietnam, consacrant la défaite de l'impérialisme américain en Indochine, est ressentie par les masses de tous les

pays comme une victoire à elles, une victoire de la révolution mondiale. La guerre civile libanaise s'ouvre dans le cadre de ce tournant important de la situation mondiale où les rapports politiques entre l'impérialisme américain et les bourgeoisies de tous les pays semi-coloniaux sont en train de se modifier rapidement et radicalement.

Pourtant, au Moyen-Orient, quelle était la situation au printemps 1975 ? Incontestablement, l'impérialisme venait d'obtenir d'importants succès dans la voie de la « normalisation » des choses à son profit. Depuis la guerre d'octobre 1973, la bourgeoisie égyptienne ouvrait la voie à la réaction dans toute la région, celle d'un accord d'ensemble avec Israël sur la base de concessions réciproques et de la liquidation de la résistance palestinienne. L'accord du Sinaï de septembre 1975 allait concrétiser clairement cette politique.

Mais Sadate n'avait pas les moyens, seul, d'écraser la révolution palestinienne. Cette tâche était dévolue au premier chef à la bourgeoisie libanaise. Celle-ci, comme la réaction dans la région, était confortée par la toute récente défaite du mouvement de libération nationale du peuple kurde en Irak. On se souvient que sous la houlette du « progressiste » Bourmadiéne, la monarchie du chah d'Iran et le gouvernement militaire de Bagdad (de coalition entre les généraux baassistes et... des ministres stalinien) se réconciliaient le 6 mars 1975 sur la base de l'écrasement militaire total de l'insurrection du peuple kurde qui se développait depuis 1961 au Kurdistan irakien. Quarante-mille combattants étaient désarmés, le Parti démocrate du Kurdistan trahi par son chef féodal Barzani était liquidé ; l'Irak appuyé par l'Iran prenait le contrôle de tout le Kurdistan irakien. Cela se passait début mars 1975, encourageant directement la réaction libanaise (16).

La réaction croyait le moment bien choisi pour écraser la résistance palestinienne. Mais en même temps, la victoire

(16) Il n'est pas inutile de rappeler que la bureaucratie du Kremlin qui s'est engagée militairement aux côtés de la dictature de Bagdad contre le peuple kurde, a joué un rôle non négligeable dans cette défaite.

de la révolution mondiale au Vietnam rendait encore plus difficile que par le passé la tâche de la réaction libanaise.

Il faut avoir présent à l'esprit cette nouvelle situation internationale pour comprendre comment les masses libanaises et palestiniennes ont pu résister, tout au long de la guerre civile, malgré les coups terribles qu'elles subissent. Tel est l'élément fondamental, qui, dans une large mesure, a protégé la révolution libanaise commencée en avril-mai 1975 dans de très difficiles conditions politiques et militaires.

Second élément de la guerre civile à ses débuts (et qui va se retrouver tout au long des événements), c'est la politique menée par les Etats bourgeois de la région. L'Egypte donne le ton et regroupe la réaction derrière elle. Il est connu que la très réactionnaire Arabie Saoudite a apporté son soutien politique et financier aux Kataëb. Mais il est non moins clair que les Etats arabes bourgeois dits « progressistes » comme l'Irak et la Syrie notamment, ont développé une politique de même nature que celle de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite. Le pays clé, dans cette affaire, c'est la Syrie, intéressée au premier chef par le développement d'une situation révolutionnaire à sa frontière ouest.

Dès les premiers affrontements d'envergure, le gouvernement militaire de Damas (de coalition entre le parti baas panarabe et le PC syrien) intervient comme « médiateur » dans la guerre civile. Sur quelle ligne et pour quels objectifs ?

Le rôle de la Syrie dans la guerre civile libanaise

La Syrie, comme l'Irak, est caractérisée de régime « progressiste » par les staliniens pour l'excellente raison qu'aux côtés des généraux baassistes au pouvoir, siègent des ministres des PC locaux. Le parti Baas est un parti petit-bourgeois panarabe né en Syrie il y a une trentaine d'années. Exerçant le pouvoir à Damas et à Bagdad depuis 1963, les diverses fractions du Baas s'appuient sur les clans militaires réactionnaires qui ne

cessent de se succéder au gouvernement dans l'un et l'autre pays.

En Irak, le parti Baas a fait ses armes contre le mouvement ouvrier organisé de ce pays qu'il a littéralement écrasé en 1963 (3 000 communistes du PC irakien assassinés selon le PCI lui-même, ce chiffre étant loin en-dessous de la réalité). En Syrie, c'est le même parti dit « socialiste arabe », qui exerce le pouvoir à partir de 1963, le plus souvent par dictature militaire interposée.

La particularité de ces dictatures, c'est la participation, à certains moments, de ministres staliniens au gouvernement. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas les généraux de passer par les armes des militants des PC syrien ou irakien alors même que ces partis sont représentés au gouvernement. Dans ces pays, de façon cynique et ouverte, le Kremlin apporte son soutien le plus total au maintien de l'ordre bourgeois.

Au lendemain de septembre 1970 en Jordanie, la Syrie connaît un nouveau coup d'Etat militaire (novembre 1970). Une fraction « plus à droite » du Baas liquida une autre fraction dite « plus à gauche ». En fait, depuis 1971, le gouvernement du général Assad représente un avantage pour la bourgeoisie syrienne dont le pouvoir a toujours été d'une extrême fragilité depuis l'indépendance (1945), celui d'avoir été capable de durer en comprimant les contradictions sociales du pays, bref en garantissant la stabilité politique et sociale du pays.

La guerre civile libanaise représente, dès le début, un danger pour la Syrie. D'une part, parce que les deux pays sont très complémentaires du point de vue économique, Beyrouth étant en quelque sorte le « poumon commercial et financier » de la Syrie. Ensuite parce qu'en Syrie également existe tout un entrelac extrêmement complexe des différentes religions existant au Liban, avec cette différence notable, cependant, que l'Etat n'est pas basé sur le bi-confessionnalisme comme au Liban. Mais le plus important, c'est que la guerre civile libanaise commencée, on l'a vu, par une formidable grève générale des masses, ne pouvait qu'avoir des conséquences dans la Syrie toute proche.

Dès les premiers jours de la guerre civile, le gouvernement militaire de Damas a joué les « médiateurs » entre la bourgeoisie déchainée contre les masses. Jus-

qu'au 22 janvier, c'est par des moyens politiques et diplomatiques que la Syrie est intervenue au Liban. L'objectif, c'était d'imposer la « réconciliation nationale », c'est-à-dire d'assurer la domination politique de la réaction maronite sur les masses. C'est la Syrie qui se porta garantie des innombrables « cessez-le-feu » déjà caducs dès que signés, passés entre les phalanges, la réaction et les organisations combattant au nom et à la tête des masses libanaises, dans le cadre des différents organismes de réconciliation mis en place.

Pendant les premiers mois de la guerre civile, la réaction libanaise a eu incontestablement l'initiative. Notamment, dès le lendemain du 1^{er} septembre 1975, après la signature de l'accord du Sinaï entre l'Egypte et Israël, les masses libanaises et palestiniennes voient les coups se déchaîner encore plus durement contre elles. C'est l'époque où la Syrie essaye d'en finir, comme l'explique dans *Le Monde* l'un des dirigeants du PC libanais (17).

Et pourtant, la « médiation » syrienne ne parvient pas à mettre fin aux combats. En janvier 1976 se produit un tournant dans la situation militaire. Pour la première fois, les phalanges organisent le blocus d'importants camps palestiniens à Beyrouth. La résistance palestinienne

qui, depuis le début de la guerre civile, s'est refusée à intervenir au nom du « principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays arabes » où elle combat (ce « principe » est d'ailleurs l'un des points fondamentaux des « accords du Caire », qui définit la place de la résistance au Liban), la résistance est directement menacée. C'est alors que les événements vont se précipiter. De leur côté, les phalanges (après que leur chef, le fasciste Pierre Gemayel ait été reçu début décembre « avec les honneurs dus à un chef d'Etat » par le général Assad à Damas) liquident le camp palestinien (à population chrétienne maronite, soulignons-le en passant) de Dbayé, puis « nettoient » le quartier de la quarantaine proche du port de Beyrouth. Mais la riposte des organisations palestiniennes, foudroyante, va changer le rapport des forces militaires. La résistance engage le combat contre une place forte du parti de Chamoun dans la petite ville de Damour au Sud de Beyrouth, qu'elle investit en quelques jours. Au même moment, le 22 janvier, soutenue par la résistance, une unité de l'armée libanaise, dirigée par le lieutenant Ahmed El Khatib refuse l'autorité du haut-commandement. Du 22 janvier au 4 février, le lieutenant El Khatib prendra de force plus de vingt places militaires dans la

(17) Dans une interview parue dans *Le Monde*, le 23 décembre 1975, Karim Mroué, dirigeant du PC libanais, explique clairement comment son parti respecte totalement la politique imposée au « front progressiste » par la Syrie : « Nous avons toujours été partisans d'un dialogue démocratique. Nous avons, en conséquence, favorablement accueilli la formation, fin septembre, du Comité national pour le dialogue, malgré le fait que les forces politiques y aient été représentées sur la base de la répartition confessionnelle. Nous persistons à croire que ce comité peut constituer le cadre dans lequel peut s'engager le dialogue. » En clair, les staliens expliquent qu'ils ont participé et continueront à participer aux Comités de dialogue et de « réconciliation » avec la réaction fasciste, même sur la base de la division confessionnelle. Pour ce qui est des réformes préconisées par le « front progressiste », Karim Mroué expli-

que : « Ce programme ne vise pas un changement de régime, mais de simples réformes démocratiques dans le cadre du système capitaliste qui est actuellement celui du Liban. (...) Bien que de nombreux représentants du patronat, aussi bien des industriels que des commerçants et non des moindres, aient approuvé le contenu de notre programme, nous n'en tirons pas profit pour faire de son adoption une condition sine qua non de la solution de la crise. » En clair, ce langage signifie : nous respectons l'état de choses ancien au Liban, nous refusons de mobiliser les masses sur un programme indépendant, nous acceptons et nous souhaitons, nous PC libanais, que la bourgeoisie conserve la direction du pays, nous acceptons le dialogue avec la réaction. Bref, les staliens, en soutenant totalement l'état de chose existant conduisent les masses à l'impasse, s'interdisant toute possibilité d'imposer les « réformes » qu'ils suggèrent.

vallée de la Békaa, hier entre les mains de la réaction et des phalanges. Début février, à l'exception de la place forte réactionnaire de Zahlé, au centre de la Békaa, la plaine Ouest du Liban, la moitié du pays est passée sous le contrôle de la résistance palestinienne, du « front progressiste » et de « l'armée libanaise arabe » que vient de constituer, dans la lutte, le lieutenant El Khatib.

On comprend, dans ces conditions, pourquoi la Syrie a fait intervenir, le 22 janvier, d'importantes unités de l'ALP (Armée de libération palestinienne basée en Syrie et dont Damas assure le commandement). Le but c'était d'empêcher la jonction des forces qui venaient de prendre Damour et de l'armée du lieutenant Khatib qui se dirigeait vers Beyrouth. Le but de la Syrie, par ALP interposée, c'était de sauver le gouvernement Frangié-Chamoun, d'éviter de nouvelles défaites à la réaction qui auraient livré tout le pays aux masses mobilisées derrière le « front progressiste ». Si l'ALP a bloqué la route de Beyrouth, elle n'a pu, cependant, empêcher la prise de la Békaa par « l'armée libanaise arabe ».

Dès l'entrée des troupes de l'ALP au Liban, les phalanges et toute la réaction libanaise ont salué l'initiative de la Syrie. Après la chute de Damour (et de Sadiate, siège du palais de Chamoun, ministre de l'Intérieur en fonctions, entièrement détruit par la résistance et le « front progressiste »), après la prise de la Békaa, on peut dire que les masses libanaises ont considérablement desserré l'étau qui les asphyxiait depuis le début de la guerre civile. Plus, le rapport des forces militaires était en train de changer et la réaction se trouvait dès lors en position de défensive. C'est pour rétablir l'ordre, pour éviter une scission de l'armée libanaise annoncée par la création de « l'armée libanaise arabe » du lieutenant Khatib, bref pour sauver l'Etat bourgeois libanais tel qu'il était, que la Syrie a fait intervenir l'ALP. Mais le cessez-le-feu imposé le 22 janvier pouvait-il aboutir à une véritable réconciliation nationale ? En dépit du calme apparent revenu, toutes les contradictions étaient à l'œuvre qui allaient désagréger encore plus profondément le vieux Liban, et se préparait une nouvelle étape de la guerre civile, de la guerre de classe.

La Syrie, l'ALP, l'OLP et le maintien de l'ordre bourgeois au Liban

On peut dire que par leur politique, le « front progressiste » et l'OLP, laquelle, au Liban, se refuse officiellement à intervenir dans les affaires intérieures de l'Etat mais soutient le « front progressiste », tout comme l'ALP, instrument de la Syrie, ne veulent pas remettre fondamentalement en cause l'ordre bourgeois. Mais il importe ici de nuancer et d'analyser dans le détail le rôle des uns et des autres, de l'OLP, des organisations de la résistance palestinienne, du « front progressiste », de l'ALP, du gouvernement militaire de la Syrie.

Tout au long des affrontements, la politique du gouvernement syrien s'est affirmée comme une politique contre-révolutionnaire. Damas craignant par-dessus tout l'affondrement de l'Etat bourgeois libanais, a soutenu ouvertement la réaction fasciste, à savoir les phalanges. Début décembre 1975, au moment même où les Kataëb organisent une provocation (celle du fameux « samedi noir » où la découverte de corps mutilés de phalangistes sont le prétexte d'un vaste pogrom anti-musulman), Pierre Gemayel est reçu par le général Assad à Damas et déclare, selon *Le Figaro* du 8 décembre 1975 : « Les résultats dépassent toutes les espérances. »

La situation se clarifie. La réaction qui a fait traîner la guerre civile en longueur voit la situation commencer à se retourner contre elle. L'Etat est paralysé, l'armée est en ébullition et les masses libanaises continuent à résister. Damas, en apportant son appui spectaculaire aux Kataëb, affirme sa volonté de défendre à tout prix l'Etat libanais tel qu'il est, c'est-à-dire l'Etat bourgeois qui donne la primauté à la bourgeoisie maronite et garantit ses priviléges. Statu quo politique au Liban, tel est le programme du Baas et des généraux syriens. Mais le soutien politique au parti le plus déterminé et le plus fort de la réaction libanaise ne suffit pas. Lorsque celle-ci sera en difficultés sur le terrain militaire, Damas, on l'a vu, interviendra militairement par ALP inter-

posée pour faire cesser immédiatement les combats, c'est-à-dire pour laisser le temps aux phalanges et à leurs alliés de respirer, de se réorganiser pour la nouvelle phase de la bataille.

Mais qu'est-ce que l'ALP ? C'est une armée régulière palestinienne dont les unités sont stationnées en Syrie, en Jordanie et en Egypte, chacune sous le contrôle des gouvernements de ces pays. D'une certaine façon, l'ALP est l'armée régulière du futur Etat bourgeois palestinien que d'aucuns voudraient voir installé en Cisjordanie et à Gaza. Mais l'ALP, quoi qu'en dise le dirigeant du FDLR, Nayef Hawatmeh (18) échappe au contrôle politique et militaire de la résistance palestinienne, c'est-à-dire de l'OLP. Certes, que les organisations de la résistance aient des liens militants étroits avec des soldats et des officiers de l'ALP est une autre chose. Cela explique d'ailleurs la relative paralysie que va connaître l'ALP après son entrée au Liban dans une situation où elle subira la pression politique de la résistance (19). Mais il reste que l'ALP, armée régulière bourgeoise contrôlée par la Syrie (20) a été utilisée à partir du 22 janvier contre la révolution libanaise, pour protéger la réaction, pour la défense de l'Etat bourgeois libanais au bord de la catastrophe. Le malheur, pour la bourgeoisie syrienne, c'est que l'ALP n'est pas parvenu à remplir le rôle que la Syrie, garante de l'ordre bourgeois au Liban, voulait lui assigner.

Sur le fond, on peut dire que l'OLP qui regroupe toutes les organisations de la résistance et est largement dominée par El Fath, s'est rallié à la « solution syrienne » du 22 janvier. La volonté de la Syrie, c'est que la résistance palestinienne soit confinée dans les camps et que ceux-ci passent sous le contrôle militaire de l'ALP. L'OLP ne s'est pas prononcée, du moins pas publiquement à notre connaissance, contre une telle exigence. Il est vrai qu'à partir du 22 janvier, les fedayin appuient l'armée libanaise arabe du lieutenant El Khatib qui fait tomber les unes après les autres les places fortes de la Békaa et de l'Akkar (le nord du Liban). L'OLP continue à jouer le jeu qui a toujours été le sien : accepter le diktat des Etats et gouvernements arabes (hier en Jordanie, aujourd'hui au Liban par Syrie interposée) tout en conservant l'autonomie de

sa puissance militaire. Or, dans la guerre civile libanaise, la cassure complète de l'armée (qui renforce les positions militaires du « front progressiste » et de l'OLP) va très rapidement saper le terrain sur lequel l'OLP, la Syrie et le gouvernement libanais tentaient désespérément de trouver une entente.

La direction du Fath a d'ailleurs tiré certaines des leçons de la guerre civile en Jordanie. Pour mieux comprendre la

(18) Dans une interview au *Monde* publiée le 25 janvier, Nayef Hawatmeh explique : « Je tiens à préciser à propos de notre action dans la vallée de la Békaa et dans l'Akkar que l'ALP est placée sous le contrôle de l'OLP, et qu'il n'y a pas de forces régulières sous le contrôle syrien comme on l'a prétendu. (...) Damas (en refusant de conclure un accord comme celui du Sinaï) a adopté une politique conforme à nos intérêts et contraire à la politique américaine des petits pas. (...) Tout cela prouve la nécessité d'une solidarité de plus en plus grande entre la résistance palestinienne et les mouvements démocratiques nationaux au Proche-Orient. Mais il est vrai que la Syrie maintient et développe aussi des relations avec les forces réactionnaires au pouvoir dans la région. » Hawatmeh fait ici allusion au projet de fusion économique, politique et militaire entre la Syrie et la Jordanie, projet mis au point, faut-il souligner la date, en juin 1975 ? Le petit bourgeois crypto-stalinien appelle ainsi ouvertement la résistance à capituler devant la dictature de Damas alliée à la monarchie hachémite de triste mémoire !

(19) Lors de la reprise de la guerre civile, après le 11 mars, date du « coup d'Etat » du brigadier Aziz el Ahdab, ce n'est pas l'ALP que la Syrie mettra en premières lignes pour défendre le palais de Baabda où Frangié s'accroche au pouvoir, mais la Saïka, l'organisation de résistance palestinienne sous le contrôle de Damas. L'ALP est alors incapable de faire respecter le « cessez-le-feu » imposé par elle le 22 janvier.

(20) Il n'est pas sans intérêt de remarquer ici que le chef de l'armée de l'air syrienne est le général Naji Jamil qui a joué un grand rôle durant toute la durée de la médiation syrienne au Liban, général palestinien et bras droit du général Assad.

politique de l'OLP au Liban, il n'est pas sans intérêt de citer les éléments essentiels du bilan public publié par le Centre de recherches palestiniennes de l'OLP à Beyrouth en 1971. On lit dans ce document (21) :

« L'acceptation du plan Rogers par les Etats arabes a été un élément décisif pour déclencher la guerre contre nous. Notre pusillanimité et l'incompréhension que nous avions de la préparation du régime (jordanien) soutenu par certains Etats arabes et l'impérialisme, tout cela nous a conduits à la défaite. Ajoutons que l'URSS était également désireuse de normaliser la résistance dans le cadre du plan de pacification du Moyen-Orient. (...) Il existe un autre aspect, c'est que les Etats arabes, même ceux qui se prononcent pour la résistance, ne nous aident que par des articles de presse, mais très peu ou de façon négligeable sur le plan matériel. Prenons l'Irak. Son armée s'est retirée de la Jordanie au moment décisif. Le régime irakien a donné là une occasion formidable au régime jordanien auquel il a fourni des renseignements sur nous. Ce régime a essayé d'acheter le représentant de l'OLP à Bagdad, il a supprimé toutes nos activités chez lui. Prenons l'exemple de la Syrie. La Syrie est d'accord avec le projet d'unité fédérale avec l'Egypte (22). Comme l'Egypte a accepté le plan Rogers, il est bien évident que la Syrie l'acceptera dans un avenir proche. Remarquons que la Syrie a fermé la station de radio de El Assifa (*l'aile militaire de El Fath, NDLR*) à Deraa. Pourquoi ? Parce que notre station attaquait la Jordanie.

Il existe des manœuvres politiques conjointes américaines, britanniques, israélo-arabes avec des notables et des personnalités traditionnelles palestiniennes en Cis-jordanie et à Gaza pour créer un Etat ou un pouvoir qui sera lié à l'impérialisme par Israël ou par la Jordanie. »

Notons que le dirigeant du Fath qui a publié cet entretien en 1971 se prononce

nettement contre le projet d'un Etat-croupion en Cisjordanie et à Gaza pour lequel milite ouvertement le FDLP de Hawatmeh et contre lequel s'est constitué le « front du refus » animé par le FPLP pro-irakien de Habache.

Après avoir posé les questions : « Où en sommes-nous ? Où allons-nous ? Quel est notre plan d'avenir ? », le dirigeant du Fath poursuit :

« La première chose est l'obligation de forger l'unité de tous les outils de la révolution, politiquement et militairement. Deuxièmement, nous ne devons compter que sur nous-mêmes, ne laisser à aucune direction (Etat arabe) la possibilité d'intervenir et d'imposer ses vues à la résistance. Nous devons lier la lutte palestinienne, sous ces deux formes, politiques et militaires, à la scène arabe et mondiale.

« Il est vrai que nous avons avancé le mot d'ordre : ne pas intervenir dans les affaires intérieures des Etats arabes. C'est un mot d'ordre que nous devons garder comme un principe. La phase actuelle de la révolution est une phase de libération nationale entre le sionisme et l'impérialisme. Mais la Jordanie est une partie du terrains palestinien et ce mot d'ordre y est inacceptable car la nation palestinienne est indivisible, la grande majorité de nos masses vivent ici, c'est indiscutable. »

(21) Khalil Indi, *La résistance palestinienne et le régime jordanien*, CRP, en arabe, Beyrouth, 1971. Nous citons ici un extrait d'un entretien avec un dirigeant du Fath qui conserve l'anonymat, document intitulé : « la révolution, son expérience et ses défauts » (traduction de *La Vérité*).

(22) En décembre 1969, l'Egypte, la Lybie et le Soudan venaient de constituer une Fédération d'Etats arabes, fédération éphémère comme le sera sans doute la Fédération syro-jordanienne actuellement en voie de constitution entre Damas et Amman contre la résistance palestinienne et contre les masses libanaises.

Ce texte définit clairement l'orientation de l'organisation qui domine très largement l'OLP, El Fath. En somme, après la défaite de la résistance en Jordanie, les dirigeants du Fath et l'OLP prennent conscience de la nécessité d'élaborer une politique de mobilisation des masses palestiniennes et jordanienes pour le renversement de la monarchie hachémite (23). C'est seulement pour ce pays que le « principe » de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des pays arabes, doit, selon eux, être abandonné. Au Liban, on le sait, la direction de la résistance se refuse à poser la question de la nature de la politique et de la perspective gouvernementale nécessaires à la victoire des masses libanaises. La résistance soutient le « front progressiste », c'est-à-dire les organisations qui ne veulent pas remettre en cause l'ordre bourgeois au Liban (24).

Or les masses libanaises se tournent vers les organisations du « front progressiste » et vers celles de la résistance, principalement El Fath. Alors que l'Etat bourgeois s'effondre, aucune organisation n'ouvre aux masses la perspective de s'organiser en comités avec toutes leurs organisations afin de constituer les fondements de leur propre Etat. Pour K. Jumblatt, ce futur Etat ne saurait être qu'un Etat bourgeois libanais dont la tâche première sera d'ailleurs de désarmer les masses (25). La résistance palestinienne ne dit pas un mot sur cette question décisive pour les masses libanaises et donc palestiniennes.

Pour le Fath, ce qui n'est plus valable en Jordanie où la résistance a fait l'expérience de la contre-révolution, le demeure au Liban (ne pas intervenir politiquement dans la guerre de classes). Les dirigeants du Fath et de l'OLP expriment ainsi leurs propres limites politiques. Certes, El Fath refuse l'ingérence de la Syrie, de l'Irak et des autres pays arabes dans les affaires palestiniennes (tout en étant contraint à passer, et on ne saurait le critiquer sur ce point, toute une série de compromis tactiques avec ces Etats), mais reste politiquement subordonné à la politique d'unité nationale du « front progressiste » libanais basée sur la théorie de la nation arabe opposée à la révolution prolétarienne et à une véritable libération nationale.

Janvier-mars 1976 : échec de la « solution » syrienne

Le cessez-le-feu imposé le 22 janvier par la Syrie visait à restaurer l'ordre bourgeois et l'Etat libanais dans les meilleurs délais.

C'est bien du vieil Etat basé sur le bi-confessionnalisme et conservant l'hégémonie chrétienne maronite dont il s'agissait. Début février, le général Assad recevait en grande pompe Soleiman Frangé à Damas. Et le 14 février, Frangé prononçait un discours-programme où, après

(23) Le programme de l'OLP adopté en janvier 1973 avance le mot d'ordre de l'établissement d'un pouvoir national démocratique en Jordanie qui permettra de poursuivre la lutte contre l'ennemi sioniste et qui protégera la souveraineté nationale des peuples palestinien et jordanien », in Bichara et Naïm Khader, *Textes de la Révolution palestinienne*, Editions Sindbad, Paris, 1975.

(24) Kamal Jumblatt, le dirigeant du « front progressiste » qui lutte pour une réforme de l'Etat libanais débarrassé du confessionnalisme, a déclaré nettement au *Figaro* du 29 mars 1976 : « Nous représentons la gauche et la droite musulmanes. »

(25) Il faut rappeler ici les premiers mots de l'interview au *Monde* de Kamal Jumblatt publiée le 27 janvier 1976, dirigés contre... les combattants palestiniens : « Il est grand temps que la résistance palestinienne fasse un nouvel examen de conscience et rentre graduellement dans ses pénates. Il faut que les organisations de fedayin réalisent la nécessité d'une meilleure organisation de leurs cadres et qu'elles soumettent leurs masses à une discipline plus rigoureuse. Car le désordre engendre le désordre, et il en est de même de la violence. Les Palestiniens sont tenus de tirer les leçons du passé. Je dis cela tout en sachant que les Libanais ont donné le plus mauvais exemple de désordre et qu'ils ont fini par les contaminer. Je veux bien admettre que les origines de la crise étaient à la fois libano-palestiniennes et libano-libanaises : comment ne pas retenir en même temps l'image d'anarchie intégrale dont le Liban était devenu le théâtre avant le déclenchement de la guerre civile. »

avoir énoncé quelques réformettes, le chef de l'Etat libanais réaffirmait l'impérieuse nécessité de la suprématie maronite à la tête de l'Etat.

Quels moyens avait donc la réaction libanaise soutenue par la Syrie pour imposer ce programme, celui du retour au statu quo politique ? Des moyens qui, précisément, allaient devenir très rapidement inefficaces. Pendant les premières semaines, l'ALP, le commandement réactionnaire de l'armée libanaise et les officiers syriens parvenaient à faire respecter une trêve. Jusqu'à ce que, début mars, toute une série de casernes jusqu'alors épargnées tombent entre les mains de l'armée libanaise arabe du Lieutenant El Khatib. C'est pour stopper ce mouvement que, le 11 mars, le brigadier de la place de Beyrouth Aziz el Ahdab rassemble une autre fraction de l'armée autour de lui et intime à Frangié l'ordre de se démettre. Après avoir hésité quelques instants, les Kataëb prennent fait et cause pour le maintien en place de Frangié, la vacance de la présidence de la république leur paraissant, comme pour la Syrie, un risque énorme de désagrégation totale de l'Etat susceptible de livrer le pouvoir au « front progressiste ». Le gouvernement militaire syrien, fidèle à lui-même, tout en jouant un moment sur le mouvement du brigadier Ahdab (qui permit de stopper la poussée de l'armée libanaise arabe) (26), appuya ouvertement et totalement Frangié et les Kataëb.

Dans ces conditions, la guerre civile ne pouvait que recommencer de plus belle. Il fallait que l'un des deux camps disparaîsse : ou la réaction qui s'était emparée d'une autre partie de l'armée avec le corps des officiers, ou les organisations du « front progressiste » au sein et par le moyen desquelles les masses combattent. Le soutien ouvert de la Syrie aux Kataëb et à Frangié allait créer une situation explosive dans toute la région et accentuer la crise interne au Baas syrien et au régime militaire de Damas lui-même (27).

Tout au long du mois de mars, la Syrie (coordonnant ses efforts avec la Jordanie hachémite) ne parvient pas à ramener la paix. Chaque jour une « solution » est annoncée, aussitôt démentie. La presse de Beyrouth met en lumière les rapports étroits qui lient le roi Hussein de Jordanie avec l'ex-président Cha-

moun qui agit de concert avec Frangié et Gemayel ; de même, cette presse rend compte des innombrables démarches communes de Hussein et du général Assad. Mais la Syrie et la Jordanie qui veulent garantir l'ordre ancien au Liban, c'est-à-dire la suprématie maronite, ne parviennent pas à imposer leur « solution » au « front progressiste ». Il est incontestable que les dirigeants politiques du « front progressiste », Kamal Jumblatt en tête, s'opposent à la « solution syro-jordanienne » qui consiste à maintenir Frangié à la tête du Liban. Rompt en partie avec sa réserve antérieure, Kamal Jumblatt explique que seule « *la violence* », c'est-à-dire l'offensive militaire

(26) L'inconsistance politique du brigadier El Ahdab est aussi grande que celle du lieutenant El Khatib dont le programme consiste à appuyer le « front progressiste ». D'ailleurs, face à l'intransigeance de Frangié, Ahdab et Khatib ont publié une déclaration commune avec l'accord de K. Jumblatt stipulant que les « deux fractions (de l'armée) œuvreront en vue de la réunification de l'armée libanaise qui doit être une armée du Liban arabe » (selon le quotidien de langue française de Beyrouth, *L'Orient-Le Jour* du 16 mars 1976).

(27) *L'Orient-Le Jour* du 14 février a publié l'information suivante, reprise des agences de presse AFP, UPI et Reuter : « Un affrontement armé, opposant les forces de sécurité syriennes aux habitants de Hama, la 4^e ville de Syrie, aurait eu lieu jeudi (12 février), indique vendredi le quotidien du Caire « Al Ahram » dans une correspondance de Damas. L'incident a éclaté, précise le journal, lors de l'arrivée à Hama du chef des services syriens de renseignements, le major Mohamed Ghora, à la tête d'un détachement des forces de sécurité. « Al Ahram » ajoute que le major Ghora venait y arrêter des étudiants, pour des raisons inconnues. L'affrontement aurait fait quatre morts, dont le major Ghora, parmi les forces de sécurité. Un grand nombre d'habitants de Hama ont également été tués. Certains d'entre eux sont morts noyés dans le fleuve El-Assy, en fuyant le feu des forces de sécurité. Les autorités compétentes, indique enfin le journal, déployent une intense activité afin de circonscrire cet affrontement et parer à ses possibles conséquences. »

du « front progressiste », le désarmement des Kataëb à Beyrouth et dans la montagne libanaise, peut aboutir à une solution (cf l'interview de Jumblatt au *Figaro* du 29 mars).

Mais la contre-offensive militaire du « front progressiste » est un facteur de crise énorme en Syrie et en Jordanie qui se sont engagées à rétablir la « paix ». Ainsi, selon *L'Orient - Le Jour* du 27 mars, le quotidien jordanien « *Al Chaab* » indique que les « milieux diplomatiques sont très inquiets de la tournure des événements au Liban et craignent que le conflit ne dépasse le Liban et ne gagne d'autres parties de la région » (28).

Premières conclusions

Au moment où cet article est écrit (30 mars), nul ne peut encore savoir quel sera le dénouement de la guerre civile libanaise qui continue à faire rage dans tout le pays et, semble-t-il, de façon encore plus violente qu'en décembre 1975-janvier 1976.

Il est clair que la Syrie (et la Jordanie) ne parviennent pas à imposer une solution satisfaisante pour l'impérialisme. Dans ces conditions, de nouvelles manœuvres se dessinent. Sadate propose les bons offices de l'Egypte qui cherche à prendre sa revanche sur la Syrie, en avançant l'idée d'une intervention conjointe des armées arabes au Liban, sous couvert de l'ONU. Les Etats-Unis proposent la perspective d'une médiation américaine. Mais toutes ces propositions se heurtent, pour leur réalisation, à un obstacle de taille : nul ne sait quelles pourraient être les conséquences d'une intervention américaine ou des armées arabes, y compris sous le couvert de l'ONU, sur les masses de toute la région, et particulièrement de Syrie et d'Egypte.

Dans ce dernier pays le mouvement du puissant prolétariat (qui compte sept millions de travailleurs) connaît de nouveaux développements. Sadate a prononcé un discours, le 27 mars, dénonçant les grèves ouvrières incessantes et les manifestations d'opposition, concluant : « Je ne permettrai pas à l'Egypte de devenir un autre Liban. L'instabilité dans le pays signifie la ruine et le chaos » (*L'Orient-Le Jour* du 28 mars). Mais les discours de Sadate, la répression qui frappe le prolétariat et le peuple égyptien

n'y changeront rien : la classe ouvrière la plus nombreuse du Moyen-Orient, celle d'Egypte, est en mouvement. La catastrophe économique guette l'Egypte. Le gouvernement Sadate, en signant l'accord du Sinaï avec Israël (septembre 1975) a ouvertement renoncé à la satisfaction des aspirations et revendications nationales, notamment sur le Sinaï. Plus, Sadate, dans le discours cité du 27 mars, appelle les masses à cinq années de sacrifices. La question qui se pose est claire : combien de temps encore la bourgeoisie égyptienne parviendra-t-elle à conserver le contrôle policier qu'elle exerce contre sa classe ouvrière ? L'Egypte peut s'effondrer économiquement et politiquement d'un jour à l'autre. Il en est de même pour la Syrie minée de contradictions. Telle est la réalité profonde qui interdit toujours une intervention militaire américaine ou de l'ONU au Liban pour rétablir l'ordre bourgeois, tâche que la Syrie s'est avérée incapable de réaliser.

Les développements politiques dans la région ont également mis au premier plan une nouvelle montée des masses palestiniennes en Cisjordanie et à l'intérieur même d'Israël (mouvement de résistance des masses paysannes en Galilée, vote massif des Palestiniens aux élections municipales de Nazareth sur la liste du PC arabe Rakah). Depuis le début de l'année 1976, de grandes manifestations de la jeunesse et des travailleurs ne cessent de se développer en Cisjordanie, les plus importantes et les plus longues jamais connues encore dans cette région depuis la guerre des Six

(28) Le même journal relatant la rencontre Assad-Jumblatt du 27 mars écrit : « Le président Assad a exprimé ses appréhensions vis-à-vis de l'escalade militaire et a insisté sur la nécessité d'une solution susceptible de satisfaire toutes les parties. Il aurait ajouté que la Syrie ne « s'accroche » pas à Frangié, mais qu'elle considère que son départ devrait avoir lieu avec l'accord de toutes les parties et dans des conditions susceptibles d'être admises par l'ensemble des Libanais. » Assad veut sauver les Kataëb en difficulté, Jumblatt veut écraser les Kataëb et la réaction avec le moyen de l'armée de Ahdab-Khatib. Pour la Syrie, c'est l'impasse, et une impasse dangereuse.

jours de 1967, c'est-à-dire depuis l'occupation israélienne.

Ainsi, au Liban, en Cisjordanie, en Galilée, en Syrie et en Egypte, c'est bien le développement de la lutte des classes qui ordonne la montée politique des masses qui veulent la satisfaction de leurs aspirations nationales et sociales. Certes, ni le prolétariat libanais, ni celui d'Egypte ne sont encore en mesure d'ouvrir une perspective politique au combat des masses dans toute la région (palestiniennes, libanaises, syriennes, égyptiennes, etc.). A l'étape actuelle, la lutte des masses palestiniennes est subordonnée politiquement au nationalisme panarabe, de même que celle des masses libanaises que les staliniens soumettent à la bourgeoisie dite « progressiste ». En Egypte, le prolétariat n'est pas encore parvenu à constituer son propre parti indépendant (29).

Mais une réalité s'affirme au Moyen-Orient. Par-delà le chaos social et politique qui bouleverse toute la région, il est clair que l'activité révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes tente d'ordonner la situation. Les masses palestiniennes, ouvrières et paysannes ont considérablement œuvré à la progression politique des masses ouvrières et paysannes au Liban, aujourd'hui armées. L'effondrement de l'Etat bourgeois au Liban ouvre la voie à la révolution prolétarienne dans ce pays. Certes, sans parti ouvrier indépendant au Liban, sans l'existence même d'un noyau marxiste au sein du prolétariat (30), il est assez probable que ce sont les dirigeants du « front progressiste » qui conserveront la direction du mouvement des masses. Mais dans le cas où Kamal Jumblatt et la fraction de la bourgeoisie libanaise qu'il représente accéderait au pouvoir pour reconstruire l'Etat bourgeois, c'est contre les masses qu'ils se dresseraient afin que soit restauré l'appareil d'Etat garant de la propriété privée. Nul ne peut dire encore dans quelles conditions ces nouveaux développements politiques se produiront, ni quelles conséquences une éventuelle défaite de la réaction libanaise aurait dans ce pays et dans toute la région.

De même il n'existe pas de parti ouvrier indépendant en Egypte, ni même de noyau militant marxiste ouvrant une perspective politique indépendante à la classe ouvrière (31). Il n'en demeure pas

moins qu'aujourd'hui, la bourgeoisie égyptienne a une claire conscience du danger. « Que l'Egypte ne devienne pas un second Liban », déclare Sadate. Chacun craint par-dessus tout l'ouverture d'une crise révolutionnaire qui sourd dans ce pays et qui poserait, non seulement en Egypte, mais dans tout le Moyen-Orient, tous les problèmes de la révolution prolétarienne.

C'est ainsi qu'une année de guerre civile acharnée dans ce petit pays qu'est le Liban, dans le cadre de la nouvelle situation internationale, risque de mettre le feu aux poudres dans toute la région et de libérer des forces immenses jusqu'à présent comprimées dans tous les pays. La réaction locale et mondiale en a une conscience aiguë. Le prolétariat des pays du Moyen-Orient devra, pour se préparer aux événements et aux développements à venir, trouver le chemin de la claire conscience de ses tâches historiques. Pour sa part, l'OCI et le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale sont prêts à ouvrir la discussion sur l'ensemble des problèmes posés par les développements de la lutte des classes et des luttes de libération nationale qui, au Moyen-Orient notamment, en sont une partie intégrante.

Le 30 mars 1976,
Jacques MEYRAND.

(29) On sait qu'après l'avènement de Nasser, le PC égyptien décida, sur l'injonction du Kremlin, de se dissoudre dans le parti unique bourgeois, l'Union socialiste arabe. Or, en mai 1975, les staliniens égyptiens ont reconstitué un PC clandestin, ce qui ne signifie pas que le prolétariat de ce pays dispose aujourd'hui d'un parti indépendant. C'est néanmoins à une crise révolutionnaire en Egypte que se prépare le Kremlin et la reconstitution du PC égyptien dont les militants sont dénoncés et pourchassés par Sadate est un signe des nouveaux développements que connaît et connaîtra ce pays.

(30) Signalons que le programme et l'activité du groupe publiste libanais « El Mounadel » sont entièrement sur les positions de la « majorité » (Mandel-Maitan-Kravine) du SU de la IV^e Internationale.

(31) Il en est de même de la politique du groupe publiste égyptien (la Ligue communiste internationaliste) dont la plupart des militants ont été arrêtés par la police de Sadate en août 1975.

Althusser surdétermine la révolution

par Denis COLLIN

Répondant à ceux qui auraient pu penser qu'il allait « réhabiliter » le trotskysme, Jean Elleinstein écrit à propos du terme de stalinisme :

« Je ne l'admetts que dans le sens indiqué par Althusser de déviation théorique du marxisme qui a marqué le mouvement ouvrier international pendant plusieurs dizaines d'années. » (*France Nouvelle*, n° 1548, 14-7-75.)

Ainsi Elleinstein fixe le cadre de son entreprise et montre sa « bonne foi » envers le PCF en expliquant que le stalinisme est simplement une « déviation théorique du marxisme » et les « audaces » de l'historien s'appuient sur les « audaces » théoriques de Louis Althusser qui a produit les concepts permettant de penser le stalinisme comme « déviation théorique ». Que ces « audaces » constituent la substance « théorique » du discours de Georges Marchais sur le stalinisme, diffusé à cinq millions d'exemplaires, ce n'est pas là une

ruse de la raison. Elleinstein et Althusser, chacun dans son domaine, ont pu passer pour des « dissidents », des représentants de l'ouverture chez les intellectuels du PCF, à l'opposé du dogmatisme des « politiques ». Pourtant, une lecture un tant soit peu attentive de ce qu'ils écrivent détruit cette image d'Epinal. Elleinstein, toujours dans le même numéro de *France-Nouvelle*, reprenant quasi mot pour mot les propos d'Althusser dans la *Réponse à John Lewis*, écrit :

« D'après la maladie de Lénine, il est incontestable que Trotsky eut tort et le parti — pas seulement Staline — raison dans la discussion sur la construction du socialisme dans un seul pays et c'est ce qui était décisif à ce moment-là... »

Elleinstein l'historien et Althusser le philosophe, avec des arguments « neufs », tentent de réhabiliter Staline « théoricien ». Il s'agit, au moment où la crise de la bureaucratie stalinienne s'aggrave, au moment où les

développements révolutionnaires en Europe conduisent l'appareil stalinien en première ligne de la contre-révolution, de colmater les brèches, de tenter de donner une « philosophie » qui ne soit plus le bon vieux « dogmatisme », désormais mis au renart, mais qui, tout en faisant peau neuve, sauvegarde l'essentiel. Au centre et à l'initiative de cette opération se trouve Louis Althusser.

Depuis quelques années, Althusser, professeur à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, occupe une place éminente dans l'intelligentsia universitaire de ce pays, parmi les intellectuels staliniens aussi bien que dans certains milieux gauchistes. Tout récemment encore, la Ligue publiste publiait son *Contre Althusser* et consacrait une bonne partie de sa revue théorique *Marx ou Crève* à l'althussérisme. La *Nouvelle Critique*, revue du PCF en direction des intellectuels, est quasi unanimement althussérienne. Quant à la politique du PCF dans l'enseignement, elle trouve un fondement inattendu, mais au fond assez naturel, dans la théorie des « appareils idéologiques d'Etat ».

L'althussérisme recouvrant les préoccupations d'une partie de l'intelligentsia décadente connue sous le nom de « structuralisme », on pourrait ne voir dans Althusser qu'une simple mode, à laquelle l'appareil apporterait son concours. En fait, c'est pour de profondes raisons politiques que l'appareil met aujourd'hui en avant l'althussérisme et non par simple goût de satisfaire l'opinion publique petite-bourgeoise ; après le XX^e congrès et la « déstalinisation », après l'écrasement de la révolution hongroise par les chars soviétiques (en l'occurrence, il serait plus juste de dire « anti-soviétiques »), la crise de la bureaucratie stalinienne s'est exprimée avec particulièrement d'acuité chez les intellectuels staliniens. Il était nécessaire de retrouver un ciment idéologique ; on cherche dans le « jeune Marx » humaniste ; mais

c'était un peu trop dangereux, comme l'a montré l'affaire Garaudy. L'althussérisme, avec ses prétentions à la défense de l'orthodoxie marxiste, par la relecture de Marx, s'est progressivement imposé comme la seule philosophie capable de justifier le « socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire la lutte contre « l'utopie de la révolution mondiale », connue généralement sous le nom de trotskysme. Les publistes, toujours à « gauche », se sont évertués à réfuter Althusser à l'aide de Lukacs, ce grand « marxiste », alors que le concept central d'Althusser, la surdétermination, est tout simplement emprunté à Lukacs.

Il ne s'agit pas là de débats académiques dont nous pourrions nous désintéresser : l'ennemi est clairement indiqué par Althusser :

« ... le renforcement d'organisations qui subsistent depuis quarante ans sans avoir remporté aucune victoire historique (car à la différence des « gauchismes » actuels ce sont des organisations et elles ont une théorie) : les Organisations trotskystes. » (*Réponse à John Lewis*, p. 85.)

Et Elleinstein reprend :

« Le trotskysme contemporain est une chose et je le combat sans concession d'aucune sorte pour sa politique antisoviétique et anticomuniste, pour sa stratégie passéeiste. » (*France Nouvelle*, n° 1548.)

Evidemment, quelle stratégie « rétro » que la lutte pour la rupture avec la bourgeoisie, pour le front unique ouvrier au moment où le Programme commun est devenu l'instrument essentiel de la division de la classe ouvrière en vue de maintenir en place la V^e République moribonde !

Althusser produit les concepts théoriques qui permettent à Elleinstein de justifier historiquement la lutte contre le trotskysme, c'est-à-dire la lutte contre le front unique, contre

la révolution, pendant que l'appareil, lui, lutte avec des moyens beaucoup moins théoriques et n'hésite à recourir ni à la violence ni à la calomnie contre les trotskystes (cf. l'article de Pierre Lambert dans *IO* n° 708). Telle est la disposition des acteurs sur la scène réelle du stalinisme. Et c'est cela qui nécessite aujourd'hui pour les trotskystes une critique de fond de la « philosophie » d'Althusser. Bien sûr, « l'arme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes ». Mais elle en est un moment indispensable.

Les origines de l'althussérisme

Avant d'aborder la pensée d'Althusser proprement dite, il convient de la situer à sa place dans la philosophie bourgeoise. Longtemps la presse a classé Althusser, avec Foucault, Lévi-Strauss et Lacan, parmi les « quatre mousquetaires » du structuralisme français. Bien sûr, aujourd'hui, ces quatre personnages se défendent d'être structuralistes. Néanmoins, ils partagent un fond d'idées communes ou, pour employer leurs termes, une « problématique théorique ». Plus exactement, Althusser empruntera les concepts du structuralisme, ou mis en vogue par le structuralisme, pour les appliquer à la pensée de Marx. Il s'agit de relire Marx avec l'aide de la « causalité métonymique » de Lacan, de la « rupture épistémologique » de Bachelard et de Michel Foucault. Le principe même du structuralisme, comme le notait Antoine Thivel dans le n° 557 de *La Vérité*, c'est que « *le type, le modèle, la structure préexiste à la réalité, c'est le concept qui crée la chose* ». C'est déjà ce qu'on trouve chez Max Weber au début de ce siècle. Par-delà tous les détours, c'est l'idéalisme métaphysique qui forme la seule base du structuralisme. Qu'Althusser veuille

interpréter Marx grâce au structuralisme, cela situe déjà toute son entreprise. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que l'université française ne reconnaît, comme seul marxiste sérieux, ouvert, digne d'intérêt, qu'Althusser. Althusser a fait du marxisme un champ d'application d'une théorie beaucoup plus vaste, le structuralisme, théorie qui, elle, s'oppose complètement au marxisme, cette « philosophie de la machine à vapeur » comme le disait l'ex-ministre de l'Education nationale Joseph Fontanet.

Le projet d'Althusser

Comment Althusser a-t-il été amené à penser Marx grâce au structuralisme ? Pour comprendre ce premier mystère, il est nécessaire de revenir un instant sur les origines du projet althussérien. Adhérent du Parti stalinien de France, Louis Althusser traverse les dououreuses remises en cause du XX^e congrès. Comment pouvait-on à la fois être philosophe et membre du PCF ? Tel est le premier problème qu'Althusser doit résoudre, problème d'autant plus aigu que dans les années 1948-1953 régnait dans le parti de dangereuses conceptions le « délitre jdanovien » de la science prolétarienne opposée à la science bourgeoise, la « dangereuse aventure du lissenkisme » ; comment se sortir de ces « errements » ?

« Paradoxalement, il ne fallut pas moins de Staline, dont le contagieux et implacable système de gouvernement et de pensée provoquait ces délires, pour plier à un peu de raison cette folie. Entre les lignes de quelques pages simples où il blâmait le zèle de ceux qui prétendaient faire à toute force de la langue une superstructure, nous entrevîmes que l'usage du critère de classes n'était pas sans bernes... » (1)

(1) L. Althusser : *Pour Marx*, p. 12 (éd. Maspéro).

Ainsi, c'est le théoricien Staline qui montre la voie au philosophe Althusser après ces dangereuses aventures du lissenkysme et du jdanovisme, théoricien Staline qui, chacun le sait, n'a rigoureusement rien à voir avec le politicien Staline à « *l'implacable système de gouvernement* » ; c'est bien normal : « *l'usage du critère de classes n'est pas sans bornes* »...

Sur la voie lumineuse que lui a ouverte Joseph Staline, Althusser va se heurter à un deuxième problème : l'indigence théorique du mouvement ouvrier français, qui n'a jamais eu de théoricien comparable à l'Allemagne ou à l'Italie pour ne pas parler de la Russie ; le marxisme français a toujours été vulgaire, soumis à la pression de la bourgeoisie, infesté par l'économisme et l'humanisme. Ainsi le mouvement ouvrier n'est plus international dans son essence ; Marx est un théoricien allemand, Lénine un théoricien russe, et la France manque de théoricien. Le parti avait rendu à Aragon les couleurs de la France ; Althusser constate que la France est bien pauvre théoriquement et que c'est de là que vient tout le mal. Il faut à la démocratie avancée un « théoricien national » ; il faut relire Marx pour y découvrir ce que personne n'avait osé y lire. C'est à cette tâche grandiose que va s'attaquer Althusser.

La coupure épistémologique

Dans les années d'après guerre, les staliniens et les philosophes bourgeois se jetèrent sur le jeune Marx, ce philosophe bien sympathique, éthique et humaniste. Enfin Marx était présentable à la bourgeoisie ; philosophe de l'alléiation, il prenait sa place dans le concert des philosophes. Althusser ne tombe pas dans ce travers. Au contraire, il va passer son temps à terrasser le dragon humaniste. Le « jeune Marx », nous

dit Althusser, n'est pas hégelien, mais feuerbachien ; et dès 1845 s'amorce dans l'œuvre de Marx une « *rupture épistémologique* ». Marx va se mettre à penser autre chose et autrement. Contrairement à l'opinion courante ; la dialectique marxiste n'est pas la dialectique de Hegel remise sur ses pieds ; c'est tout autre chose : c'est une dialectique structurale, une « combinatoire », ou plutôt, précisera Balibar, disciple d'Althusser, une « *pseudo-combinatoire* ».

Cette première thèse d'Althusser a été souvent réfutée. La discussion ne finit jamais entre ceux qui sont pour la « *coupure épistémologique* » et ceux qui sont contre. Bataille de textes qui n'a d'équivalent que les diatribes des scolastiques, cette discussion n'a pas dépassé le cadre de la spéculation philosophique. Althusser a beau jeu de montrer que Marx n'est plus hégelien et ses adversaires n'ont souvent que quelques citations choisies et des interprétations parfaitement idéalistes à lui opposer. Dans le genre, le long article de Jean-Marie Brohm par quoi commence le *Contre Althusser* publié par la LCR est un modèle.

Il est vrai que le jeune Marx reste fidèle au cadre de la philosophie spéculative jeune-hégélienne et il est non moins vrai que 1845 marque un tournant dans la pensée de Marx (et d'Engels). C'est ce tournant, cette rupture qui constitue l'objet de *L'Idéologie allemande* où Marx et Engels règlent leurs « *comptes avec leur ancienne conscience philosophique* ». La rupture de Marx et Engels avec la philosophie, c'est le passage du « communisme pensé » au communisme réel, le passage de la critique des représentations du monde à l'activité pratique critique.

Mais ce n'est pas de cela dont parle Althusser. D'ailleurs les thèses sur Feuerbach sont pour lui « énigmatiques ». Althusser nous dit que Marx en finit avec la conception hégelienne de l'histoire ; il entend par là

le passage d'une société à une autre suivant le développement des contradictions au sein de l'ancienne société. La conception marxiste, selon Althusser, c'est la pensée des « discontinuités », la pensée de « l'hétérogénéité du temps historique » ; le fondement de l'analyse marxiste serait la structure comme combinaison de structures autonomes — ce qu'Althusser nomme un « complexe structuré à dominante ». Bien sûr, n'importe quel lecteur du *Capital* pourra dire que Marx ne partage pas exactement ce point de vue. A cette objection, Althusser a une réponse toute prête : Marx n'a pas eu le temps de mettre en place sa philosophie. Il a découvert une nouvelle science (le « continent histoire »), mais il n'a pas pu penser son œuvre dans des concepts adéquats. Il a donc été obligé de penser son travail dans d'anciens concepts qui sont ceux de Hegel ; mais ces concepts ne sont plus alors de véritables concepts, mais des « concepts-indices » ou des « pseudos concepts ». C'est pourquoi le livre I du *Capital* fourmille de références hégéliennes. Mais ce ne sont que des traces. Althusser va débarrasser complètement Marx de ses traces hégéliennes et il ne trouvera comme véritables ouvrages marxistes que la *Critique du programme de Gotha* et les *Notes sur Wagner* : Althusser explique cela sans rire dans l'introduction à l'édition Flammarion du livre I du *Capital*, introduction dans laquelle il conseille d'éviter cette horreur hégélienne qu'est la première section.

Mais pourquoi Marx n'a-t-il pas écrit cette philosophie marxiste qui manque tant ? Faute de temps ? Ou parce que dans *L'idéologie allemande* il expliquait que la philosophie doit disparaître et qu'un savoir réel doit la remplacer ? Ces explications ne tiennent pas aux yeux d'Althusser. Si Marx n'a pas écrit la philosophie indispensable à la compréhension de son œuvre scientifique,

c'est que le temps de la philosophie n'était pas encore venu :

« La philosophie marxiste ne peut pas ne pas être en retard sur la science de l'histoire. Il faut du temps pour qu'une philosophie naîsse, se constitue et se forme, puis se développe après des grandes découvertes qui ont provoqué sourdement sa naissance. » (2)

Nous retrouvons ici notre vieille amie la chouette de Hegel qui ne s'envole qu'au crépuscule. Althusser a beau exorciser le démon hégélien, rien n'y fait. Il retombe dans les ornières hégéliennes, car voici le temps venu où la philosophie marxiste va pouvoir se déployer dans l'althusserisme, car les textes de *Pour Marx* :

« ... sont à leur manière des témoins d'une singulière expérience que tous les philosophes de mon âge et qui tentèrent de penser dans Marx, eurent à vivre : la recherche de la pensée philosophique de Marx indispensable pour sortir de l'impassé théorique où l'histoire nous avait relégués. » (3)

La « coupure épistémologique », ce n'est donc pas la rupture entre la philosophie speculative et la science de la lutte de classe prolétarienne ; c'est la rupture entre deux philosophies ; Althusser garde avec les adeptes du « jeune Marx » un point fondamental : ce qui est fondamental dans Marx, c'est la philosophie. Mais de quelle philosophie s'agit-il donc ?

La « lecture symptômale » du « Capital »

C'est en lisant *Le Capital* qu'Althusser espère parvenir à découvrir la philosophie de Marx :

(2) L. Althusser : Sur le rapport de Marx à Hegel - in *Lénine et la Philosophie*, éd. Maspéro, p. 54.

(3) L. Althusser : *Pour Marx*, p. 11.

« Nous n'avons pas lu *Le Capital* en économistes, en historiens ou en littéraires. Nous n'avons pas posé au *Capital* la question ni de son contenu économique ou historique, ni de sa simple logique interne. » Nous avons lu *Le Capital* en philosophes. » (4)

Notons d'abord qu'Althusser ne semble pas avoir eu l'idée de lire *Le Capital* en militant ouvrier ; ce qui l'intéresse, c'est la lecture philosophique d'un ouvrage économico-historique. Et à cette œuvre, Althusser a posé la question de « son rapport à son objet ». La lutte de classes par quoi Marx explique toute l'histoire jusqu'à nos jours a complètement disparu. Althusser nous a déjà dit que, grâce à Staline, il avait découvert que « l'usage du critère de classes n'était pas sans bornes ». C'est pourquoi il faut trouver un nouveau mode de lecture. Cette nouvelle lecture est une lecture freudienne, revue d'ailleurs grâce à Bachelard et Lacan. Il faut découvrir le contenu latent du *Capital*, au travers des « bavures » du contenu manifeste. Mais Althusser a d'autres références, plus « classiques ». Ainsi, c'est grâce à Spinoza qu'il a pu comprendre que :

« ... la vérité de l'histoire ne se lit pas dans son discours manifeste parce que l'histoire n'est pas un texte où parlerait une voix (Logos) : mais l'inaudible et illisible notation des effets d'une structure de structures. » (5)

Nous voilà ici au cœur du problème : l'histoire est proprement inaudible et illisible ; le monde réel est inintelligible, parce qu'il n'y a pas une voix, c'est-à-dire Dieu, qui « parle » ce monde. Althusser réintroduit ici le monde dualiste de la métaphysique. L'intelligible et le monde réel (sensible) sont absolument séparés. Puisque l'histoire réelle, la pratique

réelle des hommes est incompréhensible, Althusser doit donc quitter ce terrain pour se placer sur un autre terrain ferme pour la philosophie, celui de la « production de la théorie de la connaissance ». Ainsi le communisme n'est plus l'expression théorique d'un mouvement réel, mais le produit d'une lecture théorique de Marx.

Car Marx est d'abord un grand lecteur, nous dit Althusser. Et l'œuvre de Marx peut en quelque sorte se résumer à la lecture de l'économie classique. Lecture à plusieurs niveaux. D'abord Marx voit ce que Smith n'a pas vu, les « bavures » de Smith ; mais cette première lecture, limpide, est défaillante car :

« ... (elle) ne se soutient que du double et conjoint constat des présences et des absences, des vues et des bavures, (mais) elle se rend coupable d'une singulière bavure : elle ne voit pas que l'existence combinée des vues et des bavures dans un auteur pose un problème, celui de leur combinaison. Elle ne voit pas problème justement parce que ce problème n'est visible qu'en tant qu'invisible, parce que ce problème concerne tout autre chose qu'il suffirait d'avoir l'œil clair pour voir. » (6)

La véritable lecture de Marx, c'est cette deuxième lecture. Car ce qui est en cause, ce n'est pas ce que l'économie classique voit, ce qu'elle ne voit pas, mais c'est qu'elle ne voit pas ce qu'elle voit. C'est là le concept de « bavure » ; si l'économie classique n'a pas vu telle ou telle chose, c'est non par défaillance, mais parce que sa « problématique théorique » le lui interdisait.

« L'invisible est le non-voir de la problématique théorique sur ses non-objets. » (7)

Cette structure du visible et de l'invisible, c'est la « problématique théorique ».

(4) L. Althusser : *Lire le Capital*, I, p. 10.

(5) L. Althusser : *Lire le Capital*, I, p. 14.

(6) L. Althusser : *Lire le Capital*, I, p. 17.

(7) L. Althusser : *Lire le Capital*, I, p. 26.

Un « retour à Kant » ?

A la fin du siècle dernier, la dernière mode philosophique fut le « retour à Kant ». Cette mode envahit y compris le mouvement ouvrier, aussi bien dans la social-démocratie allemande que le Parti bolchevique où les ultra-gauches adoptaient les théories empiriocritiques néo-kantiniennes de Mach. Cette philosophie signifie que le monde réel ne peut pas être connu. Seul le monde sensible, expérimental peut être connu. C'est-à-dire que seule est connue une réalité mentale : les images que notre cerveau forme sous l'impulsion d'un élément extérieur. Mais dès lors se pose un problème : comment pouvons-nous ordonner, lier ces images et en déduire des lois objectives ? Cela tient, disent Kant et les néo-kantiens, à une faculté. Ce sont les « catégories *a priori* de l'entendement » qui déterminent l'expérience sensible. La seule chose qui peut donc être réellement connue, c'est le connaître, c'est un processus qui se déroule entièrement dans la pensée ; mais du monde réel, existant par lui-même, en dehors de notre pensée, on ne peut rien dire.

Althusser se lance très exactement sur la même voie. L'histoire étant inintelligible, opaque, l'objet même du *Capital*, ce n'est pas « penser la vie » — ce qui serait hégelien — mais c'est la production de la théorie de la connaissance, et malheureusement Marx n'a pas vu cela. C'est là le drame du *Capital* :

« Il n'est pas interdit de penser que si Marx joue si bien en certains passages des formules hégelienes, ce jeu n'est pas seulement élégance ou dérision, mais, au sens fort, le jeu d'un drame réel, ou d'anciens concepts jouent, désespérément le rôle d'un absent qui n'a pas de nom, pour l'appeler en personne sur la scène, alors qu'ils n'en

produisent la présence que dans leurs ratés, dans le décalage entre les personnages et les rôles. » (8)

Et plus loin :

« quelque chose de la vie de la théorie marxiste de l'histoire est peut-être suspendu à ce point précis où Marx, de mille manières, nous désigne la présence d'un concept essentiel à sa propre pensée, mais absent de son discours. » (9)

Cet absent, c'est la philosophie de Marx car, pour comprendre *Le Capital*, il faut

« pénétrer la logique très particulière et très paradoxale qui aboutit à cette production, c'est-à-dire la logique des conditions de la production des connaissances. » (10)

La question décisive, c'est donc de « connaître le connaître ». C'est la définition même du sujet transcendental de Kant. Mais comment ce processus situé tout entier dans la pensée peut-il assurer l'appropriation cognitive de l'objet ? Kant répondait par l'expérience. Mais c'est ici qu'Althusser s'écarte de Kant.

La pratique théorique

Marx et Engels ont placé la pratique comme critère décisif de la connaissance et de la théorie.

« Tous les mystères qui portent la théorie vers le mysticisme trouvent leur solution rationnelle dans la pratique humaine et dans la compréhension de cette pratique. » (11)

Mais Althusser, on le sait, trouve les thèses sur Feuerbach « énigmatiques ». Tel Oedipe devant le Sphinx,

(8) L. Althusser : *Lire le Capital*, I, p. 31.
(9) *Ibid.*

(10) L. Althusser : *Lire le Capital*, I, p. 52.

(11) 8^e thèse sur Feuerbach. Marx.

Althusser va trouver la solution à cette énigme marxienne. Il suffit de changer le sens du terme « pratique ».

« Par pratique en général, nous entendons tout processus de transformation d'une matière première déterminée, en un produit déterminé, transformation effectuée par un travail humain déterminé, utilisant des moyens de production déterminés. » (12)

Cette définition extrêmement vague peut tout aussi bien s'appliquer au travail qu'à la pensée subjective. En effet

« Par théorie nous entendons (...) une forme spécifique de la pratique (...). La pratique théorique entre sous la définition générale de la pratique. Elle travaille avec une matière première (des représentations, des concepts, des faits) qui lui est donnée par d'autres pratiques soit « empiriques », soit « techniques », soit « idéologiques. » (13)

La pensée subjective est elle-même une pratique. La pratique devient donc largement intramentale. C'est ainsi qu'Althusser peut écrire :

« La pratique théorique est bien à elle-même son propre critère, contient bien en elle des protocoles définis de validation de la qualité de son produit, c'est-à-dire les critères de la scientificité des produits de la pratique scientifique. (14)

C'est ainsi que le marxisme se trouve complètement émancipé de tout fondement réel. Le critère de la science, c'est la cohérence formelle interne, c'est « l'auto-mouvement de l'esprit ». Grâce à son tour de passe-passe sémantique, Althusser fait passer toute la réalité dans la pensée, laquelle est personnifiée dans

la métaphysique sous le nom de l'Idée. Le monde réel, dès lors, n'est plus que la forme phénoménologique de l'Idée. Il doit se conformer à la pratique théorique :

« C'est parce que la théorie de Marx était « vraie » qu'elle a pu être appliquée avec succès, ce n'est pas parce qu'elle a été appliquée avec succès qu'elle est vraie. » (15)

L'Idée (marxiste) est désormais au poste de commande. C'est parce que le matérialisme historique — qui n'existe pas encore — est vrai qu'a eu lieu la Révolution française ! L'Idée préexiste bien à la matière. Et chaque développement réel n'est qu'une manifestation du mouvement de l'Idée.

A force de chasser les dragons hégéliens, Althusser est retombé complètement dans la mystique hégélienne. Dieu s'appelle désormais le matérialisme historique et Althusser est son prophète ! Marx avait extirpé la dialectique de sa gangue mystique. Althusser, grâce à sa lecture « symptomale » et sa « pratique théorique », rétablit le mysticisme et chasse le noyau rationnel. Opération qu'il n'est pas le premier à accomplir, puisque c'est très exactement la philosophie des « jeunes hégéliens », des Bauer et des Stirner, si méchamment réfutés dans *L'idéologie allemande*.

Contradiction et surdétermination

Le retour à la logomachie hégélienne ne peut se faire que par l'attaque en règle contre la dialectique, et donc contre les concepts hégéliens qu'emploie Marx, qualifiés de « concepts-indices » ou encore « pseudos-concepts ».

(12) L. Althusser : *Pour Marx*, p. 167.

(13) L. Althusser : *Pour Marx*, p. 168.

(14) L. Althusser : *Lire le Capital*, I, p. 71.

(15) L. Althusser : « *Lire le Capital* », I, p. 75.

Tous ces pseudos-concepts, Althusser les remplace par le concept scientifique de « surdétermination », trouvé à l'œuvre dans la « pratique politique » de Lénine et dans le texte de Mao Tsé-toung de 1937, *De la contradiction*.

La « contradiction » n'est pas, selon Althusser, un concept marxiste, ou, plus exactement, la contradiction chez Marx n'est jamais active. La contradiction active est une conception hégélienne. Ainsi la contradiction fondamentale entre les forces productives et les rapports sociaux de production n'est pas active par elle-même. Elle ne peut agir que s'il y a une « combinaison de circonstances et de courants qui sont hétérogènes » mais qui fusionnent dans une « unité de rupture » :

« Quand dans cette situation entrent en jeu, dans le même jeu, une prodigieuse accumulation de « contradictions » dont certaines sont radicalement hétérogènes et qui n'ont pas toutes la même origine, ni le même niveau et lieu d'application, et qui pourtant se fondent en une unité de rupture, il n'est plus possible de parler de l'unique vertu simple de la contradiction générale. » (16)

S'agit-il de dire qu'il ne suffit pas que le capitalisme ait fait objectivement son temps pour que s'ouvre une crise révolutionnaire ? Ce ne serait pas là une découverte puisque tous les marxistes savent que le régime de la propriété privée ne tombera pas si on ne le fait choir, savent qu'il faut distinguer les moments, les étapes. Mais visiblement, ce n'est pas de cela dont parle Althusser. La plupart des marxistes, sans le dire, auraient gardé une conception hégélienne de la dialectique, pris la dialectique de Hegel pour celle de Marx. La contradiction simple générale est l'exemple même de ce mau-

vais héritage hégélien. Althusser, au contraire, propose de parler de « surdétermination » de la contradiction.

« Elle est déterminée par les divers niveaux et les diverses instances de la formation sociale qu'elle anime : nous pourrions la dire surdéterminée en son principe. » (17)

Apparemment, il ne s'agit que d'une bataille terminologique. Pourtant cette bataille de termes prépare l'attaque contre la dialectique. D'une part, Althusser s'attaque à Hegel en lui attribuant une conception qu'il n'a pas : « *L'extériorité n'est que la manifestation de l'intérieurité*. » Il fabrique une « totalité » pseudo-hégélienne, à laquelle il pourra opposer magistralement la sienne, en la faisant passer pour celle de Marx : l'autonomie relative des structures ayant chacune leur propre temps et leur propre histoire.

Bien évidemment, chez Marx, il n'y a pas cette mythique « contradiction simple ». Dans les *Grundrisse*, Marx distingue soigneusement l'ordre historique réel de l'ordre logique. Cependant, Marx montre que pour comprendre le concret réel, il faut d'abord parvenir aux catégories les plus simples et les plus abstraites pour ensuite reconstituer le réel par la voie de la pensée. C'est en utilisant cette méthode que Marx met à jour la contradiction fondamentale qui ordonne tout le processus : le capital, dans son mouvement, tend à s'abolir lui-même. Et, de ce point de vue, l'ordre d'exposition du *Capital* n'est pas un flirt avec Hegel comme l'explique Althusser : pour Marx, le noyau qui permet de comprendre les contradictions du mode de production capitaliste, c'est le caractère contradictoire de la marchandise. C'est d'ailleurs ce que reprend Lénine :

« Marx, dans *Le Capital*, analyse d'abord le rapport de la société

(16) L. Althusser : *Pour Marx*, p. 98-99.

(17) L. Althusser : *Pour Marx*, p. 100.

bourgeoise (marchande) le plus simple habituel, fondamental, le plus massivement répandu le plus ordinaire, qui se rencontre des milliards de fois : l'échange des marchandises. L'analyse fait apparaître dans ce phénomène élémentaire (dans cette « cellule » de la société bourgeoise) toutes les contradictions respectives (les germes de toutes les contradictions) de la société contemporaine. L'exposé nous montre ensuite le développement (*et la croissance et le mouvement*) de ces contradictions et de cette société dans la somme de ses diverses parties, depuis son début jusqu'à sa fin. Telle doit être la méthode d'exposition de la dialectique en général... » (18)

L'hétérogénéité

Mais le malheur, c'est que Lénine ne connaissait pas l'hétérogénéité du temps historique. Chaque instance, en effet, a son propre temps et sa propre histoire et le travail de la science althusserienne va justement être d'élaborer ce temps autonome, spécifique, comprendre pourquoi il y a décalage entre la politique, l'économie, la philosophie. Ce sont les rapports entre ces divers temps qui forment la condition d'existence de la contradiction, qui donc la « surdéterminent ». C'est précisément cette question centrale que n'ont pas vue les critiques pablistes d'Althusser, qui reprennent eux-mêmes le concept de « surdétermination ».

En effet, la surdétermination de la contradiction signifie, et c'est une des thèses centrales d'Althusser, que « les lois de fonctionnement d'une structure ne sont pas ses lois de dissolution ». C'est ce qu'Althusser apprend de Mao Tsé-toung. Il existe diverses sortes de contradictions qui se développent chacune avec leur propre

(18) Lénine. « Sur la question de la dialectique » *Cahiers Philosophiques*, pp. 344-345.

temps, ce qui fonde les changements de front des contradictions. La contradiction principale passe d'abord entre toute la nation et l'impérialisme avant de passer entre la bourgeoisie nationale et le prolétariat. C'est le fondement « théorique » du « bloc des quatre classes », politique qui aboutit à la soumission du Parti communiste chinois au Kuo Min Tang et à l'étranglement de la révolution chinoise en 1927. La surdétermination, c'est d'abord une arme contre la théorie de la révolution permanente, théorie qui ordonne tout par rapport à cette « contradiction simple » qu'est la lutte entre les classes fondamentales de la société contemporaine, bourgeoisie et prolétariat. Dans *L'Internationale communiste après Lénine*, Trotsky passe au feu de la critique ces théories réactionnaires qui aboutissaient à l'alliance du PC américain avec le parti des fermiers de Lafollette, à la création de ce monstre qu'était l'Internationale paysanne.

Mais un althusserien n'admettra pas cette réfutation par le « critère de la pratique ». Reprenons donc.

Tout d'abord, il est vrai qu'il n'y a pas chez Marx de « contradiction simple originaire », non pas du tout pour les raisons que donne Althusser, mais parce que, pour Marx, la dialectique n'est pas l'origine du mouvement réel par la voie de la pensée, la reproduction du concret sous la forme de concret-pensé. La dialectique de Marx, non seulement est différente de la dialectique de Hegel, mais elle en est même l'exact opposé. C'est pour cette raison que *Le Capital* peut donner l'illusion d'une construction « a priori ». Mais cela Althusser ne semble même pas le soupçonner. Au contraire, en introduisant ses concepts de « surdétermination » et d'hétérogénéité du temps historique, il prépare le terrain à une lutte implacable contre la dialectique de Marx, car si la contradiction est « surdéterminée en son principe », ce ne sont plus les lois propres du mode de

production capitaliste qui fondent la possibilité et la nécessité du socialisme. Le socialisme devient possible, non pas par le développement de la nécessité, mais quand entrent dans une unité de rupture tous ces éléments hétérogènes, ce qui est le fait de circonstances exceptionnelles et nullement susceptibles de fonder une stratégie générale. Le mouvement fondamental qui conduit à « l'expropriation des expropriateurs » est ainsi brisé. La lutte élémentaire des ouvriers pour la défense du salaire, n'est plus l'embryon de la lutte de classe révolutionnaire. La vieille division réformiste du programme minimum et du programme maximum trouve dans l'althussérisme un fondement « théorique » inespéré. Mais la philosophie de la surdétermination ne s'arrête pas là. Si la révolution russe de 1917 était surdéterminée comme l'explique Althusser, cela signifie qu'elle est une exception, un accident historique, que cette surdétermination n'existant pas en Europe occidentale, et que par conséquent la révolution mondiale était une utopie. La surdétermination de la révolution d'Octobre, c'est, ni plus ni moins que la théorie du socialisme dans un seul pays, habillée du jargon althussérien. S'il faut se résigner à construire le socialisme déterminé dans un seul pays, cela implique que dans les autres pays la révolution est impossible. C'est pourquoi d'ailleurs Althusser propose d'en finir avec la fameuse « négation de la négation », qui serait le fondement théologique de la dialectique :

« Il est aujourd'hui officiellement convenu de reprocher à Staline de l'avoir rayée des lois de la dialectique et plus généralement de s'être détourné de Hegel pour mieux asséoir son dogmatisme. On suggère volontiers en même temps qu'un certain retour à Hegel serait salutaire. Ces déclarations feront peut-être un jour l'objet d'une démonstration. En attendant, il me paraît plus simple de reconnaître que le rejet de la négation du domaine de

la dialectique marxiste peut témoigner d'un réel discernement théorique chez son auteur. » (19)

Nous retrouvons ici le « théoricien » Staline ; il avait déjà enseigné à Althusser que l'usage du critère de classe n'est pas sans bornes. Maintenant, il l'aide à rejeter la « négation de la négation » des lois de la dialectique. Althusser se trouve là en bien mauvaise compagnie, non seulement avec Staline, mais aussi avec M. Dühring qui traitait la négation de la négation de faribole hégelienne, mais aussi avec Bernstein qui proposait de rejeter cette loi de la dialectique pour mieux asseoir le réformisme. Engels avait déjà réfuté l'argumentation de Dühring (20) ; cette réfutation peut s'appliquer mot pour mot à Althusser.

« Donc, en caractérisant le processus comme négation de la négation, Marx ne pense pas en démontrer par là la nécessité historique. Au contraire : c'est après avoir démontré par l'histoire comment en fait, le processus s'est réalisé en partie, doit forcément encore se réaliser, que Marx le désigne en outre comme un processus qui s'accomplit selon une loi dialectique déterminée. C'est tout. Nous avons donc affaire à une supposition gratuite de M. Dühring quand il prétend que la négation de la négation doit faire ici office de sage-femme en accouchant le futur du sein du passé, ou que Marx nous demande de faire crédit à la négation pour nous laisser convaincre que la communauté du sol et du capital (laquelle est elle-même une contradiction en chair et en os de M. Dühring) est une nécessité. » (21)

Althusser doit connaître ce texte... Pourtant il n'y fait pas allusion. Est-il en désaccord ? On ne peut éviter de

(19) L. Althusser : *Pour Marx*, p. 205.

(20) Cf. Engels, *Anti-Dühring*, pp. 162 à 164.

(21) Engels, *Anti-Dühring*, p. 163.

conclure que lorsque Althusser s'attaque à la « négation de la négation », c'est à ce qu'elle désigne, c'est-à-dire l'expropriation des expropriateurs qu'il s'attaque. La chasse à l'humanisme, à l'hégélianisme n'est ainsi qu'un faux semblant qui permet de régler son compte au marxisme lui-même, science qui explique tout le développement historique par la lutte de classes, laquelle est rebaptisée par Althusser de l'élegant pseudonyme philosophique de « *contradiction simple* ». Exagération polémique ? Point. Comment ne pas être frappé par cette continuité qui mène Althusser de la recherche d'autres critères que ceux de classes au refus de considérer la contradiction entre le capital et le travail comme le moteur du développement historique pour finir par la négation de la nécessité du renversement du capitalisme ? N'est-ce pas là la véritable « problématique théorique » d'Althusser, celle qui détermine ce qu'il voit et ce qu'il ne voit pas ? Peut-être est-il temps de retourner la question althusserienne ? D'où parle donc Louis Althusser ?

La pratique intéresse assez peu Althusser. Il faut d'abord, nous dit-il, produire la philosophie marxiste indispensable pour sortir le mouvement ouvrier de l'impassé. Pour ce qui concerne les problèmes politiques actuels, Althusser adopte une sorte de « morale provisoire » : c'est aux « politiques » du Parti Communiste Français qu'il faut faire confiance. Certes, on ne peut pas prouver qu'ils ont raison, ni que ce sont de bons marxistes. Mais en dépit de tout, ils représentent politiquement la classe ouvrière ; le P.C.F. est le parti révolutionnaire de la classe ouvrière ; donc il faut se fier à lui. Althusser n'est pas si loin de ceux qui ne voulaient pas « désespérer Billancourt ».

La contre-partie de cette confiance, c'est la liberté pour les intellectuels de rechercher la « philosophie

marxiste », car ils ont leur sphère autonome qui n'a rien à voir avec la lutte de classes, la sphère de la pratique théorique. Telle est la rançon du nécessaire retard de la philosophie sur la science.

Mais ce compromis est passé sur une certaine base. L'utilisation du critère de classes n'est pas sans borne ; il est donc nécessaire de rechercher une science de l'histoire libérée du « critère de classes ». C'est là très directement le ralliement sans condition à la bourgeoisie et à son idéologie. Mais ce ralliement s'opère sur la base du stalinisme, car c'est Staline qui a eu cette intuition géniale ; même si le prix à payer de cette géniale intuition, c'est le « délitre » du système de gouvernement stalinien.

C'est ainsi que l'appareil peut laisser Althusser libre de se livrer à toutes les « audaces » théoriques possibles, car ces audaces non seulement ne touchent pas à la politique de l'appareil, mais elles permettent même d'en finir avec une mauvaise image de marque que portait le stalinisme dans les milieux de l'intelligentsia :

« Nous n'avions pas d'audience parmi nos pairs. L'adversaire jetait au visage que nous n'étions que des politiques ; nos collègues les plus éclairés que nous devions commencer par étudier nos auteurs avant de les juger, par justifier objectivement nos principes avant de les proclamer et appliquer. Pour engager les meilleurs de leurs interlocuteurs à leur prêter quelque oreille, certains philosophes marxistes en furent réduits, et réduits par un mouvement naturel où n'entrant aucune tactique réfléchie, à déguiser Marx en Husserl, Marx en jeune Marx éthique et humaniste — au risque de prendre un jour le masque pour le visage. » (22)

Grâce à la « pratique théorique », cette triste époque est révolue. Désormais, Althusser peut présenter

(22) L. Althusser, *Pour Marx*, p. 18.

un Marx tout à fait acceptable pour la bourgeoisie, un Marx qu'il n'est plus besoin de déguiser. Par l'action conjointe de Staline et Althusser, le marxisme s'est fait philosophie, la dialectique est devenue structurale et la lutte de classes est bien loin. Bien sûr, il y a les exigences de la vie matérielle et le philosophe ne les oublie pas :

« Il en va de même de la lecture des œuvres encore théoriquement opaques de l'histoire du mouvement ouvrier, comme le « culte de la personnalité », ou tel grave conflit qui est notre drame présent : cette lecture sera peut-être un jour possible sous la condition d'avoir bien assimilé ce qui, dans les œuvres rationnelles du marxisme, peut nous donner la ressource de produire les concepts indispensables à l'intelligence des raisons de cette déraison. » (23)

Les événements historiques sont ici assimilés aux œuvres écrites du marxisme ; ce qui signifie tout simplement qu'Althusser ramène toute la réalité à l'idée. La révolution et la contre-révolution sont ramenées sous l'unique vocable d'œuvres du marxisme ; c'est donc que le marxisme pour Althusser, c'est d'abord ce qui est ; c'est la philosophie du statu quo. Avec ceci en plus : ce qui est n'est même pas entièrement connaissable ; il y a beaucoup d'« œuvres opaques » qu'on ne peut pas encore lire parce qu'Althusser n'a pas encore produit les concepts adéquats de la n-ième lecture symptomatique.

C'est précisément cette autonomisation complète de la théorie, autonomisation qui d'ailleurs revient à faire de la théorie — la pensée, l'idée — l'unique réalité, qui est la base de l'althussérisme. L'histoire d'Althusser est un processus complètement aveugle que seuls quelques élus, les philosophes peuvent réelle-

ment comprendre. L'histoire, ce n'est plus l'histoire des hommes, faite par les hommes eux-mêmes dans des conditions qu'ils n'ont pas choisies. Ce n'est plus que la surdétermination des structures. Ce n'est plus le capitalisme qui par son mouvement contraint les ouvriers à s'unir contre la classe bourgeoise, qui est la base matérielle du marxisme. Le marxisme est le produit des théoriciens géniaux. En France, nous n'avons eu ni Marx, ni Lénine, ni Gramsci. C'est là la racine des faiblesses du P.C.F. Néanmoins, il faut suivre les Thorez, les Marchais, car eux aussi sont des produits des « œuvres opaques » du marxisme. Ce qui est aberrant aujourd'hui sera demain raisonnable quand la raison de la folie aura été trouvée par les philosophes. C'est, en dernière analyse, la philosophie qui surdétermine la politique. Platon réclamait les philosophes-rois, Althusser met les philosophes-rois au service de la bureaucratie stalinienne.

Si on essayait de dresser un schéma du « fonctionnement » des thèses de Louis Althusser, on aurait approximativement ceci : les philosophes pensent pour le parti : le parti agit pour la classe ouvrière.

Jacques Rancière, ancien disciple d'Althusser, devenu mao-spontanéiste, met assez justement à nu un aspect important de l'althussérisme. Quand Althusser prétend être matérialiste, il ne fait que restaurer le point de vue de l'ancien matérialisme, c'est-à-dire le « matérialisme des éducateurs » critiqué par Marx :

« La doctrine matérialiste qui veut que les hommes soient des produits des circonstances et de l'éducation, que, par conséquent, des hommes transformés soient des produits d'autres circonstances et d'une éducation modifiée, oublie que ce sont précisément les hommes qui transforment les circonstances et que l'éducateur a lui-même besoin d'être éduqué. C'est pourquoi elle tend inévitablement

(23) L. Althusser, *Lire le Capital*, I, p. 42.

à diviser la société en deux parties, dont l'une est au-dessus de la société (par exemple chez Robert Owen). » (24)

Althusser se présente volontiers comme le défenseur de l'orthodoxie marxiste contre ceux qui veulent compromettre le marxisme avec l'humanisme bourgeois. Mais cette lutte contre l'humanisme n'est qu'un écran. Ce qu'Althusser vise derrière l'étiquette d'humanisme, c'est l'idée que les hommes font eux-mêmes leur histoire et que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Il faut s'en remettre aux philosophes et aux politiques ; tel est l'essence de l'anti-humanisme d'Althusser. Comme le dit Jacques Rancière :

« La chasse aux lucioles humanistes est le faux-semblant qui permet de restaurer la forme philosophique de la philanthropie bourgeoise : les ouvriers ont besoin de notre science. » (25)

Que Rancière tire d'Althusser des leçons spontanéistes, anti-organisation, c'est son affaire. Cependant, il met justement l'accent sur cet aspect de l'althussérisme : la justification philosophique de l'attitude du P.C.F. Toutes les luttes, les mots d'ordre doivent passer au « bureau de contrôle des énoncés prolétariens » ; c'est-à-dire qu'il est interdit de sortir des cadres politiques fixés par l'appareil. L'althussérisme, c'est effectivement, comme le dit Rancière, la philosophie de ceux qui sont chargés de domestiquer la classe ouvrière.

C'est pourquoi si Althusser fait des concessions au matérialisme, c'est uniquement au « matérialisme des éducateurs ». En fait, il est un idéaliste invétéré. Toute l'histoire du mouve-

ment ouvrier est réduite à des « produits du marxisme », c'est-à-dire que tous les développements réels de la lutte des classes ne sont que la manifestation, la forme phénoménale de l'idée du « marxisme », nouveau « *deus ex machina* » de l'histoire. Le marxisme est ainsi transformé en un dogme mystique, dont Althusser s'est fait le prophète.

Dès lors il n'est pas difficile de comprendre pourquoi Althusser trouve les thèses sur Feuerbach « énigmatiques ». Ces thèses rédigées par Marx en 1845 synthétisaient l'opposition de la théorie du matérialisme dialectique à la philosophie classique en pleine décomposition, sous la forme de l'école des « jeunes hégéliens ». Alors que les thèses sur Feuerbach impliquent que le temps de la philosophie est révolu, Althusser veut redonner un nouveau souffle à la philosophie, c'est-à-dire à la spéulation abstraite et non scientifique.

Dans sa jeunesse, Althusser a tenté de transformer le monde grâce aux diverses méthodes du stalinisme. Cette transformation a échoué. Il en conclut qu'il vaut mieux aujourd'hui se contenter d'interpréter le monde de diverses manières. Au lieu de combattre le monde réel, il combat la phraséologie du monde, les pseudos-concepts, les « concepts indices », c'est-à-dire qu'il accepte le monde actuel au moyen d'une autre phraséologie, au moyen d'autres concepts.

L'althussérisme n'est pas une simple « révision philosophique » du marxisme. La philosophie d'Althusser sert des intérêts politiques tout à fait précis, ceux de la bureaucratie stalinienne et de son agence française, l'appareil du Parti Communiste Français. le rôle des althussériens dans la normalisation de l'U.E.C. dans les années 1965 mériterait d'être étudié en détail. Mais le fait le plus important, c'est que l'althussérisme donne une apparente rigueur doctrinale à la justification du stalinisme. Après la mort de Staline, la crise de l'appareil

(24) Karl Marx : troisième thèse sur Feuerbach.

(25) Jacques Rancière : *La leçon d'Althusser* (NRF), p. 35.

stalinien s'est ouverte. L'insurrection des ouvriers de la Stalin-Allee à Berlin marquait l'ouverture de la révolution politique. Le XX^e congrès du P.C.U.S., avec le fameux rapport Krouchchev, devait aggraver cette crise, même si le rapport Krouchchev et le XX^e congrès avaient comme seul but de préserver les intérêts de la bureaucratie. Les tendances à l'éclatement de l'appareil international se sont développées, se manifestant, entre autres, par la crise des « intellectuels staliniens ». Les vieilles recettes staliniennes se suffisent plus. C'est alors qu'Althusser fournit à la bureaucratie un nouveau ciment idéologique. La rhétorique althusserienne servira tout simplement à qualifier le stalinisme de « déviation théorique » du mouvement ouvrier. Cette qualification permet de répondre à ceux qui trouvaient que l'expression de « culte de la personnalité » était pour le moins peu scientifique, en même temps qu'elle limite parfaitement le cadre dans lequel on peut critiquer le stalinisme.

C'est ainsi qu'après avoir réduit le stalinisme à une « déviation théorique du mouvement ouvrier », Althusser peut tranquillement écrire :

« De même Staline ne peut être réduit à la déviation que nous lions à son nom, et à plus forte raison encore la III^e Internationale qu'il finit, après les années trente, par dominer. Il a eu d'autres mérites devant l'histoire. Il a compris qu'il fallait renoncer au miracle imminent de la « révolution mondiale » et donc entreprendre de « construire le socialisme » dans un seul pays et il en a tiré les conséquences : le défendre à tout prix comme la base et l'arrière de tout socialisme dans le monde, en faire, sous le siège de l'impérialisme, une forteresse inexpugnable et, à cette fin, la doter en priorité d'une industrie lourde, dont sont sortis les chars de Stalingrad, qui ont servi l'héroïsme du peuple soviétique dans une lutte à mort pour libérer le monde du

nazisme. Notre histoire passe aussi par là. Et à travers les déformations, les caricatures et les tragédies mêmes de cette histoire, des millions de communistes ont appris, même si Staline les « enseignait » comme des dogmes, qu'il existait des principes du leninisme. » (26)

Qu'est-ce donc qu'une « déviation théorique » face à de tels mérites historiques ? « *Notre histoire passe aussi par là* » et, tout bien pesé, le stalinisme a eu un rôle historique progressiste et c'est là l'essentiel. Ce qu'Althusser écrit en juin 1972, Georges Marchais le reprend dans son rapport devant le C.C. publié dans *L'Humanité* du 29 juin 1975 :

« Le 6 juillet (1956), le PCUS publiait une longue résolution dans laquelle il se livrait à une analyse déjà beaucoup plus approfondie des conditions dans lesquelles ces fautes avaient pu être commises. Cette résolution soulignait également deux choses tout à fait essentielles. Elle rappelait d'une part et avec raison que si ces fautes, ces crimes injustifiables avaient causé un immense préjudice à la société socialiste et à la cause du parti communiste, ils ne devaient pas masquer les succès considérables remportés dans le même temps par le socialisme. Elle affirmait d'autre part avec force la volonté du PCUS d'en finir totalement avec ces fautes, et cela en rétablissant et en développant la démocratie socialiste. (...) *L'Humanité* a, pendant des mois et des mois, parlé de ces questions, de ces drames et de leurs victimes (27). D'innombrables livres ont été publiés, des films ont été projetés. (...) Evidemment, nous ne considérons pas que le dossier devrait être fermé, que toute réflexion sur cette période serait à proscrire. Nous n'avons jamais dit cela. Au con-

(26) L. Althusser, *Réponse à John Lewis*, p. 95.

(27) Les lecteurs apprécieront le cynisme de Marchais...

traire, des chercheurs appartenant à notre parti ont contribué et contribuent à cette réflexion qui doit être conduite avec tout l'esprit de responsabilité et de sérieux qu'appellent des questions aussi importantes et difficiles. » (28)

Hommage à l'appareil

L'hommage de Georges Marchais aux « chercheurs » dans le genre d'Althusser est très clair. Et justifié. Les diverses autocritiques d'Althusser — sur lesquelles nous n'avons pas le temps de nous étendre — ont permis l'adéquation la plus complète de l'al-

(28) Cette déclaration a été diffusée à cinq millions d'exemplaires au moment de la campagne du PCF contre *Republica...*

thusséisme et de la politique de l'appareil.

Tel est l'enjeu de la discussion sur Althusser et l'althusséisme. Althusser couvre de termes « marxistes » sa philosophie idéaliste réactionnaire, non pas comme n'importe quel marxologue universitaire, mais parce que le P.C.F. couvre sa trahison du communisme des termes mêmes du communisme. La lutte théorique contre les falsifications althusseriennes est une composante de la lutte contre le stalinisme pour la construction du parti révolutionnaire, pour la reconstruction de la IV^e Internationale. En ce sens, l'althusséisme concerne tous les militants ouvriers fidèles à leur classe ; c'est une chose trop sérieuse pour la confier aux seuls universitaires ou aux gauchistes.

Denis COLLIN.

ABONNEZ-VOUS SANS TARDER A

LA VERITE

Chèques à l'ordre de Gérard SERFATI
sans indication de numéro de compte

(Voir tarifs page 2 de la couverture)

SOMMAIRE

La situation politique et l'activité de l'O.C.I., par Marc Lacaze	p. 1
Un an plus tard : conséquences de la défaite U.S. au Vietnam, par Stéphane Just	p. 23
Portugal : A nouveau la question d'un gouvernement PS-PCP, par Jacques Meyrand	p. 43
Angleterre : Après la démission de Wilson, par François Forgue	p. 53
Le XXV ^e Congrès du P.C.U.S., par Jean-Jacques Marie	p. 62
A propos des discussions sur les « SALT », par Gérard Bloch	p. 77
Le Liban après un an de guerre civile, par Jacques Meyrand	p. 83
Althusser surdétermine la révolution, par Denis Collin	p. 105



Prix du numéro : 6 F

Commission paritaire n° 51 695